

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie
UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ I

CENTRE DE RECHERCHE ET
DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES SOCIALES ET
ÉDUCATIVES

UNITÉ DE RECHERCHE ET
DE FORMATION
DOCTORALE EN SCIENCES
HUMAINES ET SOCIALES
DÉPARTEMENT D'HISTOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
THE UNIVERSITY OF
YAOUNDE I

POSTGRADUA TE SCHOOL FOR
THE SOCIAL AND
EDUCATIONAL SCIENCES

DOCTORAL RESEARCH UNIT
FOR
THE SOCIAL SCIENCES
HISTORY DEPARTEMENT

**LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT
DANS LA RÉGION ORIENTALE DU CAMEROUN : CAS
DU DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM, 2003-2022.**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du diplôme de Master en Histoire
*A dissertation presented in partial fulfillment of requirement for Award of Masters Degree in
History*

Spécialisation : Histoire des Relations Internationales

Par

Jonathan Ramsès MPELA ME MPIENWA

Titulaire d'une Licence en Histoire

Sous la direction de
Achille Elvice BELLA

Maître de Conférences



Avril 2023

SOMMAIRE

SOMMAIRE	i
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE I: CONTEXTE GENERAL DE L'ÉMERGENCE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES LOCALITÉS FRONTALIÈRES DE L'EST CAMEROUN	27
CHAPITRE II: CARTOGRAPHIE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM	52
CHAPITRE III: CONSÉQUENCES DES ACTES DE RADICALISATION ET D'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM	83
CHAPITRE IV : STRATÉGIES D'ENDIGUEMENT DE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT A L'EST-CAMEROUN	111
CONCLUSION GÉNÉRALE	139
ANNEXES	143
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	158
TABLE DES MATIÈRES	165

A mon frère aîné

Ermann Fanga pour toute son œuvre dans mon éducation.

REMERCIEMENTS

Ce travail a été réalisé grâce à la contribution de plusieurs personnes à qui nous tenons à témoigner une profonde et sincère gratitude.

Nous tenons tout d'abord à exprimer notre sincère gratitude à notre Directeur de mémoire, le Professeur Achille Elvice Bella qui, malgré ses multiples occupations, a su faire preuve de disponibilité, de patience à notre égard et de rigueur scientifique pour la réalisation de cette étude. Nous lui disons merci de nous avoir accompagné à la fois comme un père et un directeur de recherche.

Nous remercions tout le corps enseignant du Département d'histoire de l'université de Yaoundé I pour nous avoir préparé à affronter les étapes et les exigences de la recherche. A tous ces braves hommes et femmes qui ont contribué, chacun avec ses méthodes et techniques, à notre formation intellectuelle et personnelle, trouvez en ces quelques mots l'expression de notre gratitude infinie. Ce travail est aussi le fruit de vos innombrables efforts.

Nos remerciements vont également à l'endroit des sous-préfets des arrondissements de Mandjou et Garoua Boulai, messieurs Hervé Marie Ambomo Mani et Jean Patrick Abena pour nous avoir ouvert les portes de leurs unités administratives et mis à notre disposition une documentation assez riche. Nous disons un grand merci au Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulai, sieur Gislain Omer Lath Messak pour ses orientations vers des sources d'information sur le terrain.

Un merci particulier à la maman Marie Florence Moaboulou Milamb, pour ses efforts consentis durant toutes ces années d'étude, ses énormes sacrifices financiers et pour son soutien moral. Nous remercions les frères et sœurs Francis Tsatsa, Gertrude Amboule, Idris Fanga, Deschanel Akoula, Bélice Moaboulou, pour leurs encouragements, leur soutien financier et leur encadrement dans le cadre de la recherche. Nous disons aussi un sincère merci aux tantes Monique Amiegue, Mathilde Bissene, Rachel Nambel, pour leur soutien inconditionnel.

Nous adressons un merci sincère aux aînés dans la discipline, Thierry Evina Mimbama et Fabrice Anaba pour leurs orientations, conseils, encouragements et relectures qui ont significativement amélioré ce travail.

Enfin, que tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail de recherche, trouvent ici un profond remerciement.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des cartes

Carte 1 : L'avancée des rebelles et des combats durant la guerre civile de 2012 en RCA.....	31
Carte 2 : Zones d'entrée et d'installation des réfugiés centrafricains au Cameroun.....	37
Carte 3: Identification des zones à haut risque touristique au Cameroun avec l'insécurité grandissante.....	94
Carte 4: Identification des établissements scolaires accueillant les élèves réfugiés dans l'arrondissement de Mandjou en 2011.....	135

Liste des tableaux

Tableau 1: La répartition des réfugiés centrafricains au niveau de la frontière entre la RCA et la région administrative de l'Est Cameroun.....	38
Tableau 2: Répertoire générique des comportements, des perceptions et des éléments structurels caractérisant le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou.....	71

Liste des photos

Photo 1: Portrait sanglant d'un agriculteur agressé par les coupeurs de route à Yokosiré	62
Photo 2: Opération de fouille des camions en provenance de RCA par les agents des douanes camerounaises à Garoua-Boulai.....	113

Liste des figures

Figure 1: Les étapes de la montée de la violence dans le cadre du conflit Gbaya-Mbororo.....	72
Figure 2: Propension territoriale de l'insécurité au Cameroun	93

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

ANY	: Archives Nationales de Yaoundé
APEE	: Association des Parents d'Elèves et d'Enseignants
BIM	: Bataillon d'Infanterie Motorisée
BIR	: Bataillon d'Intervention Rapide
BLCGC	: Bureau de Lutte Contre la Grande Criminalité
CAPAM	: Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CNJC	: Conseil National de la Jeunesse du Cameroun
CNLD	: Comité National de Lutte contre les Drogues
CPJP	: Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix
CPRMV	: Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence
CPSK	: Convention des Patriotes pour le Salut du Kodro
CRTV	: <i>Cameroon Radio Television</i>
DAJEC	: Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse et de Education Civique
DASEP	: Délégation d'Arrondissement des Sports et de l'Education Physique
EHA	: Eau Hygiène et Assainissement
EIGS	: Etat Islamique dans le Grand Sahara
FACA	: Forces Armées Centrafricaines
FMO	: Forces de Maintien de l'Ordre
FROLINAT	: Front de Libération Nationale du Tchad
GAPLC	: Groupe d'Action Patriote pour la Libération de la Centrafrique
GEI	: Groupe Etat Islamique
GIGN	: Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale
GMI	: Groupement Mobile d'Intervention
HCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
IDH	: Indice de Développement Humain
IEP	: Institut pour l'Economie et la Paix
INSPQ	: Institut National de la Santé Publique du Québec

MAM	: Malnutrition Aigüe Modérée
MAS	: Malnutrition Aigüe Sévère
MINEDUB	: Ministère de l'Education de Base
MINEE	: Ministère de l'Eau et de l'Energie
MINUSCA	: Mission Multidimensionnelle Intégré des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique
MLCJ	: Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice
NOSO	: Nord-Ouest et Sud-Ouest
ONG	: Organisation Non Gouvernementale :
ONU	: Organisation des Nations Unies
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA	: République Centrafricaine
SI	: Solidarité internationale
UA	: Union Africaine
UFDR	: Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement
UNICEF	: Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

RÉSUMÉ

La radicalisation et l'extrémisme violent sont des réalités que vivent les populations de la région de l'Est en général et celles du département du Lom et Djerem en particulier. Depuis le début de la décennie 2000, ces exactions ont connu un essor significatif dans le temps et dans l'espace conduisant aujourd'hui à l'établissement d'un climat de méfiance accrue, de crainte et de panique constantes et généralisées autant en zone rurale qu'en zone urbaine. Cette réalité a logiquement fait émerger la question centrale de ce travail qui est celle de savoir : quelles sont les dynamiques de l'extrémisme violent dans le département frontalier du Lom et Djerem ? Pour apporter des réponses à cette préoccupation, nous avons, dans une logique socioconstructiviste, mobilisé la méthode de travail mixte, ce qui a nécessité une collecte minutieuse de données écrites, orales et iconographiques. L'on a pu établir que le développement aisé de la radicalisation et l'extrémisme violent dans cette partie du pays est majoritairement imputable au foyer de tension sans fin qu'est la RCA voisine. En effet, les différentes crises centrafricaines survenues depuis 2003 ont généré des flux incontrôlables de personnes (réfugiés et mercenaires) et du matériel de guerre en terre camerounaise, plantant le décor d'un climat sécuritaire tendu et impropre à l'épanouissement socioéconomique des populations. Depuis lors, il s'en est suivi des vagues incessantes de kidnappings (particulièrement des bergers et agriculteurs) avec demande de rançons, des assassinats ciblés, des cambriolages des domiciles et des commerces, des cas de vol à main armée, une cohabitation antagoniste entre réfugiés et locaux, le trafic des ossements humains et des stupéfiants. Toutefois, on recense des épisodes de violence intercommunautaire entre des groupes ethniques camerounais. Au regard du débordement aisé de l'insécurité générée depuis la RCA en terre camerounaise, il ressort de cette investigation que l'extrémisme violent s'est facilement développé dans le Lom et Djerem en raison d'une faible maîtrise de la frontière majoritairement enclavée et poreuse dont le contrôle continue d'échapper aux autorités camerounaises ; le contexte socioéconomique de la localité n'étant pas moins responsable de cette généralisation de l'insécurité.

Mots clés : Radicalisation, extrémisme violent, Cameroun, Lom et Djerem

ABSTRACT

Radicalisation and violent extremism are realities that people of the East Region in general, and those of the Lom and Djerem Division specifically, are living. Since the beginning of the years 2000, these exactions have risen progressively in space and time, leading to the establishment of an increasing atmosphere of mistrust, fear and constant panic in rural, and urban areas. This fact has logically brought the main question of this research, namely: What are the dynamics of violent extremism in the Lom and Djerem bordering division? To provide an answer to this concern, we have, in a sociocunstructivist logic, made a blended work which needed a careful collection of written, oral and pictorial data. We could determine that the easy development of radicalisation and violent extremism in this part of the country is largely attributable to our neighbouring endless hotbed of tension, the CAR. In fact, the various crises that have occurred in the Central African Republic since 2003 have led to an uncontrolled influx of people (refugees and mercenaries) and war materials into Cameroonian soil, setting up a tense security climate which is inappropriate for the socio-economic fulfilment of the population. Since then, we have known an upsurge of kidnappings (shepherds and farmers specifically) with demands of ransom, targeted assassinations, robberies in houses and shops, armed robberies, an antagonistic cohabitation between refugees and local people, and human bones and narcotics trafficking. Nevertheless, we identify some episodic cases of violence between cameroonian ethnic groups. Considering the easy overflow of insecurity created from CAR in Cameroon, this enquiry shows us that violent extremism has easily developed in the Lom and Djerem Division due to the poor mastery of the mostly hemmed and porous border, which is still not controlled by Cameroonian authorities; the socio-economic context of the locality is responsible for this generalised insecurity as well.

Key words: *Radicalisation, violent extremism, Cameroon, Lom and Djerem*

INTRODUCTION GÉNÉRALE

I- CONTEXTE GENERAL

Pour mieux comprendre le fondement des mouvements extrémistes dans le monde, il est primordial de s'inscrire dans l'histoire de la longue durée et remonter jusqu'en novembre 1979 en Arabie Saoudite. C'était le premier jour de l'année dans le calendrier musulman, l'imam de la mosquée centrale de la Mecque s'apprêtait à lancer l'appel à la prière lorsque quelqu'un l'avait poussé. L'homme s'est emparé du micro et a annoncé que le messie était arrivé et que les gens devaient venir lui témoigner fidélité et obéissance. Des centaines d'insurgés se barricadèrent à l'intérieur du sanctuaire. Frappé d'horreur, le pays s'arrêta, paralysé. Les coups de feu fusaient de partout. La difficulté principale c'est qu'il s'agissait du plus important des lieux saints de l'Islam et voir des canons et des mitrailleuses tirer sur des fidèles à l'intérieur de cet édifice était quelque chose de répugnant¹.

En effet, des apostats s'étaient emparés de la grande mosquée Al-Masjid al-Haram. Déboussolées, les autorités saoudiennes avec l'onction des Oulémas², lancèrent un assaut qui porta des fruits mais au prix de nombreuses vies humaines. Il a fallu six jours pour déloger les insurgés des étages supérieurs, ceux-ci ont ensuite trouvé refuge dans le sous-sol de l'édifice. Une bataille rangée se déroula alors à l'intérieur de la mosquée et les insurgés résistèrent pendant 18 jours. Il fallut une intervention étrangère en l'occurrence celle du Groupe d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (GIGN)³ jugé plus apte à effectuer des missions de cette nature, pour aider l'armée saoudienne à renverser la tendance. A la fin de l'attaque, 63 des insurgés qui avaient survécu au combat furent exécutés. Officiellement, l'affaire fut considérée comme un incident isolé. Bien que les autorités saoudiennes aient traité ce dossier avec beaucoup de légèreté, l'histoire a retenu l'attaque de la grande mosquée de la Mecque comme étant l'acte de

¹Prince Turki Bin Faysal, fils du défunt roi Faysal d'Arabie Saoudite et chef des services Secrets saoudiens de 1977 à 2001. Témoignage extrait du documentaire de Jihan El Tahri « La maison des Saoud » produit par ALEGRIA-ARTE France-BBC-STARLING en 2004.

²Les Oulémas sont des théologiens effectuant des recherches dans le domaine coranique et de la tradition prophétique (Sunna), mais leur savoir peut aller bien au-delà de la connaissance théologique. Généralement, indépendant du pouvoir séculier, ils sont les gardiens de la tradition musulmane et des hommes de référence. Ils sont consultés à chaque fois qu'il faut prendre des décisions importantes impliquant le devenir de la communauté.

³Le GIGN est une unité d'élite de la Gendarmerie Nationale française, spécialisée dans la gestion de crises et de missions dangereuses demandant un savoir-faire particulier, notamment dans le domaine du contre-terrorisme, libération d'otages, retranchement de forcenés et arrestation à haut risque dans la lutte contre le grand banditisme.

naissance d'un mouvement violent d'opposition islamiste, le mouvement d'où est sorti plus tard un certain Oussama Ben Laden.

En effet, les fondamentalistes musulmans voient d'un très mauvais œil l'amitié entre l'Arabie Saoudite et les Américains dans la mesure où ces derniers apportaient aux arabes toute la logistique et les équipements nécessaires pour moderniser le pays. La monarchie saoudienne a toujours considéré son amitié avec l'Amérique comme son assurance contre l'instabilité. Cette alliance improbable a survécu à toutes les crises qui ont secoué le Moyen-Orient depuis la deuxième guerre mondiale. Les Américains avaient conclu des accords avec l'Arabie saoudite : du pétrole bon marché en échange de leur protection⁴. Cet acte de novembre 1979 a sans doute été l'une des premières opérations terroristes modernes, un signe que les fondamentalistes musulmans n'acceptaient pas la modernisation à l'occidentale initiée par le premier roi Abdel Aziz et poursuivie par son fils Faysal. Les fondamentalistes considéraient la modernisation comme une invasion culturelle et religieuse, une continuation des croisades chrétiennes⁵.

C'est en 1987, soit 8 ans après la première alerte, que le mouvement prend corps et se dote d'une structure hiérarchisée : c'est la naissance officielle d'Al Qaïda. Fondé par Cheikh Abdullah Yusuf Azzam et son élève Oussama Ben Laden. Al Qaïda est un mouvement inspiré du salafisme djihadiste qui s'enracine dans la pensée des musulmans radicaux tels qu'Abou Qataba, Abou Moussab al-Souri qui sont panislamistes et anti occidentalistes. Son objectif est l'établissement d'un califat dans le monde musulman, l'instauration de la charia, l'affaiblissement ou la destruction du monde occidental. Pour y parvenir, ils se sont définis un mode opératoire comprenant les enlèvements, attentat-suicides, assassinats, attaques aux véhicules piégés, détournements d'avions. Leur financement provient principalement des rançons payées lors des prises d'otages⁶, des braquages, des sociétés écrans et des organisations caritatives. Le groupe est placé sur la liste officielle des organisations terroristes des États-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Union Européenne⁷, du Royaume Uni, de l'Australie, de la Fédération de Russie, de l'Inde et de la Turquie.

⁴H. F. Eilts, Ambassadeur des États-Unis en Arabie saoudite 1965-1970. Témoignage extrait du documentaire de Jihan El Tahri « La maison des Saoud » produit par ALEGRIA-ARTE France-BBC-STARLING en 2004.

⁵Y. Ibrahim, New York Times, Directeur du bureau du Moyen-Orient de septembre 1978 à juillet 1999.

⁶« Le monde-diplomatique.com », consulté le 2 janvier 2022.

⁷« Position commune du conseil du 27 mai 2002 concernant des mesures restrictives à l'encontre d'Oussama Ben Laden, des membres de l'organisation Al Qaïda ainsi que des talibans et autres personnes, groupes, entreprises et

Après la chute du mur de Berlin (dans la nuit du 9 novembre 1989) marquant la victoire définitive du capitalisme (mené par les États-Unis d'Amérique) sur le monde communiste, les fondamentalistes musulmans y voient le point de départ d'une hégémonie totale de la culture occidentale (américaine) sur toutes les cultures du monde y compris la leur. L'après-guerre froide est une période ponctuée par une intense activité des groupes extrémistes musulmans qui recrutent, forment et propagent leur idéologie à travers tous les canaux disponibles dans le but de contrecarrer l'avancée de l'Occident et tous ses alliés quelle que soit leur nature. La décennie 1990 voit le terrorisme prendre une ampleur qui inquiétait déjà à juste titre les dirigeants du monde libre. Al Qaïda affirme avoir abattu des hélicoptères et tué des soldats américains en Somalie en 1993, et revendique également les attaques à la bombe ciblant les troupes américaines à Aden (Yémen) en décembre 1992. Ce groupe est également soupçonné d'avoir pris part dans les attaques à la bombe sur les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Dar es Salam (Tanzanie) en août 1998, tuant plus de 300 personnes et blessant plus de 5000 autres⁸.

Toutefois, l'attaque la plus meurtrière est la série d'attentats sur les États-Unis d'Amérique dans matinée du 11 septembre 2001 entre 08h 14 et 10h 03, prenant pour cible les tours jumelles de World Trade Center (dont les codes sont AA 11 et UA 175) et le Pentagone (ayant pour nom de code AA77). Le bilan officiel est de 2 977 morts et 6 291 blessés. Mais seules 1 647 victimes ont été formellement identifiées entre 2001 et 2021 avec l'aide des avancées de la science et de la technologie. Cette sombre journée a plongé les populations américaines et occidentales dans l'horreur et la tristesse jusqu'à ce jour, car comme le disait le parent d'une victime, « le chagrin n'a pas d'âge »⁹. Les attentats du 11 septembre 2001 sont indiscutablement les plus meurtriers de l'histoire et offrent un souffle nouveau à ce mouvement extrémiste qui est définitivement entré dans une dimension supérieure, devenant un des principaux sujets de préoccupation à l'échelle planétaire. Le parcours de Ben Laden et ses nombreuses migrations lui ont permis de tisser la toile de son organisation et de pouvoir disposer d'un réseau planétaire capable de planifier et d'exécuter des attentats n'importe où dans le monde. Justifiant toutes ces tueries dont il est l'auteur, le cerveau des opérations déclara que les

entités associées, et abrogeant les positions communes 96/746/PESC, 1999/727/PESC, 2001/154/PESC et 2001/771/PESC » Consulté sur https://european-union.europa.eu/index_fr, le 2 janvier 2022.

⁸ F. Ausseil, « Le Kenya et la Tanzanie commémorent les attentats de 1998 » in ledevoir.com publié le 8 août 2018, consulté le 30 décembre 2021.

⁹F. Melchior, « 11 septembre 2001 : Patrick Braut vivait son rêve américain » in *La Dernière Heure* du 6 septembre 2011, consulté en ligne le 3 janvier 2022.

attentats du 11 septembre et les attentats de Madrid (le 11 mars 2004 faisant 191 morts et 1858 blessés) et Londres (7 juillet 2005 avec 57 morts et 784 blessés) sont commis en réaction aux guerres américaines menées avec le soutien de leurs alliés européens en Irak et en Afghanistan¹⁰.

Depuis les attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis, la communauté internationale s'est rendue compte que la sécurité planétaire était plus que jamais menacée par la montée en puissance des individus et des groupes radicaux qui passent désormais à l'acte de façon concrète. Depuis lors, l'usage des termes de « radicalisation », « extrémisme violent », « prévention des conflits », « résolution pacifique des conflits », « culture de la paix »¹¹, etc. s'est généralisé dans les sphères et espaces d'analyse polémologique. La radicalisation et l'extrémisme violent constituent désormais de réelles menaces qui s'étendent aux sociétés du monde entier. Dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, ces phénomènes compromettent la sécurité, le bien-être et la dignité d'innombrables personnes ainsi que leur mode de vie pacifique.

En Afrique subsaharienne, les événements du 11 septembre ont eu un effet d'appel à la manifestation. En effet, juste après ce tragique épisode, commencent à voir le jour des groupes extrémistes se revendiquant le plus souvent partenaires de formation mère (puisqu'ils sont également fondés sur l'idéologie du salafisme djihadiste). Dans cette partie du continent ont émergé trois principaux groupes terroristes qui rendent vulnérables trois régions du continent : le bassin du Lac Tchad¹², la corne de l'Afrique et le Sahel :

Dans le bassin du Lac Tchad : C'est la zone d'opération de la secte islamique Boko Haram fondée dans la région de Maiduguri au Nigéria en 2002, au lendemain des attaques du 11 septembre par Mohamed Yusuf. Cette organisation est un mouvement insurrectionnel et terroriste d'idéologie salafiste djihadiste. Le groupe opère au Nigéria, au Niger, au Tchad et au Cameroun où il a endeuillé plusieurs familles et bouleversé l'équilibre socioéconomique des régions septentrionales du pays depuis son émergence et son expansion.

¹⁰P. Garaude, *Al-Qaida*, Paris, Larousse, 2010, p.5.

¹¹ « La culture de la paix est un ensemble de valeurs, attitudes, comportements et modes de vie qui rejettent la violence et préviennent les conflits en s'attaquant à leurs racines par le dialogue et la négociation entre les individus, les groupes et les États ». Assemblée générale des Nations-Unies, 15 janvier 1998.

¹²« En Afrique, le terrorisme et l'extrémisme violent continuent de croître (ONU) » in news.un.org, publié le 11 mars 2020, consulté le 29 décembre 2021.

Dans la corne de l’Afrique : cette partie vit depuis 2006 au rythme des exactions perpétrées par les membres du groupe islamiste radical Al-Shabab qui opère principalement en Somalie, au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti. En 2010, le groupe fait allégeance à Al Qaïda avec pour ambition principale de créer un État islamique et instaurer un régime de charia dans toute la corne de l’Afrique. Pour y parvenir, il use de la méthode classique des attentats suicides dont les plus dévastateurs sont l’attaque de l’université de Garissa au Kenya le 2 avril 2015, faisant 148 morts dont 142 étudiants¹³, l’attaque au camion-citerne piégé le 14 octobre 2017 dans le centre-ville de Mogadiscio (Somalie), faisant 587 morts¹⁴, de quoi faire décréter trois jours de deuil national. Malgré l’intensification des opérations militaires orchestrées contre eux ces dernières années, les membres du groupe Al-Shabab continuent de représenter la menace la plus persistante pour la sécurité en Somalie et en Afrique de l’Est.

Dans le Sahel : depuis 2015, la région du Sahel est en proie aux assauts répétés de l’État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) qui a officiellement fait allégeance au grand groupe État islamique le 30 octobre 2016 et intègre en mars 2019 l’État islamique en Afrique de l’Ouest. L’EIGS et les affiliés d’Al Qaïda collaborent entre eux pour entreprendre des attaques de plus en plus sophistiquées en Afrique de l’Ouest, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

Tous ces groupes ont en commun l’idéologie salafiste djihadiste dont ils se revendiquent, la haine vis-à-vis de tout ce qui se rapporte à l’Occident, l’allégeance à Al Qaïda et/ou au Groupe État Islamique (GEI), les modes opératoires utilisés pour parvenir à leurs fins. Cette situation inquiète à juste titre la communauté internationale et les pays africains concernés qui voient leurs activités socioéconomiques tourner au ralenti ou complètement à l’arrêt.

Aujourd’hui, la problématique de la radicalisation et de l’extrémisme violent est si préoccupante que les organismes internationaux, à défaut d’endiguer totalement le phénomène, invitent les États à adopter certains protocoles pour prévenir et contrôler le déroulement des conflits comme

¹³A. Sigel, « Kenya : ce qu’il faut savoir sur le massacre de l’université de Garissa » in *bfmtv.com*, 7 avril 2015, consulté le 3 janvier 2022.

¹⁴« Somalie : plus de 200 morts dans l’attentat » sur *le Figaro* du 15 octobre 2017, consulté le 3 janvier 2022.

l'a fait le conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 2015, à travers sa Résolution 2250¹⁵.

Le Cameroun, pays du bassin du Lac Tchad, n'échappe pas à cette montée spectaculaire de l'extrémisme violent qui inquiète à juste titre le pays et ses voisins d'Afrique centrale. En effet, depuis un peu plus d'une décennie, le pays connaît une hausse considérable du phénomène d'extrémisme violent dont les motivations sont à la fois religieuses, culturelles et politiques. Cette réalité endeuille des familles, paralyse les activités économiques et donne lieu à toute forme d'abus des droits fondamentaux de l'homme. Ce climat de violence est présent dans les régions septentrionales avec les exactions de la secte islamique Boko Haram depuis le début de la décennie 2010, dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest à travers la guerre que livrent aux forces de défense et de sécurité les sécessionnistes armés. À l'Est du pays, bien que l'extrémisme violent ait pris du grade grâce aux facteurs susmentionnés, cette réalité est un peu plus ancienne dans cette partie et elle est intimement liée à la situation centrafricaine. La région de l'Est Cameroun qui est celle qui constitue le centre d'intérêt de cette investigation est un foyer de violence sans cesse grandissante. De manière globale, la problématique de l'extrémisme violent et de la radicalisation à l'Est Cameroun s'inscrit dans le contexte général de l'instabilité sociopolitique quasi-perpétuelle sévissant en République Centrafricaine depuis le lendemain de son accession à l'indépendance. Une instabilité sociopolitique qui porte des germes culturels, religieux et politiques.

II- RAISONS DU CHOIX DU SUJET

Plusieurs raisons ont gouverné le choix de cette thématique. Parmi celles-ci, nous avons ressorti trois principales motivations qui peuvent être déclinées ainsi qu'il suit :

La difficile cohabitation entre réfugiés et populations d'accueil : C'est la première raison à l'origine du choix de ce thème. On assiste à l'omniprésence des actes de violence à l'Est du pays notamment dans le cadre de la cohabitation antagoniste entre les populations autochtones et les réfugiés centrafricains dans les localités frontalières comme Garoua-Boulai, Gado-Badzéré, Bétaré Oya. En effet, les rapports produits par certaines ONG nationales et internationales en

¹⁵ Résolution 2250 adoptée par le Conseil de Paix et de Sécurité des Nations-Unies à sa 7573^e séance, le 9 décembre 2015. Ce document de 6 pages invite les Etats membres à prendre certaines mesures pour protéger les civiles et autres personnes vulnérables en cas de conflit.

partenariat avec le HCR et les enquêtes des particuliers font état d'une véritable animosité latente qui règne entre ces deux parties, donnant le plus souvent lieu à des scènes de violence extrême. Aux yeux d'une partie des populations de ces localités frontalières, l'image du réfugié n'est plus nécessairement celle d'une victime, d'une personne vulnérable venue chercher sécurité et confort, mais celle d'un malfrat, d'un bandit, d'un brigand dont la présence en terre camerounaise contribue à compromettre davantage la sécurité des locaux. En outre, dès l'apparition de l'aide humanitaire, les difficultés surgissent avec en prime une hostilité réciproque. Les réfugiés centrafricains des camps de Garoua-Boulaï et de Gado-Badzéré accusent les Camerounais de xénophobie. Ces derniers les accusent d'être à l'origine de l'insécurité rampante sur leurs terres.¹⁶

Les affrontements intercommunautaires : La deuxième motivation est le caractère tendu des relations entre certains groupes ethnocommunautaires de la région de l'Est à l'instar de l'historique rivalité entre les éleveurs Mbororo et les cultivateurs Gbaya dans plusieurs localités dont Mandjou constitue l'exemple le plus révélateur. Dans cette partie du pays, le caractère conflictuel des relations entre les deux entités ethniques est constant au quotidien et débouche parfois sur des affrontements violents comme ceux de 2002 et 2011¹⁷. Les événements tels que le vol de bétail et de récoltes, la destruction des cultures des uns par les bêtes des autres ne font que raviver cette rivalité, menaçant plus que jamais une paix déjà précaire dans la zone.

La préoccupante insécurité urbaine et le grand banditisme rural : La troisième raison est l'insécurité sans cesse grandissante dans les localités frontalières avec le phénomène des enlèvements avec demande de rançon qui continuent de semer la peur et la panique dans ces endroits. Dans les villes de Bertoua et Garoua Boulaï, on fait face aux réalités de l'insécurité urbaine et du grand banditisme. Agression physique, assassinat (touchant parfois des moto-men qui sont assassinés puis dépossédés de leurs motos), viol, etc. sont des situations auxquelles font régulièrement face les populations de ces cités. Le vent d'insécurité qui souffle sur cette partie du Cameroun est en partie imputable à la présence sur ce sol des réfugiés centrafricains. La

¹⁶ A. Mahamat, « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigérianes et centrafricaines » in *Revue canadienne des études africaines*, publié en ligne le 07 septembre 2021, consulté le 15 décembre 2021.

¹⁷ C. Minfegue Assouga, « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net de juin 2014, consulté le 15 septembre 2021 à 10h 35.

circulation d'armes de guerre dans les villages, les attaques des paysans, les kidnappings (avec demande de rançon) et autres vols aggravés portent le plus souvent la signature des réfugiés centrafricains accueillis à l'Est-Cameroun.

Apportant des éléments de réponse à cette situation aussi délicate que préoccupante, le maire de la commune de Garoua-Boulai laissait entendre en 2017 que les camps de réfugiés sont agglutinés d'anciens rebelles centrafricains rompus au maniement des armes qui écument les villages. D'après lui, les armes de guerres y sont cachées dans ces camps ou dans les alentours pour piller et répandre la psychose au sein de la population¹⁸. Bien plus, les effectifs pléthoriques de certains camps de réfugiés ne font que raviver la menace. La population du camp de Gado-Badzéré par exemple est le sextuple de la population locale et ses habitants ont un caractère belliqueux.¹⁹ Cependant, il est à noter que des camerounais profitent de la confusion pour verser dans le banditisme et inscrire leurs forfaits sur la facture des réfugiés et déplacés centrafricains.

III- L'INTÉRÊT DE L'ÉTUDE

Cette étude revêt un triple intérêt : un intérêt didactique, un intérêt social et un intérêt pratique.

Sur le plan didactique, ce travail se propose d'édifier le plus grand nombre de Camerounais sur la réalité du fait que l'Est Cameroun est une zone de tension où sévissent des comportements radicaux conduisant à l'extrémisme violent dans toutes ses formes. Cette thématique a donc aussi pour finalité de faire connaître, sur la base de données vérifiables et mesurables, certaines réalités peu connues ou méconnues sur de la situation sécuritaire dans la région et plus précisément dans le département du Lom et Djerem qui partage une longue frontière avec la RCA considérée comme la source de cette insécurité.

Au plan social, la présente étude s'inscrit dans un contexte social plus que jamais marqué du sceau de la violence. Qu'elle soit physique, psychologique, verbale, intentionnelle ou involontaire, la violence meuble le quotidien de toutes les sociétés du monde entier, devenant le point central inscrit à l'ordre du jour de la quasi-totalité des rencontres entre les leaders du monde

¹⁸A. Mahamat, « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigérianes et centrafricaines » in *Revue canadienne des études africaines*, publié en ligne le 07 septembre 2021, consulté le 15 décembre 2021.

¹⁹A. Baiocchi, « Rapport Coordonnateur-Résident sur l'utilisation des subventions du CERF-Cameroun » 2018, consulté en ligne le 12 décembre 2021 sur <http://cerf.un.org/sites/default/files/ressources/18-UF>.

entier. Dans la sous-région Afrique centrale, des rencontres sont organisées entre les représentants des pays membres avec pour objectif principal le renforcement de la sécurité transfrontalière compromise par la prolifération des bandes armées dont les exactions entraînent un bouleversement de l'équilibre sociopolitique dans la zone d'étude. Ce travail soulève ainsi un véritable problème social auquel sont confrontées les populations, tout en se proposant d'apporter quelques pistes de solutions afin de réduire au maximum la gangrène qui a déjà suffisamment grandi.

Sur le plan pratique, ce travail intervient à un moment opportun. Il est réalisé dans un contexte où les questions de paix et de sécurité sont au centre des préoccupations de toutes les sociétés du monde y compris le Cameroun qui traverse depuis quelques années déjà une situation compliquée pour un pays qui a longtemps été un havre de paix et une référence mondiale en la matière. À partir d'observations faites sur le terrain et véhiculées dans les médias, on a pu constater qu'au Cameroun, il se développe une forme de radicalisation en sourdine ou en latence qui attend généralement l'élément déclencheur pour qu'elle se transforme en comportement extrêmement violent où les populations manifestent pour l'occasion leur colère et leur mécontentement. Cette étude se propose donc d'apporter sa modeste contribution dans la connaissance des mécanismes qui gouvernent ce phénomène, tout en essayant de trouver dans ce mal les germes d'une solution à court, à moyen ou à long terme.

IV- CADRE SPATIO-TEMPOREL DE L'ÉTUDE

Pour mener à bien une étude en histoire, il est fondamental, voire indispensable de définir l'espace chronologique et le cadre géographique dans lequel se sont produits les événements étudiés.

Sur le plan spatial, la présente étude s'intéresse à la région de l'Est en général et plus particulièrement au département du Lom et Djerem. Le Lom et Djerem est un des quatre départements de la région de l'Est-Cameroun (avec le Haut-Nyong, la Kadey et la Boumba et Ngoko). Cette unité administrative est limitée au Nord par la région de l'Adamaoua, au Sud par la Kadey et le Haut-Nyong, à l'Est par la République Centrafricaine et à l'Ouest par la région du Centre. Le département est découpé en 8 arrondissements que sont : Bélabo, Bertoua 1^{er}, Bertoua 2^e, Bétaré-Oya, Diang, Garoua-Boulaï, Mandjou et Ngoura. A l'image de la région toute entière,

le département du Lom et Djerem est une zone faiblement peuplée avec une densité moyenne de 8,7 habitants au km².

Ce vaste espace géographique est occupé par des populations aux langues et coutumes diversifiées. Opérant un rapprochement des différents groupes ethniques sur la base des similarités linguistiques et culturelles, Lucie Zouya Mimbang ressort trois grands groupes humains dans la région de l'Est : le groupe de familles oubanguiennes, le groupe bantou et les pygmées Baka²⁰. Sur la base des migrations anciennes ou récentes, des motivations professionnelles et économiques, tous ces groupes et bien d'autres (à l'instar des peuls) se trouvent représentés dans la zone circonscrite pour l'étude :

-Le groupe de familles oubanguiennes : Cette terminologie est utilisée pour désigner des groupes de populations voisins, mais dont l'appartenance à un groupe classé ne rallie pas les opinions. Il s'agit des Gbaya, des Kaka, des Yangéré, des Bangando qui ont fait l'objet de théories fantaisistes de la part des certains auteurs qui les ont classé dans le groupe « Soudano-Bantu »²¹, alors que des thèses plus nuancées de Guthrie, de Tucker et Bryan, ainsi que de Samarin rapprochent ces populations du groupe de langue comprenant le Mandja et la Banda de Centrafrique²².

-Le groupe Bantu : D'une grande diversité, il comprend : les Maka, les Kozimé (Djem, Badjoué, Zimé), les Konabembe, les Mvong-Mvong, les Kpwakum, les Missanga, les Mezimé, etc.

-Les pygmées Baka : les auteurs et spécialistes des recherches pygmologiques s'accordent sur le fait que ce groupe constitue le fond de population le plus ancien de la région. Ils sont les habitants les plus anciens des zones forestières comme partout ailleurs en Afrique équatoriale. Certaines sources donnent une période d'implantation de 60.000 ans dans la région²³.

A tous ces groupes s'ajoutent logiquement les peuls ayant migré (suivant une direction Nord-Sud) bien avant l'implantation coloniale pour s'installer dans le département du Lom et Djerem qui est limitrophe à la région septentrionale de l'Adamaoua. Ce sous-groupe peul le plus

²⁰ L. Zouya Mimbang, *L'Est-Cameroun de 1905 à 1960. De la mise en valeur à la marginalisation*, Paris, L'harmattan, 2013, pp. 40-43.

²¹ I. Dugast, *Inventaire ethnique du Sud Cameroun*, Mémoire de l'Institut Français d'Afrique Noire, A. Constant, 1949, p.12.

²² M. Guthrie, *The Bantu Languages of Western Equatorial Africa*, Londres, Oxford University Press, 1953.

²³ Cf *Le Monde diplomatique* n° 18750 du 7 mai 2005.

établi dans cette zone est le peuple Mbororo qui a développé depuis fort longtemps des activités économiques dont la pierre angulaire est l'élevage bovin.

C'est dans cet espace que doivent être menées les investigations devant fournir matière à enrichir le sujet. Cependant, un accent particulier est mis sur les localités les plus proches de la RCA (Garoua Boulai, Bétaré-Oya, Toktoyo, Mandjou) et la capitale régionale (Bertoua), lieux où l'on constate une nette élévation du degré de violence due à la situation d'instabilité presque interminable en Centrafrique.

Pour ce qui est de la délimitation chronologique, cette étude s'étend sur une période de 19 ans. Nous avons comme borne chronologique inférieure 2003 et pour borne supérieure 2022. La borne chronologie inférieure représente l'année au cours de laquelle François Bozizé a renversé son prédécesseur en RCA par voie de coup d'Etat. En effet, le 15 mars 2003, les forces du général François Bozizé, ancien chef d'état-major des armées, investissent Bangui, empêchant l'atterrissage de l'avion du président Ange-Félix Patassé, de retour d'un déplacement à Niamey (Niger). Cette prise de pouvoir du général Bozizé divise la société centrafricaine et fait basculer le pays dans une guerre civile à partir de l'année suivante. Cette situation a contraint de milliers d'hommes, femmes et enfants centrafricains à trouver refuge dans l'Est du Cameroun, augmentant le degré d'insécurité dans cette partie du pays. La République Centrafricaine vit, depuis son accession à l'indépendance au rythme des coups d'États. Pays déliquéscent, il est limité au Sud par un voisin turbulent, avec des frontières complexes contrôlées par des seigneurs de guerre tchadiens, soudanais et centrafricains, la Centrafrique est dès lors, présentée comme un Etat fantôme ou un Etat-Canon²⁴, en proie à la somalisation²⁵. Les répercussions sont immédiates à l'Est-Cameroun en termes de hausse du taux de banditisme et de criminalité, forçant l'Etat camerounais à s'employer en renforçant les mesures de sécurité sur son sol.

Quant à la borne supérieure 2022, elle marque l'année au cours de laquelle se sont intensifiées les opérations de rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains sous la supervision du ministre camerounais de l'administration territoriale. Neuf ans après l'ultime guerre civile de 2013 et trois ans après la signature des accords de Khartoum, 25.000 des 270.000

²⁴ A. Z. Tamekamta, « Centrafrique : De l'Etat fantôme à l'Etat-canon », Brève du GRIP (Bruxelles), 26 mars 2013.

²⁵ Propos de la commission européenne chargée de la coopération internationale, de l'aide humanitaire et de la réaction aux crises, Kristalina Georgieva, et du président français François Hollande, lors des réunions à l'ONU en septembre 2013, repris par Cristina Barrios, « République Centrafricaine : Défis humanitaires, politiques et sécuritaires » Brief Issue, n° 37, octobre 2013, p.1.

réfugiés rentrent en Centrafrique lors d'une vaste opération orchestrée par le Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR). Cette opération s'explique d'une part par la volonté des autorités onusiennes et centrafricaines de reconstruire le pays avec la contribution de tous ses fils et filles, et d'autre, part par le souci de calmer le climat tendu que crée la cohabitation entre les réfugiés centrafricains et les populations locales camerounaises. Dans ce sens, moins de réfugiés sur le sol camerounais équivaut à moins d'insécurité. Cette campagne de retours volontaires représente ainsi une lueur d'espoir dans la lutte contre l'extrémisme violent dans la zone à l'étude ; malgré le fait qu'elle ne connaisse pas une mobilisation à la hauteur de ce qu'on aurait espéré, à cause des réticences des réfugiés à rentrer dans leur pays dont l'immense majorité est jusqu'à ce jour contrôlée par les groupes rebelles.

V- CADRE CONCEPTUEL

Pour une meilleure appréhension des idées développées dans une étude, il est impératif de procéder à une clarification conceptuelle. Dans le cadre de ce travail, les concepts nécessitant une bonne clarification sont : radicalisation, violence et extrémisme violent.

Le *Dictionnaire universel francophone* définit la radicalisation comme l'action de radicaliser ou le fait de se radicaliser²⁶.

D'après Farhad Khosrokhavar, directeur d'étude à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), « Par radicalisation on désigne un processus par lequel un individu ou un groupe adopte une forme violente d'action, directement liée à une idéologie extrémiste à contenu politique, social ou religieux qui conteste l'ordre établi sur le plan politique, social ou culturel »²⁷.

Selon le Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV, Canada), la radicalisation est « Un processus selon lequel des personnes adoptent un système de croyances extrêmes comprenant la volonté d'utiliser, d'encourager ou de faciliter la violence en vue de faire triompher une idéologie, un projet politique ou une cause comme moyen de transformation sociale »²⁸. Pour Xavier Crettiez, « on définira la radicalisation comme l'adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, idéologique ou religieuse, dont la logique structure

²⁶ M. Moingeon, *Dictionnaire universel francophone*, Paris, Hachette, 1997, p.1219.

²⁷ F. Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014, p.8.

²⁸ Rapport du Centre de Prévention de la Radicalisation Menant à la Violence (CPRMV), Montréal, 2019.

la vision du monde des acteurs, qui usent pour se faire entendre de répertoires d'actions violents, le plus souvent au sein des structures clandestines, formalisées ou virtuelles, qui les isolent des référents sociaux ordinaires et leur renvoient une projection grandiose d'eux-mêmes »²⁹.

En analysant ces définitions, on constate que trois éléments fondent l'approche de la radicalisation : sa dimension évolutive (la radicalisation est un processus), l'adoption d'une pensée sectaire (la radicalisation repose sur une idéologie même peu formalisée), l'usage potentiel de la violence armée (dont le terrorisme est la forme la plus extrême) pour se faire entendre ou bouleverser l'ordre établi.

Étymologiquement, le mot violence vient du latin *vis*, qui désigne l'emploi de la force sans égard à la légitimité de son usage. Pour le *Dictionnaire Larousse*, la violence est appréhendée comme une impétuosité, une force non contenue, ou encore comme une force dont on use contre le droit commun, contre les lois, contre la liberté publique³⁰. Dans le vocabulaire politique, la violence est la force que l'on use dans la contestation sociale ou dans la répression des conflits sociaux.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), la violence est définie comme étant « l'utilisation intentionnelle de la force physique, de menaces à l'encontre des autres ou de soi-même, contre un groupe ou une communauté, qui entraîne ou risque d'entraîner un traumatisme, des dommages psychologiques, des problèmes de développement ou de décès »³¹. Cette définition inclut tous les types et toutes les formes de violence, et ce, sans égard au milieu (travail, école, communauté etc.) ou au stade de vie. Selon la typologie proposée par l'OMS, il est possible de diviser la violence en trois grandes catégories : la violence auto-infligée, la violence interpersonnelle qui inclut autant la violence perpétrée par un proche que par un inconnu (nommée communautaire), et la violence collective qui peut être sociale, politique, ou économique). Les formes de violence réfèrent à la nature des actes. Les formes les plus considérées sont la violence physique (communautaire), la violence sexuelle, la violence psychologique et verbale qui sont des formes propres à la problématique soulevée dans le cadre de ce travail.

²⁹ J. Pawella, « Synthèse de définitions de la radicalisation » in radical.hypotheses.org, publié le 03 février 2021, consulté le 26 juin 2022.

³⁰ Consulté en ligne sur www.larousse.fr le 24 août 2022.

³¹ Rapport québécois sur la violence et la santé, publié par l'Institut National de la Santé Publique du Québec (INSPQ) en juin 2021. Consulté le 12 décembre 2021.

Quant à l'extrémisme violent, nous pouvons donc l'appréhender comme le fait d'être disposé à modifier radicalement une situation en recourant à la violence si nécessaire, pour instaurer une idéologie absolue, considérée comme la seule vérité et fondée sur des convictions politiques, religieuses et sociétales. Il comprend le terrorisme et toutes les autres formes de violence fanatique ou haineuse basée sur l'idéologie et/ou la recherche d'une condition sociale plus appréciable comme il est beaucoup plus question dans le cadre des événements étudiés dans cette analyse.

A la lecture de toutes ces approches définitionnelles, il ressort globalement une sorte de figure dont la radicalisation est le point d'entrée et l'extrémisme violent le point de sortie. Autrement dit, nous percevons la radicalisation comme la construction d'un comportement hostile dont l'absence de solution conduit à l'extrémisme violent et c'est dans cet esprit que sont agencés les éléments décrits dans cette étude.

VI- REVUE CRITIQUE DE LA LITTÉRATURE

Il existe une littérature conséquente relative au problème de l'extrémisme violent en Afrique en général et au Cameroun en particulier. Les travaux portant sur les questions de paix et de sécurité ayant un lien plus ou moins direct avec la thématique soulevée ont déjà été publiés à une fréquence plutôt satisfaisante. Pour réaliser cette étude, nous nous sommes appuyés sur certains de ces travaux que l'on a passés en revue. Ainsi avons-nous consulté des livres, des articles, des rapports qui se réfèrent à notre objet d'étude.

Laurent Gomina-Pampali³², dans son ouvrage intitulé *Un État ça meurt aussi*, fait une étude descriptive des différentes crises qui ont rythmé la vie sociopolitique de la République Centrafricaine de 1979 à 2015 et des implications sur les centrafricains et les États voisins dont le Cameroun fait partie. Par cet ouvrage, l'auteur souhaite contribuer à la compréhension générale de ce que l'on pourrait appeler le « triste destin » de la République centrafricaine au cours des cinq premières décennies de son « indépendance politique ». Une activité qu'il présente comme une tâche difficile, car l'on sait qu'un destin a la vertu d'échapper aux lois scientifiques de la causalité et donc de l'explication. Il va de la sortie manquée du pays des deux premières décennies d'autocratie politique aux « rebellions-coups d'État » en passant par le difficile retour

³²L. Gomina-Pampali, *Un État ça meurt aussi ! (Histoire de l'instabilité politique et de la violence armée, facteurs de la déchéance de l'État centrafricain : 1979-2015)*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2017.

au multipartisme ponctué par la pauvreté qui a alimenté des mutineries et rebellions. Nonobstant le fait qu'il n'aborde pas de façon particulière les problèmes de radicalisation et d'extrémisme violent à l'Est Cameroun, il survole tout de même les implications de cette crise sur le Cameroun. Notre travail, loin d'être une contestation des travaux de cet auteur, se propose plutôt de les compléter dans la mesure du possible en ressortant et en analysant l'influence des crises centrafricaines sur la croissance de l'extrémisme violent dans la région de l'Est Cameroun.

Sylvain Charles Amougou Mveng³³ analyse la contribution de la diplomatie chefferiale dans la riposte des extrémismes au Cameroun. Dans cette note, l'auteur dresse tout d'abord une carte des différentes zones conflictogènes du Cameroun, ensuite il traite des fondements symboliques et politico-institutionnels de la diplomatie chefferiale, la crainte de la violence symbolique des chefs traditionnels, et enfin il est établi un dispositif thérapeutique et prophylactique de la riposte contre les extrémismes : la thérapie est recommandée pour le cas de Boko Haram à l'extrême Nord et la prophylaxie requise pour le cas de la crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest (NOSO). La critique fondamentale qu'on peut faire à cette œuvre c'est le fait qu'elle réussit à proposer une thérapie pour tenter d'endiguer le problème d'extrémisme violent au Cameroun dans sa totalité, tout en oubliant une des zones camerounaises les plus anciennement touchée par la violence et impliquant des acteurs de plusieurs nationalités (camerounais, tchadien, centrafricains, soudanais) à savoir la zone frontalière entre le Cameroun et la République centrafricaine.

La réalisation de ce travail a également été possible grâce à la consultation de plusieurs articles traitant de la problématique retenue pour cette investigation.

Claude Abé³⁴, dans son article publié sous la direction de Séverin Cécile Abéga, présente les visages d'une autre forme de banditisme de grand chemin développée dans les zones septentrionales et de l'Est à savoir le phénomène de coupeurs de routes appelés vulgairement *Zargina*³⁵. Il analyse des différents modes opératoires développés par ces malfrats pour déposséder les populations de leurs biens : Les razzias dans les villages et la coupure de route

³³S. C. Amougou Mveng, *De la contribution de la diplomatie chefferiale dans la riposte contre les extrémismes violents au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021.

³⁴C. Abé, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina » in *La violence endémique en Afrique*, Munster, Lit Verlag Munster, 2004, pp.9-28.

³⁵Terme fufuldé (langue peul) désignant le colorant bleu dont les coupeurs de route s'enduisaient le visage en guise de camouflage.

proprement dite. Pour ce qui est des razzias, il est établi que *Zargina* opèrent généralement à la fin de la nuit (autour de 3h à 4h du matin), moment où le sommeil apparaît le plus berceur pour les populations. Les villageois sont réveillés à coups de fouet et de crosses de fusil et parqués dans un coin de la cours comme du bétail, sous l'œil vigilant des tortionnaires. Les cases sont ensuite passées au peigne fin et dépouillées de tout ce qui est argent, bijoux et objets de valeur pouvant être vendus. Bien plus les coupeurs de route ne se limitent pas à ces forfaits ; ils emportent aussi avec eux les jeunes filles, généralement les plus belles du village, quand ils ne les violent pas tout simplement sur place³⁶.

Quant à l'embuscade proprement dite sur la voie publique, ces brigands opèrent également à des heures où il fait sombre et où l'état de la route est calamiteux, obligeant le véhicule à avancer au rythme du piéton. Profitant de l'effet de surprise, ils interviennent en faction de 15 à 20 membres lourdement armés. Le véhicule est immobilisé, les passagers mis au sol et dépossédés de leurs avoirs, avec à la clé une flagellation légendaire pour ceux qui leur ont fait perdre leur précieux temps en ayant rien sur eux et pour ceux qui ont voulu jouer les malins en déclarant seulement une partie de leurs avoirs. La limite entre ce travail et le nôtre réside dans le fait que le premier traite du problème de coupeurs de route avec pour cadre référentiel l'arrondissement de Touboro situé au Nord Cameroun dans la zone des trois frontières (Cameroun-Tchad-RCA), en survolant juste le phénomène à l'Est, sur la route Bertoua-Garoua Boulai, alors que le présent travail vise à traiter la question dans le cadre géographique de la région de l'Est et ne se limite pas seulement à la seule activité des coupeurs de routes, mais s'intéresse à d'autres formes de violences qui jonchent la région.

Saïbou Issa³⁷ s'intéresse à l'évolution du grand banditisme qui a accouché d'un mode opératoire un peu plus récent à savoir la prise d'otages dans la zone Afrique centrale, plus précisément au Cameroun, au Tchad et en Centrafrique. Dans ce travail, l'auteur présente une nouvelle race de bandits qui écument la campagne aux confins du Cameroun, du Tchad et de la Centrafrique pour perpétrer des prises d'otages, d'enfants d'éleveurs en particulier, en contrepartie de fortes rançons, sous peine de voir les enfants exécutés. Les pasteurs Peuls Mbororo, principales victimes de ces enlèvements sont des marginaux quasi-apatrides qui

³⁶ C. Abé, « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale... » p.13.

³⁷ I. Saïbou, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier » in *Polis : revue camerounaise de science politique*, Vol 13, Numéros 1-2, 2006, pp.119-145.

subissent depuis des décennies les affres de la sécheresse et les pressions diverses de ceux qui en veulent à leur bétail. L'auteur établit comment la perte de leur bétail amène certains Mbororo à se transformer en preneurs d'otages, tandis que des milliers d'autres fuient le Nord-Ouest de la Centrafrique pour se réfugier à l'Est Cameroun et au Sud du Tchad. Il démontre que c'est en se militarisant (suite aux nombreuses guerres civiles qu'a connu la zone jusqu'aujourd'hui) que le banditisme transfrontalier sort de son cadre traditionnel pour devenir un phénomène polémologique³⁸. Libérateurs et bandits Mbororo utiliseraient leur butin pour financer de nouvelles rebellions d'une part, et d'autre part reconstituer leur troupeau de bétail ou se recaser dans une autre activité plus sécurisée. Cette régionalisation de l'insécurité contraint le Cameroun, la Centrafrique et le Tchad à renforcer la coopération bilatérale en matière de sécurité, mais les bandits de grand chemin tentent toujours de trouver des moyens de contournement, donnant l'impression que l'épée a toujours de l'avance sur le bouclier. La démarcation entre cette production enrichissante et la nôtre réside dans le fait que le présent travail s'intéresse particulièrement à la zone géographique de l'Est Cameroun et sort du seul cadre de la prise d'otages pour offrir une palette d'analyse un peu plus diversifiée du phénomène de violence dans cette partie du pays.

Cyril Musila³⁹ analyse la question de l'insécurité dans le bassin du Lac Tchad en général et au Cameroun en particulier. Dans cette zone charnière entre l'Afrique de l'Ouest et du Centre, l'auteur analyse premièrement l'insécurité comme étant une valeur inscrite dans l'histoire de la longue durée. La zone a été animée depuis le XIX^e siècle par des bandits de grand chemin qui opéraient via les razzias, le vol de bétail, l'embuscade sur les pistes reliant les cités (*Zargina*). Certains bandits bénéficiaient d'une grosse côte de popularité et surnommés Soongoobe⁴⁰, puis que considérés comme des résistants, des contestataires de l'ordre colonial, voire des protecteurs sociaux contre ce même ordre. Le phénomène n'a pas été éradiqué sous l'administration coloniale, ni après la colonisation, en dépit de la traque et l'exécution publique de certains bandits à Maroua au début des années 1970. La période d'accalmie qui devait suivre a été brisée par la

³⁸*Ibid.*, p.125.

³⁹C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad » in *Ifri Programme Afrique subsaharienne*, 2012, pp.1-30.

⁴⁰ I. Saïbou, « Soongoobe, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré, Nord-Cameroun sous l'administration française », Ngaoundéré Anthropos, vol. III, 2001.

guerre civile tchadienne qui connut son paroxysme en 1979⁴¹ ; la disponibilité et la circulation des armes à feu dans le bassin du lac Tchad ont ainsi militarisé le grand banditisme régional.

On assiste ainsi à l'écllosion du banditisme militaire transfrontalier et au vagabondage des groupes armés nés de l'instabilité politique. Il est établi que la Tchad et la Centrafrique sont les principaux viviers d'hommes armés. Au Tchad, la logique ethnique implique que, fréquemment, quand un nouvel « homme fort » arrive au pouvoir, il distribue des armes à ses proches et aux membres de son clan dans l'objectif de « protéger leur pouvoir »⁴². La circulation de ces armes de guerres est à l'origine de l'édification de plusieurs réseaux de malfaiteurs dans la région. On assiste ainsi à la naissance d'une large palette d'activités illégales et criminelles à l'instar du trafic d'armes légères et des produits de contrebande comme le carburant, les médicaments, les véhicules et pièces détachées, le trafic d'êtres humains (qui s'effectue le plus à travers la prise d'otages) et de documents d'identité. Bien que notre zone d'étude ne soit pas au centre de la préoccupation de l'auteur, ce dernier, en dressant la carte de l'insécurité transfrontalière, présente la zone comprise entre l'Est du Cameroun et l'Ouest de la RCA comme une zone de turbulence perpétuelle dans la sous-région. L'objectif de la présente étude est donc de compléter cette note en apportant plus d'éléments explicatifs afin de mieux cerner le problème de violence dans la région de l'Est Cameroun.

Dans le numéro 53 du deuxième semestre 2018 de la revue « Enjeux » de la fondation Paul Ango Ella, Estanislav Ngodi⁴³ aborde la difficile question de la circulation des groupes politico-militaires en Afrique centrale à partir du cas centrafricain. L'auteur opère une analyse factuelle de la dynamique conflictuelle de ces dernières années qui a permis la redéfinition de nouvelles frontières, la délimitation de nouveaux espaces politiques et la régionalisation sécuritaire comme enjeu de la souveraineté des États. Cet article consacré principalement à la République Centrafricaine analyse dans un premier temps les menaces et les contraintes sécuritaires dans la région ; les turbulences politico-militaires en Centrafrique, le développement

⁴¹ C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad » in Ifri Programme Afrique subsaharienne, 2012, p.7.

⁴² C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad » in Ifri Programme Afrique subsaharienne, 2012, p.11.

⁴³ E. Ngodi, « L'Afrique centrale face à la circulation des groupes politico-militaires. Une analyse opérationnelle à partir du cas centrafricain » in l'Afrique centrale face aux menaces, regards géopolitiques et géostratégiques sur son espace et son pourtour extrarégional, *Enjeux, Revue semestrielle d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, N° 53, 2^e semestre 2018, pp. 115-125.

de la criminalité transfrontalière et la circulation des groupes paramilitaires. Il est établi dans ce document comment la porosité des frontières, la libre circulation des capitaux et des personnes, la déréglementation, l'affaiblissement des contrôles publics ont favorisé l'essor d'une économie parallèle où s'échangent librement et en toute facilité des biens illégaux (les armes, les trafics humains, les diamants, les bois tropicaux...). Ces pratiques ont développé dans la zone frontalière une insécurité chronique, rendant parfois invivable la zone des trois frontières entre le Cameroun, le Tchad et la Centrafrique qui est souvent qualifiée de « triangle de la mort »⁴⁴. On observe un banditisme militaire transfrontalier pratiqué par des éléments de forces régulières et des combattants affiliés ou non à des mouvements armés. Les exactions de ces hommes armés dans la région de l'Est-Cameroun sont entre autres des enlèvements avec demande de rançon, des assassinats, des braquages d'éleveurs et confiscation de troupeaux. La principale réserve que l'on peut souligner dans ce travail est le fait que ces exactions ainsi que leurs multiples implications dans les pays concernés ne soient pas profondément analysées, surtout dans la zone frontalière Cameroun-RCA (région de l'Est) où les exactions des groupes paramilitaires obligent le gouvernement camerounais à mettre à contribution les forces de défense et de sécurité.

Yannick Landry Nkengue⁴⁵ dresse le constat sur la radicalisation et l'enrôlement de la jeunesse dans les groupes armés dans le pays. Cet article analyse les circonstances locales qui peuvent pousser (ou qui poussent) les jeunes à la radicalisation au Cameroun et contribuent à leur enrôlement dans les groupes extrémistes armés. Il questionne les facteurs qui conduisent à la radicalisation de cette catégorie vulnérable qu'est la jeunesse. A cette préoccupation la réponse suivante est avancée en guise d'hypothèse : les facteurs de la radicalisation des jeunes sont localisés et dépendent très souvent des circonstances spécifiques liées au contexte socio-économique, politique et culturel de la région. L'enrôlement peut être volontaire, forcé ou provoqué par des déterminants liés au contexte socio-économique, politique et culturel de la localité. Il ressort de ce travail qu'une certaine opinion tend à assimiler la radicalisation à l'intégrisme religieux et que l'expression violente du ras le bol populaire des jeunes camerounais ainsi que leur propension à vouloir quasiment tout résoudre par la violence montrent qu'il y a une

⁴⁴ *Ibid.* p.122.

⁴⁵ Y. L. Nkengue, « La radicalisation et l'enrôlement de la jeunesse dans les groupes extrémistes armés au niveau local » in l'Afrique centrale face aux menaces, regards géopolitiques et géostratégiques sur son espace et son pourtour extrarégional, in *Enjeux, Revue semestrielle d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, N° 53, 2^e semestre 2018, pp. 127-139.

radicalisation en latence dans le pays. L'auteur de ce document souligne qu'une deuxième manifestation de la radicalisation en sourdine est l'engagement massif des jeunes dans les églises dites de réveil où ces derniers semblent croire qu'ils trouveront des solutions promptes et concrètes à leurs multiples sollicitations tout en développant des idées qui les amènent à manifester une hostilité certaine à tout semblable qui ne partage pas leur vision des choses. Bien qu'elle ne traite pas spécifiquement du phénomène de la violence dans la région de l'Est-Cameroun, la présente production formule des hypothèses qui sont intéressantes pour l'édification de notre travail.

L'édification de ce projet a également été rendu possible par la consultation d'un rapport considérablement fourni sur les questions de radicalisation et d'extrémisme violent dans la région de l'Est Cameroun. En effet, le rapport de Thierry Evina Mimbama⁴⁶ est certainement le document qui aborde de manière spécifique la question de la violence à l'Est du Cameroun. Cette note est essentiellement construite autour la ville de Bertoua (chef-lieu de la région de l'Est) et des localités frontalières de Garoua Boulai et Kentzou. L'auteur présente d'abord les différentes perceptions du phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent dans la région : la perception des acteurs institutionnels (perception des autorités administratives, des responsables des services déconcentrés et des forces de maintien de l'ordre), les perceptions des jeunes et groupes de jeunes, la perception des autres parties prenantes (les leaders associatifs et des partis politiques, les responsables des ONG opérant dans la zone, les leaders religieux, les responsables des médias communautaires et représentants des réfugiés). Ensuite, il dresse une cartographie et analyse le phénomène de radicalisation et d'extrémisme violent à l'Est Cameroun en s'appuyant sur les différentes forces en présence. Enfin, il est proposé un inventaire de solutions et perspectives pour tenter de venir à bout de ces pratiques. La principale démarcation entre le présent rapport et le nôtre est la démarche historique que doit emprunter notre investigation en traitant chronologiquement, rigoureusement et de manière profonde les faits dans leur totalité.

⁴⁶T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation chez les jeunes et les adolescents à l'Est Cameroun », enquête effectuée au compte du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC), Juillet-Août 2021.

VII- PROBLÉMATIQUE

La montée en puissance fulgurante de la radicalisation et l'extrémisme violent compte aujourd'hui parmi les principaux obstacles à la paix dans le monde. Au Cameroun la menace est bien réelle et mobilise l'attention de toute la communauté nationale et internationale. Dans l'Est du Cameroun, la situation se présente sous plusieurs visages : cohabitation antagoniste entre réfugiés centrafricain et autochtones camerounais, affrontements (parfois armés) entre agriculteurs et éleveurs, enlèvements quasi-quotidien avec demande de rançons par différents groupuscules paramilitaires, la circulation des armes lourdes et légères, insécurité urbaine sans cesse grandissante, montée en puissance du banditisme rural. Toutes ces anomalies nécessitent un questionnement scientifique : quelles sont les dynamiques de l'extrémisme violent dans le département frontalier du Lom et Djerem ? De cette question centrale émanent quelques questions subsidiaires. Quel est le contexte général de l'émergence de ce phénomène ? Quels sont les différents visages de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le Lom et Djerem ? Quelles en sont les répercussions dans la vie des riverains ? Quelles sont les stratégies développées par les acteurs sur le terrain pour combattre ce mal ?

VIII- METHODOLOGIE DE TRAVAIL

Parlant de méthode de travail, il est important de préciser de prime abord qu'une bonne partie de ce travail est abordée sous l'angle du courant dit de « l'histoire immédiate », concept qu'il est important de clarifier avant de réaliser l'étude visée.

Après des années de débats houleux, il est aujourd'hui admis par la corporation universitaire⁴⁷, la pratique de l'histoire immédiate ou du passé proche dont les origines remontent à la Grèce antique plus précisément en Ionie au VI^{ème} siècle avant Jésus Christ avec les ouvrages d'Hécatée de Milet⁴⁸. Jean François Soulet définit l'histoire immédiate de la manière suivante :

Au total nous entendons par histoire immédiate, l'ensemble de la partie terminale de l'histoire contemporaine, englobant aussi bien celle dite du temps présent que celle des trente dernières

⁴⁷A. Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996, p.55.

⁴⁸C. Leduc, « Thucydide et la construction de l'histoire immédiate » In *Cahier d'histoire immédiate*, n° 26, 2006, p.20.

années ; une histoire, qui a pour caractéristique principale d'avoir été vécue par l'historien ou ses principaux témoins⁴⁹.

L'histoire immédiate n'est donc pas une nouvelle discipline, mais elle présente des spécificités qui la différencient de l'étude d'autres périodes, sans pour autant lui conférer une épistémologie particulière. Elle se caractérise par le fait que l'observateur et l'observé sont contemporains. Cela implique que l'historien de l'immédiat doit travailler vite tout en mettant à distance le passé qu'il souhaite étudier. Pour ce faire, un effort d'objectivation s'impose et deux exigences fondamentales sont nécessaires : « La culture historique qui permet de mettre instantanément l'événement en perspective ; et la faculté de consulter aisément des sources diverses »⁵⁰. C'est sous ce courant que sont traitées beaucoup d'informations relatives à ce sujet dont les manifestations se poursuivent sur le terrain.

La méthode est comprise comme l'ensemble des opérations intellectuelles qu'une discipline met en œuvre pour démontrer, vérifier et établir des vérités qu'elle poursuit. A partir de cette conception, la méthode apparaît comme un ensemble de règles indépendantes de toute recherche, mais visant des formes de raisonnement qui rendraient accessible la réalité à saisir. C'est pour cette raison que l'on a opté pour l'application de la méthode mixte.

La méthode de recherche mixte a été choisie parce que le sujet le permettait de l'appliquer. Ici l'on s'interroge sur un phénomène social et humain ; ce qui amène à vouloir comprendre le pourquoi, le comment et les conséquences d'un tel fait dans la société. C'est pour cette raison que l'on a choisi cette méthode qui est une combinaison des approches qualitative et quantitative. Elle permet au chercheur de mobiliser aussi bien les avantages du mode qualitatif que ceux du mode quantitatif. Cette conduite aide à maîtriser le phénomène dans toutes ses dimensions. Bien plus, le choix de cette méthode s'explique aussi par le fait que le sujet traité laisse la latitude de collecter des informations sur le terrain, puisque les activités humaines dont il est question ici se caractérisent essentiellement par leur dynamisme, leur flexibilité et leur souplesse.

La présente étude a ainsi respecté toutes les exigences auxquelles une recherche en science sociale et humaine ne saurait se soustraire à savoir : la collecte des données sur le terrain, le traitement de l'information recueillie et la communication des résultats obtenus. Pour ce qui est

⁴⁹J. F. Soulet, *l'Histoire immédiate*, Paris, PUF, 1994, pp. 3-4.

⁵⁰*Ibid.*, p.41.

de la phase de collecte, elle a nécessité : la collecte des informations écrites, la collecte des informations orales et des informations iconographiques.

En ce qui concerne la collecte des informations écrites, nous avons eu recours aux sources primaires et secondaires. La collecte de l'information dans les sources secondaires nous a conduit à la consultation des ouvrages, des articles, des thèses et des mémoires. Pour ce faire l'on s'est rendu à la médiathèque de l'Institut Français du Cameroun, à la bibliothèque de la fondation Paul Ango Ela, à la bibliothèque de l'Ecole Normale Supérieure de Yaoundé, celle du Département d'histoire du même établissement, à la bibliothèque du Cercle Histoire-Géographie-Archéologie de l'Université de Yaoundé I, celle du cercle Psycho-Socio-Anthropologie de l'Université de Yaoundé I, la bibliothèque de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de la même université. La collecte des sources primaires a conduit aux Archives Nationales de Yaoundé et dans les archives des sous-préfectures des arrondissements se trouvant dans la zone d'étude pour trouver toute forme de traces relatives à la problématique de l'extrémisme violent. Les documents iconographiques sont essentiellement composés de photographies collectées dans des centres de documentations, des sites internet et des archives privées.

Concernant les informations orales, les principales catégories d'informateurs sont les suivantes : les camerounais, les réfugiés centrafricains et des acteurs internationaux présents dans la zone d'étude. Pour définir l'échantillon de personnes à interviewer, on a adopté la méthode par choix raisonné qui ne laisse aucune place au hasard. C'est ainsi que dans la réalisation des entretiens, l'on a constitué l'échantillon à partir des personnes dont la connaissance du problème de radicalisation et d'extrémisme violent dans cette partie du pays est avérée. Ces derniers ont ainsi progressivement guidé la recherche vers de nouvelles personnes susceptibles d'apporter des informations dans le cadre de ce travail.

Dans le cadre de la collecte des données, l'on a opté pour les entretiens individuels comme technique de collecte et l'entretien semi-directif comme méthode de collecte, le guide d'entretien comme instrument spécifique de collecte des données comme l'exige une recherche de ce type.

Pour ce qui est du traitement des données, compte tenu de la manière dont les articulations du travail doivent être abordées, l'on a choisi une démarche essentiellement analytique, descriptive, explicative et thématique. Dans l'approche analytique, on s'est attardé sur le

questionnement et la critique des documents et informations recueillies en vérifiant le caractère objectif des auteurs à travers quelques questions fondamentales⁵¹, constituant une espèce de test de vérification de cette objectivité. Cette analyse a permis l'établissement de la crédibilité et la véracité des faits en lien avec la radicalisation et l'extrémisme violent à l'Est.

L'approche analytique nous a également permis de dégager les fondements de cette réalité ; quant à l'approche descriptive, elle a permis de présenter les principales formes et les différents protagonistes engagés dans cette entreprise de violence telle qu'elle se présente en la situant dans un cadre spatio-temporel, en présentant le contexte sociopolitique. L'approche explicative a conduit à la présentation des principales conséquences ou implications et les stratégies développées pour tenter de venir à bout du problème étudié. Enfin l'approche thématique est celle qui a permis de ne pas rester figé dans la dynamique chronologique. C'est ainsi qu'on a parfois eu recours à un même élément pour présenter et expliquer des idées différentes ; ce qui explique le fait que l'on peut rencontrer le même élément dans des chapitres différents. Une telle investigation ne peut donc être menée sans être confrontée à des difficultés.

IX- DIFFICULTES RENCONTREES

Les principales difficultés rencontrées dans le cadre de la conception et de la réalisation de la présente étude se résument en ces points :

La réticence très poussée des informateurs sur le terrain pour aborder les questions de criminalité abondamment citées dans ce travail. Pour les membres des forces de défense et de sécurité, la position qui revenait très souvent était celle selon laquelle ils n'ont pas les mains libres pour aborder ces sujets sensibles sans s'en référer à leur hiérarchie ; c'est ce qui a malheureusement été à l'origine de nombreux rendez-vous manqués avec certains informateurs. Pour les populations civiles, c'était la crainte d'être dénoncé comme celui ou celle qui a donné des informations sur les modes opératoires des bandits et qu'il pourrait y avoir d'éventuelles représailles contre eux et leurs familles. C'est la raison fondamentale pour laquelle l'on peut constater que dans ce travail il ressort un nombre élevé d'informateurs anonymes qui ont accepté

⁵¹ Ces questions sont les suivantes : D'où vient le document ou l'information ? Qui en est l'auteur ? L'auteur est-il sincère ? Dit-il la vérité ? A-t-il des raisons conscientes ou non de déformer son témoignage ?

d'apporter leur contribution tout en protégeant leur identité ; ce qui fait en sorte que le tableau dédié aux sources orales soit moins garni.

Une autre difficulté réside dans le fait que cette problématique de radicalisation et d'extrémisme violent, bien qu'étant une réalité concrète dans la zone d'étude, n'a pas encore réellement été étudiée de façon spécifique, ce qui rendait difficile l'accès à une ressource écrite précise et exhaustive pouvant davantage enrichir l'argumentaire.

Une autre limite était la non disponibilité de la ressource aux Archives Nationales de Yaoundé (ANY) dont les bâtiments abritant les services sont en plein chantier, rendant la mise à disposition des documents difficile et parfois impossible. A cela s'ajoute la pauvreté et/ou l'état défectueux dans lequel se trouvent les archives de certaines unités administratives de la zone d'étude, certains documents (particulièrement recherchés) inaccessibles et d'autres difficiles à exploiter. Malgré ses difficultés, nous avons usé d'autres mesures pratiques pour produire avec le maximum de rigueur possible le présent travail dont le plan se présente ainsi qu'il suit.

X- PLAN DU TRAVAIL

Le présent travail est sectionné en quatre chapitres.

Le chapitre premier a pour titre : « contexte général de l'émergence de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les localités frontalières de l'Est Cameroun ». Ce chapitre vise à établir la responsabilité de la perpétuelle instabilité politique centrafricaine et ses conséquences dans l'augmentation du taux de criminalité dans la partie Est du Cameroun. Autrement dit, il est question pour nous de montrer comment ces crises sociopolitiques du pays voisin ont progressivement dégradé la situation sécuritaire dans la zone d'étude.

Le second chapitre est une étude descriptive des différentes formes de radicalisation et d'extrémisme violent rencontrées dans cette partie du Cameroun. Il met en lumière les spécificités propres à cette zone dans cette grande vague de violence qui perturbe la quiétude du pays depuis plusieurs années. Il s'intitule : « cartographie de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem ».

Quant au troisième chapitre, il évalue les conséquences de l'extrémisme violent dans tous les domaines de la vie. Il se propose ainsi d'évaluer l'incidence politique, économique socioculturelle de ces comportements au plan local et au niveau national. Il est intitulé :

« Conséquences des actes de radicalisation et d'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem ».

Le quatrième chapitre est intitulé : « stratégies d'endiguement de la radicalisation et l'extrémisme violent à l'Est-Cameroun ». Il est question dans cette partie, d'explorer les contributions des acteurs nationaux et internationaux dans la lutte contre les problèmes décrits ; d'apprécier l'état d'avancement des efforts fournis et souligner ce qu'il reste encore à faire tout en apportant modestement quelques pistes de solutions supplémentaires pour un résultat optimum.

CHAPITRE I : CONTEXTE GENERAL DE L'ÉMERGENCE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES LOCALITÉS FRONTALIÈRES DE L'EST CAMEROUN

Ce chapitre introductif a pour but de dresser le cadre de développement de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans la frontière orientale du pays. De manière générale, ces exactions dans la région de l'Est sont directement liées à un élément : la situation quasi-interminable d'instabilité sociopolitique en République Centrafricaine (RCA). Il est donc question dans cette partie de présenter d'abord les différentes crises centrafricaines survenues depuis 2003, les mouvements interétatiques causés par cette instabilité et les incidences directes de ces crises à l'Est du Cameroun.

I- LES DIFFÉRENTES CRISES CENTRAFRICAINES SURVENUES DEPUIS 2003

La République Centrafricaine a connu des crises sociopolitiques à répétition depuis la disparition tragique du feu fondateur Barthélémy Boganda une année avant la proclamation de l'indépendance (29 mars 1959). Cette instabilité chronique résulte principalement du fait qu'au plan politico-sécuritaire, la RCA n'a connu qu'une expérience assez limitée des institutions démocratiques au sens du droit public. Les structures politiques dans leur majorité souffrent d'un manque criard de légitimité et/ou de légalité⁵². Ainsi, en lieu et place des urnes, les mutineries, les rebellions et les coups d'Etat, soit cinq à ce jour (1965, 1979, 1981, 2003 et 2013), ont été érigés en mode privilégié d'accession au pouvoir. Sur le plan géostratégique, la RCA présente une grande vulnérabilité. On y note une dynamique de reterritorialisation avancée sous-tendue par de vastes mouvements d'immigration, des litiges frontaliers et des conquêtes des terres minières. La localisation des richesses⁵³, phénomène tout à fait naturel et la difficulté du gouvernement central à en faire une redistribution équitable bouleversent les relations intertribales⁵⁴. Dans cette rubrique, nous nous intéresserons aux événements survenus à partir de 2003 puisqu'ils ont un impact conséquent sur l'émergence de la violence et des comportements extrémistes dans la région de l'Est-Cameroun.

⁵² P-C. Beninga (Dir), *Persistance de la crise en république Centrafricaine comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert stiftung, 2017, p.7.

⁵³ Café, cacao, palmier à huile, plantain, cultivés en zone forestière équatoriale du Sud sur 5 millions d'hectares (soit 2,89% de la superficie totale) ; bois, diamant, uranium, pétrole, or comme ressources naturelles.

⁵⁴ A. Z. Tamekamta, « Le Cameroun face aux réfugiés centrafricains. Comprendre la crise migratoire et les résiliences subséquentes », Note d'analyses Sociologiques, n° 01 du 1^{er} avril 2018, p.3.

1-Le coup d'État de mars 2003 et la Première guerre civile centrafricaine

Le 15 mars 2003, les forces du général François Bozizé, ancien chef d'état-major des armées, investissent Bangui, empêchant l'atterrissage de l'avion du président Ange-Félix Patassé, de retour d'un déplacement à Niamey (Niger). Ce dernier avait rompu le dialogue national avec l'opposition à la suite de sa conquête brutale du nord du pays, en février. Les forces du général Bozizé bénéficient alors du soutien de deux Etats d'Afrique centrale parmi lesquels la Tchad et la République Démocratique du Congo⁵⁵. Le jour suivant (le 16), tandis que ses troupes mettaient la capitale à sac, le leader du putsch se proclamait chef de l'Etat et dissolvait par la même occasion toutes les institutions étatiques. Le nouveau régime qui jouit d'un soutien populaire manifeste et de l'adhésion de la quasi-totalité des forces politiques⁵⁶, a engagé le pays dans une période transition de deux ans, qui doit déboucher sur des élections libres. Cette transition représente surtout un véritable pari de construction d'un pays en situation de décomposition avancée, à l'économie sinistrée et au tissu social totalement disloqué après des décennies d'affrontements intercommunautaires et interreligieux. Cependant, ce projet n'a jamais connu l'aboutissement escompté puis qu'il est stoppé net un an plus tard par une série de violences meurtrières plus connues sous le nom de première guerre civile centrafricaine.

La première guerre civile centrafricaine est un conflit armé qui a opposé, entre 2004 et 2008, le gouvernement centrafricain à plusieurs groupes rebelles dits « politico-militaires » pour la plupart originaires du Nord du pays et se plaignant de la marginalisation de certaines ethnies de cette partie du pays par l'Etat centrafricain. Cette guerre n'est elle-même qu'un épisode d'un vaste cycle de violences dont l'élément déclencheur est le coup d'Etat de mars 2003 et dans lequel le pays est resté plongé jusqu'en 2019⁵⁷. Le conflit démarre en 2004, avec la formation de l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement (UFDR), une coalition de groupes rebelles, dirigée par Michel Djotodia, contre François Bozizé qui s'était emparé du pouvoir par coup d'Etat un an plus tôt. De manière générale, cette coalition comprend : le Groupe d'Action Patriotique pour la Libération de la Centrafrique (GAPLC) dirigé par le leader du mouvement Michel Djotodia, le Mouvement des Libérateurs Centrafricains pour la Justice (MLCJ) dont

⁵⁵Anonyme, « 15-23 mars 2003- République Centrafricaine. Coup d'Etat du général François Bozizé » in *Encyclopaedia Universalis*, consulté le 4 juillet 2022 à 14h 32.

⁵⁶F. Laloupo, « Coup d'Etat réussi en Centrafrique » in Africabib bibliographic database, 2003, p.142.

⁵⁷L. Lombard, « Rébellion et limites de la consolidation de paix en République Centrafricaine » in *Politique africaine*, vol. 1, n 125, 2012, pp. 189-203.

Abakar Sabone est le leader et le Front démocratique Centrafricain (FDC) dirigé par Justin Hassane.

En novembre 2004, l'UFDR lance un raid rebelle sur Birao, principale ville du Nord-Est de la Centrafrique⁵⁸, faisant 20 morts. Consécutivement à cette attaque des insurgés, des milliers de personnes manifestent à Bangui, la capitale du pays, le 8 novembre pour appeler les autorités à réagir contre l'UFDR, instigatrice de cette attaque ayant coûté la vie à vingt membres des forces gouvernementales et de trois rebelles. L'épée ayant vraisemblablement pris une longueur d'avance sur le bouclier, l'UFDR s'était déjà emparé, avant toutes représailles de l'armée gouvernementale, de plusieurs véhicules blindés, y compris un avion de transport du matériel militaire qui avait atterri à Birao. Le 13 novembre 2006, les forces rebelles de l'UFDR continuent leur progression vers Bangui et prennent au passage le contrôle de Sam-Ouandja, une ville située dans le Nord du pays. A peine trois jours plus tard, Ouadda, une ville de 20.000 habitants, tombe à son tour aux mains des conquérants. Environ 10.000 habitants fuient les exactions pour trouver refuge dans les villes de Bambari et Bangui⁵⁹. Il fallut une intervention des forces armées centrafricaines soutenues par les troupes françaises le 14 novembre 2006 à Birao pour stopper l'avancée des rebelles et reprendre la ville les 27 et 28 novembre.

Ce foisonnement des groupes armés disséminés sur l'ensemble du territoire en lieu et place de l'armée centrafricaine et le recours à des forces extérieures pour maîtriser ces groupes armés témoigne une fois de plus de la perte par l'Etat centrafricain du monopole de la violence légitime⁶⁰, facteur indispensable à tout Etat pour faire régner l'ordre et la sécurité. Après les deux premiers accords restés sans suite, le conflit s'achève officiellement avec la signature de l'accord de paix global de Libreville au mois de janvier 2008⁶¹. Toutefois, l'accalmie n'a pas été totale puisque des troubles ont persisté avec plus ou moins d'intensité jusqu'au déclenchement de la deuxième guerre civile en 2012.

⁵⁸ « Un raid sur une ville Centrafricaine fait 20 morts » in BBCNews du mardi 23 novembre 2004.

⁵⁹ Anonyme, « République Centrafricaine : inquiétudes concernant la disponibilité de la nourriture à mesure que les rebelles avancent » in AllAfrica.com du 16 novembre 2006, consulté le 4 juillet 2022 à 16h 20.

⁶⁰ P.-C. Beninga (dir), *Persistance de la crise en république Centrafricaine comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert stiftung, 2017, p.9.

⁶¹ Ce troisième accord de paix intervient après l'échec des deux premiers accords : l'accord de Syrte signé le 3 février 2007 entre le gouvernement centrafricain et le chef rebelle Abdoulaye Meskine et l'accord de Birao signé le 13 avril de la même année entre le gouvernement et l'UFDR dans la capitale de la Vakaga. Ce dernier accordait prévoyait une amnistie pour les combattants de l'UFDR, la reconnaissance du mouvement en tant que partie politique et l'intégration de ses combattants dans l'armée régulière du pays.

2-La deuxième guerre civile centrafricaine

Après la signature de l'accord de paix de Libreville en début d'année 2008, une paix précaire règne sur le territoire centrafricain. Cet arrangement qui a conduit à la réconciliation nationale a aussi permis la formation d'un nouveau gouvernement en 2009, la planification d'élections locales la même année et les élections parlementaire et présidentielle en 2010⁶². Nonobstant ces accords de paix et l'ambition affichée par le gouvernement centrafricain de reconstruire un Etat stable pouvant garantir aux citoyens centrafricains la stabilité et le bien-être qui leur échappent depuis des décennies, des violences éclatent à nouveau dès décembre 2010 et s'amplifient progressivement jusqu'à atteindre à nouveau les sommets deux ans plus tard.

Le 10 décembre 2012, la situation dégénère à nouveau ; la coalition rebelle Séléka, formée par des membres de la Convention des Patriotes pour le Salut du Kodro (CPSK), de la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP), de l'UFDR et du Front Démocratique du peuple centrafricain et dirigé par Michel Djotodia, a repris les armes et conquis progressivement un certain nombre de villes au centre et à l'Est du pays (dont Bria, Bambari, Ouadda, Ndélé, Batangafo et Kaga-Bandoro le jour de Noël)⁶³, afin, selon ses portes paroles, « faire respecter les accords de paix »⁶⁴ signés en 2008. Cette offensive avait coûté la vie à 15 soldats gouvernementaux. Le 26 décembre, des centaines de manifestants pro-Bozizé prennent d'assaut l'ambassade de France, accusant Paris de ne pas soutenir comme il le faut le gouvernement centrafricain contre la rébellion. Le lendemain, le président français François Hollande affirme son désir de ne pas s'impliquer dans le conflit, arguant que les troupes françaises ne sont présentes dans le pays que pour protéger les ressortissants français, et non pour intervenir dans un conflit interne au pays ou protéger un régime⁶⁵. Paris, alors vraisemblablement très occupé par l'intervention nouvellement initiée au Mali et soucieux de ne pas gêner le Tchad, très favorable au mouvement de la Séléka, n'intervient finalement pas⁶⁶, ses intérêts étant désormais plus orientés du côté de l'Afrique occidentale.

⁶² AFP, « Le président centrafricain dissout le gouvernement et jure l'unité » in *Taipei Times* du mardi 20 janvier 2009, p.6.

⁶³ T. Berthemet, « Centrafrique : Bangui sous la menace des rebelles » in *Le Figaro* du 27 décembre 2012.

⁶⁴ Anonyme, « Centrafrique : les rebelles du Séléka sont aux portes de la Capitale » in *l'Humanité* du mercredi 26 décembre 2012.

⁶⁵ R. Marchal, « Les enjeux du conflit » in *Le Monde* du 27 décembre 2012.

⁶⁶ R. Marchal, « Premières leçon d'une « drôle » de transition en République Centrafricaine » in *Politique africaine*, vol. 3, n° 139, 2015, pp.123-146.

Le 29 décembre, les forces de la Séléka avancèrent un peu plus, en assiégeant cette fois la ville de Sibut et se rapprochant un peu plus du but escompté. Présentant globalement cette coalition rebelle et sa progression spectaculaire vers le siège des institutions du pays, le chercheur Roland Marchal déclarait :

Les objectifs de la Séléka ne sont pas très clairs. C'est une coalition de groupes hétéroclites aux revendications très différentes. Mais leur avancée rapide et le comportement convenable de ses hommes dans les territoires conquis montrent qu'il y a une vraie chaîne de commandement et donc sans doute une stratégie⁶⁷

Désormais présente au Nord et à l'Est de la capitale, la rébellion qui avait affirmé au début des hostilités, le 10 décembre, ne pas vouloir marcher sur Bangui était déjà aux portes de la ville. La carte ci-après présente l'évolution de cette offensive rebelle en Centrafrique durant la deuxième guerre civile.

Carte 1 : L'avancée des rebelles et des combats durant la guerre civile de 2012 en RCA



Source : L'Humanité, « Centrafrique : les rebelles de la Séléka sont aux portes de la capitale » in l'humanité.fr, consulté le 21 août 2022.

⁶⁷ R. Marchal cité par T. Berthemet, « Centrafrique : Bangui sous la menace des rebelles » in *Le Figaro* du 27 décembre 2012.

Sur cette carte, on peut observer que le choix des villes assiégées s'est opéré de façon systématique, dessinant une sorte de figure dont le point de chute est la capitale Bangui. L'on peut également lire sur la carte que les plus grosses attaques orchestrées par la CPJP ont eue lieu à Damara et Sibut, deux villes plus proches de Bangui que toutes les autres villes attaquées. Ceci traduit la volonté des rebelles d'amoindrir, voire anéantir les Forces Armées Centrafricaines (FACA) autour de la capitale afin de pouvoir aisément disposer d'elle et renverser l'autorité en place depuis 2003.

Malgré cette avancée spectaculaire, les rebelles se sont dits prêts à « négocier sans conditions » avec le gouvernement centrafricain pour trouver une issue qui serait moins dévastatrice sur le plan matériel et moins meurtrière sur le plan humain. Dans un communiqué adressé au gouvernement et au peuple centrafricain, les rebelles s'expriment :

Nous demandons à tous les filles et fils de Centrafrique, à tous les éléments des forces de défense et de sécurité encore fidèles au régime de François Bozizé de déposer les armes immédiatement. Par mesure de sécurité et de protection des populations civiles, nous ne considérons plus nécessaire de mener la bataille de Bangui et d'y faire entrer nos troupes, car le général François Bozizé a déjà perdu le contrôle du pays⁶⁸.

Suite à cette campagne victorieuse des rebelles et à cette correspondance en fin d'année 2012, les lignes ont manifestement bougé. En effet, le vendredi 11 janvier 2013, le gouvernement centrafricain annonce officiellement la signature d'un accord conclu à Libreville entre les forces gouvernementales et les rebelles. Cet accord stipule que le président en fonction, François Bozizé, reste à la magistrature suprême pour une période transitoire allant jusqu'en 2016, date à laquelle étaient prévues les prochaines élections présidentielles. Le jour suivant, Faustin-Archange Touadera est démis de ses fonctions de premier ministre par le président centrafricain, conformément à l'accord passé entre des deux parties ; le texte stipule qu'un « nouveau Premier ministre issu de l'opposition doit être nommé par le chef de l'Etat, et ne peut faire l'objet d'aucune déchéance. Une dissolution de l'assemblée nationale est envisagée par ce document afin d'organiser les élections législatives dans une durée de 12 mois.

Cependant, les accords de paix signés pour apaiser la situation ne guérissent pas correctement le mal et l'accalmie n'est que de très courte durée. Comme par le passé, les vieux

⁶⁸ Anonyme, « Centrafrique : les rebelles du Séléka sont aux portes de la Capitale » in l'Humanité du mercredi 26 décembre 2012.

démons resurgissent, la Centrafrique retombe dans ses travers et le cycle de violence se poursuit avec un nouvel épisode qui s'ouvre à partir de mars 2013 avec la capitulation et la fuite de François Bozizé, entraînant le pays vers une nouvelle vague de violence.

3-La troisième guerre civile Centrafricaine

Après la victoire militaire de Michel Djotodia sur François Bozizé en mars 2013 à l'issue de la deuxième guerre civile centrafricaine, le pays peine à trouver une stabilité réelle. Cette troisième guerre civile en l'espace de dix ans a la particularité d'être un affrontement intercommunautaire, opposant notamment les milices de la Séléka, à majorité musulmane et fidèle au président Michel Djotodia, à des groupes d'autodéfense chrétiens et animistes, les anti-Balaka, fidèles à l'ancien président François Bozizé et accusés d'être soutenus par les anciens militaires des FACA. Ainsi, cette opposition se caractérise par de nombreuses exactions contre les civils chrétiens et musulmans, obligeant un grand nombre d'entre eux à désertir les villages pour se réfugier en brousse. A partir d'octobre 2013, les combats se multiplient et s'intensifient entre les deux groupes et l'Etat Centrafricain ne semble plus en mesure de maintenir l'ordre⁶⁹. La situation débouche alors sur une énorme crise humanitaire. Le 26 octobre, des miliciens anti-balaka attaquent la ville de Bouar où sont présents des membres de la Séléka. Les combats font cinq morts chez ces derniers et six miliciens anti-balaka, tuant 18 civils et blessant 12 autres.

Le 10 novembre, les forces de la Séléka incendient le village de Camp Bangui, détruisant 235 habitations. En réponse à cette dernière attaque, les anti-balaka attaquent des éleveurs peuls musulmans le 2 décembre, tuant une douzaine d'entre eux dont des enfants. Epaulées par les anciens membres des FACA, les milices anti-balaka prennent part à la bataille de Bangui le 5 décembre. D'après les chiffres d'*Amnesty International*, les anti-balaka tuent environ 60 personnes musulmanes. Réponse à cette attaque, les combattants de la Séléka massacrent environ 1000 chrétiens en deux jours, dont quelques femmes et des enfants. Les jours suivants, les exactions se poursuivent, les deux camps se rendent coup pour coup, faisant au moins 90 morts entre le 8 et le 18 décembre⁷⁰.

⁶⁹ P. Bouckaert, « Silence on tue » in *Jeune Afrique* du 3 décembre 2013, consulté le 9 juillet 2022 à 16h 28.

⁷⁰ Amnesty International : « République Centrafricaine. Crimes de guerre et crimes contre l'humanité à Bangui », consulté le 12 juillet 2022 à 8h 18.

La Force Multinationale de l'Afrique Centrale déployée par la Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC) pour sécuriser le pays est dépassée. Conformément à la résolution 2127 du conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU), un déploiement de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique (MISCA) est autorisé le 5 décembre 2013 pour une période de 12 mois pour « officiellement mettre fin à la faillite totale de l'ordre public, l'absence de l'état de droit et les tensions interconfessionnelles »⁷¹.

Excédés, le président centrafricain de la transition Michel Djotodia et son premier ministre Nicolas Tiangaye annoncent leur démission le 10 janvier 2014 au cours d'un sommet extraordinaire de la CEEAC. Dix jours plus tard, le conseil national de la transition en RCA élit Catherine Samba-Panza comme chef d'Etat de transition. L'on assiste alors à une diminution progressive des violences et une paix précaire semble s'être installée du pays, mais avec quelques exactions commises ci et là par les deux camps qui s'affrontent. Le 23 juillet 2014, les belligérants signent un accord de cessation des hostilités à Brazzaville. Le 14 février 2016, Faustin-Archange Touadéra (ancien Premier ministre centrafricain entre 2008 et 2013) accède à la magistrature suprême par voie d'élection et avec pour principal challenge de restaurer la paix et la sérénité dans un pays déchiré par des décennies d'affrontements intertribaux et interreligieux. Cependant, il fallait s'y attendre et comme il est presque de coutume dans ce pays où le calme peine à s'imposer depuis l'accession à l'indépendance, on assiste, le 13 mai 2017, à une flambée soudaine de violence à Bangassou où environ 115 personnes perdent la vie dans une attaque⁷². Durant la deuxième moitié de l'année 2017, plus de 80% du territoire de la République Centrafricaine est sous le contrôle ou l'influence d'une des quatorze factions armées et subit les intrusions des mercenaires venus des pays voisins⁷³. Toutefois, le nouveau gouvernement centrafricain s'y emploie pour réduire progressivement les actes de violence avec les moyens dont il dispose et à partir de la fin de l'année 2019 et du début de l'an 2020, on assiste à des opérations de rapatriement des réfugiés centrafricains (se trouvant au Cameroun et au Tchad) dans leur pays⁷⁴, ce qui traduit une sérénité plus ou moins retrouvée en RCA.

⁷¹ Centre d'Actualité de l'ONU, « RCA : le conseil de sécurité autorise le déploiement de la MISCA, avec l'appui des forces françaises » in <http://www.un.org>, consulté le 9 juillet 2022 à 12h 15.

⁷² C. Macé, « Centrafrique : la tuerie de Bangassou ravive la guerre civile » in *Libération* du 21 mai 2017.

⁷³ N. Dukhan, « En Centrafrique, les groupes armés prolifèrent grâce à une impunité totale » in *Le Monde* du 21 août 2017, consulté le 12 juillet 2022 à 11h 09.

⁷⁴ Ces opérations de rapatriement des réfugiés centrafricains initiées par les Etats centrafricains et camerounais et supervisées par les organismes internationaux tels que le HCR en janvier 2020 avaient malheureusement été stoppées

De ce qui précède, il ressort que les différentes crises ou guerres civiles centrafricaines survenues depuis 2003 ont causé au pays d'incommensurables dégâts matériels ainsi qu'un bilan humain désastreux, puisqu'elles se sont relayées dans le temps et dans l'espace, sans qu'aucun des gouvernements de transition n'ait eu le temps ni les moyens de pacifier et reconstruire. Ces incidents ont des ramifications profondes qui vont bien au-delà des frontières centrafricaines et perturbent les équilibres sociopolitiques et économiques dans les localités frontalières de la RCA, notamment la région administrative de l'Est-Cameroun et plus précisément le département du Lom et Djerem dans lequel nous avons circonscrit notre investigation.

II-LES DYNAMIQUES ENGENDRÉES PAR L'INSTABILITÉ SOCIOPOLITIQUE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Entre 2003 et 2020, les crises d'origine ethnico-religieuse et politique qu'a connu la RCA ont naturellement engendré de grands mouvements humains d'une part et facilitent d'autre part la circulation des armes de guerre et à la dissémination des bandes armées qui sèment la panique et font grandir l'insécurité de part et d'autre de la frontière.

1-Les mouvements des populations

Depuis le début des hostilités à l'aube des années 2000, des vagues successives d'hommes, de femmes et d'enfants fuyant les exactions en RCA ont franchi la frontière internationale séparant l'Ouest de la RCA à l'Est du Cameroun, ce qui confère à ces derniers le titre de réfugiés. La complexité de la notion de « réfugié » se retrouve dans sa définition même. Son caractère normatif a été nécessaire pour un encadrement plus efficace des mouvements migratoires qui les produisent. La définition simpliste des dictionnaires courants est complétée par des approches normatives produites autant par les grandes institutions internationales à l'instar du HCR, que par des organisations continentales comme l'Union Africaine. Mettant toujours en exergue le caractère vulnérable des populations concernées, ces définitions normatives sont bien souvent reprises, complétées et adaptées à des contextes nationaux spécifiques, bien souvent sous la pression des événements. C'est la cas du Cameroun qui, face aux afflux des populations centrafricaines au début des années 2000, s'est doté d'un texte (servant de cadre juridique pour les réfugiés) précisant dans son article 2, l'image du réfugié

par l'épidémie mondiale du Coronavirus, lorsque les frontières avaient été fermées à partir du mois de mars pour éviter la propagation de ce virus qui a endeuillé des millions de familles à travers le monde.

comme étant « Toute personne qui, du fait d'une agression, d'une occupation extérieure, d'une domination étrangère, ou d'événements troublant gravement l'ordre public dans une partie ou dans la totalité de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité, est obligée de quitter sa résidence habituelle, pour chercher refuge dans un autre endroit à l'extérieur de son pays d'origine ou du pays dont elle a la nationalité »⁷⁵.

Les personnes contraintes au déplacement par les crises centrafricaines sont de deux ordres. Nous avons les centrafricains et les migrants camerounais de retour au pays, victimes de l'instabilité sociopolitique en RCA. Ces demandeurs d'asile commencent à arriver au Cameroun par vagues à partir de l'année 2003 ; au fur et à mesure que la situation sécuritaire en RCA se dégraderait, leur effectif s'agrandissait. C'est entre les années 2013 et 2014 que le plus grand nombre a été enregistré⁷⁶. Au Cameroun, les réfugiés sont installés sur 314 sites et villages éparpillés dans les régions administratives du Nord, de l'Adamaoua et surtout de l'Est. En juillet 2014, le HCR avait recensé à l'Est, cinq principaux sites d'installation des réfugiés centrafricains à savoir Lolo (10.746 réfugiés) ; Mbile (9.310 réfugiés) ; Timangolo (6.288 réfugiés) ; Ngarisingo (673 réfugiés) ; Gado-Badzéré (14.997 réfugiés) ; soit un total de 42.014 réfugiés⁷⁷.

Le Cameroun est donc, du point de vue statistique, le pays d'Afrique Centrale qui accueille le plus de réfugiés centrafricains. Au total, près de 236 700 réfugiés centrafricains résidaient sur le sol camerounais en 2014 et étaient répartis sur plusieurs centaines de sites et villages dans les régions de l'Est (149 300 personnes), de l'Adamaoua (51 300 personnes), du Nord (16 000 personnes) et en zones urbaines (notamment 9 500 personnes à Yaoundé et 7 000 personnes à Douala)⁷⁸. La carte 2 offre un aperçu des trajectoires suivies par les réfugiés centrafricains, les points par lesquelles ils entrent au Cameroun ainsi que leurs principales zones d'installation.

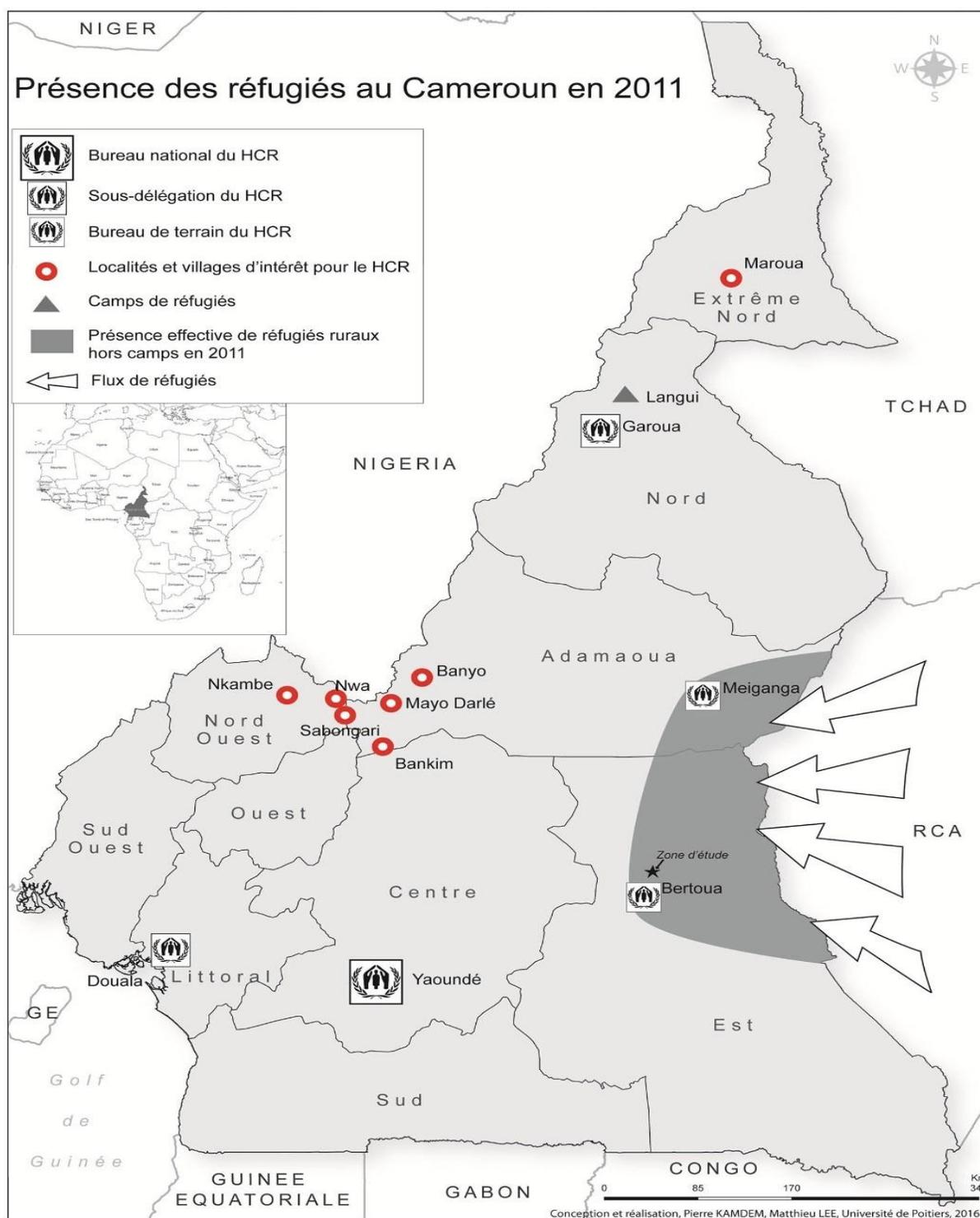
⁷⁵ Loi n°2005/006 du 25 juillet 2005 portant statut des réfugiés au Cameroun.

⁷⁶ J. Lemouogue, « Vers les terres d'accueil en Afrique Centrale : La vulnérabilité des réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad », *Revue canadienne de géographie tropicale*, Vol. (8) 2, mis en ligne le 25 décembre 2021, pp. 11-15.

⁷⁷ P. Kamdem, «

⁷⁸ A. Z. Tamekamta, « Le Cameroun face aux réfugiés centrafricains. Comprendre la crise migratoire et les résiliences subséquentes », in *Note d'analyses Sociologiques*, n° 01 du 1^{er} avril 2018, p.3.

Carte 2 : Zones d'entrée et d'installation des réfugiés centrafricains au Cameroun



Source : Pierre Kamdem, « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun » in *Espaces populations sociétés*, 2016/3, 2017.

En observant la carte, on peut remarquer que le plus grand flux de personnes ayant fui la guerre civile centrafricaine en direction du Cameroun pénètre par la région de l'Adamaoua (moyennement) par la région de l'Est (majoritairement). Cette préférence de la région de l'Est-Cameroun s'explique par la proximité et/ou les similarités linguistiques et culturelles qui existent entre les peuples de l'Ouest de la RCA et ceux de la région orientale du Cameroun. Ainsi, il est plus facile pour les réfugiés de s'intégrer dans une zone où ils ont déjà une connaissance certaine de la langue et de la culture locales. Le tableau ci-dessous présente la répartition de ces réfugiés centrafricains à l'Est du Cameroun.

Tableau 1: La répartition des réfugiés centrafricains au niveau de la frontière entre la RCA et la région administrative de l'Est Cameroun

Nom des localités	Distance de la frontière	Enregistrés ou préenregistrés	Transférés sur les sites	Arrivés spontanément sur les sites	Restes sur le point d'entrée
Garoua Boulai	0 km	23690	14591		9099
Kentzou	7 km	22723	12036		10687
Mboy	3 km	758	588		170
Gari Gombo	7 km	568	0		568
Libongo	0 km	1355	734		621
Bela	0km	1842	904		938
Gribi	15 km	63	37		26
Gbiti	2 km	26953	23748		3205
Bombe Bakari	0 km	1369	1060		
Bombe Pana	0 km				
Nasir	1 km				
Tocktoyo	0 km	1050	1050		
Non renseigné		828	4175		3347
Total		81199	58923	0	21967

Source : UNCHR Cameroun au 27 juillet 2014.

D'après les agences humanitaires, au regard de la longueur de la frontière Cameroun-Centrafrrique (800 km), plus de 30 points d'entrée délimitent une zone active 50 000 kilomètres carrés. Outre ces différents points ainsi que des dizaines dissimulés, les réfugiés centrafricains sont entrés et continuent d'entrer dans la région de l'Est-Cameroun par deux principaux points : Kentzou et Garoua-Boulai⁷⁹.

Compte tenu de la largeur de la frontière entre la région du soleil levant et la Centrafrique, de l'existence des dizaines de pistes non répertoriées du fait de la porosité des frontières et des témoignages des informateurs riverains (qui sont cités dans la suite du travail), plusieurs autres dizaines de milliers de centrafricains non identifiés traversent à fréquence régulière la frontière avec des attributs d'un autre genre, faisant planer une autre menace sur l'Est-Cameroun.

2-La circulation des armes de petit et gros calibre entre la RCA et la région de l'Est-Cameroun

La circulation des armes légères et de petit calibre dans cette zone est imputable au contexte sécuritaire dans les pays voisins que sont la Centrafrique et surtout le Tchad pour plusieurs raisons : les legs culturels⁸⁰, l'ancienneté des renversements successifs de pouvoir ou de rébellions, ou des différentes campagnes militaires subies ou menées par le Tchad. D'après Musila, la logique ethnique implique que, fréquemment, quand un nouvel « homme fort » arrive au pouvoir, il distribue des armes à ses proches et aux membres de son clan dans l'objectif de « protéger leur pouvoir »⁸¹. Ainsi de François Tombalbaye qui a armé les nomades arabes du clan de *Misseri* contre la rébellion du Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT) à Idriss Déby Itno dont la force militaire reposait sur les Zaghawa en passant par Goukouni Oueddei qui a armé les Teddas et Hissène Habré qui a armé les Gourans (ou Goranes), cette militarisation à

⁷⁹ European Commission/Humanitarian Aid and Civil protection, « République Centrafricaine : impacts généraux », Echo Crisis Report, n° 15, p.2.

⁸⁰ Au-delà de l'usage culturel, si l'arme est très présente dans l'environnement tchadien, c'est qu'elle est aussi un patrimoine, un leg culturel pour les groupes ethniques tchadiens du Centre et du Nord du pays. En effet, chez ces groupes, comme les Goranes par exemple, chaque enfant (fille comme garçon) reçoit une arme qu'on pose à son chevet au 7^{ème} jour après sa naissance. On entre ainsi en contact avec l'arme très tôt dans sa vie et on ne doit pas s'en séparer. La culture martiale est fortement répandue au Nord du pays du fait de vieilles tradition guerrières et fait de la détention des armes un signe de virilité et de bravoure participant d'un rapport à la violence perçu comme inéluctable. Le fait de ne pas posséder une arme entraîne un sentiment d'insécurité et de vulnérabilité. La modernité politique en est logiquement influencée comme on peut le remarquer à partir de l'iconographie des partis (un fusil et une houe pour le Mouvement Patriotique du Salut (MPS) d'Idriss Deby Itno avec comme slogan « vaincre ou mourir »).

⁸¹ C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans...p.11.

connotation ethnique se caractérise par la mise en place d'unités spéciales surarmées, directement contrôlées par le Chef de l'Etat en personne. Le renversement du pouvoir politique au Tchad implique l'organisation de rafles par le nouveau régime afin de récupérer les armes distribuées précédemment pour se sentir en sécurité. Fuyant ces rafles, les ex-membres des unités spéciales et les civils armés rejoignent la Centrafrique et le Cameroun, profitant de la porosité des frontières et la solidarité transfrontalière.

Selon certaines sources, du matériel fourni par la France dans le cadre de l'assistance militaire liant la France au Tchad aurait été détourné pour ensuite faire l'objet de transactions commerciales au Cameroun et en RCA⁸². Bien plus, l'ingérence libyenne au Tchad a par ailleurs favorisé la prolifération des armes au profit des différentes factions rebelles suscitées et armées par Kadhafi. Quant à la guerre en Libye en 2011, elle a entraîné le retour massif des nationaux tchadiens, estimés officiellement à près de 60 000 par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), dont certains étaient porteurs d'armes.

Le coup d'Etat de 2003 en Centrafrique et la guerre civile qui en a suivi (2004-2008) constitue l'élément déclencheur de la mobilité de l'arsenal tchadien vers la RCA et l'Est du Cameroun qui sont séparés par une frontière longue de 800 km. En effet, les troupes qui ont soutenu François Bozizé dans sa prise de pouvoir étaient composées des centrafricains et de mercenaires tchadiens, en particulier les membres de l'ethnie Zaghawa à laquelle appartenait le président Idriss Déby⁸³. Une fois le projet arrivé à terme, nombre de ces hommes n'ont pas trouvé leur compte, comme ils l'espéraient, notamment leur intégration dans les FACA une fois Bozizé au pouvoir. Les processus de démobilisation et de réinsertion dans la vie civile menés par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) n'ont pas donné les résultats escomptés. Les crises suivantes (2012 et 2013) en Centrafrique ont encore vu l'intervention massive des soldats tchadiens s'investissant directement au compte de l'armée tchadienne ou sous la bannière de la MINUSCA. Les différentes guerres civiles qui ont vu l'intervention des forces régulières et des mercenaires venus du Tchad et du Soudan ont progressivement fait de la Centrafrique un véritable vivier armé.

⁸² *Ibid.*

⁸³ Les membres de cette ethnie étant déjà armés comme il a été mentionné plus haut, dans un souci de sécurisation du pouvoir acquis par leur fils devenu chef d'Etat.

Une fois qu'une légère accalmie regagne le pays (comme c'est le cas en ce moment), les soldats clandestins (ainsi que certains soldats réguliers) et les armes dont ils sont détenteurs vaquent logiquement à d'autres occupations en RCA et dans la région frontalière de l'Est-Cameroun et plus précisément le département du Lom et Djerem dont Garoua Boulai est la principale porte d'entrée. Pour ce qui est des réseaux de circulation, les armes empruntent les mêmes voies transfrontalières que le bétail et les marchandises classiques : les grands axes routiers et les pistes à travers les brousses⁸⁴. Ces armes atteignent le Lom et Djerem à travers les réfugiés centrafricains et d'autres migrants clandestins qui vont et viennent à travers des pistes difficilement maîtrisables. Abordant la question des armes de guerre issues des crises centrafricaines et semant la panique dans le soleil levant, le chef du village de Gado-Badzéré qui abrite le plus grand camp de réfugiés à l'Est affirmait :

Du fait de la porosité des frontières, ces gens passent beaucoup plus par des chemins compliqués et des pistes pas très connues équipés d'armes de guerres avec lesquelles ils commettent des exactions, sèment la panique et la terreur dans nos villages. Ces armes sont cachées dans les maisons des réfugiés et dans les brousses. Ils les sortent pour poser leurs forfaits et les dissimulent à nouveau une fois l'opération terminée⁸⁵.

Ces armes font l'objet de nombreuses transactions qui sont difficilement contrôlables à cause du tracé frontalier qui est presque inexistant à plusieurs endroits comme l'explique le chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai dont le domicile se trouve à quelques dizaines de mètres du territoire centrafricain.

Ils ont des armes de fabrication artisanale ainsi que des armes de guerres cachées en forêt. Ils traversent plus facilement la frontière avec ces armes à travers des pistes dans les brousses que les forces de défense et de sécurité ne maîtrisent pas. Vous voyez de l'autre côté juste après le petit stade de football qui se trouve là-bas, c'est déjà la Centrafrique et il n'existe aucune limite véritable. Ça veut dire que les gens partent de là-bas et arrivent ici chez nous sans obstacle et ils peuvent donc se livrer à leurs activités avec ces armes. Il y a quelques mois, les forces de défense et de sécurité ont intercepté un enfant Mbororo originaire de la RCA avec deux armes de guerre et trois boîtes chargeurs et ils ont immédiatement fait appel à moi en tant que médiateur pour aller causer avec l'individu en question pour savoir d'où il vient et à quoi sont destinées ces armes.

⁸⁴ Fondation Paul Ango Ela, *Les armes légères et de petit calibre en Afrique centrale. Bases et ressources d'une politique régionale (Cameroun, Tchad, RCA)*, Yaoundé, 2009.

⁸⁵ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 16h 30.

Après l'entretien que j'ai eu avec lui, il a donné des informations vitales qui ont permis d'appréhender une bande de 15 coupeurs de routes⁸⁶.

L'utilisation des enfants soldats est un des leviers qui ont permis à cette industrie macabre de s'épanouir dans la zone frontalière entre la RCA et l'Est-Cameroun puisque les enfants étant difficilement soupçonnables, ils peuvent tranquillement prendre part aux transactions d'armes d'un endroit A à un endroit B où elles doivent être utilisées. C'est dans ce sens qu'un soldat camerounais ayant pris part aux opérations de la MINUSCA en 2020 déclarait :

La Centrafrique s'est tellement déstructurée politiquement qu'aujourd'hui il est devenu très difficile, voire impossible pour l'Etat central de reprendre la main sur tout le territoire et faire régner l'ordre. La RCA dont on parle à la télé et la radio disant qu'elle a retrouvé une certaine paix se résume seulement à Bangui. Une fois que vous sortez de Bangui, vous avez l'impression que de vous être introduit dans un territoire où le diable règne car l'essentiel des zones du Nord et de l'Est du pays se trouve encore aujourd'hui sous le contrôle des groupes armés qui dictent leur loi partout où ils passent. Vous pouvez ainsi assister à des scènes où des gamins armés vendent des grenades comme de vulgaires beignets à un coin de la rue sans que ça n'inquiète qui que ce soit puisque tout le monde est habitué à vivre dans ce climat⁸⁷.

Essentiellement imputable à l'instabilité sociopolitique en RCA, la circulation des armes de guerre contribue à cette flambée des actes extrémistes observés depuis plusieurs années déjà dans la partie orientale du Cameroun et dans le département du Lom et Djerem en particulier. Les armes ne pouvant pas se déplacer toutes seules, on observe donc l'intrusion en territoire camerounais de groupuscules armés qui entretiennent un climat permanent d'insécurité.

3-Dissémination des bandes armées de part et d'autre de la frontière

Comme le remarquait Thierry Vircoulon en 2018, depuis la crise centrafricaine de 2013 qui s'est transformée en crise humanitaire, les groupes armés sont les vrais « patrons » de la Centrafrique⁸⁸. Depuis lors, la RCA est devenue un véritable terreau pour l'éclosion et la prolifération des bandes armées. Si certains d'entre eux préexistaient à la prise de pouvoir de la Séléka, ils se sont rapidement multipliés depuis : lors du forum de Bangui en 2015, ils étaient 10

⁸⁶ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 09h 10.

⁸⁷ Informateur anonyme, entretien à Garoua-Boulai le 20 juillet 2022 à 16h 30.

⁸⁸ T. Vircoulon, « Ecosystème des groupes armés en Centrafrique » in Ifri Centre Afrique Subsaharienne, avril 2020, p.4.

groupes armés. Au début de l'année 2017, ils étaient 14 et en 2018 on en comptait 17⁸⁹. Il est à noter que sur ces 17 groupes qui occupent le terrain, seuls 14 bénéficient d'une reconnaissance de l'ONU et de l'Union Africaine (UA). Ce qui laisse présager, au vu des incursions et des exactions commises dans les pays voisins notamment en terre camerounaise, que le nombre de groupes armés a encore évolué au vu du caractère plutôt fructueux des activités de ces groupes.

Trois principales raisons rendent compte de la multiplication arithmétique des groupes armés centrafricains. Premièrement, la souveraineté dont jouit l'Etat centrafricain n'est qu'une souveraineté fictive qui ne se traduit ni par la capacité de défendre un territoire, ni par la capacité de l'administrer⁹⁰. Bien avant 2013, la Centrafrique était devenue un territoire ouvert pour le banditisme régional et les groupes armés en mal de refuge. Deuxièmement, la relation entre le gouvernement et les groupes armés qui est souvent présentée de manière antagoniste, comporte en réalité des zones de coopération. Troisièmement, dans un espace sociopolitique caractérisé par l'extrême pauvreté et l'inversion du contrat social, le « *business conflict model* » des groupes armés est très attractif, y compris pour les acteurs politiques de Bangui⁹¹. Et enfin, certains acteurs censés contenir ou mettre fin à ce business du mal (notamment les forces de sécurité et de maintien de l'ordre) semblent plutôt l'encourager dans le but d'arrondir leurs salaires officiels⁹². C'est ainsi que naissent des bandes aussi, sinon mieux aguerries que les que les armées régulières.

Ainsi, le professionnalisme de ces bandes, le soutien à eux apporté par certains fonctionnaires véreux et leur transmigration d'un Etat à un autre (du fait de la porosité des frontières) rendent difficiles les tentatives initiées pour contrôler le phénomène. Ces groupes armés consolidés par les raisons sus-évoquées font régulièrement des incursions en terre camerounaise, notamment dans le département du Lom et Djerem où leurs exactions se font plus ressentir comme le notait le sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai :

Les éléments de ces bandes armées viennent régulièrement opérer dans notre circonscription pour commettre des forfaits. Vous pouvez vous-même le constater, en dehors du point d'entrée officiel

⁸⁹ *Ibid.*, p.5.

⁹⁰ Comme le faisait remarquer l'informateur anonyme dans la page précédente en décrivant une sorte d'anarchie totale qui s'est progressivement emparée de la RCA qui vit pratiquement aujourd'hui au rythme des actions de ces groupes armés qui dictent leur loi à tout le monde.

⁹¹ T. Vircoulon, « Ecosystème des groupes armés en Centrafrique » in Ifri Centre Afrique Subsaharienne, avril 2020, p.8.

⁹² C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans... » p.13.

qu'est la route, le reste de cette grande étendue qu'est la frontière ne bénéficie pas d'une surveillance notable et ça laisse à ces hommes la possibilité de traverser par des pistes à travers la brousse pour se retrouver ici. Ils commettent des vols, agressions, et ils sont plusieurs fois allés s'attaquer à certains de leurs frères réfugiés dans le camp de Gado-Badzéré, assassinant sauvagement certains. Cette situation a nourri la peur et la panique dans ce village si bien que l'année dernière les autorités traditionnelles du village nous ont fait part de leur désir de ne plus vouloir la présence des réfugiés chez eux, car ça fait peser sur leur localité une grosse menace. Nous les avons rassuré que nous allons redoubler d'efforts dans la surveillance et renforcer le dispositif sécuritaire, ce qui a été fait⁹³.

En juillet 2021, lors d'une collecte de données relatives aux questions de violence dans la région de l'Est, le Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulaï attirait l'attention sur la responsabilité des groupes rebelles centrafricains dans le développement de l'extrémisme violent à l'Est :

Les auteurs/acteurs de ces violences sont des groupes très bien organisés, qui opèrent dans l'ombre, il est difficile de les répertorier ils vivent pour la plupart dans les brousses. Ce sont des bandes armées venues de Centrafrique, il faut être clair c'est vrai qu'ils enrôlent aussi certains nationaux. Dans ces groupes on peut trouver des enfants de 13 ans, de 15 ans et plus. Ce sont des enfants soldats⁹⁴.

Poursuivant dans la même lancée, le responsable traditionnel de ce village qui abrite le plus grand site de réfugiés au Cameroun expliquait :

Ils traversent la frontière et viennent de ce côté pour voler, piller et tuer puisqu'ils sont bien armés. Certains d'entre eux ont souvent été capturés et il ressort toujours de leur témoignage qu'ils opèrent avec la complicité de leurs agents de renseignement à l'intérieur du camp des réfugiés, ce qui implique qu'ils sont partout⁹⁵.

De ce qui précède, il ressort que les différentes guerres civiles centrafricaines ont causé la mobilité des personnes, des armes et ont favorisé la naissance, la consolidation et le déploiement des bandes armées qui profitent de la porosité des frontières pour se mouvoir dans le département camerounais du Lom et Djerem. La combinaison de tous ces facteurs provoque des incidences directes sur le territoire camerounais.

⁹³ J.P. Abena, 40 ans, Administrateur civil, Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua- Boulaï, entretien à Garoua-Boulaï le 21 juillet 2022 à 09h 00.

⁹⁴ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation...p.30.

⁹⁵ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien à Gado-Badzéré le 21 juillet 2022 à 16h 30.

III-INCIDENCES DIRECTES DES CRISES CENTRAFRICAINES DANS LA RÉGION DE L'EST-CAMEROUN

L'instabilité sociopolitique en Centrafrique a engendré des mouvements dont l'incidence directe dans la région de l'Est s'observe en termes de déséquilibre entre la masse humaine et les ressources disponibles, de vulnérabilité à la fois des réfugiés et des locaux, ce qui conduit irrémédiablement à l'éclosion et la croissance de diverses activités illicites.

1-Contraste entre les effectifs humains et les ressources disponibles

Principal refuge des victimes des exactions en RCA, le Cameroun, peuplé de plus de 24 millions d'habitants, est classé au 153^e rang sur 187 dans la liste de l'Indice de Développement Humain (IDH) de 2015⁹⁶. Plus d'un tiers de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté. Nonobstant une croissance économique soutenue, la pauvreté touche encore plus de 38% de la population. La région de l'Est associée aux régions sœurs du septentrion pèsent à elles seules 65,5% de la population pauvre du pays alors qu'elles n'abritent que 41% de la population totale du pays. La région de l'Est abrite les plus grands effectifs de migrants venus de Centrafrique. Cette région souffre de crises aux facteurs conjoncturels et structurels. En plus d'être affectée par les crises centrafricaines depuis 2003, cette région souffre, depuis longtemps, d'une faiblesse des services de base et des infrastructures ainsi qu'une insuffisance criarde des opportunités économiques.

Cette région possède de nombreux atouts. En plus de sa position géographique favorable aux échanges économiques, elle se distingue aussi par ses nombreuses ressources forestières, fauniques, minières et hydrographiques. De même son sol est fertile, son milieu physique et son climat sont propices aux activités agricoles et pastorales. L'élevage est pratiqué dans sa partie septentrionale notamment dans les départements de la Kadey et du Lom et Djerem, tandis que les départements du Haut-Nyong et de la Boumba et Ngoko sont des zones de grande production agricole (café, cacao, tabac...), et surtout d'exploitation forestière.

Cependant, malgré tous ces atouts, la région de l'Est demeure l'une des plus pauvres du pays. En 2007 son indice de pauvreté était de 50,4%⁹⁷. Son essor économique stagne sous l'effet

⁹⁶ J. Lemouogue, « Vers les terres d'accueil en Afrique centrale : La vulnérabilité des réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad » in *Revue canadienne de géographie tropicale*, Vol (8) 2, 2021, p.13.

⁹⁷ Selon le rapport de l'UNHCR en 2011.

des pesanteurs socioculturelles, de l'usage de techniques agropastorales à faibles rendement, d'un réseau routier défectueux et insuffisant par rapport à sa superficie (région la plus vaste du Cameroun). L'accès aux infrastructures de base à l'instar des hôpitaux, reste très limité, et la grande partie de la population vit dans des conditions précaires⁹⁸. C'est pourtant dans ce contexte que les réfugiés centrafricains (majoritairement Mbororo) affluent et s'installent depuis 2003. Ils sont appuyés dans leur effort d'insertion sociale autant par le gouvernement camerounais que par de multiples organismes internationaux tels que l'UNHCR, le Programme Alimentaire Mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'International Relief for Development (IRD) d'une part, et d'autre part, par les organismes nationaux tels que Plan-Cameroun et la Croix rouge camerounaise. L'œuvre de tous ces acteurs se résume à apporter aux réfugiés et même aux populations locales la ressource qui leur manque. En effet, avec les effectifs officiels des réfugiés accueillis dans la région de l'Est :Lolo (10 746 réfugiés), Mbile (9 310 réfugiés), Timangolo (6 288 réfugiés), Ngarisingo (673 réfugiés) et Gado-Badzéré (14.997 réfugiés), ainsi que des milliers d'autres non répertoriés qui entrent dans le pays par des voies peu connues et peu accessibles, la région se trouve dans une situation de surcharge humaine, les ressources disponibles en termes d'infrastructures, des biens et des équipements n'étant pas suffisantes pour satisfaire les besoins colossaux qui se posent.

De ce qui précède, le contexte général de pauvreté du milieu hôte expose aussi bien réfugiés que les populations locales à une vulnérabilité pluridimensionnelle.

2-Vulnérabilité plurielle des réfugiés et des locaux

Telle que mentionné plus haut, cette vulnérabilité s'explique par des causes à la fois structurelles et conjoncturelles ; relevant respectivement de la responsabilité humaine et du milieu naturel. Chez les réfugiés, la vulnérabilité renferme plusieurs dimensions. La première est relative à un manque criard de ressources et de possibilités de production chez les réfugiés centrafricains. Lorsqu'ils ont fui la guerre chez eux, les ressortissants centrafricains ont abandonné tous leurs biens (maison, terres, champ, voitures...) et activités rémunératrices, ce qui les expose déjà à une pauvreté certaine. Par ailleurs, le milieu d'accueil de ces réfugiés est doté d'une économie essentiellement pauvre, n'offrant quasi pas d'opportunité d'emploi à ces

⁹⁸ P. Kamdem, « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun » in journals.openedition.org, 2016, consulté le 22 juin 2022 à 10h 28.

derniers. L'économie camerounaise étant très dépendante d'une agriculture et d'un élevage à faible production, 70% des Camerounais sont tributaires des activités agropastorales qui sont d'ailleurs très limitées par un faible accès aux intrants et un réseau routier rural assez faible et défectueux. Dès lors, la quasi-totalité des réfugiés exercent des activités de survie dans ou hors des sites de réfugiés⁹⁹.

A cette première s'ajoute également une vulnérabilité liée au cadre de vie et à l'insuffisance des équipements de base. L'arrivée massive des réfugiés centrafricains a profondément affecté les ressources et services de base existant dans la région de l'Est, d'où la vulnérabilité prégnante dans les camps d'accueil et leurs environs. Dans ces camps de fortune où sont amassés les réfugiés, l'accès aux moyens de subsistance, à l'eau et aux services d'hygiène et d'assainissement reste limité. L'insalubrité du cadre de vie et l'absence des équipements de base pour les ménages privent les réfugiés du bien-être et de la santé qui sont pourtant des droits fondamentaux. En 2016, le HCR et la PAM établissaient le constat selon lequel le personnel de santé n'est pas suffisamment qualifié et est en nombre réduit pour satisfaire la forte demande des populations. Les besoins des structures sanitaires (intrants, personnels lits suspensions, ambulances) ont nettement augmenté dans les sites dont les tailles et les effectifs des occupants croissent de façon spectaculaire, alors que les mesures de secours restent insuffisantes malgré l'appui des agences humanitaires sur le terrain. Une autre facette de la vulnérabilité des réfugiés est celle du difficile accès des enfants de ces derniers à l'éducation dans une zone où l'éducation de base rencontre déjà plusieurs problèmes comme le souligne Pierre Kamdem¹⁰⁰.

En outre, les réfugiés sont confrontés à une insécurité alimentaire conduisant le plus souvent à la mal nutrition. La limite des ressources alimentaires disponibles dans la zone d'accueil des réfugiés a comme conséquence sur le plan nutritionnel, le retard de la croissance qui reste plus prononcé chez les enfants vivant dans la région de l'Est, où le taux est supérieur à la moyenne (35,8%)¹⁰¹. Les carences en micronutriments sont également un problème de santé publique, touchant à la fois les enfants et les femmes, provoquant les problèmes de Malnutrition

⁹⁹ J. Lemouogue, « Vers les terres d'accueil en Afrique centrale : La vulnérabilité des réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad » in *Revue canadienne de géographie tropicale*, Vol (8) 2, 2021, p.13.

¹⁰⁰ P. Kamdem, « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains...2016.

¹⁰¹ J. Lemouogue, « Vers les terres d'accueil en Afrique centrale : La vulnérabilité des réfugiés centrafricains au Cameroun et au Tchad » in *Revue canadienne de géographie tropicale*, Vol (8) 2, 2021, p.13.

Aigüe Modérée (MAM) et de Malnutrition Aigüe Sévère (MAS), lègions dans les familles des réfugiés. Toutes les catégories démographiques sont victimes de la malnutrition, toutefois, les enfants dont l'âge varie entre 0 et 5 ans, les femmes enceintes, ou celles qui allaitent et les personnes de troisième âge le sont davantage.

Du côté des populations locales, la vulnérabilité provient du fait que celles-ci rencontrent déjà toutes les difficultés susmentionnées en termes d'accès à la ressource et de création de richesses. L'addition de milliers de personnes provenant du pays voisin ne fait qu'aggraver la situation et les locaux se retrouvent également dans une situation pas très reluisante, ce qui accentue davantage la misère des populations. En outre, la présence des réfugiés dans la région expose les populations locales à un autre type de vulnérabilité qui est l'insécurité galopante. L'arrivée des réfugiés a complètement changé la donne sur le plan sécuritaire, comme le faisait remarquer le chef du village abritant le plus grand site de réfugiés centrafricains à l'Est :

On ne peut pas dire qu'avant on vivait en totale sécurité car le problème d'insécurité se pose partout. Mais depuis 2014, lorsque nous avons accepté accueillir ces gens, la situation s'est complètement bouleversée et l'insécurité est devenue terrible. Toutes les activités tournent aujourd'hui au ralenti à cause de cette situation d'insécurité puisque le cultivateur par exemple ne peut plus facilement aller au champ parce qu'il a peur d'être agressé¹⁰².

En somme, il ressort que la vulnérabilité des réfugiés provient de l'insuffisance des ressources, posant des difficultés d'accès aux besoins primaires (se nourrir, se soigner, avoir accès à l'eau potable, s'éduquer), tandis que la vulnérabilité des populations locales est à la fois liée à l'insuffisance des ressources et à l'insécurité chronique que génère la présence des réfugiés sur leur sol. Cette vulnérabilité pluridimensionnelle conduit donc inéluctablement au développement des activités illicites.

3-Eclosion et développement des activités illicites

Face à la difficulté, les hommes ont tendance à recourir aux moyens illégaux pour pouvoir survivre. C'est ainsi qu'au contact de tous ces manquements susmentionnés, les réfugiés et même les locaux ont développé des moyens de survie qui contrarient les normes établies. Parmi ces moyens, la prostitution est celui qui s'épanouit le mieux dans ces zones de réfugiés. Selon les

¹⁰² M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 16h 30.

dispositions des Nations Unies, ce phénomène est unanimement condamné puisqu'il est considéré comme une forme de traite des êtres humains en situation de vulnérabilité. Le Cameroun s'est ainsi doté d'une législation en la matière pour définir ce qui est considéré comme traite des personnes et prévoit un dispositif de sanctions pour les contrevenants. La loi camerounaise du 14 décembre 2011 définit la traite des personnes comme

le recrutement, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes aux fins d'exploitation par menace, recours à la force ou à d'autres formes de contraintes, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou de mise à profit d'une situation de vulnérabilité, ou par offre ou acceptation d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur la victime¹⁰³.

Cette loi prévoit des poursuites judiciaires et des peines d'emprisonnement allant de 10 à 20 ans pour les trafiquants selon le contexte. L'article 4 prévoit une peine d'emprisonnement allant de 10 à 20 ans et d'une amende allant de 50 000 à 1 000 000 de Francs pour toute personne se livrant à la traite. L'article 5 prévoit des peines allant de 15 à 20 ans d'emprisonnement si la victime est âgée de 15 ans ou moins ; si la violence a été utilisée pour contraindre la victime ; ou si la victime a subi des blessures graves à la suite du trafic. L'article 3 prévoit des peines pour servitude pour dette allant de 5 à 10 ans d'emprisonnement.

En dépit de toutes ces dispositions légales, la vulnérabilité accentuée par la misère ne laisse pas trop de choix aux migrants (les jeunes filles et les femmes en quête de moyens de survies) qui se livrent à la prostitution, au plaisir des acheteurs et profiteurs de ces services. Que ce soit à Garoua-Boulai, Bétaré-Oya, Ndokayo, Kentzou, Mandjou ou Bertoua, la situation humanitaire des réfugiés ayant fui l'insécurité en RCA est préoccupante. Dans ces localités frontalières se pratique une prostitution dite de « survie » qui s'est développée impliquant majoritairement les femmes et les jeunes filles se trouvant dans une situation de précarité avancée. A la question de savoir ce que ces prostituées menaient comme travail en RCA avant l'exode au Cameroun, plusieurs affirment qu'elles suivaient leurs études, d'autres menaient un petit métier (couture, coiffure, commerce de nourriture etc.). Le mode opératoire de ce business florissant présente deux tendances. La première se veut ouverte au vu et au su de tout le monde, notamment dans les bars et les espaces publics connus pour cet usage. La deuxième méthode se

¹⁰³ La loi N° 2011/024 du 14 décembre 2011 relative à la lutte contre le trafic et la traite des personnes.

veut plus discrète en procédant par exemple par des visites de courtoisie dans les camps des réfugiés, par appels téléphoniques ou par l'envoi d'un émissaire qui cause leur langue¹⁰⁴.

Dans cette zone, la logique de la négociation du prix avec les prostitués diffère d'une localité à l'autre. A en croire leurs clients, « A Garoua-Boulai et à Ndokayo, les prix sont très flexibles et en général, la détermination du montant à payer est laissée à l'initiative du demandeur de service. Ce qui n'est pas du tout le cas pour Bétaré-Oya où, à cause de l'exploitation minière, les filles se montrent plus exigeantes et inflexibles sur le tarif minimum de 5 000 Francs CFA à payer pour une passe¹⁰⁵. Ainsi, si la moyenne de gain journalier se situe entre 10 000 et 15 000 Francs CFA à Garoua-Boulai et à Ndokayo, elle est plus élevée à Bétaré-Oya où la quasi-totalité des filles prostituées déclarent engranger plus de 30 000 F CFA par jour avec les orpailleurs. Certaines de ces prostitués indiquent qu'elles thésaurisent leurs épargnes et font des tontines entre elles, alors que d'autres ont plutôt recours aux établissements de micro finance pour sécuriser leur gain. A la question de savoir à quoi devrait servir cet argent épargné, certaines affirment vouloir se constituer un capital pour ouvrir un commerce dans les domaines de la restauration et de l'habillement. Cet argent servirait aussi à assurer les dépenses inopinées et aussi pour secourir financièrement les parents et les proches restés en Centrafrique et qui ont tout perdu à cause de la guerre. Bref, les bénéfices issus de cette pratique ont un objectif global : sortir de cette situation matérielle désastreuse.

Un autre visage de cette économie illicite encouragée par la vulnérabilité des réfugiés est le viol. Faute de déboursier de l'argent pour s'attacher les services de ces jeunes filles, certains usent de la force pour les contraindre à s'exécuter. C'est cet état de chose que déplorait un religieux de la communauté de Garoua-Boulai :

Ces gens sont ici parce qu'ils ont fui la guerre chez eux. Par conséquent nous devons nous montrer solidaire de leur situation et leur apporter notre réconfort car tous ne sont pas des voleurs et des agresseurs. Mais au lieu de les aider, certains en profitent plutôt pour violer leurs filles et leurs femmes et ce n'est pas bien du tout. Les cas de viol sur les jeunes filles réfugiés sont tellement légions ici qu'à un moment donné ça devient même une histoire banale¹⁰⁶.

¹⁰⁴ Anonyme, « Cameroun : La prostitution comme moyen de survie des réfugiés à l'Est » in www.237online.com, consulté le 6 août 2022 à 10h 37.

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ Curé de la paroisse Notre Dame de l'espérance de Garoua-Boulai, entretien le 20 juillet 2022 à 10h 20.

Outre la prostitution et le viol, les plus petits dont l'âge varie entre 10 et 15 ans sillonnent les quartiers des localités frontalières en emportant avec eux tout ce qui traîne, susceptible de leur rapporter de l'argent ou de faciliter tout simplement leurs conditions d'existence. Ce qui amène les riverains à redoubler de vigilance et changer parfois leurs habitudes comme le souligne un habitant de la ville de Garoua-Boulaï :

Ces enfants centrafricains qui traitent entre les maisons dans les quartiers à longueur de journée volent tout et n'importe quoi. Si vous vous oubliez dans la maison en laissant les babouches dehors ils volent, vous oubliez le sceau ils ramassent et le linge alors n'en parlons plus. A défaut d'avoir un séchoir dans la maison pour sécher vos habits en sécurité après la lessive, vous devez rester là comme un gardien pour veiller sur vos vêtements pendant tout le temps qu'ils sont dehors, car si vous absentez le temps d'une minute, ils auront déjà ramassé¹⁰⁷.

En somme, il ressort dans cette partie que les différentes crises centrafricaines survenues depuis 2003 ont engendré des bouleversements profonds dans la société centrafricaine et au Cameroun, plus précisément dans les localités frontalières de l'Est. Ces affrontements interreligieux et interethniques caractérisés par des cycles de violence extrême ont entraîné des mouvements de personnes, facilité la circulation des armes entre la RCA et le Cameroun ainsi que le déploiement des groupes armés centrafricain profitant de la porosité pour opérer de part et d'autre de la frontière. Ces centrafricains contraints à l'exode ainsi que les camerounais de cette partie font face à une vulnérabilité plurielle du fait de l'insuffisance des ressources et des équipements de base, ce qui conduit inéluctablement au développement des activités clandestines de « survie ».

Toutes ces dynamiques ont facilité l'émergence d'une vague de radicalisation et d'extrémisme violent qui se présentent sous plusieurs visages dans la région de l'Est et plus précisément dans le département du Lom et Djerem dans lequel nous avons choisi de circonscrire cette étude, en raison d'une plus forte visibilité du phénomène étudié.

¹⁰⁷ Informateur anonyme, entretien à Garoua-Boulaï le 20 juillet 2022 à 12h.

CHAPITRE II : CARTOGRAPHIE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM

Le présent chapitre a pour objectif de ressortir les différents visages de la radicalisation et de l'extrémisme violent observés dans le département du Lom et Djerem qui partage une large frontière avec la RCA qui le principal élément déclencheur de ces bouleversements. Pour ce faire, il est question de dresser la carte du grand banditisme rural et urbain, de présenter la relation antagoniste conduisant aux affrontements intercommunautaires et d'analyser la montée en puissance de diverses activités liées au crime.

I- L'ÉCLOSION ET LE DÉVELOPPEMENT DU GRAND BANDITISME RURAL ET URBAIN

Phénomène multi facial, le grand banditisme est présent dans le département du Lom et Djerem depuis bien longtemps, mais il a connu une évolution exceptionnelle depuis le début des années 2000, du fait de l'instabilité centrafricaine qui sème la confusion et entraîne le déploiement des individus dangereux ainsi que des armes nécessaires à l'épanouissement de ces activités clandestines.

1-Du phénomène de coupeurs de routes

Comme dans tous les milieux instables d'Afrique Centrale, le banditisme de grand chemin dans le Lom et Djerem s'est enrichi d'une main d'œuvre abondante du fait de la prolifération des sans-emplois, d'une main d'œuvre experte du fait de la prolifération des combattants anciens ou en activité et d'une logistique conséquente du fait de la prolifération des armes de guerres passées aux mains des populations dans un contexte de militarisation de l'ethnie¹⁰⁸. Cette modalité du banditisme transfrontalier a connu un tournant majeur en 2003 après le changement de régime par l'usage de la force armée. Les ex-mutins et ex-libérateurs qui avaient aidé le nouveau président à se hisser à la magistrature suprême sont vite devenus les nouveaux acteurs de la criminalité transfrontalière.

¹⁰⁸ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier » in *Polis : revue camerounaise de science politique*, Vol 13, Numéros 1-2, 2006, p.119.

Ainsi, les rebelles qui sèment la terreur dans la zone frontalière entre le Cameroun et la Centrafrique, sont pour la plupart des éléments qui ont pris part à la rébellion qui a porté François Bozizé au pouvoir en mars 2003. Une force hétéroclite dans laquelle on retrouvait des éléments des FACA, des engagés volontaires centrafricains, mais également ces fameux « Zakawas », des guerriers tchadiens ne justifiant pas toujours d'une formation militaire aboutie, mais rompus au combat par de nombreuses années de guerre dans leur pays. Seulement, nombre de ces « libérateurs », coupables de nombreux abus sur les populations à leur arrivée à Bangui, ne seront pas intégrés dans les FACA à la fin de la campagne comme ils l'espéraient. Le programme de réinsertion des anciens combattants, basé à Bangui, initié par le PNUD ne les intègre pas non plus dans son action. Des sources dans la capitale centrafricaine indiquent que les Zakawas ont reçu chacun 500 000 FCFA du gouvernement de Bozizé avant d'être mis en route pour retourner au Tchad. Certains Zakawas, munis de tout l'arsenal de la campagne centrafricaine, ont juste pris de la distance avec Bangui pour se positionner en seigneurs de guerres dans la zone frontalière entre le Cameroun et la RCA. Ils se muent donc en malfrats qui profitent au maximum de la porosité de la frontière camerounaise pour spolier, kalachnikovs au point, pasteurs et commerçants. C'est donc en se militarisant que le banditisme transfrontalier est sorti de son cadre traditionnel pour devenir un phénomène polémologique. Ces mercenaires (centrafricains et tchadiens) ont progressivement été suivis dans le temps et dans l'espace, par des groupes rebelles hérités des crises suivantes (14 groupes officiels reconnus jusqu'à ce jour). Les combattants de ces groupes terrorisent les populations frontalières du département du Lom et Djerem.

S'il est établi aujourd'hui que ces comportements criminels portent régulièrement, sinon presque toujours la signature des ressortissants centrafricains¹⁰⁹, il faut d'emblée noter que les camerounais, plus précisément les jeunes, sont de plus en plus embarqués dans ces opérations à cause de cette vulnérabilité pluridimensionnelle étudiée au chapitre précédent.

En effet, face aux conditions de vie plus que difficile, l'inflation galopante et la vie chère qui rythment le quotidien des populations, les jeunes sans garantie d'un lendemain meilleur trouvent facilement la solution à leur situation délicate en allant progressivement garnir les rangs de ces groupes qui rendent l'atmosphère invivable aux confins de ce département limitrophe à la

¹⁰⁹ Ces ressortissants centrafricains sont de deux ordres d'une part on retrouve les réfugiés centrafricains vivant dans des camps de fortune ou en dehors, et d'autre part nous avons des groupes de rebelles qui partent de la RCA pour venir opérer au Cameroun et rentrer chez eux une fois l'objectif atteint.

Centrafrique. C'est ce que précisait le Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulaï lors d'un entretien quand il disait :

La radicalisation est l'aboutissement de plusieurs manquements. Le radicalisé c'est ce jeune désœuvré, non scolarisé, sans emploi et qui fatigué d'entendre des promesses d'une élite plus que jamais absente et insensible à sa condition. Il devient donc sensible à toute proposition lui promettant une meilleure condition d'existence. C'est ainsi que ce jeune désœuvré se retrouve facilement embarqué dans la consommation des stupéfiants puis qu'il est rongé par l'ennui et il peut également se faire embarquer par des groupes rebelles pour tenter de gagner sa vie¹¹⁰.

Observant les choses sous le même angle de vue et s'inquiétant de l'enrôlement facile des jeunes de sa localité et ceux des autres localités frontalières de l'Est dans les groupes armés du fait des difficiles conditions de vie et de la misère ambiante, le maire de la commune de Bombé expliquait déjà un an avant que :

La frustration des jeunes vis-à-vis des hommes en tenue est liée aux tracasseries policières et c'est un facteur qui pousse les jeunes à s'engager dans les groupes radicaux et violents. Tenez, entre Kentzou et Batouri il y a plus e cinq contrôles, le jeune qui travaille parfois pour un patron dois obligatoirement laisser au moins 1000 FCFA à chaque contrôle. Imaginez l'état d'esprit d'un tel jeune. Ils sont nombreux ici, juste pour ce faire, rêvent de devenir des hommes en tenue. Etant donné qu'ils n'ont pas la possibilité de devenir militaire ou gendarme voir policier au service de l'Etat, ils n'hésitent pas à s'engager dans les groupes armés car dans ceux-ci, ils auront une garantie, ils pourront créer leurs propres barrières et rançonner les automobilistes et ils seront bien payés. L'extrême pauvreté et le désœuvrement des jeunes sont aussi des facteurs de risque. Par exemple, quand les rebelles viennent, ils disent aux jeunes que s'ils s'engagent, ils auront un salaire évaluer à 400 000 FCFA et ils se rendent compte qu'après le premier mois d'engagement, ils ont effectivement leurs salaires. Ils en font la promotion auprès des autres jeunes, qui s'engagent à leur tour¹¹¹.

Cet état de chose explique l'adhésion récurrente et plurielle des jeunes camerounais dans les groupes armés centrafricains avec une certaine aisance puisqu'il se trouve parfois qu'ils aient la même culture en commun avec les recruteurs de la RCA. La facilité et la simplicité avec lesquelles ces bandits traversent la frontière soit pour opérer, soit pour profiter de leur butin peut

¹¹⁰ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulaï, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

¹¹¹ D. Barka, 56 ans, Maire de la commune de Bombé, entretien le 08 juillet 2021 à 10h 25.

se résumer dans cet extrait tiré de l'analyse de Saïbou Issa lorsqu'il abordait la question de l'insécurité transfrontalière dans le bassin du Lac Tchad :

L'enjeu essentiel de la criminalité transfrontalière en général et du banditisme de grand chemin en particulier dans le bassin tchadien, se trouve moins dans la détermination de la nationalité des malfrats, que dans leur transmigration. Ils se comportent comme les ressources de la zone CBLT (Commission du Bassin du Lac Tchad), à savoir l'eau et le poisson, qui serpentent, se détractent d'un côté ou de l'autre de la frontière, se retrouvant en quantité réduite ici ou en plus grand nombre là. Ils se comportent comme les autres acteurs économiques de la zone, à savoir les pêcheurs, les pasteurs et les paysans, qui ne suivent pas la frontière mais l'eau. En un mot, ils vont et viennent au gré des mouvements des ressources qu'ils convoitent, gérant la frontière comme un pont entre le lieu du crime et le lieu de la jouissance du butin. La nationalité de tels bandits est inscrite dans leur histoire et sur leur faciès, lesquels leur permettent de passer inaperçus dans l'enceinte d'un cadre géographique et sociologique qui, pour politiquement morcelé qu'il est, n'en demeure pas moins uniforme du point de vue des cultures, des ressemblances et des solidarités ethniques¹¹².

Suivant le schéma dessus décrit, les membres des groupes armés positionnés entre le Cameroun et la RCA dictent leurs lois aux agriculteurs, éleveurs et commerçants exerçant de part et d'autre de la frontière depuis le début du bouleversement du climat sociopolitique centrafricain à l'entame des années 2000. Le mode opératoire de ses malfrats consistait dans un premier temps à tendre des embuscades sur des routes rurales afin de dépouiller de leurs biens tous les passagers des véhicules pris dans leur toile d'araignée. C'est ainsi que vers la fin des années 1990 déjà ces opérations basées sur l'embuscade des véhicules s'étaient multipliées de façon exponentielle dans les campagnes situées au niveau de la frontière orientale, amenant l'Etat camerounais à prendre des mesures conséquentes pour endiguer le fléau. C'est ainsi qu'en 2002 au Cameroun, la liquidation des bandits avait complètement décapité le grand banditisme dont la plupart des commanditaires et des capitaines avaient perdu la vie ou traversé la frontière, quelques-uns croupissant en prison, donnant l'impression d'une sécurité retrouvée aussi bien en ville qu'en campagne.

Mais l'une des constantes de l'histoire du grand banditisme en Afrique subsaharienne, c'est sa capacité à se reproduire, à muter au gré des changements de la politique répressive de l'Etat, au gré de l'apparition de nouvelles conjonctures criminogènes, lesquelles disséminent les

¹¹² S. Issa, « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad » in *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004, p.15.

nouveaux vecteurs de l'agression et de nouveaux acteurs de la criminalité transfrontalière. Ainsi peut-on dire du banditisme transfrontalier qu'il est un phénomène cyclique. C'est ainsi que l'on a assisté en 2003¹¹³, à l'apparition de la prise d'otages dans les zones frontalières comme nouvelle modalité du phénomène du banditisme de grand chemin¹¹⁴.

Interrogé au sujet de cette nouvelle manœuvre des coupeurs de routes entre la Centrafrique et le Cameroun par la radio nationale centrafricaine lors de son journal de la mi-journée du 15 septembre 2004, un responsable des éleveurs de ce pays témoigne :

Je vais vous donner un exemple simple : de janvier au mois de mai de cette année, trois cent enfants d'éleveurs ont été pris en otages et plus de quatre-vingt-dix millions ont été demandés en rançon. Et sur le paiement qui a été fait par les éleveurs eux-mêmes, ils ont payé plus de cent soixante-dix millions¹¹⁵.

Cette interview faisait suite à la présentation aux autorités de Bangui, de dix enfants repris aux coupeurs de routes par des archers réunis au sein d'un comité d'auto-défense nommé « Anti-Zarguinass ». L'appel au secours lancé par Oumarou Madiki, un des leaders des éleveurs, témoignait déjà du désespoir de ces derniers, face à la ténacité et la puissance de feu dont disposent les bandits :

Nous avons réussi à libérer dix enfants après un dur combat. Je vous assure que nous avons vaincus les Zarguinass dans un premier temps. Mais ils ont fait appel par téléphone satellitaire une équipe de renforts bien équipés et leur assaut a été foudroyant. Nous sommes venus rencontrer les autorités pour nous lamenter. Nous n'aimons pas, à cause de l'insécurité exercée sur nous par les Zarguinass, quitter pour aller au Cameroun ou ailleurs. Simplement par ce que nous sommes dépassés. Nous n'avons pas de moyens pour défendre nos parents, nos enfants et nous-mêmes. Nous voulons travailler avec le gouvernement main dans la main. Nous ne voulons pas fuir. Nous pouvons nous sacrifier à cause de notre pays. Mais nous voulons que notre arc puisse être remplacé. Si le gouvernement change notre arme blanche, nous pourrions travailler, sinon, nous serons obligés, pour protéger nos enfants, d'aller ailleurs¹¹⁶.

¹¹³ Date qui correspond à la prise de pouvoir de François Bozizé en Centrafrique, ce qui a causé, au plan sécuritaire un énorme bouleversement, notamment en terme de circulation des armes de guerres orchestrée par les anciens mutins avides d'occupations et d'argent. Ces armes ont ainsi servi à militariser la nouvelle façade du banditisme de grand chemin à savoir la prise d'otages.

¹¹⁴ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique... » p.120.

¹¹⁵ Pour lire l'ensemble de l'interview qui révèle notamment l'organisation de la répression, l'on peut aller sur <http://www.centrafrique-presse.com>, consulté le 18 août 2022 à 20h 10.

¹¹⁶ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique... » p.131.

L'on pouvait déjà lire, au travers de cet épisode tourné en terre centrafricaine, le déséquilibre qui existe entre ces bandits lourdement armés et bien équipés et les pasteurs et les agriculteurs équipés d'armes blanches et parfois abandonnés à eux même. Le phénomène a ainsi gagné du grade pour devenir aujourd'hui une véritable industrie dans la zone frontalière entre la RCA et le département du Lom et Djerem. Les groupes armés originaires de la RCA mettent une énergie singulière dans la prise d'otages qui est une des sources de leur financement, leur permettant de payer les hommes, s'équiper en armes, munitions et d'autres instruments militaires et entretenir ces équipements.

Ces opérations de kidnapping se sont intensifiées, ont débordé la frontière, au point de s'imposer du côté camerounais comme une affaire courante à laquelle l'on est habitué dans le département du Lom et Djerem et plus précisément dans les localités de Garoua-Boulai, Bétaré-Oya, Mandjou et Bertoua. Ayant pris part aux opérations de libération d'otages entre la RCA et le Cameroun, un élément des forces de défense et de sécurité apportait une précision dans l'explication du mode opératoire de ces hors la loi :

Lorsque les membres de ces groupes armés partent de la Centrafrique pour venir opérer de ce côté, ils ont généralement déjà une ou des cibles bien identifiées qu'ils viennent kidnapper car ils ont des indices qui leur donnent avec précision des détails sur la cible à enlever. Ils ne marchent pas en route s'en prennent par hasard au premier venu non ! Ils se dirigent vers une cible déjà bien identifiée à base des informations fournies par leurs informateurs qui leur donnent avec précision les détails sur la personne à prendre en otage. La cible c'est généralement quelqu'un avec une certaine aisance financière ou quelqu'un dont la famille est quelque peu bien située pour pouvoir payer la rançon qui est demandée à la suite de l'enlèvement. Ces kidnappeurs sont pour la plupart des jeunes dont l'âge varie entre 15 et 20 ans et sont lourdement armés¹¹⁷.

D'autres témoignages concordants vont dans le même ordre d'idées, comme celui du chef de détachement de la gendarmerie de Gado-Badzéré qui précise :

Le mode opératoire privilégié par les groupes armés ici c'est le kidnapping avec une forte demande de rançon. Plusieurs fois, nous avons eu à appréhender des ravisseurs et ces derniers nous ont toujours fait comprendre qu'ils ont des complices parmi les réfugiés. Ces complices leur donnent le renseignement adéquat pour mieux mener leurs opérations. La cible prioritaire de ces malfrats est la communauté Mbororo, puis que celle-ci est détentrice du bétail qui est une source de revenu. Il y

¹¹⁷ Informateur anonyme, entretien à Bertoua le 25 juillet 2022 à 12h 50.

de cela un mois ils ont enlevé un berger en brousse et sa famille a dû déboursier une somme de 1 400 000 FCFA pour qu'il soit libéré¹¹⁸.

Partant sur cette base, les opérations d'enlèvement par les coupeurs de route se sont progressivement développées pendant la première décennie du troisième millénaire pour devenir dans les années 2010, une affaire qui n'a rien à envier aux opérations des mouvements terroristes. On assiste à des enlèvements singuliers ou en masse de personnes préalablement ciblées. Entre 2012 et 2021, le nombre élevé de Camerounais kidnappés et libérés après des négociations financières dans cette zone frontalière démontre à suffire que le phénomène est devenu une véritable activité lucrative et entretenu par des acteurs tapis dans l'ombre et parfois même avec la complicité de certains otages¹¹⁹.

Quelques cas peuvent être évoqués à titre illustratif. Dans la nuit du dimanche 23 au lundi 24 septembre 2012, des attaques meurtrières sont perpétrées par des rebelles centrafricains au poste de péage de Garoua-Boulaï, coûtant la vie à deux Camerounais¹²⁰. A l'issue de ces attaques, quatre Camerounais sont pris en otage et conduits en RCA par les assaillants. Des négociations menées par les autorités camerounaises ont conduit à la libération desdits otages le 4 novembre comme l'expliquait Samuel Dieudonné Ivaha Diboua alors gouverneur de la région de l'Est :

Les négociations de leur libération ont commencé depuis quelques jours entre les autorités camerounaises constituées d'une forte équipe sécuritaire et celle de la République Centrafricaine. Lesquelles ont abouti à la libération de deux otages d'abord samedi et deux autres ce dimanche 4 novembre 2012¹²¹.

Les 24 et 25 octobre 2014 dans le même arrondissement frontalier, 9 personnes parmi lesquelles le chef du village de Dolé sont prises en otage par une unité de rebelles centrafricains. La riposte engagée par les FMO a permis la libération de 4 otages, les 5 autres restants aux mains des rebelles, portant le total à 13 Camerounais dans les filets des rebelles, puisque ces derniers avaient déjà enlevé 8 personnes le 20 septembre de la même année¹²².

¹¹⁸ Chef du poste de détachement de la Gendarmerie de Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 15h 15.

¹¹⁹ *Eco Matin* du 29 septembre 2021.

¹²⁰ I. Linge, « Garoua-Boulaï : les otages camerounais libérés » in www.journalducameroun.com, publié le 5 novembre 2012, consulté le 13 août 2022 à 18h 55.

¹²¹ A. G. Olinga, « Garoua-Boulaï. Les 4 otages camerounais libérés par les rebelles centrafricains » in cameroonvoice-com.cdn.ampproject.org, consulté le 13 août 2022 à 18h 22.

¹²² *Cameroon Tribune* du lundi 26 octobre 2014.

Exacerbés par toutes ces séquences de prises d'otages qui n'en finissent pas, les populations de l'arrondissement de Garoua-Boulaï ont décidé de prendre les choses en main au mois de mars 2015. Alors qu'ils avaient déjà enlevé 17 otages camerounais une dizaine de jours plutôt, les rebelles centrafricains s'étaient encore invités dans ce qui est désormais devenu leur terrain de chasse préféré pour y opérer à nouveau. Lorsqu'ils tentaient de s'enfuir avec 8 otages fraîchement enlevés, ces hommes armés venus de Centrafrique ont fait face à la fureur de la population comme l'expliquait une fois de plus Samuel Dieudonné Ivaha Diboua, gouverneur de la région :

Près d'une dizaine d'hommes armés ont enlevé huit personnes près de Garoua-Boulaï. Alertées, les populations munies de machettes sont sorties comme un seul homme et ont empêché les ravisseurs de s'en fuir. Les huit personnes ont été libérées par les populations. Tous les assaillants ont été tués à l'exception de deux qui ont été pris vivants et remis aux forces de sécurité¹²³.

Nonobstant l'hostilité affichée des populations et la détermination des forces de l'ordre d'en finir avec cette activité, ces bandits de grand chemin ne faiblissent pas au contraire, ils ont engagé la décennie 2020 avec la manière. En 2021 à Garoua-Boulaï, une bande armée a enlevé 12 jeunes de la communauté pour ensuite demander une rançon conséquente comme l'expliquait le DAJEC lors d'un entretien à ce sujet :

En 2021 nous avons perdu 12 jeunes de notre communauté. Cette histoire m'a tellement fait mal et continue de me faire mal jusqu'aujourd'hui. Ces jeunes étaient très actifs dans les activités de jeunesse que nous organisons ici. Ils étaient ci jeunes avec plein d'avenir devant eux mais ces gens les ont enlevés. Ils sont restés, pendant plusieurs jours, aux mains des ravisseurs qui attendaient la rançon pendant que les forces de défense et de sécurité tentaient par tous les moyens possibles de colmater les brèches pour les retrouver. Lorsque que les bandits ont su que la rançon ne sera pas payée, ils ont abattu ces enfants sans aucun scrupule. C'est plus tard qu'on a retrouvé seulement 3 corps en état de putréfaction avancée dans la brousse. Mais les 9 autres, on ne sait pas jusqu'aujourd'hui où est-ce qu'ils ont dissimulé leurs corps¹²⁴.

C'est ainsi qu'au mois de février 2021 par exemple, une fillette de 12 ans avait été enlevée à Mandjou, avant d'être exécutée par les ravisseurs. Selon les informations de la police, les ravisseurs exigeaient à la famille de la fillette le paiement d'une rançon de 15 millions de FCFA

¹²³ J. Ntog, « Garoua-Boulaï : des preneurs d'otages venus de RCA tués par la population » in journalducameroun.com, publié le 30 mars 2015, consulté le 5 août 2022 à 22h 10.

¹²⁴ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garou-Boulaï, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

pour la libération de leur otage¹²⁵. La famille a proposé de payer 1,5 millions de FCFA au bout des négociations, ce qui n'était du tout du goût des ravisseurs qui ont tenu à montrer leur sérieux et leur détermination en exécutant la victime et en jetant son corps dans un puits. Lors du passage à Mandjou dans le cadre de la collecte des données sur le terrain pour la réalisation de ce document, le sous-préfet de cet arrondissement était revenu sur ce tragique événement en arguant :

L'an dernier ils ont enlevé une fillette de 12 ans ici à Mandjou. Cette fillette a ensuite été exécutée et son corps jeté dans un puits puisque la famille n'a pas réussi à payer la rançon telle qu'exigée par les ravisseurs. Le lieu de l'incident se trouve non loin de nos locaux, juste en face du poste de pesage, il y a un petit chemin qui mène à ce puits qui se trouve à environ 50 mètres de la route principale. Après reconstitution des faits, l'enquête ouverte a mené à l'interpellation, par la gendarmerie, des deux ravisseurs qui sont déjà des repris de justice. Cette triste affaire témoigne du caractère extrémiste de ces gens qui ne plaisaient pas quand leurs revendications ne sont pas prises en compte¹²⁶.

Le 3 août 2022, alors qu'il se rendait dans sa plantation pour y laisser des produits de ravitaillement aux ouvriers qui y travaillent, Sa Majesté Joseph Koulagna, chef du village Béthanie dans l'arrondissement de Garoua-Boulaï a été enlevé par des éléments d'une bande armée et conduit en République Centrafricaine¹²⁷. Les ravisseurs ont fait une demande de rançon qui s'élevait à 10 000 000 FCFA pour sa libération, faute de quoi, le kidnappé ne rentrerait pas vivant. C'est après de multiples tractations que son épouse a pu collecter avec l'aide des membres de la famille, une somme de 1 300 000 FCFA et a engagé des discussions avec les ravisseurs pour implorer leur clémence car la famille n'avait pas pu faire mieux comme proposition pour tenter de tirer l'otage des mains de ces hommes qui ont un mépris avéré pour la vie humaine. Suite à ces discussions, la réponse des ravisseurs a été favorable et le chef fut libéré le 7 août après 4 jours passés en RCA aux mains des brigands. Après la libération de ce gardien de la tradition, le témoignage est poignant :

Ces malfaiteurs sont sans foi ni loi. Je souhaite que les pasteurs, imams, prêtres et autres puissent demander à tous ceux qui cultivent du côté Est de Garoua-Boulaï de s'abstenir d'aller dans leurs

¹²⁵ A. Ougock, « Cameroun : Une otage de 12 ans tuée par ses ravisseurs après une discorde sur la rançon » in www.koaci.com publié le mardi 1^{er} mars 2022, consulté le 12 juin 2022 à 18h 15.

¹²⁶ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

¹²⁷ Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est Cameroun, publication du 8 août 2022.

plantations jusqu'à ce que les responsables des services de sécurité puissent assurer la sécurité et la libre circulation des personnes et leurs biens de ce côté¹²⁸.

Il faut noter, d'après certains riverains agriculteurs, que c'est en cette période de l'année que les opérations de prise d'otages avec demande de rançon s'intensifient, précisément au moment où les cultivateurs de la zone récoltent les ignames et autres produits champêtres. Le but étant aussi (en dehors de la rançon) de pousser les seigneurs de la terre à abandonner leurs plantations afin que les coupeurs de routes s'en accaparent pour se faire de l'argent.

La recrudescence des cas d'enlèvement est donc une question qui inquiète à juste titre les autorités et les populations des localités susmentionnées. Il se passe difficilement une semaine sans qu'une alerte de disparition suspecte ne soit donnée. Et si par mégarde le sujet pris en otage essaie de résister et si sa famille essaie de gagner du temps, la riposte des brigands est immédiate et sanglante. C'est ce qui s'est encore produit le 1^{er} août 2022 à Yokosiré dans l'arrondissement de Garoua-Boulaï, lorsqu'un groupe armé avait pris pour cible un agriculteur qui rentrait de son champ. Ce dernier ayant opposé une résistance robuste aux assaillants, s'en est tiré avec un corps abimé par des coups de machette qui laissent croire que l'on voulait dépecer un animal comme on peut le voir sur l'image à la page 62.

¹²⁸ C. Mahop « Le chef de Garoua-Boulaï kidnappé puis libéré » in www.237online.com, consulté le 15 août 2022 à 14h 05.

Photo 1: Portrait sanglant d'un agriculteur agressé par les coupeurs de route à Yokosiré



Crédit photo : Lath Messak Omer

Sur cette image, l'on peut apercevoir la joue totalement ouverte et le corps couvert de sang de cet homme dont la seule faute était celle de s'être rendu au champ gagner honnêtement son pain avant de tomber sur les coupeurs de route qui voulaient visiblement le retenir en captivité

pour éventuellement rançonner sa famille. Ces exactions des coupeurs sont également accompagnées par des agressions et assassinats multiformes qui maintiennent les populations en état d'alerte autant en ville qu'en campagne.

2-Des agressions et assassinats

Les agressions et assassinats tiennent en haleine les populations du Lom et Djerem depuis le nouveau renversement de régime en RCA en 2013. Forts de leur arsenal hérité de cette situation d'instabilité intermittente, les brigands originaires de la RCA associés aux mercenaires tchadiens et aux Camerounais recrutés dans un contexte socioéconomique délicat, terrorisent les populations qui ont progressivement appris, parfois à leur dépens, à ne plus se livrer complètement dans le sommeil comme le rappelait une fois de plus le DAJEC : « Nous ne dormons pas profondément ici car il faut toujours être aux aguets. On dort avec un œil ouvert puisque tout peut arriver à tout moment »¹²⁹.

Perpétrés par des individus parfois en quête de moyens de survie, les agressions sont le visage le plus connu du banditisme urbain. Dans les localités de Garoua-Boulaï, Mandjou et Bertoua, le phénomène d'agression obéit à deux principaux modes opératoires : les agressions dans les domiciles des victimes et les embuscades dans les hôtels et milieux de joie. Pour ce qui est du premier, il est le plus prolifique dans ces cités ; les brigands s'introduisent dans la maison d'un citoyen déjà bien identifié, tiennent en respect tous les occupants de la maison armes aux points et collectent tout ce qu'il peut y avoir comme objet de valeur pouvant leur rapporter de l'argent. Quant au deuxième modèle, il n'est pas très différent du premier, à la seule différence qu'ici, le sujet agressé n'est pas dans son domicile mais plutôt dans ces milieux où l'on vend des services multiformes. C'est le cas de l'agression subie par un chauffeur dans une auberge de Mandjou alors qu'il était de passage. En effet, le 10 octobre 2012, le nommé Ahmidou Adamou en provenance de Douala s'était fait agresser à l'auberge Sergio située dans ladite localité par deux individus armés de couteaux. Les malfrats lui ont infligé une blessure avant de le dépouiller de ses biens comme l'attestent les détails contenus dans le troisième alinéa du bulletin de sécurité hebdomadaire du 15 octobre 2012 de la sous-préfecture de Mandjou (voir annexe 3).

¹²⁹ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Éducation Civique de Garoua-Boulaï, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

Toutes les catégories sociales sont visées, du moment où ça rapporte. C'est ce que déclarait le chef de la communauté Mbororo de cette ville :

Les agressions sont très constantes ici depuis quelques années déjà. Il se passe difficilement un jour sans qu'on ait signalé un cas d'agression dans un domicile et comme c'est moi le chef, je suis appelé lorsque l'incident implique un membre de ma communauté. La situation devient presque invivable à des moments. Moi personnellement j'ai déjà reçu la visite des agresseurs à quatre reprises. La dernière fois qu'ils sont venus dans la nuit, j'ai senti qu'il y avait une présence étrangère aux abords de la maison car des bruits de pas laissaient entendre que les gens sillonnaient la maison pour certainement chercher la bonne technique d'attaque. C'est à ce moment que je suis passé à l'offensive en sortant avec une machette en main et une lampe torche avec laquelle j'ai éclairé sur le visage des deux bandits ; la lumière forte les a quelque peu assombris la vision et en même temps ils ont constaté que j'étais armé d'une machette et ils ont pris la fuite. Un autre membre de ma communauté a fait l'objet d'une agression à son domicile pendant la nuit quelques jours plus tard. Les malfrats lui ont pris une somme de 900 000 FCFA et certains objets de valeur trouvé chez lui après la fouille de la maison¹³⁰.

Un autre membre de cette zone décrivant le cheminement des agressions ressort le même mode opératoire tout en insistant sur le côté outrageusement inhumain que renferment les visites inopinées de ses hommes sans scrupule.

Ils agressent dans des domiciles. Ces gens sont tellement violents qu'on trouve à peine les superlatifs pour qualifier leurs actes. Ces agressions dans les domiciles sont très souvent accompagnées des cas de viols. Les riverains vivent des scènes à peine croyables où on viole des femmes devant leurs époux qui vivent impuissamment la scène, préférant obtempérer pourvu qu'on leur laisse la vie sauve après le braquage¹³¹.

Le deuxième visage des agressions est tout aussi prolifique dans cette ville frontalière où la vie nocturne n'a pas grand-chose à envier aux mouvements journaliers :

Un autre mode opératoire privilégié ici c'est l'utilisation des femmes comme appât pour attirer les hommes ciblés dans les hôtels et les milieux de joie afin de déposséder ces derniers de tous ce qu'ils ont comme biens sur eux. Et s'ils opposent une résistance aux assaillants, ils sont tués et parfois les corps ne sont pas retrouvés¹³².

¹³⁰ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien à Garoua-Boulai le 22 juillet 2022 à 09h 10.

¹³¹ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

¹³² *Idem.*

Du côté de Bertoua et Mandjou, les agressions impliquent les ressortissants centrafricains dont les noms ressortent à presque tous les coups. C'est le cas de l'affaire Zingao qui avait tenu en haleine la communauté de Bertoua au courant de l'année 2014. En effet, le nommé Trésor Zingao, soldat 2^e classe, déserteur de l'armée centrafricaine avait commis une série d'agression sur les opérateurs économiques de la ville avant d'être mis aux arrêts par les éléments des forces de maintien de l'ordre et de sécurité du commissariat central de la capitale de la région du soleil levant. Le militaire déserteur avait trouvé asile au quartier Zangoua qui était sa base depuis laquelle il planifiait et exécutait ses missions. C'est dans la journée du 18 mai 2014 que Trésor Zingao avait été surpris en flagrant délit d'agression sur le sieur Ange-Félix, un opérateur économique de la ville de Bertoua. Après avoir brutalisé sa victime, le brigand lui avait arraché ses deux téléphones portables et d'autres effets personnels¹³³. Le hors la loi avait ensuite été stoppé par la police arrivée sur les lieux après l'alerte donnée par le voisinage.

Depuis cette période, l'on a vu naître dans la ville de Bertoua une nouvelle technique d'agression mettant particulièrement en lumière les travailleurs de moto, qui sont à la fois acteurs et victimes du fléau. Lorsqu'ils sont victimes, ils sont ciblés par des malfrats qui se font passer pour des clients, donnant une destination à laquelle le taximan est censé les conduire et une fois sur le lieu, ils font appel aux renforts déjà cachés sur place, pour déposséder le conducteur de sa moto. S'il y a résistance, la victime est abattue et son objet de travail emporté pour être revendu sur le marché noir parfois en pièces détachées. Parfois ils n'ont pas besoin que la victime face preuve de résistance, ils le suppriment tout simplement pour qu'il n'y ait pas de trace ou de témoignage pouvant aider à remonter jusqu'à eux. Ces forfaits sont la plupart du temps attribués aux ressortissants centrafricains.

D'un autre côté, les taximen sont acteurs d'agressions. Depuis 2015, il ne se passe plus un jour sans qu'une plainte ne soit enregistrée dans une unité de police ou de gendarmerie de la ville de Bertoua. Plainte dénonçant une agression soit par un conducteur de moto taxi, soit par un individu à bord d'un engin à deux roues comme le témoigne Thomas Wounzé, un riverain de la ville « Il y a une grande insécurité en ce moment dans la ville car des taximen moto sont devenus

¹³³ P. Chemete, « Un soldat centrafricain aux arrêts à Bertoua » in www.camerounlink.com du 23 mai 2014, consulté le 10 août 2022 à 11h 29.

des hommes à craindre. Quand on emprunte une moto, on est pas sûr d'arriver à destination »¹³⁴. Une autre victime de ces actes confiait : « J'ai été dépouillée plusieurs fois par des motos taximen que j'emprunte pour un dépôt à mon domicile. La dernière fois ils ont essayé de me violer »¹³⁵. Ceci démontre à suffisance à quel point les malfrats ont infiltré des rangs des motos taximen qui à la base, sont des personnes qui travaillent de manière plus ou moins transparente et honnête pour gagner leur pain quotidien.

Quant aux assassinats, ils sont parfois le résultat des rançons non payées par les familles des personnes prises en otage par les groupes armés, tel qu'il est mentionné plus haut dans ce texte. D'autres assassinats laissent penser à des règlements de compte pour lesquels des mercenaires sont engagés. C'est ainsi que le 14 juillet 2021, le nommé Gildas Ekelle avait été assassiné de sang-froid au quartier Enia par des brigands non identifiés et dans la même nuit, un veilleur de nuit qui tenait son poste avait été égorgé au quartier Yadémé, non loin de la légion de gendarmerie de l'Est. Quatre jours plus tard c'était le jeune Donald Matjob qui se faisait poignarder à mort devant les bâtiments de l'Ecole Normale d'Instituteurs de l'Enseignement Technique (ENIET) de Bertoua. Ces forfaits devenus coutume inquiètent à juste titre les habitants de la capitale régionale de l'Est comme le laissait entendre Yves Beaudelaire Mekok, un riverain de la ville : « Nous vivons dans la peur. Ces bandits de grand chemin frappent à tout moment et on ne sait plus à quel saint se vouer », avant que Jérôme Kamdem, un commerçant de la cité ne rajoute : « La ville est devenue un far West. Les brigands se promènent et posent des actes nuisibles partout et en toute quiétude, au mépris des forces de l'ordre »¹³⁶.

Le 19 juillet 2022, au quartier Nkolbikon, près de Pamela bar où elle habitait, une jeune dame prénommée Arène qui était gérante du bar dont la terrasse est construite en bambou de Chine et en nattes de pailles près de la laverie en face de Continental, avait été retrouvée morte, égorgée devant sa chambre alors qu'elle revenait de son travail. Les voisins ayant entendu un cri sont sortis aussitôt, mais le malfrat était tellement expéditif dans son travail que ces voisins n'ont pu voir que le dos d'un homme qui se tirait rapidement des lieux à bord d'une moto, alors que le

¹³⁴ C. Mahop « Cameroun-faits divers. Bertoua : Agressions par motos » in cameroun24-net.cdn.ampproject.org du 10 août 2015, consulté le 8 août 2022, à 12h 50.

¹³⁵ *Ibid.*

¹³⁶ Anonyme, « Cameroun-Insécurité : Les brigands dictent leurs lois à Bertoua » in www.237online.com, consulté le 8 août 2022 à 16h 15.

corps de la jeune dame gisait dans une mare de sang¹³⁷. Suite à ce forfait le plus récent, les populations de Bertoua exprimaient une énième fois leur désolation tout en signifiant leur adaptation à ce rythme de vie qui s'est imposé comme une norme et un événement banal dans la ville, comme le laissait entendre une jeune du quartier Enia : « C'est toujours triste d'entendre une telle horreur, mais à vrai dire ça ne nous surprend plus car nous sommes déjà habitués à ça et il se passe difficilement une semaine sans qu'une nouvelle de ce genre ne tombe. C'est devenu pour nous un quotidien »¹³⁸. Ayant reçu l'aval de sa hiérarchie, un officier supérieur de la police explique :

Il y a une recrudescence de l'insécurité dans la ville de Bertoua. Mais plusieurs éléments peuvent justifier cette recrudescence : d'abord la ville n'est pas bien électrifiée, il y a de la broussaille qui sert de nid aux bandits. En plus, il y a le phénomène des Centrafricains, ils partent timidement mais certains ont de la famille installée ici et très souvent ils sont cités dans ces exactions¹³⁹.

Les meurtres perpétrés par ces bandits de grand chemin visiblement aguerris dans la pratique du banditisme urbain sont très souvent accompagnés d'actes de vandalisme et de coups de vols parfois à main armée.

3-Du vandalisme et des coups de vol

Vandaliser est la leçon première de ces hommes et femmes inscrits à l'école du grand banditisme. Il leur suffit parfois de juste s'emparer de leur butin et quitter les lieux, mais les bandits sont souvent poussés par une affligeante envie de vandaliser le lieu ayant servi de théâtre des opérations, pour mieux marquer leur passage. C'est ainsi que les coups de vol sont régulièrement accompagnés d'actes de vandalisme. Nourris par un contexte socioéconomique essentiellement difficile et l'arrivée en masse des réfugiés, les activités liées au vol (à main armée) se sont aisément épanouies dans les localités de Garoua-Boulai, Bétaré-Oya, Mandjou et Bertoua. Des bâtiments abritant les services déconcentrés de l'Etat aux habitations des sous quartiers en passant par les résidences privées et les commerces (bar, restaurant, hôtel, salon de coiffure, etc.) les voleurs/vandales n'épargnent rien ni personne sur leur passage. Ces quelques cas tiennent lieu d'illustration.

¹³⁷ Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est Cameroun, publication du 19 août 2022.

¹³⁸ A. Abel, 24 ans, étudiante, entretien à Bertoua le 20 juillet 2022 à 10h 30.

¹³⁹ Anonyme, « Cameroun-Insécurité : Les brigands dictent leurs lois à Bertoua » in www.237online.com, consulté le 8 août 2022 à 16h 15.

Le 9 avril 2012, le proviseur du Lycée Technique de Kano (Mandjou) déposait une plainte contre inconnu au commissariat pour un coup de vol perpétré dans l'établissement dont il avait la charge. Ce coup de vol a privé le lycée de trois de ses ordinateurs comme il est mentionné au premier point du volet sécurité du bulletin hebdomadaire de sécurité produit le 16 avril 2012 par les services du sous-préfet (voir annexe 4). Le 8 novembre de la même année, alors qu'il était en voyage en compagnie de son épouse, le nommé Ibrahima Adji domicilié à Mandjou avait été victime d'un coup de vol. Ayant constaté que la maison de l'intéressé avait manqué de présence depuis quelques jours, les malfrats ont cassé la porte à l'aide d'une hache pour s'emparer d'un butin conséquent dont les détails sont consultables sur le deuxième point du bulletin hebdomadaire de sécurité du 12 novembre 2012 (voir annexe 5).

Dans l'unique nuit du 20 au 21 juillet 2019, cinq cas de cambriolages (officiellement déclarés) dont trois au quartier Nkolbikon à un jet de pierre de l'antenne *Cameroon Radio Television (CRTV)*, un au quartier Haoussa et un autre au quartier Tindamba ont été enregistrés dans la ville de Bertoua. Un habitant du coin, victime d'un de ces cambriolages témoignait : « Ils ont cisailé les antivols et ont pris le téléviseur, une bouteille à gaz, un smartphone, un ordinateur portable et des bijoux après m'avoir tenu en respect, mes enfants et moi »¹⁴⁰. Dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 2022, le bâtiment abritant les services de la délégation d'arrondissement de la jeunesse et de l'éducation civique a reçu la visite d'individus non identifiés qui ont complètement vandalisés les locaux avant d'emporter certains biens avec eux, comme en témoigne le responsable de l'édifice :

La première fois qu'ils sont venus, ils ont essayé de forcer la porte centrale sans succès. Nous avons ensuite renforcé le dispositif forgeant une barrière en métal qu'on a mise avant la porte et quand ils ont compris qu'on a renforcé la sécurité, leur détermination les a amenés à changer également de stratégie d'attaque. Le jour suivant, ils sont revenus et cette fois ils complètement cassé un mur au niveau du bureau d'un de mes collaborateurs et ont pu investir l'enceinte de du bâtiment. Ils ont emporté avec eux tous les ordinateurs du service ainsi que d'autres objets de valeur dont on constatait l'absence plus tard quand on avait besoin. Lorsqu'ils jettent leur dévolu sur vous, ils peuvent vous visiter sans répit pendant cinq ou six jours d'affilés tant qu'ils n'ont pas atteint leur but. Ils ne se sont pas contentés de voler seulement, ils ont complètement vandalisé le

¹⁴⁰ Anonyme, « Cameroun-Insécurité : Les brigands dictent leurs lois à Bertoua » in www.237online.com, consulté le 8 août 2022 à 16h 15.

service : ils ont détruit le plafond, saccagé les installations électriques et j'en passe. C'est un mode opératoire qu'ils affectionnent particulièrement¹⁴¹.

Quelques jours plus tard, Lath Messak Omer, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique s'était rendu auprès des autorités compétentes afin déposer une plainte contre inconnu, comme on peut le constater sur l'attestation de dépôt de plainte (Voir annexe 6). Les exactions des coupeurs de route, les agressions et assassinats, les coups de vol à main armés et le vandalisme cachent mal un autre visage plus expressif de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem à savoir l'antagonisme et les affrontements entre les communautés en présence.

II-LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT EN TERMES D'AFFRONTEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES

L'antagonisme entre les communautés existantes dans le département du Lom et Djerem revêt deux principales formes : l'opposition entre certaines communautés locales d'une part, et les confrontations entre communautés locales et communautés étrangères (notamment les réfugiés centrafricains ayant fui les trois guerres civiles de 2003 à 2013, les ressortissants Burkinabés et Chinois qui se trouvent dans la zone pour des projets d'exploitation minière) d'autre part.

1-L'antagonisme entre les communautés ethniques locales

Depuis plusieurs décennies déjà, les communautés ethniques vivant dans le Lom et Djerem se sont toujours livrées à des querelles aux origines multiples, aboutissant parfois à des affrontements sanglants avec mort d'hommes. Au Cameroun en général et dans le Lom et Djerem en particulier, la diversité ethnique ou communautaire est très souvent au cœur d'enjeux politiques et sociaux. Elle sert généralement de socle explicatif (parfois à tort) au foisonnement de nombreux conflits qualifiés selon les cas de conflits intercommunautaires ou interethniques. Les oppositions entre Gbaya et Mbororo dans la localité de Mandjou constituent un cas illustratif suffisamment pertinent pour deux raisons étroitement liées :

¹⁴¹ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garou-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

-La première est le caractère déflagrant des événements antagoniques entre les deux groupes (en 2002 puis en 2011).

-La seconde est liée à une assimilation courante des oppositions entre les deux groupes à une opposition entre des « autochtones » et des « allogènes »¹⁴².

Cette opposition historique renferme des causes multidimensionnelles qui concourent à la construction de la perpétuation du conflit. Nous avons premièrement l'accès à la terre qui est perçu comme un droit des premiers occupants de la terre et un accès limité pour les suivants. En effet, les Gbaya qui sont les premiers occupants (autochtones) de la zone ont un accès à la terre relativement facile et possèdent de ce fait l'essentiel des terres, alors que les Mbororo (considérés comme allogènes) doivent subir plusieurs tracasseries pour bénéficier d'un petit lopin de terre, lequel peut même leur être retiré plus tard par la notabilité traditionnelle des autochtones qui se montre souvent particulièrement « belliqueuse et peu coopérative envers les étrangers à certains moments »¹⁴³. Deuxièmement nous avons une configuration socio-économique diamétralement opposée avec d'un côté des Mbororo qui sont des éleveurs nomades et musulmans (à quelques exceptions près) et de l'autre côté des Gbaya qui sont une communauté d'agriculteurs sédentarisés et majoritairement chrétiens.

Il s'y est donc installée au fil du temps une stigmatisation réciproque de chacune des communautés qui voit en l'autre le coupable ou le responsable de cet état de fait conflictuel, tout en recourant à la victimisation, en se dédouanant de toute responsabilité dans l'évolution de la situation. Le tableau ci-après répertorie de manière sommaire, ces comportements, perceptions et structures contribuant à la rivalité entre les deux groupes.

¹⁴² C. Minfegue Assouga, « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est-Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net, juillet 2014, consulté le 15 août 2022 à 17h 55.

¹⁴³ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

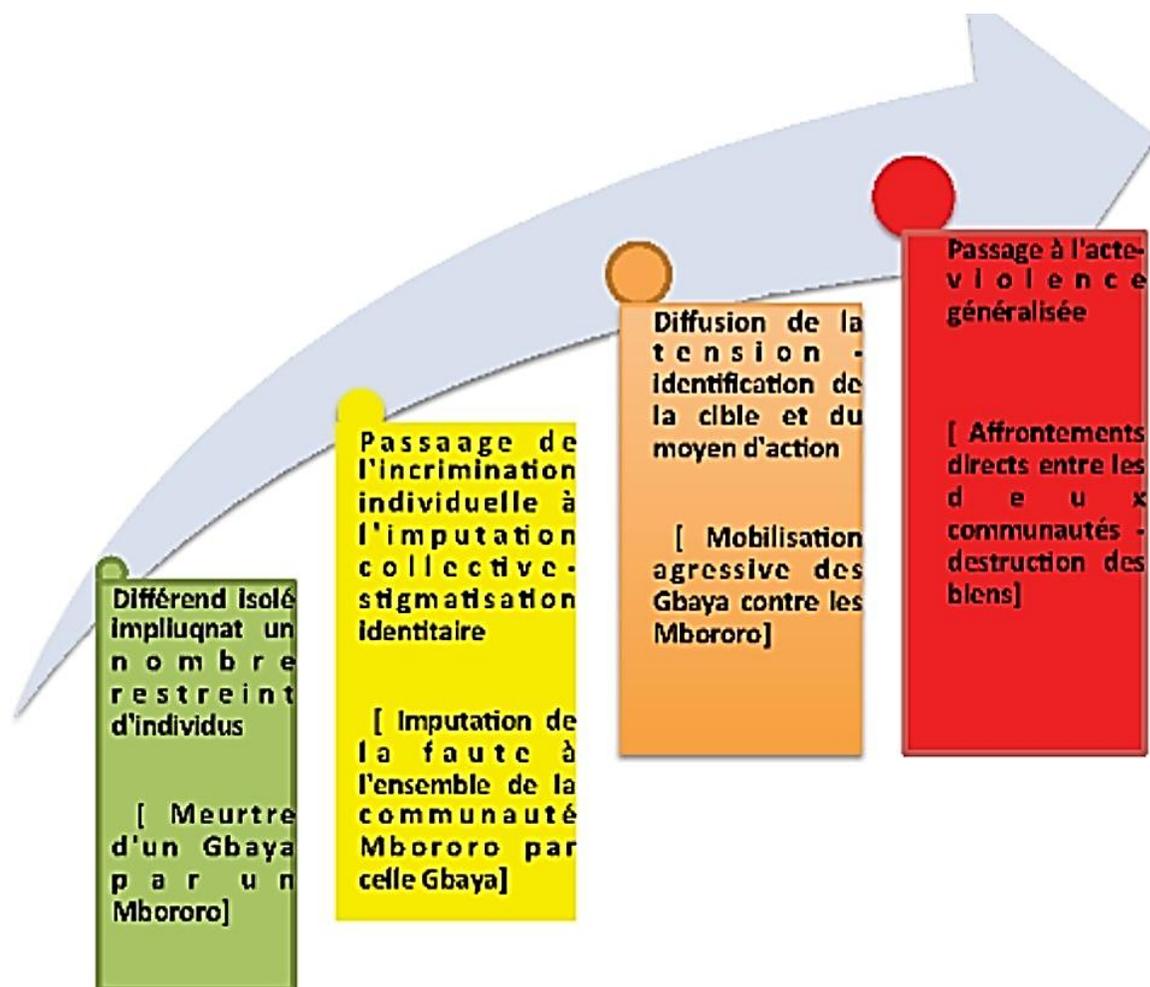
Tableau 2: Répertoire générique des comportements, des perceptions et des éléments structurels caractérisant le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou

Comportements	Comportement d’hostilité (violence directe) : destruction des biens, vol des biens, meurtres. Violences moins directes : déni de l’accès à la terre.
Perceptions	-Identification en l’autre -Victimisation de chacune des communautés.
Structures	-Faible accès des Mbororo à la terre ; -Sous alphabétisation des Mbororo ; -Exclusion de la vie politique au niveau local

Source : C. Minfegue Assouga, « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est-Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net, juillet 2014.

Ces facteurs expliquent l’augmentation des comportements agressifs et justifient aussi la soudaineté de l’élément déclencheur à l’origine de l’escalade de la violence. Il est possible de repérer dans les événements de 2002 et surtout ceux de 2011 (plus scandaleux), l’ensemble des étapes de la montée de la violence qu’on peut observer dans la figure ci-après.

Figure 1: les étapes de la montée de la violence dans le cadre du conflit Gbaya-Mbororo



Source : C. Minfegue Assouga, « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est-Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net, juillet 2014.

C'est ainsi que suivant le schéma, les événements malheureux de juillet 2011 se sont déroulés ainsi qu'il suit : le 19 juillet, un membre de la communauté Gbaya est assassiné par un Mbororo, ce qui a déclenché la réaction de la communauté Gbaya. Cette dernière a imputé la faute à toute la communauté Mbororo et la situation s'est envenimée. Il s'en est suivi des affrontements directs faisant 30 blessés de part et d'autre, des destructions des biens appartenant aux membres des deux communautés, notamment des commerces, des comptoirs du marché de

vivres local. On note l'utilisation d'armes blanches : machettes, couteaux, gourdins¹⁴⁴. La mobilisation des autorités, avec notamment l'intervention du BIR en provenance de Letta (localité située à proximité), du Groupement Mobile d'Intervention (GMI) n° 7 de la ville de Bertoua, de la gendarmerie, du commissariat central de Bertoua et de la brigade routière a permis de ramener l'ordre. Les blessés, bien identifiés, ont été évacués vers l'hôpital régional de Bertoua pour être pris en charge. Le nombre d'unités d'intervention requises à cet effet témoigne du caractère chaotique de la situation dont tous les détails sont soigneusement consignés dans un rapport (voir annexe 7).

Outre ces événements de 2011 qui ont visiblement basculé dans l'horreur (et qui auraient pu l'être davantage sans l'intervention de toutes ces unités d'élite), plusieurs autres tensions ont fréquemment été maîtrisées pour ne pas déboucher à des affrontements sanglants, voire mortels. C'est le cas de l'incident survenu dans la nuit du 11 octobre 12 au cours duquel une bagarre avait éclaté en face d'une boîte de nuit de la place, mettant aux prises un Gbaya et un groupe de jeunes Mbororo. Les autres Gbaya qui passaient à proximité s'étaient rapidement joint à leur frère, débouchant à une bagarre générale entre les deux communautés. Sans l'intervention expresse des Forces de Maintien de l'Ordre(FMO), on aurait sûrement eu droit à une répétition des forfaits de 2011. L'incident avait été consigné dans le rapport hebdomadaire de sécurité alinéa 4 de la sous-préfecture de l'arrondissement de Mandjou du 15 octobre 2012 (voir annexe 8).

Dans la nuit du 27 au 28 mars 2021, un autre incident motel est survenu, cette fois entre la communauté Mbororo et la communauté Kako¹⁴⁵. En effet, aux environs de 23 heures dans le village Boulembé, une bagarre qui mettait aux prises un Mbororo et un Kako au marché de la communauté avait rapidement dégénéré en affrontement entre les deux communautés causant un mort, le nommé Djibrila Moussa qui avait succombé aux blessures quelques heures plus tard à l'hôpital, comme l'indiquait le sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou dans une correspondance adressée au préfet du département du Lom et Djerem (voir annexe 9). L'intervention de la gendarmerie avait limité les dégâts et l'enquête ouverte avait plus ou moins

¹⁴⁴ Confer rapport N° 76/L/B15.07/SP du Secrétariat Particulier de la sous-préfecture de Mandjou dressé le 10 août 2011.

¹⁴⁵ Les Kako sont une autre communauté autochtone de l'Est Cameroun. Constitués majoritairement de cultivateurs, les membres de cette communauté ont parfois pris le parti des Gbaya lors des différends opposant ceux-ci aux Mbororo à Mandjou. Cependant, ils optent aussi parfois pour la neutralité, compte tenu de leur infériorité numérique.

permis de partager les responsabilités de cet incident. Revenant sur ce malheureux épisode, le sous-préfet de Mandjou expliquait :

Ça commence toujours par des querelles banales entre les membres des deux communautés, après le ton monte, chacun va appeler ses frères et la situation s'envenime, passant d'une affaire opposant deux individus à une opposition entre deux communautés. L'an dernier au mois de mars, il y a eu un nouvel affrontement entre les membres des communautés Mbororo et Kako, ce qui causé la mort d'un jeune Mbororo. Le fils du chef Kako de Boulembé est d'ailleurs en prison pour avoir pris part à cet incident¹⁴⁶.

Au soir du 20 décembre de la même année, un autre affrontement éclate ans le village Bindia entre deux familles Mbororo et Gbaya. Cet affrontement avait également été maitrisé par les forces de l'ordre avant qu'il ne dégénère, selon le témoignage du sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou. La correspondance du représentant permanent de l'Etat à la haute hiérarchie explique clairement les faits (voir annexe 10). Tous ces incidents témoignent d'une véritable animosité latente nourrie entre ces communautés qui peuvent recourir à l'extrémisme violent à tout moment. Cependant, ces communautés locales font face à d'autres adversaires qui viennent de l'extérieur.

2-L'antagonisme entre communautés locales et étrangers

L'opposition entre les communautés locales et les étrangers renvoie de manière générale à la rivalité qui existe entre les populations autochtones et les étrangers (chinois et burkinabés) établis à l'Est dans le cadre de l'exploitation minière d'une part, et la rivalité qui ronge réfugiés centrafricains et pollutions locales d'autre part. Pour ce qui est du premier cas, il est établi que qu'à Bétaré-Oya, un climat de tension gouverne les relations entre les chinois responsables des entreprises d'exploitation aurifère et les populations locales (Gbaya et Kako) qui sont des ouvriers travaillant à la solde des asiatiques dans les mines riches en or et autres pierres précieuses. La tension monte très souvent entre les deux entités comme en témoigne le dérapage de novembre 2017.

Selon les autorités administratives locales, tout était parti d'une réunion organisée par la Cadre d'Appui et de Promotion de l'Artisanat Minier (CAPAM), pour régler un conflit foncier

¹⁴⁶ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

entre des riverains et une société d'exploitation minière sur un site¹⁴⁷. L'exploitant chinois disposait d'une autorisation de recherche sur le site en question tandis que les habitants y pratiquaient une activité artisanale. Les échanges se sont faits houleux jusqu'à ce que la situation soit hors de contrôle. Exacerbé, un chinois disposant d'une arme à feu a tiré à bout portant sur un riverain et celui-ci est décédé sur le champ. En représailles, les populations se sont ruées sur les chinois présents sur le site, battant à mort l'auteur du tir¹⁴⁸. Les forces de maintien de l'ordre sont parvenues à contenir la situation pour éviter le pire. Cet incident n'est qu'une infime partie des conflits qui opposent au quotidien chinois et locaux aux sujets de l'acquisition (parfois illégale et abusive) des terres des autochtones par les exploitants et des conditions de travail désastreuses des locaux dans les mines chinoises.

D'un autre côté, il existe des relations tendues entre les populations de cette zone de Bétaré-Oya et les ressortissants burkinabés installés là-bas dans le cadre de l'exploitation minière. Rompus aux techniques d'exploitation d'or acquises dans leur pays, les ressortissants burkinabés travaillant dans les mines d'or se font distinguer par leur rapidité au travail, leur faisant gagner beaucoup plus que les autres, ce qui leur vaut des accusations multiples et des menaces de la part des locaux comme en témoigne un habitant de la localité :

L'extrémisme violent en termes d'antagonisme entre locaux et étrangers se présente ici sous deux visages. Il y a premièrement les confrontations entre les Chinois et les riverains qui sont légion dans la localité et auxquelles l'on est habitué. Deuxièmement, nous avons la rivalité entre les locaux et les orpailleurs burkinabés qui sont accusés d'user parfois des pouvoirs surnaturels pour surclasser les autochtones dans les mines et se mettre facilement les patrons dans la poche. Ils disent que les burkinabés travaillent moins mais gagnent plus. Les locaux leur portent donc une haine viscérale au point où l'on assiste à des scènes où certains burkinabés sont gardés par le BIR pour ne pas subir d'exactions¹⁴⁹.

Quant à l'opposition entre populations locales et réfugiés centrafricains, elle tire son origine de deux principaux facteurs. Les locaux s'en prennent premièrement aux réfugiés à cause du climat d'insécurité généré par ces derniers sur le territoire des autochtones comme le laissait

¹⁴⁷ E. Kouagne, « Cameroun. Bagarre mortelle entre chinois et locaux dans une mine d'or » in www.m.le360.ma publié le 16 novembre 2017, consulté le 15 août 2022 à 21h 10.

¹⁴⁸ Anonyme, « Bétaré-Oya : un chinois tue un villageois avant d'être lynché » in mobile.camerounweb.com publié le jeudi 16 novembre 2017, consulté le 20 août 2022 à 18h 10.

¹⁴⁹ J. P. Mpeme, 31 ans, professeur d'Histoire-Géographie au lycée de Bétaré-Oya, entretien à Bertoua le 8 août 2022 à 15h 20.

entendre une autorité traditionnelle dont le village abrite les réfugiés : « Depuis leur arrivée en 2014, nous avons connu un bouleversement total du train de vie. La situation sécuritaire a complètement décliné ici, du fait de leur présence sur notre sol. Ce qui fait que beaucoup d'autochtones ne les apprécient pas »¹⁵⁰.

En second lieu, la rivalité est nourrie par des difficultés d'accès aux ressources dans un contexte de vulnérabilité pluridimensionnelle et des réfugiés et des locaux comme il a été constaté dans le chapitre précédent. Les réfugiés qui arrivent ont des besoins qu'il faut parfois satisfaire en privant les locaux de certains de leurs biens : il faut leur donner accès à des petites portions de terre pour qu'ils mènent leurs petites activités agricoles de subsistance. Ces surfaces de terres sont ponctionnées dans les domaines des locaux, ce qui ne ravit pas tout le monde. Dans un contexte socioéconomique marqué par la misère et l'insuffisance des équipements de première nécessité, les différends entre les déplacés centrafricains et les populations locales portent parfois sur des questions banales comme l'accès à l'eau potable qui conduit à des dérapages entre les membres des deux communautés. Pour Aba Mahamat, jeune de la localité de Kentzou, l'extrémisme violent entre populations locales et réfugiés se manifeste aussi par la bagarre : 'Entre les populations de Kentzou et les réfugiés centrafricains, il n'y a vraiment pas d'entente parce que ceux de là-bas sont tellement agités et impulsifs, ils aiment la bagarre, tu leur parles un peu c'est la bagarre, toi-même tu ne peux pas aussi supporter''¹⁵¹. Un autre jeune local renchérit en précisant :

Généralement tous ces problèmes se passent au niveau des forages, il y a des forages qui sont construits au nom des réfugiés, et quand les nationaux camerounais viennent puiser de l'eau ça crée problème. D'autres forages sont faits par les ONG. Les ressortissants centrafricains, quand ils sont ici, ils se disent qu'ils sont déjà nationaux de la ville, ils veulent commander les nationaux parce que les gens du HCR ils ont construit les forages, ils se disent que c'est seulement pour eux, ce n'est pas pour les nationaux et il y a toujours bagarre. Dans tout ça, il n'y a pas un contrôleur, s'il y avait un, les deux frères ne pouvaient plus avoir ce type de problème¹⁵².

Toutes ces réactions témoignent du caractère conflictuel des relations qui meublent le quotidien des deux communautés contraintes à partager le même espace.

¹⁵⁰ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 16h 30.

¹⁵¹ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation...p.29.

¹⁵² *Ibid.*

Au total, le phénomène du grand banditisme rural et urbain et les affrontements entre les différentes communautés existentielles créent un climat propice au développement des activités de contrebande essentiellement liées au crime.

III-LA NAISSANCE ET L'ÉPANOUISSEMENT D'AUTRES ACTIVITÉS LIÉES AU CRIME

Ces éléments servent d'élément catalyseur aux activités criminelles, en ce sens qu'on les retrouve en amont et en aval de l'industrie criminelle qui a trouvé un terrain fertile dans le Lom et Djerem. Les différents acteurs y pratiquent un brigandage qui se présente sous forme de trafic des ossements humains, de trafic des drogues et autres produits de contrebande.

1-Du phénomène de trafic d'ossements humains

Dans cet environnement où le crime connaît une prospérité remarquable, le trafic des ossements humains est une donnée qui s'impose quasi-naturellement comme une des débouchées les plus sûres des activités criminelles. Dans le département du Lom et Djerem, ce trafic macabre qui brasse des millions de FCFA prospère beaucoup plus dans les localités de Garoua-Boulai et Mandjou, deux unités administratives qui ont connu un flux massif de réfugiés centrafricains parfois soupçonnés (à tort ou à raison) d'être les auteurs de plusieurs actes de criminalité. Dans la première localité qui est une zone frontalière au trafic intense, ce business est une aubaine pour certains individus véreux. Tout était parti d'un entretien avec un informateur qui abordait la délicate question des enlèvements (avec demande de rançon) au terme desquels certains otages ne reviennent malheureusement plus. A la question de savoir où ils amènent ces nombreux otages qui ne reviennent jamais et à quoi ils sont destinés, l'informateur répondit : "nombreux sont ceux qui servent de ressource au marché du bois blanc". Naturellement la question de savoir ce que c'est que le "bois blanc" avait suivie. Il répondit : "Allez y demander à l'homme dans la pièce d'à côté, mais ne dites pas que c'est moi qui vous envoie". Le monsieur en question accepta donc de se livrer sur les détails de cette affaire à la seule condition de garder l'anonymat :

Le bois blanc renvoi aux ossements humains. C'est un trafic très prospère dans la zone et se sont essentiellement les jeunes en quête de fortune qui s'y lancent pour vivre la vie qu'on leur fait miroiter sur les réseaux sociaux. Ils ont développé des noms de code pour désigner le sexe, l'âge, et la taille de l'individu dont les ossements sont vendus. Si ce sont les os d'un enfant, ils disent aux acheteurs qu'ils ont le Sapéli, s'il s'agit des os d'un jeune ils font référence au Moibi et ils parlent

de Bibinga quand il est question des os d'un adulte. Tous ces noms de code désignent des essences de bois au Cameroun. Beaucoup d'otages qui ne reviennent pas souvent sont tués et leurs os vendus dans ce marché noir. D'après les indiscretions venant de leurs cercles, ils attachent les cadavres humains à un tronc d'arbre qu'ils jettent dans l'eau. Ils reviennent quelques jours plus tard lorsque la chair s'est déjà suffisamment détachée pour prélever les os. Lorsqu'ils finissent donc de vendre le bois blanc ils vont à Doubaï se faire plaisir et construisent des gros châteaux ici. C'est ainsi qu'on retrouve ici une nouvelle génération de jeunes gens dont la richesse et les biens matériels font frémir alors qu'il est difficile de savoir ce qu'ils font concrètement dans la vie¹⁵³.

Du côté de Mandjou, la situation est encore un peu plus préoccupante. Derrière les récurrents affrontements intercommunautaires se cache un autre business qui semble avoir installé son lit à Mandjou : le trafic des ossements humains. Pourtant réprimée par la législation camerounaise¹⁵⁴, le trafic des ossements humains a fait de cette localité située à 5 km la Capitale régionale de l'Est son épiceutre dans le département du Lom et Djerem. Quant aux raisons qui expliquent cette prédominance, un commerçant local déclare :

En réalité si on parle des ossements humains ici, c'est parce que Mandjou est un grand carrefour qui accueille des voyageurs et des marchandises venant de divers horizons. Ceux en provenance de la partie Nord, dont le Tchad, le Grand Nord, de la RCA, tout comme ceux en provenance de la partie Est, à savoir : Kentzou, Batouri, Yokadouma, Moloundou et même du Congo Brazzaville voisin¹⁵⁵.

Les brigands qui font dans ce commerce dissimilent généralement leur butin dans des sacs de voyage, des valises ou dans des sacs contenant des produits alimentaires comme le riz, le sel, le maïs et la farine ente autres. A titre d'illustration, en fin d'année 2018, 5 personnes en provenance de Yokadouma et en possession des ossements humains soigneusement rangés dans des valises sont tombées dans les mailles de la police à Mandjou. En début d'année 2019, un suspect a aussi été interpellé au quartier Tougnou aéroport à Bertoua pour les mêmes faits. Pendant cette même période, deux cas d'interpellation des présumés trafiquants ont été enregistrés à Mandjou, alors qu'un gang de trois individus qui tentaient d'écouler des ossements humains avait déjà réussi à traverser le carrefour, mais c'était sans compter sur la promptitude

¹⁵³ Informateur anonyme, entretien à Garoua-Boulaï le 21 juillet 2022 à 14h 20.

¹⁵⁴ En l'occurrence l'article 274 alinéa 1 du code pénal camerounais, avec une peine d'emprisonnement allant de trois mois à cinq ans et d'une amande allant de 10 000 à 100 000 FCFA.

¹⁵⁵ M. Foula, « Commerce illicite : enquête sur le trafic d'ossements humains à l'Est » in <https://ecomatin.net> du 25 août 2021, consulté le 18 août 2022 à 13h27.

des éléments de la police qui les ont rattrapés au niveau des agences de voyage au quartier Bamvélé.

Les millions de FCFA générés par cette activité a fait naître le phénomène de profanation des tombes sur le plan local. Au niveau des cimetières musulmans de Mandjou qui couvrent une superficie de deux hectares situés à environ deux kilomètres de la ville, tout comme celui de Bertoua situé au quartier Monou II, le phénomène est régulièrement signalé. Un fléau qui prospère beaucoup plus à cause des mesures de sécurité inadéquates des lieux d'inhumations. Par rapport à cette tactique de profanation des tombes, le sous-préfet de Mandjou déclarait :

Dans tout le département et même dans la région, Mandjou est le fief du trafic des ossements humains. Le phénomène est tellement prolifique que ça donne des frayeurs lorsqu'on vous met au courant des mécanismes développés par ces brigands pour arriver à leurs fins. Selon certaines indiscretions, les cimetières sont pratiquement vides aujourd'hui à cause de ce trafic. Vu la manière dont les musulmans enterrent les morts dans des tombes peu profondes, ces tombes sont la cibles numéro un des trafiquants qui opèrent avec une certaine facilité dans la nuit¹⁵⁶.

Ce commerce entretient et nourrit une activité liée au crime à savoir le trafic des drogues et autres stupéfiants de tout genre, puisqu'avant de commettre des actes de meurtre, profanation des tombes et le prélèvement des os dans des corps décomposés dans l'eau, les auteurs ont souvent recours aux substances psychotropes pour se mettre dans un état second.

2-Du trafic des drogues et autres substances psychotropes

Le phénomène du trafic et consommation des drogues douces et dures au Cameroun inquiète à juste titre. D'après le Comité National de Lutte contre les Drogues (CNLD), 21% de la population camerounaise a déjà expérimenté la consommation d'une drogue¹⁵⁷. Par ailleurs, les consommateurs réguliers représentent 10%, soit 60% des jeunes âgés entre 15 et 25 ans. Parmi les principales substances les plus consommées au Cameroun, le CNLD place en tête le cannabis, avec un taux de consommation de près de 60%, associé au tabac. La demande en Tramadol, un antalgique dopant de niveau 2 composé de codéine et d'extropoxygène, est de 44,8%. 12,10% pour la cocaïne, puissant stimulant, alcaloïde psychotrope tropanique ; extrait de feuille de coca.

¹⁵⁶ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

¹⁵⁷ Anonyme, « Criminalité : Cameroun plaque tournante du trafic de drogue en Afrique Centrale » ecomatin.net du 15 septembre 2018, consulté le 14 août 2022 à 15h 50.

A côté de toutes celles-ci on retrouve également de la métamphétamine, qui est une drogue dure de synthèse¹⁵⁸.

Ces stimulants sont ainsi convoités par des personnes qui versent dans des activités criminelles de toute espèce. Cette constante est présente dans la vie de toutes les sociétés : partout où règne l'insécurité, prospère le trafic des drogues de toute sorte. Le département du Lom et Djerem ne déroge pas à cette règle. La forte consommation des stupéfiants dans cette unité administrative est un catalyseur qui accélère les activités criminelles. Dans l'arrondissement de Garoua-Boulaï, c'est une affaire qui inquiète plus d'un comme le soulignait le sous-préfet :

C'est une affaire qui a atteint le seuil de l'intolérable ici. Lors des opérations de fouilles des camions traversant la frontière, l'on récupère parfois des colis renfermant des stupéfiants et autres produits dangereux. Tous ces jeunes gens que vous voyez profondément endormi en pleine journée et sous le soleil au niveau du pont bascule sont sous l'emprise des drogues et autres stupéfiants. Quand un jeune se trouve dans cet état en journée, c'est que soit il est sous l'emprise profonde des stupéfiants, soit il se remet de ses opérations nocturnes dont on peut déjà deviner la nature¹⁵⁹.

Des quantités importantes de drogues ont souvent été saisies dans la zone, mais la saisie record de drogue remonte au 16 février 2022. En effet, au pesage de Bonis à l'entrée de la ville de Bertoua, le Bureau de Lutte Contre la Grande Criminalité (BLCGC) de la Légion de Gendarmerie de l'Est, à la suite d'un renseignement avait procédé à l'interpellation d'un camion de marque ACTROS transportant 180 sacs de haricots d'après le bordereau de chargement. Une fouille minutieuse dudit camion a conduit à la découverte de 101 sacs de chanvre indien, dissimulés sous les sacs de haricots¹⁶⁰. Selon la gendarmerie, la valeur de la drogue faisant 3 716kg était estimée à 60 millions de FCFA. Cette grosse cargaison témoigne à suffisance de la forte demande sur le terrain, plus particulièrement dans la population jeune.

Outre le trafic et la consommation de stupéfiants, le banditisme de grand chemin est également entretenu par une autre affaire qui est l'écoulement des produits de contrebande.

¹⁵⁸ Anonyme, « Criminalité : Cameroun plaque tournante du trafic de drogue en Afrique Centrale » ecomatin.net du 15 septembre 2018, consulté le 14 août 2022 à 15h 50.

¹⁵⁹ J.P. Abena, 40 ans, Administrateur civil, Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai, entretien le 21 juillet 2022 à 09h 00.

¹⁶⁰ Anonyme, « Trafic de stupéfiants : 101 sacs de chanvre indien saisis et détruits par la gendarmerie à Bertoua » in actucameroun-com.cdn.ampproject.org, consulté le 14 août 2022 à 16h32.

3-La vente de produits de contrebande

Même s'il est parfois difficile d'établir le lien clair entre la grande criminalité et la vente des produits de contrebande, il est pertinent de relever la dimension d'insécurité que comportent ces trafics. Les produits de contrebande les plus représentés dans ces réseaux sont le carburant, les médicaments, les pièces détachées des véhicules et motos. En provenance du Nigéria où le brut est siphonné, des oléoducs pour des raffineries de contrebande sont volés en haute mer par des pirates qui sévissent le long des côtes du golfe de Guinée ; le carburant, souvent de mauvaise qualité, nourrit une importante et juteuse économie de contrebande qui est enrichie par les produits pharmaceutiques contrefaits, les voitures et motos et leurs pièces détachées¹⁶¹.

Les conditions dans lesquelles le carburant et les produits inflammables sont transportés jusqu'au Cameroun, en RCA et au Tchad dans d'énormes citernes peu sûres puis stockés dans des petites échoppes à proximité ou dans des habitations comportent de hauts risques d'incendie. Il est aussi important de souligner le caractère belliqueux des individus impliqués dans ces trafics. Ils sont généralement porteurs d'armes et n'hésitent pas à s'en servir lorsque leurs intérêts sont menacés, mettant ainsi en danger la vie des populations. Au niveau local, les opérations de vols de motos et voitures qui se soldent régulièrement avec des morts, notamment dans la ville de Bertoua, contribuent aussi à alimenter ce vaste réseau de vente de pièces détachées.

A l'Est Cameroun, certains trafiquants usent encore de pratiques chimiques venues d'ailleurs pour augmenter leur gain. C'est le cas du vaste réseau de trafiquants du carburant frelaté démantelé à Mandjou au mois de juillet 2022. Ces faussaires étaient spécialisés dans la « fabrication » et la commercialisation du carburant frelaté. De façon spécifique, ces contrebandiers faisaient preuve d'une ingéniosité chimique débordante. En effet, ils associaient un peu de gazole (d'origine douteuse) avec du pétrole lampant et de la peinture originale¹⁶². C'est grâce aux renseignements prévisionnels que les éléments des douanes de Bertoua sont tombés sur ce vaste réseau qui générait des millions de FCFA. L'opération s'est déroulée le jeudi 21 juillet 2022. Une fois les forces de l'ordre arrivées sur les lieux, les faussaires ont pris la fuite laissant derrière eux le fruit de leur machination.

¹⁶¹ C. Musila, « Le trafic d'armes légères et de produits de contrebande : carburant, médicaments, véhicules et pièces détachées. Une large palette d'activités illégales et criminelles » in www.irenees.net, consulté le 14 août 2022 à 17h 50.

¹⁶² Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est Cameroun, publication du 22 juillet 2022.

Le stock de carburant frelaté a été récupéré et remis à la disposition des services de la délégation régionale du Ministère de l'Eau et de l'Energie (MINEE) de l'Est à Bertoua. Profitant notamment de la pénurie de carburant dont ils sont également à l'origine (d'après les sources locales) ces brigands ont développé un vaste réseau commercial dont les tentacules s'étendent au-delà de la frontière orientale du Cameroun.

CHAPITRE III : CONSÉQUENCES DES ACTES DE RADICALISATION ET D'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM

Ce troisième chapitre se propose d'examiner les implications et les ramifications profondes des actes d'extrémisme violent qui rythment la vie des populations de la zone frontalière en général et celles du département du Lom et Djerem en particulier. Ces retombées peuvent être perçues sous les angles économique, social, politique et culturel.

I- LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Le volet économique est assurément le plus touché par le climat d'insécurité permanent entretenu dans cette partie du pays par les différents acteurs dont les rôles ressortent au chapitre précédent. Ces dommages touchent principalement les activités de production que sont l'agriculture et l'élevage, ainsi que les différents commerces et l'activité touristique.

1-Des activités agricoles totalement paralysées

Dans un rapport dressé le 24 août 2020, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et l'Institut pour l'Economie et la Paix (IEP) constataient que l'extrémisme violent coûte 97 milliards de dollars par an à 18 pays africains¹⁶³. Ces Etats sont les plus touchés par le phénomène et les activités criminelles présentent des caractéristiques quasi similaires quant à leur capacité à se développer et à se reproduire. A l'aide de recherches primaires, l'étude régionale s'est consacré à l'examen de l'impact des attaques sur les infrastructures, les dommages physiques, les économies formelles et informelles ainsi que l'impact des dépenses liées à la sécurité sur le processus de développement¹⁶⁴.

Le Cameroun qui fait partie de ces pays tourmentés, paie le lourd tribut des actes de radicalisation et d'extrémisme violent. Frontalier à la République Centrafricaine en proie à l'instabilité depuis de nombreuses années, le département du Lom et Djerem se trouve

¹⁶³ Dans ce rapport intitulé « *Measuring Economic Impact of Violent Extremism Leading to Terrorism in Africa* » les 18 pays ciblés sont entre autres : le Nigéria, la Tanzanie, la République Centrafricaine, le Niger, l'Ouganda, le Kenya, l'Ethiopie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Tchad, le Cameroun, la Tunisie, le Maroc, la Mauritanie et la Lybie.

¹⁶⁴ UNDP, « L'extrémisme violent coûte aux pays africains 97 milliards de dollars chaque année » in www.un.org, consulté le 27 août 2022.

économiquement diminué par cette entreprise de violence qui s'est construite dans le temps tout en gagnant en superficie. En effet, suite aux exactions commises sur les populations par les bandits de grand chemin notamment les coupeurs de route, les activités agricoles sont désormais classées parmi les métiers à risque dans les localités où sévissent ces hommes dénués d'humanité comme l'explique le chef du village de Gado-Badzéré :

Il est clair qu'avec un tel climat d'insécurité que nous connaissons ici depuis 2014, il est difficile de vaquer aisément à nos occupations. Nous sommes un peuple d'agriculteurs mais il est devenu difficile pour nous de pratiquer cette activité qui nous fait vivre. A cause des bandits qui sévissent dans les brousses, on va maintenant au champ la peur dans le ventre et on ne peut plus produire comme avant¹⁶⁵.

Comme il a été mentionné dans le chapitre précédent, les exactions des groupes armés à l'encontre des cultivateurs visent un double objectif : enlever des cultivateurs pour ensuite rançonner leurs familles ou encore pousser les seigneurs de la terre à abandonner leurs plantations afin que les coupeurs de routes s'en accaparent pour se faire de l'argent afin d'agrandir et entretenir leur industrie criminelle. Ce qui bloque systématiquement leur source de revenu tout en déstructurant leur mode de vie comme le notait un député jeune de la localité de Garoua-Boulai :

Les agriculteurs sont la catégorie de personnes la plus visée. Je ne vous mens pas, les agriculteurs de l'arrondissement de Garoua-Boulai souffrent. Quand il y a un incident, ce sont les agriculteurs qui souffrent. Je vous dis que 80% de la population de Garoua-Boulai, surtout le communauté Gbaya vit de l'agriculture et quand il y a trouble, les agriculteurs peuvent faire deux à trois semaines ils ne partent pas aux champs ; imaginez, ils ne sont pas salariés, ils n'ont pas de fonds pour tourner avec, donc s'il faut dire qu'un agriculteur doit faire trois semaines chez lui, il va manger quoi ? il va encadrer sa famille avec quoi ? ils sont menacés par les rebelles. Quand ils partent aux champs, ils sont kidnappés¹⁶⁶.

Cette inquiétude est naturellement partagée par toutes les populations agricoles de la zone qui ne peuvent cependant pas arrêter complètement leurs activités qui constituent leur socle économique et culturel, ce qui les amène à braver le danger ambiant, dans la quête du moyen de

¹⁶⁵ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien à Gado-Badzéré le 21 juillet 2022 à 16h 30.

¹⁶⁶ A. C. Kalassi, 30 ans, Député jeune de l'arrondissement de Garoua-Boulai, entretien à Garoua-Boulai le 07 juillet 2021

subsistance. C'est la position que défend Florent Mbélé, autochtone de la localité de Garoua-Boulaï, lorsqu'il dit :

C'est difficile de se rendre dans les champs actuellement à cause du danger que représentent ces hommes armés. Chaque jour qui passe il y a une prise d'otage et si la rançon n'est pas payée, parfois ils tuent purement et simplement les otages. Le mois dernier c'est notre chef en personne qui avait été enlevé alors qu'il se rendait au champ et sa libération a nécessité le paiement d'une forte rançon. Même avec cette insécurité comment voulez-vous qu'on abandonne totalement nos champs ? Qu'est-ce que nous allons manger et avec quoi nous allons vivre ? Nous sommes un peuple d'agriculteurs et nous essayons de faire de notre mieux mais nos activités tournent au ralenti ou totalement à l'arrêt¹⁶⁷.

Ce climat d'insécurité chronique contraint les agriculteurs à une inertie certaine, qui est synonyme de pauvreté dans un univers où l'insuffisance des ressources fait déjà cruellement défaut à ces populations qui ont progressivement appris à ne pas faire de projet à long terme, pour se contenter de vivre au jour le jour. Le sous-préfet de l'arrondissement partageait naturellement la même inquiétude : « les activités agricoles sont bien évidemment presque à l'arrêt. Comment voulez-vous que les populations continuent de s'épanouir dans des champs à l'intérieur de ces brousses où pullulent les rebelles ? »¹⁶⁸.

Contraint au ralentissement ou à l'abandon total de leurs activités par les groupes armés, les agriculteurs désœuvrés se trouvent ainsi majoritairement en situation de vulnérabilité. L'oisiveté et le besoin dans lesquels se trouvent ces hommes et ces femmes ne tardent pas à faire de certaines victimes d'hier des bourreaux d'aujourd'hui dans la quête des moyens de survie, ce qui ne fait qu'agrandir le rayon d'action des actes extrémistes et violents. A côté des seigneurs de la terre qui subissent cette oppression constante, les pasteurs Mbororo ne connaissent pas meilleur sort.

2-Des pasteurs Mbororo contraints à l'inertie.

Appartenant au grand groupe peul, les Mbororo restent de tous leurs congénères, ceux dont le mode de vie se rapproche encore de l'époque préislamique. Leur instabilité religieuse entre la pratique d'un islam qualifié de superficiel, la persistance des pratiques païennes pour

¹⁶⁷ F. Mbélé, 35 ans, enseignant de menuiserie au collège Lambert Van Heygen de Garoua-Boulaï, entretien téléphonique le 18 septembre 2022 à 09h 00.

¹⁶⁸ J. P. Abena, 40 ans, Administrateur civil, Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai, entretien le 21 juillet 2022 à 09h 00.

certaines et une sensibilité à l'évangélisation par l'église évangélique luthérienne norvégienne chez d'autres, n'est pas du goût de ceux qui, au Nord-Cameroun en particulier, confondent ethnie et religion, Peuls et islam¹⁶⁹. De fait, tandis que pour bien de Peuls les Mbororo sont un groupe ethnique à part entière, les Mbororo encore enracinés dans la tradition perçoivent leurs congénères sédentaires comme une race abâtardie par l'abandon de la transhumance saisonnière, la pécuniarisation du bœuf et le brassage ethnique avec les *Baleebe*¹⁷⁰. Ce qui implique que pour le Mbororo authentique, la vie se résume autour d'un élevage sentimental du bœuf via la transhumance, cet animal étant plus un marqueur identitaire qu'une thésaurisation animale. L'installation des ancêtres des Mbororo dans la grande région constituée par l'Adamaoua et de l'Est du Cameroun se serait effectuée après celle des Foulbés et la consolidation des Etats de ces derniers¹⁷¹.

Les Mbororo qui se sont installés dans la partie orientale du pays y pratiquent leurs activités de transhumance saisonnière entre le Cameroun et la Centrafrique bien avant l'arrivée des colons. L'établissement des frontières par l'ordre colonial n'a pas réussi à limiter les mouvements de ce peuple qui, profitant de la porosité de la frontière, se mue avec une aisance remarquable de part et d'autre de la frontière. Toutefois, l'élevage affectif du bœuf par ce peuple lui a progressivement permis d'acquérir une prospérité financière qui fait leur fierté et des envieux dans leur entourage. Les possesseurs de bétails Mbororo (que l'on trouve au Cameroun et en Centrafrique) sont donc devenus de puissants agents économiques qui exercent un pouvoir conséquent dans leur société nonobstant leur insuffisance sur le plan de l'instruction.

La prospérité des activités que leur confère l'abondance des pâturages entre l'Est du Cameroun et la RCA et au climat social paisible qu'a connu cette vaste zone d'élevage jusqu'au début des années 2000. En effet, c'est en 2004 que les premiers signaux d'alarme sont lancés, avec les premières prises d'otages d'éleveurs Mbororo par les rebelles armés ayant participé au coup d'Etat de François Bozizé un an plus tôt. Tout comme les pasteurs, ces hommes armés ont rapidement profité de la porosité de la frontière pour s'introduire aux confins de l'Est-Cameroun

¹⁶⁹ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun... » p.123.

¹⁷⁰ Concept qui signifie littéralement "les noirs" et employé pour désigner les peuples aux traits négroïdes de la plaine du Diamaré ou du plateau de l'Adamaoua.

¹⁷¹ C. Minfegue Assouga, « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est-Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net, juillet 2014, consulté le 15 août 2022 à 17h 55.

et se positionner comme les nouveaux donneurs d'ordres des éleveurs qui se trouvent contraints d'obéir à ces hommes, faute de quoi ils perdent à la fois leur vie et leur bétail qui constituent leur socle culturel et économique. Le phénomène s'intensifie dans les années 2010 et au début des années 2020, contraignant plusieurs éleveurs à l'abandon et portant un coup fatal à la santé économique de la zone.

Les exactions incessantes des coupeurs de route ont inéluctablement réduit le pouvoir économique des éleveurs qui consacrent généralement une grande partie de leur vie à construire cette activité qui nécessite une patience que les oppresseurs s'offrent le luxe d'ignorer. Au départ il faut plus d'un an de labeur pour s'acheter un taurillon, au moins une décennie pour avoir un embryon de troupeau¹⁷², ce qui implique que pour posséder un troupeau d'une certaine taille il faut attendre deux à trois décennies. Tout ce travail de longue haleine ne semble pas préoccuper les coupeurs de route en quête de moyens pour financer leurs activités. Au vu du pouvoir économique qu'ils représentent, les bergers sont inscrits tout en haut de la liste des personnes auprès desquelles les rebelles se ravitaillent financièrement. Pour y parvenir, ces bandits disposent d'une large gamme de techniques d'approche. La première consiste à neutraliser le ou les bergers pour s'emparer du bétail qui est ensuite vendu à des prix dérisoires par les agresseurs qui n'ont pas sacrifié des années et de l'argent pour former le troupeau.

La deuxième technique consiste à prendre en otage le bétail et les bergers en charge de ce dernier pour en exiger la rançon auprès du propriétaire du troupeau. En effet, il est important de noter que la plupart du temps, les propriétaires de bétail ne sont pas ceux-là qui mènent les troupeaux dans le périple de transhumance saisonnière dans les brousses du Cameroun et de la Centrafrique car ils disposent de subalternes qui travaillent à leur solde et leur rendent compte des besoins et de l'évolution de la situation. Les propriétaires de bétail (communément appelés Ahladji) au pouvoir économique impressionnant ne font le déplacement pour la brousse que lorsqu'il est question d'une situation d'urgence avérée. Les rebelles procèdent donc très souvent à la prise en otage des bergers et du troupeau pour rançonner le propriétaire qui est sommé de prendre la menace au sérieux et de s'acquitter de la rançon, faute de quoi les bergers trouvent la mort et le bétail est emporté. C'est la situation que décrivait le chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai qui avait déjà malheureusement été victime de ces opérations des rebelles :

¹⁷² S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique... » p.123.

Les coupeurs de route qui font dans le grand banditisme rural nous ont déjà tellement traumatisé que nos activités pastorales sont quasiment paralysées, car les bergers se rendent maintenant en brousse avec la peur dans le ventre au vu de l'insécurité qui règne dans ce milieu. Ils sont allés jusqu'à m'appeler au téléphone pour me harceler en me menaçant de mort, en me disant qu'ils savent que je coopère avec les forces de défense et de sécurité qui ont déjà fait échouer plusieurs de leurs plans et abattu plusieurs de leurs hommes. C'est devenu tellement difficile par ici, on a presque plus de bétail, moi personnellement je n'en ai plus, ce qui rend la vie très difficile car on a du mal à s'en sortir économiquement puisque c'est l'élevage qui fait notre force¹⁷³.

Une autre démarche, plus extrémiste, se résume à ce qu'un membre des forces de défense et de sécurité ayant participé aux opérations de libération d'otages nous avait décrite :

Parfois les coupeurs de route se montrent souvent plus belliqueux dans la mesure où ils prennent et les bergers et les bœufs en otage, ils prennent le numéro de téléphone du propriétaire chez les bergers qui n'ont pas autre choix que de le leur donner et ils appellent le patron pour lui donner un délai de rigueur pour payer ce qu'ils demandent sinon ils exécutent les bergers et le bétail qui va pourrir en brousse et ils sortent tous perdants dans l'affaire. Ils sont tellement radicaux que si le propriétaire du bétail ne leur obéit pas ils mettent leurs menaces en exécution et il n'aura que ses yeux pour pleurer. En 2019 nous avons participé à une mission de ce genre où les rebelles avaient pris en otage un immense troupeau et mettaient la pression au propriétaire pour qu'il paie la rançon sinon ils passent à l'acte. Nous les avons suivis dans la brousse et à chaque fois qu'ils appelaient le propriétaire pour lui indiquer leur position afin qu'il apporte la rançon, ils essayaient de brouiller les pistes en donnant la mauvaise adresse car ils avaient un pressentiment ou alors ils étaient renseignés par rapport à notre descente. Nous avons finalement pu les appréhender, libérer les bergers qui étaient ligotés et récupérer le troupeau qui avait été saisi¹⁷⁴.

Face à cette insécurité chronique dans les brousses aux confins du Cameroun et de la Centrafrique, les pasteurs Mbororo sont contraints soit de revoir leurs ambitions à la baisse, soit d'abandonner complètement leurs activités d'élevage qu'ils exercent depuis des siècles en se déplaçant avec leur bétail au gré des saisons et de la disposition des pâturages. Les exactions des rebelles leur font perdre énormément d'argent en terme de rançons payées pour éviter la mort des bergers et des bêtes et en termes de bétail volé.

Cette insécurité a non seulement porté un grand coup aux éleveurs, mais elle a aussi progressivement amoindri les performances d'approvisionnement du marché de bétail

¹⁷³ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulaï, entretien tenu à Garoua-Boulaï le 22 juillet 2022 à 09h 00.

¹⁷⁴ Informateur anonyme, entretien tenu à Garoua-Boulaï le 22 juillet 2022 à 14h.

international de Gbiti, localité frontalière entre le Cameroun et la RCA, située dans l'arrondissement de Ketté, département de la Kadey à l'Est-Cameroun. Ce marché situé dans le Quartier Tiké de la localité de Gbiti réunit des éleveurs venant du Soudan, du Tchad, de la Centrafrique et du Grand Nord-Cameroun qui viennent vendre le fruit de leurs efforts et satisfaire la demande sans cesse grandissante en viande dans la partie Sud du Cameroun. Force est de constater qu'à cause des incursions régulières des bandes armées depuis le déclenchement de la dernière crise centrafricaine en 2013, les éleveurs de la RCA n'y amènent plus leur bétail. Par ailleurs, les tracasseries routières ont également découragé les éleveurs en provenance du Soudan, du Tchad et du grand Nord à fréquenter ce marché international créé il y a environ 32 ans¹⁷⁵.

Le mardi 11 janvier 2022, le constat est alarmant. Ce jour-là le Centre zootechnique et vétérinaire de Gbiti n'avait recensé qu'environ 120 têtes de bœufs en provenance de Touboro et Mbaimbom, ce qui contraste totalement avec les années lumières qu'a connu ce marché avant la crise centrafricaine comme le soulignait Signing Zella, chef du centre depuis 2017 :

D'après les statistiques de ce centre, jusqu'en 2013, on enregistrait beaucoup plus de détail que qu'aujourd'hui. Le marché de Gbiti est international. Avant la crise centrafricaine, les bœufs venaient du Soudan, du Tchad, du Grand Nord et de la RCA. On exposait environ 2000 bœufs chaque mardi, jour du marché. Ces bœufs étaient principalement vendus aux acheteurs venant de Bertoua, Yaoundé et Douala. Mais depuis 2013, les éleveurs ne viennent plus¹⁷⁶.

En outre, les tracasseries routières et l'arnaque intimement liées à cette insécurité ont également découragé certains éleveurs comme le décrivait Yacouba Souleymanou, délégué des commerçants du marché de Gbiti :

Il y a des tracasseries militaires entre la RCA et le Cameroun contre les commerçants qui, malgré l'insécurité essaient d'aller chercher les bœufs dans ce pays voisin pour satisfaire la forte demande. En dehors des taxes légales que sont la douane et les frais d'inspections sanitaire et vétérinaire, les hommes en tenue exigent souvent jusqu'à 2000 FCFA par tête de bœuf comme condition d'accès au marché. Parfois même, ils interpellent les bergers qui refusent de verser cette somme¹⁷⁷.

¹⁷⁵ S. Chi Elvido, « Commerce : l'insécurité fait chuter de 80% le marché du bétail de Gbiti à l'Est-Cameroun » in Data Cameroon information citoyenne au service de la cité, publié le 19 janvier 2022, consulté le 30 septembre 2022 à 09h 40.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ *Ibid.*

Au vu des statistiques émises avant et depuis le début de l'instabilité sociopolitique en RCA, des pertes économiques sont impressionnantes chez ceux qui, depuis des siècles déjà, ont fait de l'élevage du bœuf la pierre angulaire de leur système socioéconomique et culturel. Ces pertes ne se limitent pas uniquement chez les agriculteurs et éleveurs, car les ménages, les commerces et les activités touristiques ne sont pas épargnés par ce système d'insécurité et connaissent également un sort peu enviable.

3-Le ralentissement des activités commerciales, touristiques et la souffrance des ménages

Avec l'éclosion et le développement du grand banditisme rural et urbain, les commerces et les ménages ont continuellement fait les frais des bandits qui les affaiblissent et les plongent dans de lourdes difficultés économiques. A côté des meurtres, des viols à répétition et des disparitions mystérieuses, il faut ajouter à la longue liste des rois de la nuit, des braquages et des cambriolages des commerces et des domiciles des camerounais de cette partie du pays, portant un important préjudice économique et financier aux propriétaires.

Au vu des informations recueillies dans le département du Lom et Djerem, Bertoua semble être à juste titre le chef de file de ce mouvement de grand banditisme urbain qui, jour après jour, ne cesse d'impressionner et écœurer les habitants. Ces visites inopinées des bandits contraignent ménages et commerces au recommencement et ne favorise pas le décollage économique. Cette situation inquiète au plus haut point les habitants de Bertoua. Interrogé à ce sujet, un habitant du quartier Enia visiblement apeuré dénonce les coups foireux de ces bandits, tout en émettant une réserve quant à une certaine inertie des forces de maintien de l'ordre dont le but premier est de garantir la sécurité des populations et leurs biens :

Le quartier Enia est en danger, trop d'insécurité. Partant de l'école publique d'Enia jusqu'au quartier Ngaïkada, presque toutes les boutiques ont déjà fait l'objet d'un cambriolage. Ces boutiques ont été cassées, sans compter les maisons dévalisées nous avons déposé des plaintes dans les commissariats, brigades aucune enquête n'est ouverte. Le bas peuple souffre. Aidez-nous. Il y a un gouvernement dans cette région qui peut calmer ce désordre en un clin d'œil s'il le veut¹⁷⁸.

¹⁷⁸ Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est-Cameroun, publication du 12 Août 2022.

Une autre victime désorientée qui avait perdu son commerce se livrait à son tour :

“C’est mon salon de coiffure shopping qui a été cambriolé dans la nuit du 6 juin 2022, ils ont pris tous mes appareils de coiffure, les habits, les chaussures, les uns un pied de chaussure seulement”¹⁷⁹.

Ce banditisme urbain inflige aux populations qui en sont victimes des peines économiques comme l’expliquait clairement un habitant de la ville de Bertoua :

Economiquement, les cambriolages et les coups de vol à main armée portent un énorme coup à celui qui en est victime. Lorsqu’on vous prive de tous vos équipements de maison comme on l’a fait avec moi ou lorsqu’on dévalise votre boutique ou autre type de commerce, vous vous retrouvez au point de départ ou pire même encore. Vous devrez recommencer à vous équiper à zéro, alors qu’avec et argent qui vient compenser les pertes que vous avez injustement essuyées, vous auriez pu investir dans un autre projet ou éventuellement agrandir votre commerce selon les cas. Ce schéma fait que vous ne grandissez pas économiquement, vous faites du surplace ou vous régressez même¹⁸⁰.

C’est un sentiment identique que partage un habitant de Garoua-Boulaï, victime à plusieurs reprises de l’extrémisme violent :

Je vous assure qu’on ne put pas progresser économiquement dans un tel climat d’insécurité, puis que tout ce que vous gagnez on vous le reprend aussi facilement. Notre chef avait été enlevé l’année dernière et il a fallu que son épouse épuisse toutes leurs économies et s’endette même encore pour le libérer. En ce qui me concerne mon cas est grave encore. J’ai été enlevé pour la première fois le 12 décembre 2021 et la deuxième fois le 11 décembre 2022, soit un an d’intervalle entre les deux kidnappings qui ont été fait par deux groupes rebelles différents. Je ne sais pas si c’est la faute à pas de chance, je suis épuisé. Et toutes ces fois où ils m’ont enlevé il a fallu que mon épouse vende la maison, la voiture avec laquelle je me bats dans le transport et d’autres biens pour pouvoir payer ma rançon sinon je ne rentrais pas vivant. Le temps que j’ai passé aux mains de ces gens m’a permis de comprendre qu’ils sont prêts à tout pour arriver à leur fin et ils n’hésitent pas à tuer lorsqu’ils sont contrariés. En plus, ils sont suffisamment renseignés par rapport aux mouvements des forces de l’ordre, ce qui laisse croire qu’ils ont même des espions dans ce camp. Depuis ma deuxième libération en décembre dernier je ne fais plus rien de productif de peur d’être pris à nouveau, je ne vais plus dans les champs et je ne fais plus le « clando » que je faisais pour éviter qu’on me prenne la seule voiture qui me reste et je l’ai garée carrément. Je n’ai plus

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ F. Mpoul, 33 ans, habitant de la ville de Bertoua, entretien tenu à Bertoua le 18 juillet 2022 à 13h 30.

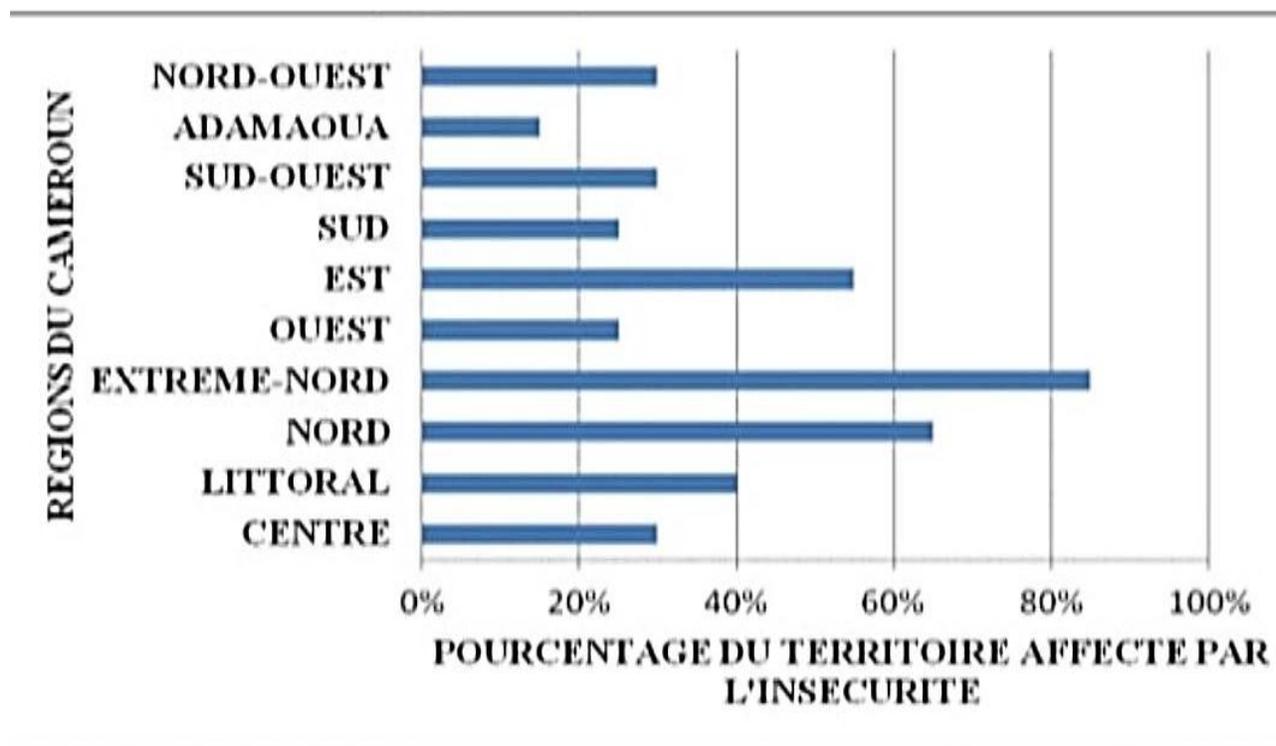
d'économie car tout est fini dans le paiement des rançons et actuellement je survie juste avec ma femme et mes 4 enfants. J'en suis réduit à faire des réparations sur des véhicules, comme j'ai également appris la mécanique, pour que ma famille ait juste de quoi manger¹⁸¹.

Avec plusieurs foyers de tension et la prolifération des groupes djihadistes, séparatistes rebelles et/ou paramilitaires structurés ou pas, les pays du bassin du Lac Tchad sont en proie à une grande vague d'insécurité qui ralentit systématiquement toutes les activités rentables dont le tourisme. L'activité touristique connaît ainsi une régression significative consécutive au développement des grands réseaux de banditisme transfrontalier qui touche aussi bien le milieu rural que la zone urbaine. A côté du mauvais état des routes, du manque d'entretien des sites, d'une insuffisante promotion des atouts et de la non professionnalisation des acteurs du secteur, l'insécurité galopante s'inscrit à son tour dans la liste des obstacles qui freinent le plein épanouissement des activités touristiques au Cameroun. Depuis 2014, les régions du Nord, de l'Extrême-Nord et de l'Est (dont il est question dans cette étude) sont devenues progressivement avec les incursions des rebelles des localités à risque élevé. Depuis le déclenchement de la crise dite Anglophone (dans les deux régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest) en 2016, la sécurité a été progressivement compromise dans la partie occidentale du pays, rendant le développement de l'activité touristique plus difficile et incertaine. D'une manière générale, l'insécurité est très ressentie dans toutes les régions du Cameroun, avec une forte emprise sur les régions septentrionales et orientale du fait de leur proximité territoriale avec les pays vecteurs d'insécurité¹⁸². La figure ci-après permet d'avoir une idée plus ou moins nette quant à la perturbation des activités touristiques dans les dix régions du Cameroun par le problème d'insécurité qui se généralise.

¹⁸¹ F. Soka Ndinga, 40 ans, chauffeur à Garoua-Boulai, ex-otage des groupes rebelles centrafricains, entretien téléphonique le 17 janvier 2023 à 11h 00.

¹⁸² L'extrême-Nord et le Nord sont limitrophes avec le Nigéria d'où partent les membres de nébuleuse *Boko Haram* qui, depuis une décennie déjà, traumatisent les populations camerounaises. L'Est quant à elle est bordée par la RCA d'où partent les groupes rebelles armés martyrisent les populations de ce côté du pays.

Figure 2: Propension territoriale de l'insécurité au Cameroun



Source : M.H. Etoga (Dir), « Tourisme et insécurité au Cameroun. Quelles stratégies pour le maintien de l'activité dans les Régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est du pays ? » in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine* n° 47/48, 2021, p.115.

Depuis la succession des actes de prise d'otages et des incursions à répétition de *Boko Haram* au Nord du pays, *Seleka* et *Anti-Balaka* à l'Est, sans oublier les actes terroristes perpétrés par le mouvement sécessionniste dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, l'activité touristique a pris un sérieux coup au Cameroun. On estime à plus de 40% de baisse de la fréquentation de la destination¹⁸³. Cette situation cause des pertes économiques aux acteurs du secteur touristique et à l'Etat camerounais. En ce qui concerne la région de l'Est, la représentation diplomatique de la France au Cameroun a interdit aux ressortissants français de s'y rendre, la région étant désormais considérée comme une zone à haut risque touristique comme on peut le constater à la lecture de la carte ci-après.

¹⁸³ M.H. Etoga (Dir), « Tourisme et insécurité au Cameroun. Quelles stratégies pour le maintien de l'activité dans les Régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est du pays ? » in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine* n° 47/48, 2021, p.124.

Carte 3: Identification des zones à haut risque touristique au Cameroun avec l'insécurité grandissante



Source : M.H. Etoga (Dir), « Tourisme et insécurité au Cameroun. Quelles stratégies pour le maintien de l'activité dans les Régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est du pays ? » in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine* n° 47/48, 2021, p.123.

En observant cette carte dressée par le Département du tourisme et de l'hôtellerie de l'Université de Yaoundé I, l'on peut remarquer que les principales zones à haut risque touristique

sont la région de l'Extrême-Nord, la partie Est du Nord, la zone côtière de la région anglophone du Sud-Ouest et pratiquement toute la longue bande frontalière qui sépare l'Est- Cameroun de la Centrafrique. En ce qui concerne la région de l'Est et plus précisément le département du Lom et Djerem qui est l'objet de l'étude et qui se trouve dans la bande à haut risque, l'ambiance chaotique que font régner les groupes rebelles originaires de Centrafrique en terme de prise d'otages et d'assassinat n'est pas du tout propice à l'éclosion du développement du secteur du tourisme.

Au vu des récents événements, l'on comprend que les craintes de certains gouvernements étrangers comme celui de la France vis-à-vis de la zone soient justifiées. En effet, le 21 septembre 2022, quatre hommes armés ont agressé un étranger de nationalité libanaise au quartier Bonis dans la ville de Bertoua et l'ont dépouillé de ce qu'il possédait¹⁸⁴. La chasse à l'homme lancée contre les quatre quidams en fuite par la délégation régionale à la Sûreté nationale de l'Est n'avait toujours pas encore connu un dénouement au moment de la rédaction de ce document. Il est donc clair que ce « virus social » qu'est l'insécurité porte un préjudice sérieux aux activités touristiques au Cameroun en général et en particulier dans la zone à l'étude.

Au total, la radicalisation et l'extrémisme violent infligent des pertes aux opérateurs économiques aux niveaux des activités agropastorales, commerciales et touristique sans oublier le tort causé aux ménages dans le département du Lom et Djerem. Toutefois, la facture socioculturelle est également alourdie par ces activités illicites.

II- LES CONSÉQUENCES SOCIOCULTURELLES

Les activités criminelles décrites dans le précédent chapitre laissent des séquelles assez visibles sur le climat social et les activités culturelles des habitants de la zone étudiée et même bien au-delà.

¹⁸⁴ Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est-Cameroun, publication du 21 septembre 2022.

1-Un impact social significatif

La radicalisation et l'extrémisme violent ont progressivement donné forme à une structure sociale totalement différente de celle des années de calme et de quiétude. Socialement parlant, plus l'environnement d'instabilité perdure, moins il devient possible d'endiguer le phénomène qui se comporte dès lors comme une espèce de travail à la chaîne où chaque chaînon déverse sur le suivant la frustration et le malaise qu'il a reçu du précédent. Tous les éléments essaient ainsi, chacun à sa manière, de réparer le tort que lui a causé cet environnement global d'instabilité. C'est ainsi que les éléments des forces de défense et de sécurité, frustrés par leurs conditions de travail et par les risques inhérents à la traque des bandits armés, imposent aux acteurs commerciaux (agriculteurs et éleveurs) des taxes supplémentaires par rapport à celles que prévoit la loi¹⁸⁵. Ces derniers frustrés à leur tour par les sévices que leur font subir les bandits de grand chemin et le racket de ceux qui sont sensés les protéger, développent deux principaux moyens pour survivre dans cette chaîne alimentaire d'un autre genre : soit ils s'érigent également en hors la loi pour tenter de récupérer ce qu'ils ont perdu par la faute des autres, ou alors ils vendent leurs marchandises à des prix disproportionnés, développant davantage un autre fléau qui est la vie chère.

La première option est celle que semblent le plus emprunter les acteurs commerciaux pour se "faire justice" à leur manière. Les consommateurs qui ne disposent pas d'assez de ressources pour pouvoir se procurer ces produits vendus à prix d'or sont parfois contraints de se transformer en prédateurs pour leur entourage, à la recherche du strict minimum pour se nourrir. L'on se retrouve ainsi en présence d'un circuit fermé à l'intérieur duquel la violence est relayée par les différents éléments qui constituent la chaîne. A titre d'illustration, c'est ce système de rotation et de reproduction du crime qui est responsable de la double implication du peuple Mbororo dans le banditisme de grand chemin.

Une fois dépossédés de leur bétail par les coupeurs de routes qui portent un préjudice sans précédent à leurs activités depuis des décennies déjà, certains Mbororo à emprunter des raccourcis pour pouvoir à nouveau posséder du bétail afin de se refaire une santé financière ainsi

¹⁸⁵ A l'instar des taxes supplémentaires (2000 FCFA par tête) que les forces de défense et de sécurité obligent les vendeurs de bœufs à payer pour pouvoir avoir accès au marché Gbiti, alors que ces derniers se sont déjà acquittés des taxes réglementaires liées à la douane et l'inspection sanitaire des bêtes. Ces prélèvements supplémentaires semblent avoir des ramifications profondes qui vont bien au-delà du simple abandon du marché par les propriétaires de bétail frustrés par ces pratiques jugées injustes.

qu'une identité culturelle. C'est ainsi que des bergers Mbororo ont parfois eu à détourner le bétail dont ils avaient la garde, tandis que d'autres constituent des groupes qui tendent des embuscades et font des raids sur les campements de leurs congénères éleveurs. Bien plus, les Mbororo sans bétail qui ne reçoivent pas l'assistance de ceux qui en possèdent deviennent de potentiels adversaires, d'où des risques de transfert violent de propriété à l'intérieur même de la communauté Mbororo¹⁸⁶, les vieilles victimes devenant de jeunes auteurs de braquages.

Analysé sous cet angle, le fait que la violence soit reproduite par ceux qui en ont été victimes tend à s'inscrire dans une logique de reproduction du phénomène du crime social dans le sens où l'appréciait le criminologue britannique John Lea quand il écrivait :

I have suggested that the concept of social crime can serve as a starting point for the exploration of the complex and conflicting ways in which protest or survival strategies interface with violence and oppression in both the criminal and widening sections of the legitimate economy¹⁸⁷.

Cet article du chercheur britannique tente une réévaluation critique du concept de crime social. Un bref examen du déploiement du concept par les historiens dit radicaux dans les études sur le crime dans l'Angleterre du XVIIIe siècle est suivi d'une analyse des tentatives d'application du terme au crime dans le capitalisme industriel moderne. La production se termine par une tentative de réhabiliter le concept comme utile dans le contexte actuel, en particulier contreponds à une trop grande insistance sur la perspective de la victime dans les criminologies critiques contemporaines.

Cette constante tendance à la reproduction de la violence est perceptible dans toutes les sociétés en proie à une instabilité, qu'elle soit mineure ou majeure et la zone étudiée dans cette note n'en fait pas exception. C'est cette même logique qui gouverne les transferts violents de propriétés chez les moto-taximen qui sont doublement impliqués dans les actes d'extrémisme violent et qui peuvent par conséquent constituer un levier servant à désamorcer la bombe, comme le soulignait d'ailleurs le sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou :

Dans ce cadre de la lutte contre l'extrémisme violent ici, mon service travaille plus avec les représentants des syndicats et associations des moto-taximen, car s'il y a des gens qui sont presque au courant de tout de jour comme de nuit c'est bien eux. Ils sont dehors à toutes les périodes et sont au courant de ce qui s'est passé, de ce qui se prépare, de ce qui se murmure et même des intentions

¹⁸⁶ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique... » p.124.

¹⁸⁷ J. Lea, « Le crime social revisité » in *Criminologie théorique*, Tome 3, n° 3, 1999, p.322.

encore inavouées. Ils sont donc d'excellents agents de renseignement. Raison pour laquelle je tiens une réunion hebdomadaire avec eux pour faire le point sur notre dispositif sécuritaire. Ils peuvent vous éviter d'énormes dégâts, mais c'est également à travers eux que le mal entre dans la communauté¹⁸⁸.

En effet, la reproduction du crime social est également perceptible dans cet environnement dans la logique où certains taximen ayant du mal à digérer la perte de leurs motos arrachées par les agresseurs se reconvertissent en nouveaux agresseurs pour réparer le préjudice qui leur a été posé et pourquoi pas être plus ambitieux en récupérant plus que ce qui leur a été pris ; ce qui contribue à agrandir et fructifier davantage l'activité criminelle. Ils gardent cependant la casquette de moto taximen qui leur sert de couverture dans l'exercice de leurs activités illicites. C'est ce qui justifie le fait que chaque fois qu'un moto taximan est agressé et dégarni de son matériel de travail, les soupçons sont directement orientés vers ses confrères. La ville de Bertoua est une terre où prospère cette initiative de reproduction du crime chez les travailleurs avec les engins à deux roues comme l'atteste un élément des forces de l'ordre qui y a travaillé pendant des années :

Dans les années 2016 et 2017, le taux de criminalité qui régnait dans la ville de Bertoua donnait tout simplement des sueurs froides et les personnes qui étaient impliquées à presque tous les coups c'était les moto taximen. D'une part, c'était des personnes originaires pour la plupart de la Centrafrique qui ne se contentaient pas de tendre des embuscades aux taximen, mais ils les abattaient carrément de sang-froid soit avec des armes de fabrication artisanale ou avec automatiques ou même avec des machettes pour leur prendre leurs motos. C'était devenu la mode, éliminer physiquement un conducteur de moto pour lui prendre son appareil. Une nuit durant une patrouille, nous avons retrouvé un taximan qui venait de se faire agresser par ses gens, il avait fait semblant d'être mort lorsque les bandits lui avaient tiré dessus alors qu'il était juste touché à l'épaule. Les bandits sont tombés dans son jeu, ils l'ont cru mort et ont emporté la moto. C'est quand ce dernier a vu la voiture de la gendarmerie débarquer qu'il s'est levé pour demander de l'aide et nous lui avons porté secours. Suite à ces nombreuses agressions, certains taximen, par mesure de protestation contre ces agresseurs et par souci aussi de se relever financièrement se sont trouvés impliqués dans les coups de vol de motos. Certains en ont même fait un métier en volant pour revendre dans le marché noir dans d'autres villes ou alors les vendre en pièces détachées¹⁸⁹.

¹⁸⁸ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

¹⁸⁹ Informateur anonyme, entretien tenu à Yaoundé le 18 août 2022 à 12h 25.

Cette logique gouverne également les comportements de certains fermiers qui, après avoir vu leurs récoltes confisquées par les bandits de grand chemin qui sévissent dans les brousses du Cameroun et de la Centrafrique, se trouvent contraints, dans un élan de recherche d'équilibre, de s'en prendre aux biens d'autres citoyens pour pouvoir survivre et combler leurs besoins. Il en est de même pour certaines victimes de cambriolages qui perçoivent ceux qui possèdent les objets qui leur ont été dérobés comme des potentiels suspects, n'hésitant pas à passer à l'acte pour combler le manque.

Le banditisme rural et urbain qui est une activité criminelle par excellence se comporte ainsi dans ce cas de figure comme un petit parasite qui se contente juste d'investir un corps qui exprime un certain nombre de besoins biologiques. Les réponses aux besoins du corps apportent parfois inconsciemment des nutriments au parasite qui se régale et gagne progressivement en taille. L'activité criminelle peut donc rentrer dans la société par le canal d'un individu à la base inoffensif, qui est injustement privé de son bien par un malfrat. Si rien n'est fait, le besoin de cet individu de combler son manque peut l'amener à s'en prendre à un autre qui reproduit à son tour le même exercice sur un autre, élargissant de manière considérable la sphère d'influence du banditisme et rendant le phénomène de moins en moins maîtrisable une fois que les tentacules deviennent disproportionnées.

Loin d'être des idiots, les principaux instigateurs de la criminalité transfrontalières sont conscients de cette réalité et appuient constamment sur ce levier pour pouvoir recruter et grossir leurs rangs avec de nouveaux adeptes frustrés ou déçus par un certain nombre de facteurs socioéconomiques.

A défaut de reproduire sur d'autres sujets ce qu'ils ont enduré, certaines victimes de l'extrémisme violent, plus précisément des commerçants de la zone à l'étude vendent leurs marchandises à des prix disproportionnés pour compenser le traumatisme que leur infligent les bandits ainsi que les tracasseries dont ils sont victimes de la part des forces de sécurité. Le résultat est direct et perceptible par tous. La flambée des prix de la viande de bœuf et d'autres denrées alimentaires est conséquente dans une zone où, dans les années antérieures, se procurer de la viande de bœuf et des tubercules comme les ignames était largement à la portée de tous. Il s'en suit donc ce qu'un informateur habitant de Garoua-Boulaï déplorait légitimement lors d'un entretien :

On se retrouve en situation de surpopulation avec la masse de réfugiés centrafricains qui sont là depuis quelques temps déjà. Etant donné que les activités de production que sont l'agriculture et l'élevage ne fonctionnent plus normalement puis que acteurs sont martyrisés par les bandits, les prix sont devenus autre chose sur le marché. La vie est devenue tellement chère à Garoua-Boulai qu'il est devenu difficile aujourd'hui de manger à sa fin, surtout lorsqu'on vient de familles nombreuses. Une vague de famine se généralise dans le secteur¹⁹⁰.

Outre le phénomène de reproduction sociale du crime qu'entraîne l'extrémisme violent dans la zone à étude, on note, sur le plan social une psychose généralisée qui fait que les populations, ayant déjà intégré le fait qu'on peut se faire enlever, cambrioler, agresser ou assassiner à tout moment, vivent en constante panique et aux aguets pour ne pas se laisser surprendre, ce qui leur enlève leur aura naturel, la bienveillance et le sens de la confiance et de l'accueil propres aux communautés camerounaises comme le soulignait le DAJEC de Garoua-Boulai : 'Ici on ne fait pas facilement confiance puisque tout le monde est soupçonné d'être une personne dangereuse et on ne s'abandonne pas dans le sommeil ; on dort avec un œil et une oreille bien ouverts''¹⁹¹.

Bien plus, cette situation contribue à dégrader significativement les relations humaines dans le secteur et partout ailleurs où règne l'extrémisme violent. Lorsque surviennent les différents forfaits (cambriolage, assassinat, agression, enlèvement, etc.), entre habitants de même quartier ou entre voisins, l'on se regarde avec méfiance et distance et les différentes procédures enclenchées pour se faire justice détériorent encore plus la confiance, l'amitié, le sens de l'amour et de l'entraide qui ponctuaient jadis les comportements et les esprits des habitants de la communauté. Dans la ville de Bertoua où règne un banditisme urbain qui a fait ses preuves, cette ambiance morose domine dans les quartiers où les forfaits suscités sont légion comme le signifiait cet informateur victime de cambriolage :

Socialement, il naît dans cet environnement une espèce de psychose liée à cette insécurité. Il s'installe un climat de panique et une méfiance qui détériorent les relations paisibles, courtoises et honnêtes qui existaient autrefois entre les habitants des quartiers. La suspicion se développe mutuellement entre les membres, puis qu'on se dit que le danger peut venir de partout. Pour des besoins d'enquête relative au cambriolage dont j'ai été victime, il y a par exemple eu des

¹⁹⁰ F. Soka Ndinga, 40 ans, chauffeur à Garoua-Boulai, ex-otage des groupes rebelles centrafricains, entretien téléphonique le 17 janvier 2023 à 11h 00.

¹⁹¹ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garoua-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

interpellations et des convocations à la gendarmerie de certains pour y faire leur déposition. Aux yeux de ces gens, vous devenez directement celui qui est venu gâcher l'ambiance, celui qui veut faire enfermer des voisins de longue date alors que vous le faites juste pour essayer d'obtenir justice et réparation si possible. L'environnement et les rapports se détériorent prenant nettement des allures d'inimitié et d'adversité¹⁹².

En clair, les activités criminelles infligent aux populations de nombreux dommages sociaux en termes de reproduction du crime social et d'installation de psychose impropre à la cohabitation paisible et au vivre ensemble qui ont toujours fait la force des communautés camerounaises. L'environnement culturel n'échappe pas à cette dure réalité puisqu'il paie également le lourd tribut de ces activités illicites.

2-Un important déséquilibre culturel

Comme tous les autres secteurs, les activités culturelles sont fortement impactées par cette vague de violence qui traverse la région depuis des années. Tous les groupes humains présents dans cette zone se trouvent contraints de rajuster un ou quelques détails dans leur manière de vivre, dans leur savoir-faire et leur savoir-être auxquels ils étaient habitués depuis des générations. Face à ces hommes sans foi qui endeuilent des familles et détruisent les activités de toute nature, les cultures se trouvent dans l'obligation de se réadapter et se réinventer même en fonction des circonstances afin de tenir dans le temps. La culture elle-même n'étant que le résultat d'une parfaite adaptation de l'homme à son milieu de vie, ce dernier est donc amené à réviser ses attitudes une fois que le cadre naturel lui impose certaines restrictions.

Cette conception *Braudelienne*¹⁹³ de l'espace et de la culture s'applique vraisemblablement à toutes les sociétés humaines. En effet, Dans l'épistémologie de l'histoire chez Fernand Braudel, il est faite une analyse de l'impact de l'homme sur les structures spatiale et mentale qui l'empêchent de progresser dans sa vie sociale, économique et politique¹⁹⁴. L'espace et l'homme génèrent des « temps » qui ont des vitesses d'écoulement différentes et aussi une dialectique entre eux. Face à ces structures spatiale et mentale qui peuvent empêcher l'homme d'évoluer dans un

¹⁹² F. Mpoul, 33 ans, habitant de la ville de Bertoua, entretien tenu à Bertoua le 18 juillet 2022 à 13h 30.

¹⁹³ Conception qui vient de Fernand Braudel. L'historien français très attaché à la géographie (ce qui lui a valu plusieurs procès comme lors de sa soutenance de thèse où le jury lui avait reproché d'être plus géographe qu'historien) avait étudié, en s'appuyant sur l'exemple de la méditerranée, comment l'espace naturel peut influencer les comportements d'une société humaine jusqu'à générer une manière de vivre (culture) propre à cette société.

¹⁹⁴ M. Akhtiar, *L'épistémologie de l'histoire chez Fernand Braudel (Espace, temps, homme)*, Paris, l'Harmattan, 2002.

espace qu'il a plus ou moins apprivoisé, ce dernier se doit de trouver des ressources mentales, physiques et psychologiques pour contourner la difficulté et se remettre sur les rails. Les peuples de la zone à l'étude avaient déjà parfaitement fait corps avec la nature et développé des savoir-faire à partir desquels on les identifie. A présent que l'équilibre de cet environnement se trouve perturbé par des forces extérieures, les habitudes culturelles prennent un sérieux coup. Dans ce cas de figure, celui qui se trouve effectivement déstabilisé culturellement est le peuple Mbororo.

Les Mbororo sont un sous-ensemble du grand groupe Peul constitué traditionnellement d'éleveurs nomades et de marchands, dont les migrations saisonnières mènent au Sud du Niger, au Nord du Nigéria, au grand Nord et à l'Est du Cameroun, au Sud du Tchad et dans les régions occidentales de la RCA. Ce peuple s'est taillée au fil des siècles une culture qui gravite autour de la transhumance saisonnière avec le bétail qui occupe une place centrale dans la vie du Mbororo. Cette place privilégiée qu'occupe le bœuf dans la culture Mbororo est si significative qu'un mythe fondateur fut mis sur pied afin que ce sentiment d'attachement au bétail soit préservé et transmis (en dépit de la conversion à l'islam) aux générations futures. Selon ce mythe : 'Avant le commencement des temps, ils étaient déjà présents sur terre avec leurs vaches'¹⁹⁵. Cette conception mythique de l'élevage du bœuf traduit l'importance que ce peuple accorde, plus que tout autre peuple, à cette activité. C'est ce qui explique le fait que malgré qu'ils soient minoritaires (moins de 10% de la population totale) au Cameroun, les Mbororo possèderaient près de la moitié du cheptel bovin national.

A l'Est du pays, la forte communauté Mbororo qui s'y est installée depuis des siècles pratique cette activité culturelle entre le Cameroun et la Centrafrique au rythme des saisons et en fonction de la disponibilité des pâturages. Tout comme les bandits de grand chemin, la frontière nationale n'a visiblement aucune emprise sur ces éleveurs nomades. C'est ainsi qu'ils peuvent se trouver en RCA le matin et être présents au Cameroun en soirée s'ils se trouvent contraints par la nature. C'est ainsi que ce peuple a la particularité de faire corps avec tous les espaces qui les accueillent en s'y adaptant de manière exceptionnelle et se sentant chez soi comme le soulignait l'anthropologue Parfait Akana : « Dans cet environnement, où qu'il soit, même après la traversée d'une frontière, il n'est donc jamais déraciné, car jamais enraciné »¹⁹⁶. Même un environnement

¹⁹⁵ Documentaire Ushuaïa Nature, Tchad-Espoir de vie, diffusé le 12 mars 2019 sur Ushuaïa TV.

¹⁹⁶ P. Kum, « Cameroun : les Mbororo entre nomadisme et sédentarité » in www.angenceanadolu.com.tr, consulté le 18 septembre 2022 à 09h 30.

aussi contraignant et déstabilisant que la période d'administration coloniale n'a pas réussi à casser le mode de vie de ce peuple qui a brillamment résisté culturellement en préservant son mode de vie ancestral. Et même en période postcoloniale, ce peuple conservateur a gardé une certaine distance vis-à-vis de l'Etat central dont les habitudes « modernisées » pourraient corrompre ses habitudes et croyances. Ils ne sont par exemple pas des adeptes du système bancaire auquel ils ne font pas confiance, puisqu'étant une affaire occidentale, raison pour laquelle ils préfèrent dissimuler leur argent soit sur eux, soit dans des cachettes savamment choisies.

Cependant, la résurgence du grand banditisme rural transfrontalier porté par les coupeurs de route depuis le début des années 2000 a fini par tout faire basculer. Bien que le grand banditisme rural qui a pris de l'ampleur dans les localités situées le long de la large frontière entre l'Est du Cameroun et la RCA affecte toutes les communautés, les Mbororo, au vu des forfaits qui s'y produisent, paient un tribut particulièrement lourd à ce fléau. Et c'est économiquement et surtout culturellement que les dégâts du banditisme sur ce peuple peuvent être observés. Dans un rapport publié le 29 juillet 2011, le Comité International de la Croix Rouge (CICR) faisait remarquer que :

Les coupeurs de route font des incursions depuis la République Centrafricaine et pratiquent des enlèvements. Ils s'attaquent particulièrement aux éleveurs Mbororo. Ces derniers ont déjà vendu beaucoup d'animaux pour payer les rançons. Le montant est d'un à deux millions de francs FCA, soit environ 2 000 euros, ce qui revient aux prix de quatre grands bœufs. A défaut, les coupeurs de route ont prouvé à de nombreuses reprises qu'ils pouvaient tuer¹⁹⁷.

Ce phénomène de *kidnapping* a des conséquences déstabilisatrices sur la société rurale en général et sur les Mbororo en particulier, qui, en conséquence, s'appauvrissent, et se voient contraints de se sédentariser et de convertir dans d'autres métiers comme l'explique le chef de cette communauté à Garoua-Boulai : « Les coupeurs de route nous ont tellement traumatisé que nombreux d'entre nous ont perdu leur bétail, moi y compris. Nous sommes sur place maintenant et obligés de faire des petits champs pour nourrir nos familles »¹⁹⁸. Un Mbororo sans bétail et contraint à la sédentarisation correspond fort logiquement à ce qu'on pourrait taxer d'aberration culturelle. En forçant des milliers de pasteurs Mbororo à se débarrasser de leur bétail pour payer

¹⁹⁷ *Ibid.*

¹⁹⁸ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 09h 10.

des rançons ou en le leur arrachant tout simplement et en les amenant à se tourner vers des activités autres que l'élevage, les bandits de grand chemin ont porté un énorme coup à l'édifice culturel de ce peuple qui était resté solide jusqu'ici.

Le choc culturel est donc immense chez ce peuple qui a su résister à toutes les tentatives de déstabilisation. Les sévices coloniaux, les influences de l'Etat postcolonial aux habitudes « occidentalisées » et même la conversion à l'islam (religion qu'ils pratiquent majoritairement) n'avaient pas réussi à accomplir pareille prouesse que les bandes armées ont réalisée en contraignant les Mbororo de l'Est-Cameroun à abandonner leurs marqueurs identitaires centenaires (élevage du bœuf, nomadisme) pour se réinventer et s'adapter à un tout autre style de vie. C'est fort de ce constat évident et vérifiable sur le terrain qu'un membre de cette communauté dressait une analyse froide sous le couvert de l'anonymat :

En rendant la transhumance impossible, en plus en prenant nos bœufs, les bandits ont réussi ce que toutes les autorités depuis le temps des Blancs, n'ont pas pu réaliser à savoir contraindre le Mbororo à la sédentarisation. Parmi nous, dans les campements dispersés dans la zone où on habitait en Centrafrique, beaucoup de nos enfants ont été pendus. Des parents se sont laissés mourir, des femmes ont fait des fausses couches en apprenant les interminables nouvelles tristes. Nous sommes appauvris, nous sommes dans la détresse. Aujourd'hui, nous sommes réduits à solliciter la protection de l'administration, alors que pendant des années, nous avons perçu cette administration comme la grande ennemie de notre société, de notre genre de vie. Maintenant que notre richesse s'est considérablement réduite, les gens voudront-ils nous protéger ?¹⁹⁹

En somme, il ressort que l'extrémisme violent cause d'importants dégâts sociaux et culturels aux populations qui subissent ces exactions dans zone du Lom et Djerem. Toutefois, l'incidence politique n'en est pas moins important.

III- LES IMPLICATIONS POLITIQUES

Au plan politique, les retombées des activités criminelles sont perceptibles et peuvent être analysées ici sous deux angles : l'incidence en terme de trafic d'identité et en terme banalisation de la frontière étatique, ce qui expose le Cameroun à de réelles menaces encore plus sérieuses, faisant davantage entorse à son élan de développement socioéconomique.

1-Du trafic de l'identité

¹⁹⁹ S. Issa, « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique...p.145.

Le trafic d'identité répond principalement au besoin des auteurs d'actes criminels de se dissimuler et d'échapper à la vigilance des forces de l'ordre au niveau de la frontière. Chez les peuples trait d'union, c'est un fait courant et même « normal » que de posséder la carte nationale d'identité de plusieurs pays : celle du Cameroun et celle de la Centrafrique, notamment parce que cela peut faciliter l'obtention d'un emploi de part et d'autre. Au premier abord, l'on pourrait dire que le fait de posséder une double identité n'a rien de répréhensible au vu des solidarités ethniques transfrontalières et du contexte socioéconomique difficile dans tous les pays de la sous-région. Les puissances impérialistes n'ayant pas pris le temps d'étudier les peuples avant de les scinder, ont fixé des frontières de manière arbitraire suivant les prescriptions contenues dans l'acte final de Berlin. Pendant la période coloniale comme à la période postindépendance, ces frontières artificielles n'ont pas réussi à faire oublier à ces peuples le fait qu'ils sont frères. Ils traversent ainsi aisément ces frontières internationales au gré des besoins qu'ils ont à assouvir chez leurs proches parents qui se trouvent d'un côté comme de l'autre.

En effet, la solidarité ethnique transcende les frontières au point que l'allégeance à la tribu prend le dessus sur les devoirs de la nationalité, même parfois dans les comportements des officiels des différents pays²⁰⁰. C'est dans ce sens qu'allait le chef d'un village situé à la frontière entre le Cameroun et la RCA lorsqu'il expliquait les raisons pour lesquelles ils ont eu moins de mal à accepter la présence sur leur terre des réfugiés venus du pays voisin :

Ces gens sont ici avec nous depuis 2014. Ils ont été traumatisés par la guerre et il était normal pour nous de les accueillir normalement dans notre village. En plus de ça, ce sont nos frères ; il n'y a pas de différences entre nous. Nous parlons la même langue, nous avons la même culture, les mêmes habitudes, ce sont les blancs qui avaient mis les limites entre nous. C'est pour ça que certains des habitants d'ici disent souvent de manière ironique que certaines de nos maisons sont construites avec le salon au Cameroun et les chambres en République Centrafricaine²⁰¹.

Fort de cette réalité qui ne peut être remise en cause, posséder une double identité apparaît premièrement chez les peuples transfrontaliers comme une manière de défier ces limites arbitraires et injustes qui leur ont été imposées et qui les ont éloignés et se donner des chances de réussir partout où l'opportunité se présente en premier. Le problème réside cependant sur les usages qui sont faits de ces cartes d'identité obtenues en bonne et due forme dans une période qui

²⁰⁰ C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun... » p.21.

²⁰¹ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien à Gado-Badzéré le 21 juillet 2022 à 16h 30.

connaît un foisonnement sans précédent des activités illégales qui ont des ramifications sous régionales. A part la circulation régionale pour le commerce ou le travail par exemple, ces cartes d'identité permettent à des bandits (professionnels ou occasionnels) de dissimuler leur véritable identité et de se soustraire à la police ou à la justice du pays où ils seraient recherchés. De ce fait, il semble difficile voire impossible de les poursuivre lorsqu'ils commettent des forfaits ici et se cachent dans les pays voisins, faute d'accords d'extradition ou « par souci de préserver une certaine tranquillité diplomatique »²⁰².

Avec l'ambivalence du rôle des chefs traditionnels et des populations des zones frontalières il se pose donc un sérieux problème de sécurisation de la nationalité, manifesté par la détention de plusieurs cartes d'identité. A ce stade, ce qu'il convient d'appeler la « double nationalité fictive » devient un facteur du banditisme transfrontalier impliquant à la fois bandits de grand chemin et militaires. En effet, l'interpellation au niveau de la frontière des personnes possédant plusieurs cartes d'identité constitue très souvent des prises attractives pour une catégorie de militaires qui cherchent à arrondir leurs salaires officiels.

En outre, cette insécurité combinée à la porosité des frontières conduit à l'arrivée massive des populations dont la grande majorité n'est pas identifiable à cause du manque total de documents d'identité (acte de naissance, carte nationale d'identité, passeport, etc.). Certains n'ayant pas eu le temps de se munir de leur document d'identité au vu des circonstances dans lesquelles ils ont quitté le pays, et d'autres ne les ayant jamais établis. En effet, dans la plupart des cas, il est difficile d'établir avec précision la nationalité de ces demandeurs d'asile car la plupart des populations rurales de la sous-région Afrique Centrale (en particulier les peuples qui font dans le nomadisme pastoral) n'ont pas la culture de la documentation civile, de l'enregistrement des naissances et de l'établissement des cartes nationales d'identité²⁰³. Ceux-là tombent inéluctablement dans l'apatridie qui constitue un autre problème dans un environnement où la sécurité reste fragile et expose le pays à un danger certain.

²⁰² C. Musila, « L'insécurité transfrontalière au Cameroun... » p.21.

²⁰³ G. Tiadjeu, « L'enregistrement des réfugiés dans la façade Est du Cameroun » in www.fmreview.org, consulté le 28 septembre 2022 à 10h 13.

2-Le développement de l'apatridie et le risque permanent de déstabilisation des institutions républicaines

L'apatridie peut être appréhendée comme le statut d'une personne qui n'a pas de patrie ni de nationalité. Ces déplacés qui ont souvent séjourné entre le Cameroun et la Centrafrique dans le développement de leurs activités commerciales et culturelles, qui ne se sont jamais fait établir ni acte de naissance, ni carte nationale d'identité de l'un ou de l'autre pays et qui se sont réfugiés au Cameroun depuis la détérioration de la situation sécuritaire en RCA sont naturellement considérées comme des apatrides. Lorsqu'ils demandent l'asile dans cette condition, ils sont reconnus comme réfugiés sur la base de leur résidence habituelle en RCA²⁰⁴. Certains de ces apatrides sont naturalisés camerounais et il n'existe aucun moyen fiable pour vérifier qu'ils ne sont pas des informateurs à la solde des groupes rebelles originaires de Centrafrique dans lesquels on retrouve plusieurs camerounais désœuvrés, déçus ou frustrés. Ils peuvent ainsi se servir de leur nationalité camerounaise pour renseigner ceux qui sèment la terreur sur le sol camerounais, puisqu'il est établi que ces hommes armés sont toujours bien renseignés de l'intérieur avec chaque opération comme le notait une fois de plus le chef du village de Gado-Badzéré :

Les hommes qui font des opérations en terre camerounaise ont leurs informateurs ici. A chaque fois qu'un rebelle est capturé par les forces de l'ordre pendant une opération, il ressort toujours de sa confession qu'ils ont leurs informateurs qui leur fournissent un renseignement minutieux de l'intérieur. Et c'est sur la base de ces informations qu'ils se déploient donc, sachant déjà comment se tenir. Ces informateurs sont à la fois des réfugiés présents ici dans le camp et des camerounais aussi.²⁰⁵

Toutefois, il convient de préciser que ce défaut n'est pas uniquement l'apanage des ressortissants centrafricains, puisque même plusieurs camerounais se trouvant dans la zone frontalière du département du Lom et Djerem et ayant plusieurs fois séjourné en RCA se trouvent également en situation d'apatridie. Avoir à son actif plusieurs nationalités et ne pas en avoir du tout constitue un statut prisé pour les criminels. Lorsqu'ils disposent de plusieurs nationalités ils peuvent brandir celle qui les met en situation favorable et lorsqu'ils en ont pas du tout, ils ne sont

²⁰⁴ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Accord tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains vivant au Cameroun entre le Gouvernement de la République du Cameroun, le Gouvernement de la République centrafricaine et le HCR, 29 juin 2019, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/5d2f244a4.html>, consulté le 20 septembre 2022 à 12h 15.

²⁰⁵ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien à Gado-Badzéré le 21 juillet 2022 à 16h 30.

répertoriés nulle part et sont sensés ne pas exister. Ces deux situations mettent les bandits en situation favorable et contribuent davantage au développement de l'entreprise criminelle.

L'extrémisme violent est une réalité dans la région de l'Est en général et dans le département du Lom et Djerem en particulier. Plus le phénomène perdure, plus il s'enracine et devient difficile de l'endiguer, ce qui expose l'Etat camerounais à des risques de déstabilisation de ce côté. L'insécurité transfrontalière, ensemble d'actes délictueux dont les auteurs, les victimes et les répercussions vont au-delà des frontières étatiques, s'inscrit dans les réseaux et un ensemble d'activités à caractère criminel, comme les assassinats, les enlèvements et prises d'otages, les pillages. Dans cet ensemble d'activité, la frontière entre le Cameroun et la Centrafrique sert de balancier entre le lieu où est prélevée la ressource, souvent violemment, et celui où elle est stockée ou écoulée.

Etant donné que la Centrafrique après plusieurs années d'instabilité chronique ne dispose plus d'assez de ressources, puisque les activités étant pratiquement à l'arrêt, la partie camerounaise devient celle dans laquelle les bandits viennent régulièrement opérer pour se réfugier de l'autre côté. Ces menaces de tout type sont des facteurs de déstabilisation. Le scénario des attaques et le mode opératoire des assaillants sont d'autant plus redoutables que, la plupart du temps, ceux-ci commettent leurs forfaits et disparaissent sans être inquiétés. Devant cette situation fortement incertaine, dans un climat d'insécurité généralisé difficilement contrôlable, la question qui se pose naturellement est celle de savoir s'il faut craindre le pire.

La brutalité des événements qui agitent les frontières camerounaises en général et la frontière orientale en particulier doit être prise au sérieux et considéré comme un signe avant-coureur capable de remettre en question la stabilité et la paix sociales sur lesquelles le pays avait fondé ses acquis. Cette insécurité transfrontalière actuelle résulte d'un principal facteur : celui de la défaillance des Etats de la sous-région. De l'avis de nombreux experts, les Etats postcoloniaux demeurent jusqu'ici incapables de parachever leur autorité sur tout leur territoire²⁰⁶. Le grand ensemble constituant leur espace est sous administré et souffre d'une mauvaise gouvernance et d'un manque d'équipements hypothéquant leur avenir. L'insécurité actuelle dans les confins du Cameroun montre par exemple à quel point le pays et ses voisins sont dans une telle situation.

²⁰⁶ R. Nana Ngassam, « Insécurité aux frontières du Cameroun » in *Etudes* n° 3 de mars 2014, pp. 7-16.

Le Cameroun tout comme le reste de ses voisins demeure confronté à des problèmes liés à la capacité à affirmer son autorité sur toute l'étendue de son territoire. Cette fragilité étatique est nourrie par une crise de gouvernance liée elle-même à une corrosion de la légitimité²⁰⁷. De plus les insuffisances dans la démarcation des frontières et la fluidité de celles-ci, qui en font des espaces favorables aux embuscades, constituent la problématique centrale en alimentant les risques de déstabilisation et de conflit armé. Les faibles capacités de l'Etat, associées à une zone frontalière immense (qui s'étend sur des centaines de kilomètres), la porosité des frontières et les solidarités transfrontalières dans des zones culturelles qui transcendent les limites de l'Etat, rendent possible les déplacements incontrôlés des personnes et des biens divers, licites ou illicites contribuant à faciliter par la même occasion le développement et la dissémination des bandes armées dont la dangerosité dans la zone d'étude n'est plus à démontrer.

Ces zones frontalières apparaissent alors parfois comme des lieux où règne une certaine anomie sociale²⁰⁸. L'incapacité de l'Etat à sécuriser et marquer son autorité sur tout son territoire et l'inquiétude de déstabilisation qui en résulte sont d'autant plus justifiées lorsqu'on examine l'aisance avec laquelle une insécurité générée en Centrafrique traverse la frontière pour rendre l'atmosphère invivable du côté camerounais au point de déformer des modes de vie centenaires. Parlant de ce risque de déstabilisation par les groupes armés qui franchissent la frontière au gré de leurs intérêts, un élément des forces de défense et de sécurité manifestait son inquiétude sous le couvert de l'anonymat :

La frontière entre le Cameroun et la Centrafrique est bien vaste, les moyens matériels et même les équipements dont nous disposons ne suffisent pas pour la contrôler dans son entièreté, pourtant c'est du côté centrafricain que vient le danger. En 2018 à Toktoyo, nous avons vécu une sérieuse menace. Un petit garçon Mbororo qui était chargé de veiller sur un troupeau avait découvert dans la brousse, sous un arbre dont les branches retombaient vers le sol faisant office de maison, un groupe d'hommes étranges lourdement armés et il est rentré en courant nous prévenir. Nous avons immédiatement pris nos armes et on s'est rendu sur les lieux, mais les hommes avaient déjà quitté la zone puisque qu'ils étaient découverts. L'état des lieux laissait entendre qu'ils étaient depuis une semaine au moins et les équipements militaires dont ils disposaient laissaient signifier qu'ils préparaient une opération de grande envergure. Avec les agents de renseignement mis sur le coup,

²⁰⁷ *Ibid.*

²⁰⁸ Mot d'origine grecque et introduit par le sociologue Emile Durkheim, l'anomie (*a-nomos*, sans norme), signifie à la fois l'absence de règles ou de normes sociales, leur affaiblissement ou leur caractère contradictoire, de sorte que les acteurs sociaux ne savent plus comment diriger leur conduite, ce qui est juste ou injuste, ce qui est permis ou interdit.

on avait compris qu'on était pas passé loin d'une grosse attaque si ce petit garçon n'avait pas découvert cette cachette qui leur servait de centre où l'opération était planifiée²⁰⁹.

Cette inquiétude est partagée par toutes les composantes de la population de Garoua-Boulai et ses environs. Si à la base les premières cibles des kidnappeurs étaient les éleveurs et agriculteurs au vu de ce qu'ils représentent comme opportunité économique, l'appétit de ces criminels s'est progressivement développé et ils ont inclus d'autres profils (comme des commerçants, des transporteurs et même ceux qui font dans les petits métiers) dans la liste des proies à chasser. Les populations civiles de ladite localité assistent avec impuissance aux souffrances que leur infligent les membres des groupes armés. Un habitant ayant fait l'objet de plusieurs kidnappings se confiait à ce sujet :

Les groupes rebelles qui viennent de Centrafrique entrent ici facilement comme ils veulent. Ils sont tellement bien renseignés sur les mouvements des forces de l'ordre qu'ils opèrent généralement sans se faire repérer. J'ai été enlevé deux fois en deux ans et à chaque fois j'entendais comment ils causaient au téléphone avec leurs informateurs qui leur indiquaient le chemin à prendre et la direction à éviter pour ne pas tomber dans une embuscade et ça devient tellement facile pour eux qu'ils reviennent donc chaque jour et le résultat est presque toujours le même. Il faut vraiment que le gouvernement entreprenne des actions plus musclées pour éviter que les rebelles n'occupent définitivement la ville et dicter leur loi aux populations. Nous attirons tout le temps l'attention du sous-préfet à ce sujet car l'inquiétude est sans cesse grandissante pour nous et pour nos enfants car que ce soit en brousse ou au village, nous ne sommes plus en sécurité nulle part tant que ces bandits vont continuer d'entrer ici²¹⁰.

Il est donc clair que l'extrémisme violent a une incidence politique certaine dans cette zone frontalière et la facture pourrait d'ailleurs s'alourdir davantage si des actions concrètes ne sont pas menées sur le terrain.

En somme, les implications des activités criminelles dans la zone à l'étude sont à la fois économiques, socioculturelles et politiques, ce qui permet de se rendre compte de la situation plus que préoccupante qui prévaut dans cette partie du pays. Il est donc urgent que des actions concertées soient menées à tous les niveaux et part tous les acteurs pour tenter de contrer l'avancée du fléau et permettre aux camerounais de cette zone géographique de construire leur devenir dans un climat paisible.

²⁰⁹ Informateur anonyme, entretien tenu à Garoua-Boulai le 22 juillet 2022 à 12h 20.

²¹⁰ F. Soka Ndinga, 40 ans, chauffeur à Garoua-Boulai, ex-otage des groupes rebelles centrafricains, entretien téléphonique le 17 janvier 2023 à 11h 00.

CHAPITRE IV : STRATÉGIES D'ENDIGUEMENT DE LA RADICALISATION ET L'EXTRÉMISME VIOLENT A L'EST- CAMEROUN

Ce chapitre met en relief les initiatives et actions entreprises par les différents acteurs dans la lutte contre les actes décrits dans la troisième partie du travail. Il convient de préciser d'entrée de jeu, qu'il est question pour nous dans cette partie, de décliner les offres des différents acteurs en matière de lutte contre l'extrémisme violent tout en émettant des propositions susceptibles d'apporter plus de résultats. Ces stratégies sont principalement développées par les institutions publiques, les acteurs de la société civile et les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

I- LES ACTIONS MENÉES PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

L'on s'intéresse ici aux initiatives entreprises par les acteurs publics que sont les autorités administratives et les forces de maintien de l'ordre, les services déconcentrés des ministères de la jeunesse et de l'éducation civique et des affaires sociales.

1-Les offres des autorités administratives et des forces de maintien de l'ordre en terme de prévention et de renforcement du dispositif sécuritaire

Il est impossible de dissocier les deux puisque le représentant permanent de l'Etat (Gouverneur, Préfet, Sous-préfet) travaille en étroite collaboration avec les forces de l'ordre ; mieux encore, il initie et coordonne les actions des forces de l'ordre dans cette lutte contre l'extrémisme violent. Loin de vouloir léser les autres acteurs dont le rôle est tout aussi crucial, il apparait, au vu des pouvoirs dont il dispose, que ce duo est le plus déterminant dans la conquête de la quiétude tant souhaitée dans la zone d'étude. C'est fort de ce pouvoir décisionnel et interventionniste qu'ils mettent en œuvre des initiatives qui portent plus ou moins de succès.

Le sous-préfet de l'arrondissement de Bertoua 1^{er} résumait l'action de son service contre l'extrémisme violent en ces termes :

A tout moment où nous avons l'occasion de regrouper nos populations, nous prônons la paix et le vivre ensemble, les amener à comprendre que l'esprit du vivre ensemble doit primer sur toutes leurs actions, c'est le principal message que nous faisons passer. Nous intervenons en synergie

lorsque les autres acteurs nous sollicitent. Dans le cadre de nos déploiements, nous rencontrons des difficultés liées à la mentalité des gens²¹¹.

L'adjoint au sous-préfet de l'arrondissement de la Bombé décline sa stratégie qui repose essentiellement sur la collaboration avec les autres services acteurs pour limiter la capacité des groupes rebelles à recruter :

Nous avons souvent fait des descentes dans les mosquées pour sensibiliser les leaders religieux sur le rôle qui est le leur dans cette lutte. Par ailleurs, je crois qu'il y a des structures, notamment la DAJEC, la DASEP je crois avec le soutien du CMPJ, qui ont des programmes qui permettent aux jeunes, je crois qu'il y a d'autres programmes à la Mairie, je crois aussi au service des affaires sociales et des ONG, qui visent à empêcher l'enrôlement des jeunes dans ces activités. Nous les accompagnons et nous supervisons. L'une des grandes difficultés dans le cadre des activités menées, c'est d'avoir accès à ces jeunes, ils sont assez réfractaires. Les jeunes ne sont pas assez patients. C'est beaucoup plus aussi culturel, ici on a des communautés qui n'aiment pas se faire aider par des étrangers²¹².

Pour sa part, le sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou mise beaucoup plus sur la collecte de l'information nécessaire pour anticiper sur les agissements des bandits et ainsi contribuer au le démantèlement des réseaux criminels :

Nous prenons des mesures de sécurité avec les forces dont nous disposons comme la brigade de gendarmerie et le commissariat spécial qui sont sous mon autorité. On infiltre ces réseaux de criminalité avec l'aide de nos services de renseignement. Moi personnellement je travaille beaucoup plus avec les associations de mototaxi, comptant particulièrement sur le dynamisme de leurs leaders pour traquer les auteurs de ces actes qui plongent toute la communauté dans la crainte et la panique²¹³.

Du fait de la récurrence et de l'extrême gravité des événements qui secoue sa circonscription administrative, le sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulaï préconise une stratégie plus globale, combinant prévention et riposte aux actes criminels :

La situation est assez préoccupante dans cette zone et ça nécessite la mise sur pied d'un ensemble de mesures fortes. A cet effet, un accent est mis sur le filtrage au niveau des postes de contrôle mixtes à la frontière qui nous sépare de la Centrafrique qui est la zone de départ de ces groupes rebelles. Nous organisons des opérations de fouille des camions traversant la frontière et il arrive souvent qu'on récupère des colis renfermant des stupéfiants et autres produits dangereux. Ces opérations nous permettent de passer au peigne fin les camions qui viennent de Centrafrique afin de nous rassurer qu'ils n'ont rien ramener de délicat, ou alors de mettre la main sur tout objet pouvant contribuer à dégrader le climat sécuritaire de la localité. Toutes les unités de l'armée sont présentes ici, avec des détachements partout pour surveiller le territoire. Un couvre-feu y est régulièrement instauré combiné au déploiement des postes avancés, des postes de contrôle, des comités de vigilance dans les villages qui rendent le renseignement plus prompt et permettent aux

²¹¹ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation... » p.35.

²¹² *Ibid.*

²¹³ H. M. Ambomo Mani, 37 ans, administrateur civil, sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou, entretien le 26 juillet 2022 à 14h 20.

forces de l'ordre de mieux riposter. C'est ainsi pour mieux rapprocher les deux entités, des actions civilo-militaires sont régulièrement organisées comme celle qu'organise le BIR en ce moment avec une campagne gratuite de consultation et de soin des maladies buccodentaires pour les populations qui en ont besoin. Cependant, les principaux problèmes qui se posent concernent les difficultés de communication avec des réseaux Orange et Nexttel assez instables, ce qui ne permet pas parfois de bien communiquer pour agir à temps. Le réseau électrique ne s'étend que sur le centre urbain et les quartiers périphériques sont dans le noir, ce qui constitue un environnement prisé pour les bandits. La punition étant un mode de sensibilisation, les contrevenants sont sévèrement et durement punis pour faire passer le message à ceux-là qui nourrissent des ambitions de poser des actes répréhensibles. Si toutes ces mesures n'étaient pas concrètement menées sur le terrain, je vous assure qu'aujourd'hui, Garoua-Boulai serait même une base arrière des rebelles centrafricains et l'atmosphère serait tout simplement invivable pour les populations locales.²¹⁴

Au terme de l'entrevue accordée par le sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai, il nous avait été donné de constater qu'une des mesures citées dans son propos (les opérations de fouilles des camions en provenance de Centrafrique) était en exécution à quelques mètres, à l'esplanade de l'ancienne sous-préfecture comme on peut l'apercevoir sur l'image ci-dessous.

Photo 2: Opération de fouille des camions en provenance de RCA par les agents des douanes camerounaises à Garoua-Boulai.



Crédit photo : Mpela Jonathan, capture effectuée le 21 juillet 2022 à Garoua-Boulai.

²¹⁴ J.P. Abena, 40 ans, Administrateur civil, Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai, entretien le 21 juillet 2022 à 09h 00.

L'on peut noter qu'à la fin de son propos sur les efforts fournis par son administration pour contrer l'extrémisme violent, l'administrateur civil partage la même inquiétude quant au risque de déstabilisation des institutions de l'Etat dans cet arrondissement frontalier tel qu'évoqué dans le précédent chapitre et en appelle à plus d'implication et plus d'investissement de la part de l'Etat central pour un apport plus incisif dans le processus d'éradication de l'extrémisme violent qui a visiblement fait son nid dans ladite localité.

Les forces de défense et de sécurité suivent le plan organisé par l'administration tout en se servant de leur connaissance du terrain et leur maîtrise des techniques de prévention et de combat pour quadriller la zone et essayer d'apporter aux populations le minimum de quiétude nécessaire à l'épanouissement de leurs activités. Usant des méthodes à la fois classiques et novatrices, les Forces de Maintien de l'Ordre (FMO) œuvrent au quotidien dans la protection des populations comme le souligne le chef du poste de détachement de la gendarmerie de Gado-Badzéré, localité abritant le plus grand camp de réfugiés à l'Est-Cameroun :

Dans ce climat d'insécurité généralisée, nous essayons de nous déployer le plus efficacement possible avec les moyens dont nous disposons. Nous mettons un accent sur la multiplication des patrouilles pour couvrir et sécuriser la plus grande zone possible et procédons également au renforcement des sources de renseignement sur le terrain pour avoir la bonne information le plus rapidement possible sur les potentielles cibles des rebelles afin d'intervenir promptement. Les FMO procèdent aussi à la création des postes avancés dans les brousses pour être le plus proche possible des populations vulnérables et les protéger de ces agresseurs. C'est le cas du poste de détachement du BIR qui a été créé dans la brousse, à 22 km d'ici pour sécuriser à la fois les agriculteurs et les éleveurs²¹⁵.

Dans cette vaste zone limitrophe enclavée, les cibles prioritaires des groupes rebelles restent les éleveurs et les agriculteurs pour des raisons suffisamment expliquées dans ce travail. Dans le but de protéger ces populations des ravages de l'extrémisme violent, les FMO procèdent beaucoup plus, en fonction des troupes disponibles et des ressources dont ils disposent, au détachement des unités de soldats rompus aux techniques de combat de brousse pour quadriller le terrain et tenter d'assurer une sécurité de proximité qui s'avère visiblement plus efficace dans la zone. C'est dans cette optique qu'un poste du BIR a été créé dans le village de Mombal (situé entre Garoua-Boulaï et Ndokayo) les populations de la localité. En effet, Mombal est une zone propice à l'élevage puisque disposant de vastes pâturages verts qui s'étendent jusqu'au village Sabal (à plus de 7 km en allant vers Bertoua). Ce territoire attire ainsi des communautés

²¹⁵ Chef du poste de détachement de la Gendarmerie de Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 15h 15.

d'éleveurs qui trouvent matière à garnir les ventres de leurs vaches et s'exposent par la même occasion aux raids des rebelles armés qui restent toujours à l'affut. Les soldats déployés dans ce poste ont pour mission de protéger les populations de la localité en général et particulièrement les vulnérables éleveurs qui font très fréquemment l'objet d'enlèvement avec demande de rançon et/ou d'agression suivie du vol de bétail.

Dans le cadre d'une enquête menée en 2021, le commissaire spécial de la ville de Bertoua déclinait la stratégie de son service en ces termes :

Nous faisons actuellement des rondes pour savoir là où on vent et où on achète le chanvre qui est un catalyseur. Nous interpellons les extrémistes et les radicaux. Nous travaillons en synergie avec les autres FMO et les structures de l'Etat qui nous sollicitent et certaines ONG dans le cadre de la sensibilisation ²¹⁶.

Pour le commandant de brigade de Garoua-Boulai :

Sur le cas des jeunes, quand un jeune a un problème, nous le traitons en le sermonnant beaucoup plus en présence de ses parents qui sont interpellés car ils sont les premiers agents de l'éducation. Le cas des jeunes est souvent délicat, ce n'est qu'en cas de crime ou de délit flagrant qu'ils sont mis en cellule. Nous, on intervient beaucoup plus dans le cadre social, nous travaillons en collaboration avec les affaires sociales et bien d'autres ²¹⁷.

Les différentes stratégies proposées par les FMO dans cette vaste campagne de lutte contre l'extrémisme violent dans la zone à l'étude portent nettement des résultats justes et perceptibles appréciés par les différentes autorités de l'arrondissement de Garoua-Boulai, dont le sous-préfet : « Les forces de défense et de sécurité font un travail exceptionnel de ce côté et c'est tout ça qui contribue à cette accalmie que l'on vit en ce moment dans la circonscription ».

Les autorités traditionnelles apprécient également le travail des FMO qui permettent aux communautés dont ils ont la charge de se mouvoir avec plus ou moins de quiétude et vaquer à leurs occupations comme l'atteste le chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai :

Les forces de défense et de sécurité abattent un travail formidable par ici. Nous vivons une accalmie remarquable depuis trois mois déjà à cause du travail que ces gens font de jour comme de nuit pour nous protéger. Et dans ce travail de protection, ils sont accessibles et disposés à la collaboration et l'échange d'informations pour obtenir de bons résultats. Moi personnellement j'ai les contacts du commandant du BIR, du commandant du BIM, du commissaire spécial, du commandant de brigade ainsi que ceux des responsables des autres unités. Dès que j'appelle pour leur faire part d'une piste pouvant neutraliser une menace, ils réagissent promptement et de

²¹⁶ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation...p.38.

²¹⁷ *Ibid.*

manière efficace. Cette ouverture à la collaboration est la preuve qu'ils sont réellement déterminés dans leur travail qu'ils font avec toute la volonté²¹⁸.

L'engagement des forces de défense et de sécurité autant en zone rurale qu'en zone urbaine n'est plus à démontrer comme l'attestent les différentes arrestations de malfrats et de saisies des stupéfiants et autres produits de contrebande dans les zones de Mandjou et Bertoua. L'on peut également constater une fois de plus que le lien armée-nation contribue à réduire de manière significative les exactions de ces groupes rebelles sur le sol camerounais. Ce précieux lien doit davantage être renforcé pour des résultats plus satisfaisants.

Toutefois, la petite période d'accalmie observée dans certaines localités ne devrait pas constituer un mobile de relâchement, surtout lorsqu'on sait que la principale constante du grand banditisme c'est sa capacité à se reproduire, à muter au gré des politiques répressives des autorités et au gré de l'apparition des nouvelles conjonctures criminogènes. Observé sous cet angle, le calme pourrait bien n'être qu'une période de préparation et de planification des brigands pour ajouter une nouvelle corde à l'arc du grand banditisme qui est déjà assez fourni en la matière. C'est pour cette raison que la stratégie de riposte contre l'extrémisme violent se doit d'être plus globale et collective notamment avec l'apport des différents sectoriels.

2-Les solutions apportées par les sectoriels

Les différents sectoriels représentés dans la zone s'y mettent aussi dans la lutte contre l'extrémisme violent dont les ravages n'épargnent personne. Pour le Délégué Départemental du MINPROF du Lom et Djerem :

Comme actions initiées, nous avons des campagnes de sensibilisation. Nous faisons souvent des descentes sur le terrain pour sensibiliser les parents à mieux garder et protéger leurs enfants pour qu'ils ne se retrouvent pas dans cette situation. Nous sommes en partenariat avec l'UNICEF et IMC. Il arrive souvent que nous soyons repoussés par certains parents.

Au mois d'août 2021, l'ancien DAJEC de l'arrondissement de Garoua-Boulaï développait la stratégie proposée par son secteur dans le cadre de cette lutte :

Nous en tant que service civil étatique, nous ne pouvons que faire dans la prévention à travers les sensibilisations, tel que nous instruit la hiérarchie, c'est-à-dire le ministère, et nous sommes là pour sensibiliser, amener les uns et les autres à prendre conscience du caractère dégradant de la

²¹⁸ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien à Garoua-Boulaï le 22 juillet 2022 à 09h 10.

violence, aussi à orienter ces jeunes dans le montage des projets pour la création de micro activités ou des microentreprises. Nous faisons surtout dans l'accompagnement, puisque ce sont surtout les jeunes qui se retrouvent dans ces activités ; nous faisons aussi dans le plaidoyer à travers les autorités administratives, pour voir dans quelles mesures on peut créer des structures qui vont beaucoup plus encadrer ces jeunes. Nous voyons avec nos partenaires comment mettre nos forces et nos moyens en commun, afin d'atteindre notre objectif de sensibilisation. Les ONG nous appuient dans ce sens. La collaboration est transversale. Nous rencontrons les problèmes d'insuffisance des moyens financiers, l'absence du matériel roulant, la barrière de la langue pour communiquer avec les populations locales car il nous faut toujours un interprète.²¹⁹

Nous remarquons une fois de plus que les différentes stratégies développées pour endiguer la radicalisation et l'extrémisme violent se heurtent à un obstacle fondamental qui est celui de l'insuffisance ou du manque des moyens matériels et financiers pour accompagner correctement l'idée dans sa matérialisation. La stratégie de riposte proposée par le nouveau DAJEC en service au moment de l'enquête est tout aussi préventive mais avec une dimension pratique visant à soigner le mal à la racine :

Ici nous cherchons à prévenir le phénomène plutôt qu'à le guérir. Il faut noter que la radicalisation est un processus qui obéit à un schéma classique. La radicalisation est la conséquence de tout un tas de manquements auxquels les jeunes sont exposés : violences familiales et conjugales, absence d'une éducation de qualité, extrême pauvreté matérielle, chômage, insuffisance d'une formation professionnelle notable, absence des lieux de divertissement qui conduit à l'oisiveté. Tous ces manquements amènent les jeunes à prendre position pour les combler et donc à se radicaliser. Donc, mettre un terme à la radicalisation des jeunes c'est d'abord soigner tous ces manquements. Nous essayons aussi dans la limite du possible d'offrir aux jeunes certaines petites formations qui les occupent tout en leur apprenant à faire quelque chose de pratique, à l'instar de la petite formation en cours ces vacances dans nos services. Nous voulons former 100 jeunes en montage de microprojets et en fabrication de certains outils de première nécessité pour les rendre autonomes dans la mesure du possible. Mais la principale difficulté c'est que les jeunes ne s'y intéressent pas majoritairement car nous voulons 100 jeunes pour ce projet mais à quelques jours du début de la formation nous avons à peine enregistré la moitié, alors qu'il y a des centaines de jeunes dans la communauté.²²⁰

Par ailleurs, le MINEDUB, à travers ses différentes délégations réparties dans la zone à l'étude, tente tant bien que mal de récupérer, encadrer et offrir une instruction ainsi qu'une éducation de qualité aux enfants des réfugiés centrafricains ainsi qu'aux enfants camerounais issus de familles vulnérables pour assurer à ces jeunes un avenir mieux éclairé, puisqu'il apparaît globalement que l'absence d'éducation est l'une des principales causes d'adhésion des jeunes aux groupes qui se livrent à diverses activités criminelles.

²¹⁹ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation... » p.39.

²²⁰ O. Lath Messak, 39 ans, Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique de Garou-Boulai, entretien le 22 juillet 2022 à 11h 40.

Un autre axe d'intervention préconisé par un des informateurs est le développement, chez les populations, des mécanismes d'auto-défense qui peuvent s'avérer nécessaires pour repousser l'agresseur ou le tenir en échec avant une éventuelle intervention des forces de défense et de sécurité²²¹. Loin d'être une idée absurde, cette initiative peut s'avérer payante dans un environnement où des bandits armés traumatisent sans répit les populations dans les campagnes. Avant de compter sur une intervention des FMO qui parfois n'interviennent pas du fait des difficultés répertoriées plus haut, il est important que les populations sachent se défendre, à condition que l'initiative se fasse en masse pour offrir aux assaillants une riposte coordonnée et collective. On en veut pour preuve le soulèvement massif des habitants d'un quartier de Garoua-Boulai contre les rebelles venus prendre des otages. En effet, alors que les rebelles avaient enlevé 17 otages quelques jours plus tôt, ils s'invitèrent une fois de plus en prenant 8 otages. C'est en ce moment que les populations manifestèrent leur ras-le-bol, sortirent armés de machettes et autres armes blanches et lynchèrent violemment tous les rebelles jusqu'au dernier, comme l'avait confirmé Dieudonné Samuel Ivaha Diboua qui était alors gouverneur de la région de l'Est²²². Toutefois, cette stratégie présente de nombreux risques de bain de sang et nécessite une parfaite coordination et un savoir-faire minutieux de la part des populations qui ne sont pas formées à cet effet.

A la lecture des interventions des différents acteurs, il apparaît clairement qu'elles ont toutes un dénominateur commun qui est l'insuffisance et même parfois le manque des moyens matériels et financiers pour peaufiner correctement leurs stratégies de riposte ou de prévention afin d'obtenir des résultats optimaux. Il est donc nécessaire, voire impératif que les pouvoirs publics prêtent une attention particulière à toutes ces insuffisances et manquements afin d'apporter la matière nécessaire pour permettre à ces acteurs qui travaillent en collaboration de maîtriser et éliminer les menaces, puisqu'il est bien question de la protection de l'intégrité territoriale du pays et des populations qui y vivent. Il est nécessaire que la société civile s'y mette aux côtés des pouvoirs publics pour faire avancer les choses.

²²¹ *Idem.*

²²² J. Ntoug, « Garoua-Boulai : des preneurs d'otages venus de RCA tués par la population » in journalducameroun.com, publié le 30 mars 2015, consulté le 5 août 2022 à 22h.

3-Les solutions préconisées par quelques organisations de jeunesse

La société civile a un rôle plus que déterminant à jouer dans cette vaste campagne de lutte contre l'extrémisme violent. C'est la catégorie de la population la plus nombreuse puisqu'elle est majoritairement constituée des jeunes qui sont à la fois acteurs et victimes des affres de l'extrémisme violent dans la zone à l'étude. Pour relever efficacement le défi, toutes initiatives, grandes ou petites, courtes ou longues doivent être entreprises de manière concertée par les différents acteurs sur le terrain. Ce qui implique qu'aucun détail, aussi infime soit-il, ne soit négligé car la solution réside le plus souvent dans les petites choses pendant que l'on cherche vainement à accomplir les grandes. En allant dans ce sens, le DASEP de Garoua-Boulai proposait en juillet 2021 une méthode inclusive étroitement liée à son domaine de compétence :

Je suis point focal des activités sportives. Il y a un championnat de vacance qui se déroule actuellement, dans ce championnat, nous avons deux équipes centrafricaines. Avant le lancement dudit championnat, je tiens une réunion avec des différents présidents pour sensibiliser chaque équipe à travers le football. Le ballon est un objet qui permet aux uns et aux autres de se rassembler, de s'unir, de se connaître et de prôner la paix et le vivre ensemble.²²³

Le président du CNJC du même arrondissement abordait les choses dans le même sens en proposant une approche quasi similaire :

En tant que leaders des jeunes, l'action que nous menons c'est la sensibilisation. Nous faisons la promotion du vivre ensemble, de la cohabitation pacifique et surtout du civisme. Parce que s'il n'y a pas civisme il y a problème. Si tout le monde connaît les notions de base du civisme chacun va respecter l'autre et je crois qu'à partir de là il y aura moins de problème. Nous intervenons avec acteurs qui font dans la promotion de la paix dans notre localité, il y a certaines ONG qui font dans la promotion de la paix avec qui nous avons eu à faire des campagnes de sensibilisation. Nous avons travaillé avec IMC, LWF, etc. et la maison mère, la délégation de la jeunesse. La difficulté que nous rencontrons, ce n'est pas facile de mobiliser les gens, tout le monde s'est déjà mis dans la tête que quand on les mobilise quelque chose doit sortir.²²⁴

Partant du même postulat, le président du CNJC de l'arrondissement de Bertoua 1^{er} estime que :

Toute fois que l'occasion se présente, si on peut donner un conseil, si on peut profiter pour passer un mot conciliant, un mot qui amène quelqu'un à se dire que tout n'est pas perdu, tout est encore possible. De la position qu'on occupe, peut-être faudrait-il le rappeler, le CNJC est la plateforme des associations, de toutes les organisations et mouvements de jeunesse. Ceci dit, il y a des associations qui ont pour champ d'intervention le consulting, regrouper et sensibiliser les jeunes sur leur devenir. Nous en tant que plateforme, on ne peut qu'encourager les associations, comme pour dire que nous sommes vraiment en collaboration, et c'est ce que nous faisons que quotidien. Les difficultés sont énormes, il se trouve parfois qu'on ait renforcé nos capacités d'intervention,

²²³ T. Aba Zobo, 36 ans, Délégué d'Arrondissement des Sports et de Education Physique de Garoua-Boulai, entretien le 07 juillet 2021 à Garoua-Boulai à 13h 15.

²²⁴ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation... » p.42.

pour ce faire nous sommes obligés à faire intervenir les partenaires au développement pour nous outiller dans ce sens.²²⁵

De toutes ces interventions, il ressort que les organisations de jeunesse et leurs leaders font tout ce qui est à leur pouvoir pour limiter la radicalisation, notamment en offrant aux jeunes une assistance en termes de conseil, sensibilisation et éventuellement de la distraction dans le cadre des événements festifs et sportifs. Cependant, les différents intervenants reviennent tout le temps sur les manquements et les problèmes qui les empêchent d'accomplir correctement leur travail et ramener le plus de jeunes possibles dans le bon camp. Toutefois, sans vouloir négliger aucune initiative, la conclusion raisonnable que nous pouvons tirer de ces propositions c'est qu'elles demeurent plus langagières que pratiques dans un environnement particulièrement marqué la pauvreté (parfois extrême) et où les conditions de vie des jeunes ne cessent de se dégrader. Dans ce paysage teinté de vulnérabilité et d'inégalités sociales, le facteur qui entraîne majoritairement les jeunes à adhérer dans les groupes radicaux s'appelle la frustration. Cette frustration revêt deux facettes : d'une part, dans un monde ouvert où les jeunes ont accès à l'information, ils sont au courant que le régulateur qui est l'Etat dispose des ressources dont eux ils n'en bénéficient pas et ils formulent aussi aisément la fameuse théorie selon laquelle ils sont abandonnés par l'Etat et se radicalisent en adhérant dans des groupes extrémistes pour commettre tous les actes répréhensibles décrits dans le chapitre 2. D'autre part, dans les localités frontalières où sévissent les groupes rebelles centrafricains, les jeunes ayant rejoint ces cercles n'hésitent pas souvent à revenir montrer aux autres à quel point ils ont une bien meilleure condition financière dans ces cercles, puisque d'après plusieurs témoignages des jeunes qui ont milité dans ces groupes, les salaires des soldats rebelles s'élèvent parfois à plus de 300.000 FCFA. Ce deuxième facteur est un important catalyseur de frustration chez les jeunes conduisant à la radicalisation.

Pour combattre efficacement l'extrémisme violent ils faut un véritable programme conçu pour les jeunes et par les jeunes tel que perçu par la fondation Kofi Annan. Pour ce faire, les organisations de jeunesse doivent disposer d'une plus grande marge de manœuvre et d'une ressource plus imposante pour implémenter de manière concrète une véritable politique qui va bien au-delà des séances de sensibilisation et de causeries éducatives auxquelles les jeunes semblent déjà réfractaires. Accompagnés par les autorités administratives et les sectoriels, les jeunes vulnérables doivent bénéficier d'un encadrement technique et pratique qui sort du cadre du

²²⁵ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation...p.42.

discours et qui va de la scolarisation à l'acquisition d'un savoir-faire qui implique également l'obtention d'un emploi. C'est cette vision que partageait le sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulaï lors d'un entretien :

Pour lutter contre l'extrémisme violent il faut encadrer les jeunes. Cet encadrement passe avant tout par l'éducation. Tous ces enfants qui n'ont pas accès à l'éducation dès le bas âge et qui ne reçoivent aucune formation pratique et qui veulent trouver un emploi sont plus susceptibles d'emprunter le chemin des activités illégales parce qu'ils n'ont pas de place dans une société où la connaissance prime. L'accent doit être mis sur l'éducation et la formation professionnelle.²²⁶

La lutte contre les frustrations qui génèrent bon nombre de radicaux passe par l'implémentation effective d'un certain nombre de programmes qui tournent autour du point central qu'est l'éducation. Les organisations extrémistes se nourrissent des frustrations et les exploitent pour atteindre leurs objectifs. Des mesures de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent chez les jeunes restent une question prioritaire si l'on veut envisager de se développer sur la durée. Les groupes militants locaux et les réseaux transnationaux (comme la *Seleka* et les *Anti-Balaka* en RCA) exploitent les frustrations et l'instabilité existants en prétendant être les seuls à avoir des solutions promptes. Dans ces sociétés brisées par les conflits et la misère qu'elles occasionnent, ces organisations attirent de nouvelles recrues en offrant des revenus et des emplois. Dans les pays comme l'Irak et la RCA, elles exploitent les tensions religieuses pour diviser la société et obtenir des soutiens. Plus déstabilisant encore, elles ont appris à exploiter les frustrations à un niveau personnel : les groupes les plus sophistiqués adaptent leur propagande aux vulnérabilités spécifiques des personnes qu'ils approchent.

Des facteurs structurels et conjoncturels poussent les jeunes vers l'extrémisme violent²²⁷. De manière générale, les facteurs structurels comprennent les frustrations religieuses, culturelles, économiques, politiques et ethniques qui poussent des individus ou des groupes à commettre des actes de violence. Les facteurs conjoncturels incluent les motivations personnelles telles que la recherche de l'argent, du pouvoir, de l'aventure ou du changement. Dans le cas spécifique de la zone à l'étude, les frustrations réelles rencontrées par les populations suffisent à transformer la

²²⁶ J.P. Abena, 40 ans, Administrateur civil, Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai, entretien le 21 juillet 2022 à 09h 00.

²²⁷ Fondation Kofi Annan., « Combattre l'extrémisme violent un guide pour les jeunes, fait par les jeunes » in Kofi Annan Foundation Initiative, 2016, p.8.

radicalisation en extrémisme violent. C'est ce qui explique le fait que certains bergers Mbororo, frustrés d'avoir perdu leur bétail et n'ayant plus aucun appui économique se retrouvent à leur tour du côté de ceux qui s'en prennent aux autres bergers ; les jeunes sans éducation, sans formation ni emploi, mais voulant avoir un train de vie confortable se lancent dans des activités d'agression à main armée et de cambriolage.

De façon spécifique les facteurs structurels et conjoncturels alimentant la frustration et poussant les jeunes à l'extrémisme violent dans la zone étudiée peuvent se résumer en ces quelques points :

- Marginalisation et discrimination économiques, politiques et sociales ;

- Difficultés de l'Etat à contrôler et maîtriser la zone en répondant favorablement aux doléances posées par les populations croupissant sous le poids de la pauvreté (c'est cet état de chose qui amène majoritairement les habitants de ces localités à formuler la fameuse théorie selon laquelle elles auraient été abandonnées, ce qui implique de rechercher des moyens de survie de toute nature) ;

- L'injustice sociale constatée :

- L'épanouissement d'un environnement violent qui tend à dépénaliser l'acte de violence et l'ériger en norme ;

- Manque d'accès à l'éducation. On retrouve une bonne majorité de jeunes ne sachant ni lire ni écrire, ce qui fait d'eux des personnes facilement manipulables.

A la lecture de tous ces manquements, le constat qui se dégage c'est qu'il y a urgence de passer à l'action pour apporter des solutions pratiques plus ou moins satisfaisantes pour réduire la vulnérabilité des populations et des jeunes en particulier. Pour ce faire, les axes suivants peuvent être étudiés :

- Mettre en place une véritable plateforme locale de dialogue pour recenser les aspects qui constituent des mobiles de frustration, car les réseaux criminels peuvent facilement instrumentaliser les frustrations existantes si celles-ci sont ignorées. Cette mesure vise aussi à catégoriser les problèmes pour identifier les points les plus sensibles afin que des solutions soient graduellement apportées dans l'ordre des priorités.

-Privilégier des solutions locales. Les meilleures solutions sont celles qui sont ancrées dans les valeurs et habitudes des communautés locales. A cet effet, il est important de consulter et impliquer les professionnels et des bénéficiaires locaux lors de la conception, de la planification et de la mise en œuvre effective des solutions, car ces derniers comprennent les besoins spécifiques de leurs communautés. C'est également à ce niveau que doivent véritablement intervenir les sectoriels qui couvrent divers domaines de la vie, pour veiller à ce qu'aucun aspect de la « solution globale » ne soit négligé.

Dans cette quête de la stabilité indispensable au progrès et la prospérité économique et sociale, les autorités traditionnelles et religieuses ne sont pas en reste.

II-LES SOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Il est question d'analyser dans cette rubrique, les différents axes intervention préconisés par tous les acteurs de la société civile parmi lesquels les associations ethno communautaires, les congrégations religieuses et les populations locales.

1-L'apport des groupes ethno communautaires

En tant qu'entité dépositaire et garante de la tradition sur laquelle sont construites nos sociétés camerounaises, l'autorité traditionnelle a un rôle central à jouer dans tous les défis auxquels la communauté est confrontée. A ce niveau, le chef traditionnel a une lourde responsabilité à assumer, surtout lorsqu'il s'agit de menaces qui pèsent sur les sujets dont il est responsable devant la tradition orale.

A l'Est du pays, notamment dans le département frontalier du Lom et Djerem qui constitue la zone d'étude, le dynamisme et le professionnalisme des forces de défense et de sécurité ainsi que les moyens militaires mis en œuvre ne sont pas les seuls facteurs qui conduisent au recul des groupes extrémistes : l'armée n'a jusqu'ici obtenu des résultats significatifs qu'avec l'étroite collaboration d'acteurs civils locaux que sont les chefs traditionnels.

D'une manière générale, la crise sécuritaire à laquelle fait face le Cameroun dans sa partie septentrionale, au Nord-Ouest et au Sud-Ouest et à l'Est du pays depuis un peu plus d'une décennie a contribué à la revalorisation du rôle des chefs traditionnels dans l'administration

camerounaise²²⁸. Dans la région orientale, on retrouve plusieurs chefferies traditionnelles qui sont reconnues et hiérarchisées par l'administration depuis la période coloniale. Les plus importantes, dont le ressort territorial s'étend aux limites de ce qui pourrait être assimilé à un département français, sont dits de 1^{er} degré, alors que leurs vassaux, dont le territoire n'excède pas les limites d'un arrondissement ou d'un quartier sont respectivement dits de 2^e et de 3^e degré, selon les décrets du 15 juillet 1977 et 24 juin 1982 portant organisation des chefferies traditionnelles²²⁹. Cette inféodation à l'Etat, résultat de luttes et de concessions qui remonte à la période coloniale, a fait des monarques locaux et de leurs vassaux des « auxiliaires de l'administration », selon la terminologie en vigueur dans l'administration. Ils servent de courroie de transmission entre l'Etat et les populations, et exercent une autorité significative dans le règlement de querelles ou de litiges fonciers, contribuant ainsi à exempter de manière efficace l'appareil judiciaire moderne de certaines charges.

Les chefs traditionnels ont ainsi représenté l'identité des populations et une certaine cohésion sociale en temps de paix, c'est-à-dire depuis l'accession aux indépendances du pays. Par conséquent, l'irruption du terrorisme et d'autres facteurs d'instabilité dans leurs localités au début de la décennie précédente a mis ces chefs au-devant de la scène, révélant le rôle moins visible qu'ils ont toujours joué aux côtés de l'administration et qui consiste pour ainsi dire à surveiller, dénoncer et punir, pour le compte de l'Etat, tout acte ou geste pouvant constituer une menace pour les populations dont ils ont la charge. Dans la lutte engagée contre les groupes rebelles centrafricains qui font des incursions récurrentes en terre camerounaise pour recruter de nouveaux membres et prendre des otages, l'Etat camerounais est bien conscient au vu des aires culturelles qui transcendent la frontière, qu'il y a des réalités liées à cette instabilité qui échappent à sa compréhension.

Pour avoir une lecture plus pertinente de la situation, l'Etat, à travers le gouverneur, les préfets et les sous-préfets, a eu recours aux chefs traditionnels, notamment à travers les réunions hebdomadaires de sécurité. Les chefs autrefois absents de ces consultations où l'on ne trouvait

²²⁸ B. Barka, « Autorités traditionnelles et lutte contre l'extrémisme religieux au Nord Cameroun » in Sciences Po Centre de Recherches Internationales, Août 2018, consulté en ligne le 18 décembre 2022 à 10h 50.

²²⁹ Est considéré comme de 1^{er} degré selon ces décrets « toute chefferie dont le territoire de compétence recouvre celui d'au moins deux chefferies de 2^e degré » (article2). La chefferie de 2^e degré quant à elle englobe au moins deux chefferies de 3^e degré, dernier palier dans cette échelle qui classe les anciens territoires traditionnels selon l'étendue qu'elles ont sur la carte administrative du pays.

que les administrateurs, les militaires, les gendarmes et les policiers, ont vu leur expertise de plus en plus sollicitée, encouragée et même rétribuée. Le gouvernement s'était opportunément souvenu qu'au sein de chaque chefferie, un système de collecte d'information et de sécurisation du village existe, et que l'exploitation de celui-ci avait autrefois donné de bon résultats dans la répression du grand banditisme²³⁰.

Depuis la résurgence de la crise centrafricaine en 2013 et de ces débordements observés au Cameroun, le rôle des chefs traditionnels a été de transmettre des informations venues de leurs réseau d'informateurs sur le terrain à une administration qui, du fait de sa faible implantation dans l'arrière-pays et notamment au niveau de l'immense frontière avec la Centrafrique, reste myope sur les mouvements des groupes rebelles centrafricains, et sourde quant au retentissement du discours flatteur des rebelles à l'endroit des populations désœuvrées et frustrées. Ces groupes extrémistes qui tenaient d'ailleurs très peu en estime les chefs locaux qu'ils qualifiaient de traîtres, ont vu dans cette collaboration avec les autorités une raison supplémentaire de les inclure dans la liste des ennemis à abattre. C'est ainsi que de nombreux chefs avaient été kidnappés par les groupes rebelles, à l'instar de Joseph Koulagna, chef du quartier Béthanie de Garoua-Boulai qui avait été enlevé par des éléments d'une bande armée et conduit en République Centrafricaine le 3 août 2022²³¹, pendant que d'autres essuient régulièrement des menaces de mort comme le chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai dont les sujets sont à la fois acteurs et victimes des activités extrémistes:

J'ai déjà été menacé à plusieurs reprises, je ne peux même pas compter. A chaque fois qu'on attrape des bandits ici il y a presque toujours un Mbororo parmi et je suis toujours appelé pour l'identifier afin de savoir s'il s'agit des sujets de ma communauté ou des étrangers venus de la Centrafrique. Ils savent que mon réseau de renseignement a déjà fourni à plusieurs reprises des informations qui ont conduit à la neutralisation de plusieurs de leurs plans, surtout les attaques planifiées sur des bergers. Comme ils sont également renseignés avec des hommes infiltrés chez nous, ils savent l'échec de certaines de leurs missions vient de moi. Ils sont venus plusieurs fois ici chez moi dans la nuit, se tenir là dehors et parler ouvertement en me demandant d'arrêter ce que je fais en les dénonçant auprès des autorités et des forces de l'ordre. Ils disent que si je continue de la faire ils vont s'en prendre à moi et à ma famille²³².

²³⁰ Ce système d'exploitation des informations collectées par les chefferies traditionnelles a notamment contribué durant la décennie 1990-2000, à la neutralisation des coupeurs de routes (anciens combattants tchadiens associés au bandits de grand chemin camerounais) qui s'attaquaient aux cars de transport en public sur différents axes routiers du pays, à l'instar de de l'axe Maroua-Kousseri.

²³¹ Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est Cameroun, publication du 8 août 2022.

²³² A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien à Garoua-Boulai le 22 juillet 2022 à 09h 10.

Outre les autorités traditionnelles, plusieurs villageois qui étaient des informateurs privilégiés des gardiens de la tradition ont déjà fait face à la folie meurtrière des brigands. Cependant, les chefs traditionnels ne lâchent pas prise et la collaboration avec l'administration ne cesse de s'intensifier puisque les activités criminelles ne sont pas de tout repos. Dans la communauté Gbaya à Garoua-Boulai, des réseaux d'informateurs ainsi que des comités de vigilance sont mis sur pied par quartier et par village pour recueillir des données d'éventuelles attaques des groupes rebelles afin de prévenir à temps les forces de l'ordre. Toutefois, les populations locales rencontrent des difficultés dans cette plateforme d'échange d'information, ce qui fragilise la collaboration comme le laissait entendre un autochtone :

La collaboration entre l'administration camerounaise, les forces de l'ordre et les populations locales est bien fructueuse et rapporte des résultats positifs. Mais au fur et à mesure que le temps passe, la situation s'enlise, les opérations des groupes rebelles font de plus en plus rage et on a l'impression que les forces de défense et de sécurité manifestent une certaine fatigue ou lenteur dans la capacité de réaction. Souvent, vous avez une information sûre par rapport à une attaque et lorsque vous courez la porter aux hommes en tenue les plus proches, vous êtes plutôt surpris de constater qu'ils s'en prennent à vous avec des menaces en vous demandant comment vous avez fait pour être au courant d'une telle information, ce qui entraîne la réticence des populations qui croient de moins en moins en eux. Bien plus, leur timing de réaction est assez long maintenant. J'ai été pris en otage à deux reprises et la dernière fois, le 11 décembre 2022, ça s'est produit juste à côté d'un poste du BIR qui dispose d'environ 60 soldats et 3 pick-up. Lorsque le véhicule de nos ravisseurs prenait le premier virage non loin du camp militaire, une des troupes du BIR débarquait dans leur camp en voiture et ont été aussitôt informés par les populations que les véhicules qui viennent de prendre le virage sont ceux des rebelles qui ont des otages avec eux. On avait cru que le BIR allait prendre en chasse les rebelles afin de nous délivrer. Mais chose curieuse, ils n'ont pas bougé le petit doigt. Au moment où se déroulaient les négociations entre mon épouse et les rebelles au sujet de la rançon qu'il fallait payer, ces gens ont plusieurs fois demandé à ma femme de leur faire des transferts de crédits et dépôts Orange Money à leur numéro alors que celle-ci étaient avec les forces de l'ordre qui ont tout le matériel approprié pour tracer les appels et même les messages dans des situations pareilles afin de localiser la position des bandits mais ils n'ont rien fait. Le jour où ils nous ont libéré c'était à proximité d'un poste de contrôle mixte. Nous avons passé la nuit-là avec eux et le matin ma femme a apporté la rançon suivant leurs indications, elle leur a remis et ils m'ont libéré sans aucune intervention des forces de l'ordre. Cette situation commence à nous exacerber car on constate réellement que ceux qui doivent nous protéger manifestent déjà une certaine lassitude quand il faut agir, raison pour laquelle nous avons signifié il n'y a pas longtemps au sous-préfet que si la situation continue nous allons prendre les choses en main nous-mêmes en se soulevant ensemble pour se défendre, peu importe ce que ça va donner²³³.

La situation préoccupe donc légitimement à la fois autorités et populations, et les chefs traditionnels continuent de monter au créneau en prenant leurs responsabilités malgré de multiples défaillances observées en face. Outre la collecte et la transmission de l'information

²³³ F. Soka Ndinga, 40 ans, chauffeur à Garoua-Boulai, ex-otage des groupes rebelles centrafricains, entretien téléphonique le 17 janvier 2023 à 11h 00.

vitale aux autorités administratives pour contribuer à l'appréhension et/ou l'élimination systématique des bandits, certaines communautés traditionnelles à l'instar de la communauté Mbororo préfèrent aussi se tourner vers l'origine du mal pour tenter de corriger l'erreur qu'elle considère comme étant en grande partie responsable de l'implication massive de cette communauté dans l'extrémisme violent : le manque d'instruction et d'éducation des enfants qui sont livrés à eux-mêmes et deviennent facilement influençables par les armées rebelles puisqu'étant ignorants de plusieurs réalités et naïfs comme l'expliquait leur responsable :

Dans notre communauté, nous organisons régulièrement des causeries éducatives avec les jeunes et nous mettons aujourd'hui un accent particulier sur l'éducation de nos enfants. Il faut dire que cette crise sécuritaire nous a vraiment appris beaucoup de choses. Nous avons mis du temps à comprendre les enjeux liés à l'éducation mais aujourd'hui nous avons compris. Nous sommes conscients de notre retard sur le plan éducatif. Nos parents n'avaient pas compris l'importance de l'instruction car aujourd'hui et de façon honnête, sur 100 jeunes Mbororo, on compte à peine 3 qui sont instruits et qui sont capables de s'exprimer et d'écrire correctement en français. C'est pour ça que nous mettons l'accent aujourd'hui sur l'école, nos enfants doivent maintenant fréquenter au même titre que les autres et non garder le bétail pendant que les autres sont à l'école, ce qui fait que nous restons toujours derrière dans un monde où c'est ceux qui sont allés à l'école qui commandent, c'est eux qui dirigent et contrôlent tout. Lorsque je vous vois devant moi, jeune et instruit, je suis envieux car vous menez cette recherche parce que vous êtes allé à l'école et vous avez appris beaucoup de choses qui vous font voir le monde différemment aujourd'hui. J'aurais voulu être comme vous, en m'exprimant et en écrivant correctement mais pour nous les anciens, ils se fait tard, raison pour laquelle nous ne voulons pas commettre la même erreur avec nos enfants qui ne doivent avoir pour aspiration aujourd'hui que l'école afin de devenir des hommes responsables demain et bien intégré dans la société, loin des activités de banditisme²³⁴.

La méthode des autorités traditionnelles consiste donc d'une part, à répertorier les facteurs générateurs de l'extrémisme violent et d'y apporter des mesures préventives dans la mesure du possible, et à trouver des options pour contrer les actes de violence d'autre part, notamment en collaborant avec les autorités administratives. Dans la communauté Gbaya et Gado-Badzéré, la chefferie traditionnelle s'attèle à réduire les risques de montée de violence en offrant aux réfugiés le minimum de confort possible afin que ces derniers soient moins vulnérables et donc moins dangereux comme le dit le chef du village :

La plupart des réfugiés sont des personnes qui parlent notre langue avec qui nous avons la même culture. Ce sont nos frères qui ont juste été séparé de nous par la frontière posée par les blancs, alors on essaie de faire en sorte qu'ils se sentent ici chez eux en leur donnant par exemple des parcelles de terre pour qu'ils fassent de petits champs pour avoir de quoi manger et prendre soin des familles. Vous savez que même entre nous camerounais ici il y a des problèmes, donc il est naturel qu'il y ait des différends entre les réfugiés et les populations locales malgré ces points communs. Et lorsqu'il y a un conflit entre un camerounais et un centrafricain, nous essayons de

²³⁴ A. Bakary, 59 ans, Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai, entretien à Garoua-Boulai le 22 juillet 2022 à 09h 10.

trouver une solution pacifique ici à la chefferie sans avoir besoin de recourir aux autorités administratives. C'est de cette façon qu'on s'y prend pour mieux les intégrer afin qu'il y ait moins de problèmes de violence²³⁵.

Il apparaît donc clairement que, nonobstant les multiples insuffisances et tractations relevées ci et là, les autorités traditionnelles apportent leur pierre à l'édification d'une société prospère et surtout sécurisée dans ce département qui partage une grande frontière avec la Centrafrique qui est le principal vecteur de cette insécurité depuis le début de la troisième crise qu'a connu le pays depuis le début du troisième millénaire. Pour que l'initiative soit plus complète et productive, il est indispensable que les autres acteurs s'y mettent notamment les mouvements religieux.

2-Les solutions apportées par les organisations religieuses

L'incitation à la violence envers des communautés ou des personnes en raison de leur identité peut ouvrir la voie à des atrocités criminelles (génocide, crimes de guerre et crime contre l'humanité) et en est à la fois un signe avant-coureur et un indicateur de risque. Surveiller, prévenir et contrer l'incitation à la violence, en particulier dans les sociétés marquées ou divisées par des fractures identitaires (comme la RCA) et dans des situations de haute tension, peuvent participer des actions contribuant à limiter l'extrémisme violent.

C'est à l'Etat qu'incombe au premier chef la responsabilité de protéger les populations des atrocités criminelles, ainsi que de l'incitation à commettre de tels actes, mais d'autres acteurs plus proches des populations peuvent et se doivent de jouer un rôle essentiel. Les responsables et acteurs religieux peuvent jouer un rôle particulièrement important, car ils ont la capacité d'influencer le comportement de ceux qui les suivent et partagent leurs convictions²³⁶. La religion occupe une place centrale dans la vie des sociétés depuis des millénaires. C'est ainsi que les hommes et les femmes responsables des communautés religieuses ont un pouvoir considérable sur la vie des personnes qui les suivent et qui les prennent pour modèle. La religion ayant déjà été instrumentalisée pour justifier l'incitation à la violence, il est vital que les responsables religieux de toutes les confessions montrent la voie. Afin d'atteindre l'objectif fixé, les leaders des

²³⁵ M. Azia Sodea, 60 ans, Adjudant-Chef retraité, Chef traditionnel de 3^{ème} degré du village Gado-Badzéré, entretien le 21 juillet 2022 à 16h 30.

²³⁶ A. Dieng, « Le plan d'action des responsables et acteurs religieux pour prévenir l'incitation à la violence pouvant mener à des atrocités criminelles » in <http://www.un.org/en/genocideprevention>, publié en juillet 2017, consulté le 18 décembre 2022 à 21h 25.

confessions religieuses doivent entre autre prendre des mesures spécifiques visant à prévenir et contrer l'incitation à la violence, et prévenir l'incitation à la violence basée sur le genre (qui est une forme de violence très répandue dans la zone d'étude). Pour ce faire, est nécessaire de procéder au renforcement d'un certain nombre d'éléments qui s'articulent autour des points suivants :

- Encourager le dialogue inter et intra religieux pour prévenir l'incitation à la violence ;
- Améliorer l'éducation et le renforcement des capacités pour prévenir l'incitation à l'extrémisme violent : chercher des occasions de renforcer l'expertise des fidèles, notamment leur connaissance et le dialogue inter confessionnel ; répondre au manque de connaissance et de libertés religieuses en donnant aux fidèles des informations sur différentes religions et cultures ainsi que sur la liberté de religion ou de conviction. ; apprendre aux membres de sa communauté à comprendre et interpréter les messages et les enseignements religieux afin de leur permettre de reconnaître les messages négatifs et positifs et d'y répondre ;
- Renforcer la collaboration avec les médias traditionnels et les nouveaux médias : cette mesure est importante dans la mesure où dans un monde dominé par la publicité, même le message religieux devrait utiliser les mêmes canaux de propagande que les autres domaines pour rapidement parvenir au destinataire et avoir l'effet escompté chez le plus grand nombre.

D'une manière globale, toutes les confessions religieuses ont un mode opératoire qui tourne essentiellement sur l'enseignement des textes sacrés et des comportements vertueux que les adeptes devraient respecter pour aspirer à une vie beaucoup plus harmonieuse avec ses contemporains sur terre et à une existence dénuée de difficultés et de douleurs dans un monde intelligible une fois que l'enveloppe charnelle aura libéré l'esprit. La méthode de la religion est pour ainsi dire essentiellement éducative comme l'expliquait le curé de la paroisse Notre Dame de l'Espérance de Garoua-Boulaï :

L'église prône la paix, la tolérance, le dialogue et l'amour et pour inculquer toutes ces valeurs, il faut passer par l'enseignement comme le christ lui-même le faisait. Nous en tant qu'hommes de Dieu nous avons la responsabilité d'enseigner aux fidèles les valeurs qui font en sorte que le chrétien soit en phase avec Dieu. Dans une communauté marquée par la violence comme la nôtre, les enseignements que nous délivrons tournent essentiellement autour des valeurs qui sont contraires à la violence. Nous recommandons aux populations le travail, de se contenter du fruit de notre travail pour ne pas avoir à aller agresser l'autre pour lui prendre son bien ; nous demandons aux membres des différentes communautés de se traiter mutuellement comme des frères qu'ils sont puisqu'ils partagent les mêmes réalités et de bien accueillir les étrangers qui sont également des créatures de

Dieu ; nous recommandons aux riverains d'aider les étrangers à s'intégrer, en particulier les jeunes filles. Au lieu de violer les filles des réfugiés comme c'est très souvent le cas, ils devraient les assister en donnant chacun ce qu'il peut leur offrir pour leur faciliter le séjour ici car elles sont des êtres humains et leur dignité doit être respectée. C'est ici chez nous à l'église que viennent se rencontrer toutes les couches de la société : les administrateurs, les militaires, les médecins, les agriculteurs, les élèves et bien d'autres. Alors nous avons la chance de rassembler tous ces gens au même moment et le message doit être touchant pour tout le monde pour que l'effet se ressente dans la vie courante. En clair, nous avons une grande mission qui repose essentiellement sur l'enseignement et l'encadrement spirituel des populations pour construire une société de paix et de prospérité²³⁷.

Il est donc évident que les organisations traditionnelles et les confessions religieuses autant en parole qu'en action dans ce projet visant à réduire, voire éliminer l'extrémisme violent. La contribution de tous les acteurs locaux ayant déjà été examinée, le mouvement de lutte ne peut trouver son caractère global qu'avec l'appui des acteurs internationaux.

III-LA CONTRIBUTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX

Les acteurs internationaux sont d'une très grande aide dans la lutte contre l'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem. Engendrée principalement par des frustrations de tout genre, la radicalisation qui conduit à l'extrémisme violent ne peut être combattue qu'en réduisant au maximum ces frustrations. C'est justement ce que les acteurs internationaux s'efforcent de faire en apportant aux populations vulnérables une assistance matérielle et psychologique. La principale catégorie de personnes vulnérables mise en avant est celle des réfugiés centrafricains, et l'action des acteurs internationaux est essentiellement orientée vers les demandeurs d'asile. Réduire la vulnérabilité des réfugiés et éventuellement celle des camerounais les plus désavantagés c'est réduire considérablement l'insécurité dans les localités concernées. Les principaux acteurs internationaux intervenant ici sont les institutions spécialisées de l'ONU et les Organisations Non Gouvernementales (ONG).

1-L'apport des institutions spécialisées de l'ONU

Mises en place pour intervenir dans leurs domaines de compétence de par le monde, les institutions spécialisées de l'ONU apportent matière à reconforter aux populations victimes de crises et de conflits. Depuis 2003 jusqu'à ce jour, des vagues successives de réfugiés centrafricains fuyant les crises intermittentes et interminables en RCA ne cessent de débarquer dans le département du Lom et Djerem. L'accueil ainsi que la prise en charge de ces invités

²³⁷ Curé de la paroisse Notre Dame de l'Espérance de Garoua-Boulaï, entretien le 20 juillet 2022 à 10h 30.

posent de sérieux problèmes à l'Etat camerounais et aux populations riveraines. En effet, le difficile accès à la ressource des réfugiés dans un environnement déjà marqué par un niveau de vie faible occasionne la montée de l'insécurité. Les réfugiés centrafricains deviennent de fait une catégorie vectrice d'insécurité dans la zone d'étude. Ils se trouvent donc, à tort ou à raison, reliés à tous les forfaits criminels qui sont posés subissant ainsi des pressions des autorités camerounaises, de quoi exacerber certains qui disent juste venus chercher un abri au Cameroun et non se livrer à toutes activités criminelles auxquelles on les relie tout le temps. En livrant son sentiment par rapport à cette question, un réfugié originaire de Yaloké en Centrafrique se désole du traumatisme qu'il vit au camp de Gado-Badzéré :

Nous ne savons même pas ce que signifie Seleka, ni ce qu'elle poursuit comme objectifs. On nous assimile tous à la Seleka. Tous les centrafricains sont hais ici au Cameroun. Chaque fois que des incidents surviennent entre camerounais et centrafricains, la réaction des autorités camerounaises est déjà connue. En plus de subir régulièrement des abus des camerounais, le Sous-préfet et le Maire de Garoua-Boulai s'adressent à nous sous des tons injonctifs²³⁸.

La cohabitation semble ainsi difficile entre les deux groupes, la raison principale étant le difficile accès aux ressources et aux biens de première nécessité autant pour les centrafricains que pour beaucoup de camerounais. Dans le cadre d'une mission humanitaire, les organes de l'ONU qui opèrent sur le terrain s'emploient à assurer aux réfugiés centrafricains l'accès au matériel de première nécessité, ce qui contribue à les rendre moins agressif et assurer un climat relativement calme. Parmi ces institutions, celles dont la visibilité se fait le plus ressentir sont le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Depuis les débuts de la crise en RCA et ses débordements dans l'Est du Cameroun, le HRC a œuvré à l'amélioration du cadre de protection national en recommandant de créer une commission nationale d'admissibilité pour assurer la détermination du statut de réfugié et en renforçant les capacités nationales de gestion des affaires des réfugiés. Le Haut-Commissariat se proposait de délivrer des documents d'identité infalsifiables à tous les réfugiés, ainsi que des certificats aux demandeurs d'asile (chose qui est faite dans la zone d'étude puisque la quasi-totalité des réfugiés du camp de Gado-Badzéré disposent de ces documents d'identité). Pour

²³⁸ A. Mahamat, « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et centrafricaine » in *Revue canadienne des études africaines*, publié en ligne le 07 septembre 2021, consulté le 18 janvier 2023 à 10h 23.

répondre aux besoins essentiels des réfugiés, l'organisation a mis sur pied un programme d'activités d'assistance qui tourne essentiellement autour des points suivants :

***Abris et autres infrastructures** : l'organisation a construit des abris traditionnels en briques de terre crue, dotés de toits en tôle pour les familles des réfugiés. Dans ce souci de varier les habitations en fonction des préférences de certains, des maisons en briques de terre, des huttes et des tentes ont été érigées.

***Santé et nutrition** : Les réfugiés accueillis dans les différents camps et même ceux résidant en ville et disposant de leur document d'identité reçoivent des soins médicaux des infirmiers et médecins du HCR qui a également conclu des accords avec des centres de santé intégrés et des hôpitaux, en vue d'assurer des soins de santé aux réfugiés centrafricains et si nécessaire leur prise en charge hospitalière. Des programmes de vaccination sont régulièrement lancés afin d'immuniser les personnes vulnérables contre certaines maladies. Quant à l'apport en aliment, le PAM essaie d'apporter, dans la mesure du possible, des denrées de première nécessité aux réfugiés et surtout aux souches les plus vulnérables que sont les enfants et les adolescents qui souffrent régulièrement de malnutrition.

***Assainissement et accès à l'eau potable** : La plupart des douches, des latrines et des fosses à déchets des camps des réfugiés sont entretenus en temps opportun. En 2009, quelques 78 latrines avaient été construites et 65 autres remises en état au profit des réfugiés²³⁹. Quelques 125 douches avaient été construites et 19 fosses à déchets creusées dans les camps. Deux puits équipés de pompes manuelles avaient été construits. Avec l'arrivée massive d'autres vagues de réfugiés à partir de 2013, de nombreuses réalisations supplémentaires ont été faites dans ce domaine pour répondre aux besoins devenus colossaux sur le terrain. Des dizaines de forages portant l'estampille HCR ont été construits pour répondre aux besoins en eau potable des réfugiés dans les camps et de nombreux villages situés dans les arrondissements de Garoua-Boulai, Ndokayo, Bétaré-Oya, Mandjou. Les conditions sanitaires offertes aux réfugiés se sont de ce fait améliorées, mais les insuffisances sont toujours considérables au vu de la demande qui ne cesse d'augmenter.

***Activités génératrices de revenus** : Au cours de l'année 2009, 35% des réfugiés urbains ont bénéficié de subventions d'aide aux petites entreprises, visant à favoriser leur autosuffisance. 64

²³⁹ Rapport global des activités du HCR au Cameroun en 2009, p.3.

projets à impact rapide ont soutenu les familles les plus indigentes. En outre, 50 réfugiés ont été formés à la gestion des petites entreprises au cours de cette même année. Pour la pratique de l'élevage, une aide technique a été apportée dans la région et 50 tonnes d'aliments pour animaux ont été distribuées et de familles d'accueil possédant des volailles²⁴⁰. En ce qui concerne les activités agricoles, plusieurs chefs de villages assistent ces initiatives du HCR en mettant à la disposition des réfugiés des espaces cultivables où ceux-ci cultivent principalement des tubercules pour combler leurs besoins alimentaires et se faire de l'argent aussi.

***Education** : c'est sûrement l'un des domaines dans lesquels les autorités camerounaises et les acteurs internationaux interviennent le plus pour essayer d'apporter une réponse à l'analphabétisation présentée aujourd'hui comme étant l'une des causes réelles de l'adhésion des jeunes et adolescents dans les mouvements extrémistes. Les statistiques ne donnent pas une image très flatteuse de la situation de l'éducation dans cette zone. Au Cameroun, l'âge légal d'accès à l'école primaire est de 6 ans. Dans la zone à l'étude, plus précisément dans l'arrondissement de Mandjou, une bonne frange d'enfants y accède à partir de 7 ans d'après les statistiques de l'Inspection Arrondissement de l'Education de Base (IAEB) dudit arrondissement²⁴¹. C'est le cas pour 33% d'élèves autochtones et 26% d'élèves réfugiés. En outre, l'analyse des chiffres obtenus indique que 13% d'enfants réfugiés inscrits à la SIL (première année du primaire) ont 8 ans, 16% ont 10 ans et 8% ont 12 ans²⁴². Ces entrées tardives relèvent davantage moins des redoublements que de la faible volonté des parents à scolariser régulièrement leurs progénitures. C'est fort de ce constat que le HCR en partenariat avec les IAEB et les Inspections d'Arrondissement des Enseignements Secondaires (IAES) des arrondissements concernés met des moyens en œuvre pour lutter contre cette faiblesse dont les conséquences néfastes ne sont plus à démontrer. Le Haut-Commissariat supervise les opérations de scolarisation des enfants réfugiés en construisant notamment des salles de classe qui portent sa marque, en offrant des tables bancs et des forages dans plusieurs écoles afin de faciliter l'accès et la vie à l'école des enfants réfugiés ainsi que ceux des camerounais. Sur ce plan l'arrondissement de Mandjou constitue une illustration parfaite de la collaboration entre le HCR et l'IAEB pour la scolarisation des enfants réfugiés.

²⁴⁰ Rapport global des activités du HCR au Cameroun en 2009, p.3.

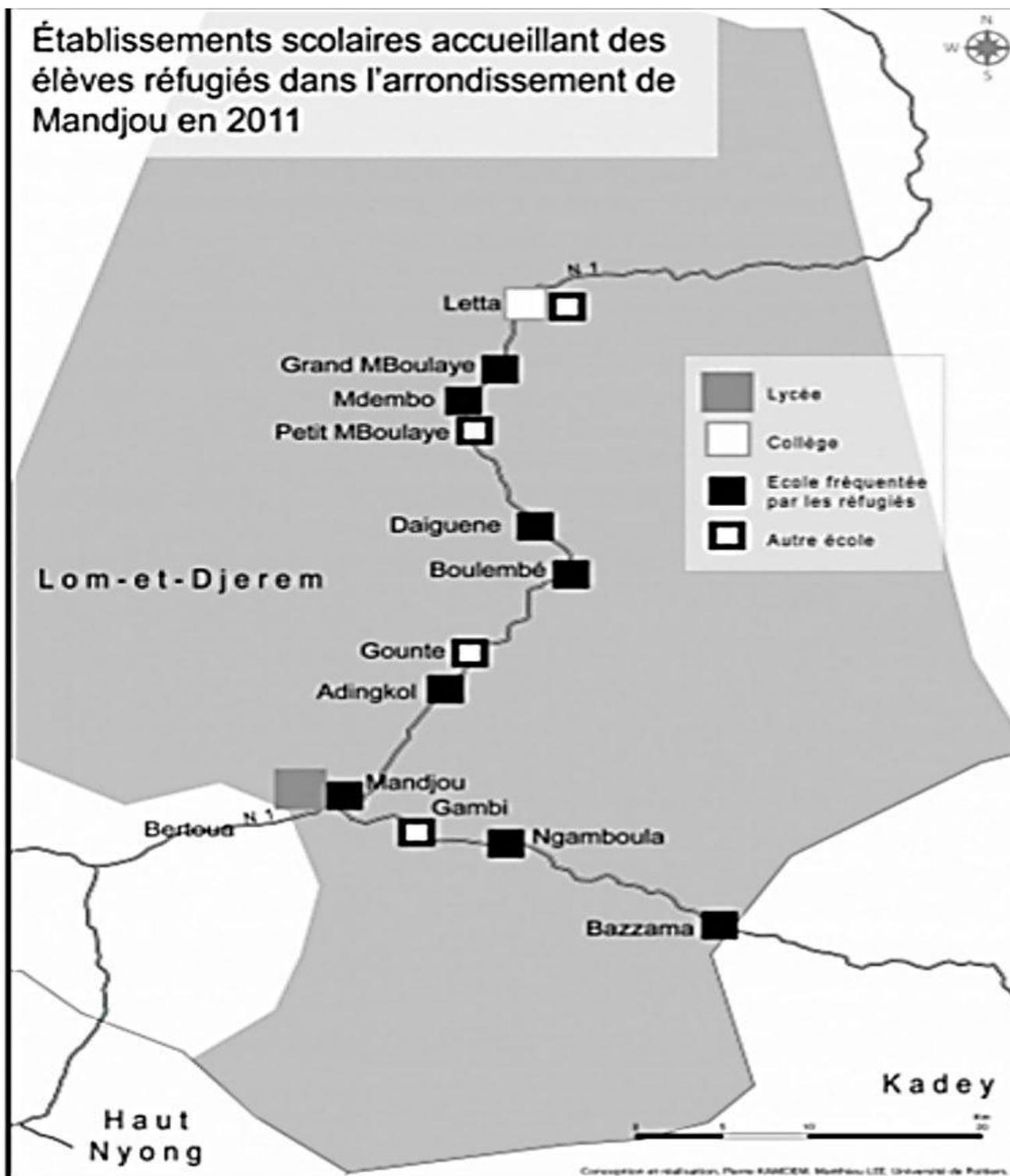
²⁴¹ P. Kamdem, « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun » in *Espaces populations sociétés*, 2016/3, 2017.

Toutefois, l'école pour les enfants réfugiés peut parfois constituer une véritable épreuve. Comme le révèle l'enquête de Pierre Kamdem, en dehors des cahiers, stylos, crayons et ardoises que les parents procurent plus facilement à leurs enfants, il est rare de trouver un enfant réfugié avec un livre au programme. L'acquisition de l'uniforme scolaire constitue un autre casse-tête puisque les deux tiers d'enfants n'en possèdent pas. Et parmi ceux qui en possèdent, une grande majorité des parents affirment acquérir cet uniforme par leurs propres moyens contre une courte minorité seulement dépendante des dons des organisations internationales et des ONG. Nonobstant toutes ces difficultés, la machine tourne et les enfants réfugiés tout comme les enfants camerounais de cette zone continuent de recevoir des enseignements sous l'encadrement des institutions locales et internationales.

Cette scolarisation d'enfants réfugiés centrafricains revêt un double impact immédiat dans leurs familles et leur communauté : elle permet d'une part d'assurer la formation d'individus éclairés et avertis par rapport aux enjeux socioéconomiques et donc moins enclin à se laisser bernier par des discours extrémistes qui viennent des groupes dont les agissements ne reposent sur aucune idéologie structurée, et d'autre part, le fait que ces enfants soient à l'école donne du temps et de l'espace aux parents qui peuvent donc se livrer en toute quiétude au développement de leurs activités génératrices de revenus pour pouvoir répondre favorablement dans la mesure du possible à leurs besoins et ceux de leur progéniture. C'est fort de cette remarque que les institutions internationales, les ONG et les autorités camerounaises ont développé une vaste campagne de scolarisation des enfants réfugiés dans la région de l'Est qui accueille la plus grande partie des centrafricains ayant quitté leur pays à la suite des guerres civiles qui ont débouché sur une crise internationale. La carte ci-dessous met en relief les établissements scolaires de l'arrondissement de Mandjou qui participent à l'intégration des réfugiés et à la lutte contre la radicalisation par le billet de la scolarisation.

²⁴² *Ibid.*

Carte 4 : Identification des établissements scolaires accueillant les élèves réfugiés dans l'arrondissement de Mandjou en 2011



Source : P. Kamdem, « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun », Espaces populations sociétés, 2016/3, 2017.

Suivant une logique de lecture Nord-Sud, on constate que les écoles publiques de l'arrondissement de Mandjou qui accueillent les enfants réfugiés sont celles des localités de Grand Mboulaye, Mdembo, Daignuene, Boulembé, Adingkol, Mandjou (centre), Ngamboula et Bazzama. Dans ce domaine, les efforts des institutions spécialisées de l'ONU (encadrées par les autorités camerounaises) sont complétés par le rôle impactant des ONG.

2-La contribution des ONG

Les ONG apportent leur pierre à l'édification d'une société paisible et rassurante. Face à l'extrémisme violent, il apparaît évident, au vu des prises de position de la quasi-totalité des acteurs, que la solution passe par la réduction des mobiles de frustrations des populations vulnérables ainsi que la formation de celles-ci. En effet, l'accès aux écoles de la localité est fortement facilité par les ONG qui, généralement prennent en charge les frais d'assurance scolaire et les frais liés à l'APEE (fixés pour l'année académique 2009-2010 à 2500FCFA/enfant)²⁴³. Ce qui explique qu'une très grande majorité des parents réfugiés affirment ne pas rencontrer de difficultés réelles pour faire inscrire leurs enfants à l'école.

Cependant, on fait le constat selon lequel, paradoxalement, les parents d'enfants autochtones rencontrent encore plus de difficultés pour l'accès de leur progéniture à l'école que les parents réfugiés. Les obstacles évoqués sont surtout d'ordre financier. Cette situation favorise l'émergence, chez les locaux, d'un sentiment d'injustice et ouvre la voie à l'ensauvagement des relations entre autochtones et réfugiés. Les retombées de l'assistance humanitaire créent au passage des frustrations ou de nouvelles vulnérabilités, ce qui invite à questionner les postulats sur la protection et l'assistance à apporter aux demandeurs d'asile²⁴⁴. Le niveau d'épanouissement de ces derniers dépend aussi de la nature de la cohabitation avec les populations hôtes, qui est étroitement liée au degré d'aisance matérielle de celles-ci. C'est la raison pour laquelle l'on mentionnait plus haut que la stratégie se doit d'être globale et concertée pour un résultat optimum : pendant que les ONG et autres organisations internationales se battent pour assurer aux réfugiés des conditions de vie acceptables, il est nécessaire que l'Etat

²⁴³ Document de Stratégie Sectorielle de l'Education, IAEB de Mandjou, Rapports de fin d'année 2005-2011.

²⁴⁴ A. Mahamat, « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigériane et centrafricaine » in *Revue canadienne des études africaines*, publié en ligne le 07 septembre 2021 sur <https://www.tandfonline.com>, consulté le 18 janvier 2023 à 10h 23.

camerounais s'investisse aussi pour éviter que la satisfaction des uns n'alimente la frustration des autres en conduisant à des affrontements dont les cas sont légion.

Présente au Cameroun depuis 2014, année où la crise centrafricaine avait atteint son paroxysme, l'ONG humanitaire Solidarité Internationale (SI) met en œuvre des projets Eau, Hygiène, Assainissement (EHA) et Sécurité Alimentaire. Dans la région de l'Est-Cameroun, pour répondre à l'afflux important de réfugiés fuyant la crise centrafricaine, l'ONG a entre autre mis sur pied des projets d'amélioration des conditions d'accès à l'eau, assainissement et des conditions d'hygiène, ainsi que des conditions de production agricole et d'appuis aux moyens d'existence sur le site de Gado et les villages environnants. Sur le sol camerounais, l'organisation a désormais trois bases opérationnelles à Garoua-Boulai, Mokolo et Makary et une équipe de coordination à Yaoundé.

Dans le cadre de la concrétisation de ses différents projets, SI a réalisé du 6 au 14 décembre 2018, une évaluation rapide de la situation de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence des ménages des réfugiés et de la population hôte sur 24 sites ou village d'accueil des réfugiés centrafricains sur l'axe Meiganga-Bétaré Oya²⁴⁵. Les principaux paramètres relevés concernaient la composition et le statut du ménage, les actifs et les principales sources de revenus/d'alimentation du ménage, les principaux indicateurs de sécurité alimentaire ainsi que des questions en lien avec l'accès à l'eau et les pratiques d'hygiène. En parallèle, une enquête a été menée sur la taille, la fréquentation, la propreté, l'accessibilité de ces marchés ainsi que la disponibilité des produits de base et leur circuit d'approvisionnement. Cette évaluation de l'état des besoins sur le terrain révèle la volonté de l'ONG de participer dans la mesure du possible à l'amélioration des conditions d'existence des populations de la zone. Une initiative qui participe une fois de plus à la réduction de la frustration et de la vulnérabilité matérielle qui sont le principal moteur qui alimente l'extrémisme violent.

A côté de ces ONG internationales figurent certaines ONG camerounaises qui participent à cette initiative visant à réduire au maximum les effets de l'extrémisme violent dans la zone d'étude. C'est le cas de l'ONG Développement Cameroun dont le responsable de la région de l'Est livrait la stratégie de lutte contre l'extrémisme violent dans un entretien en juillet 2021 :

²⁴⁵ Solidarité Internationale, « Cameroun : évaluation des besoins dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, décembre 2018 » in www.humanitarianresponse.info consulté le 18 janvier 2023.

Il faut dire qu'ici à développement Cameroun, nous avons d'abord une mission de formation, une mission d'éducation. Nous travaillons déjà à la base sans s'en rendre compte que nous contribuons à ça, parce que lorsque vous rassurer un jeune en lui disant qu'il y a une formation qu'il peut faire dans le domaine entrepreneurial, et cette formation peut déboucher sur son indépendance financière, je crois qu'il ne peut plus s'engager dans l'extrémisme. Développement Cameroun est en partenariat avec les acteurs de la société civile et les acteurs étatiques. La principale difficulté est celle de la résilience des jeunes, qui pensent qu'ils ont assez de temps et vivent dans une sorte d'inconscience²⁴⁶.

A la lecture de toutes les interventions des différentes parties prenantes dans la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent, il ressort globalement que pour réduire significativement les effets du fléau, il est urgent de réduire la vulnérabilité des populations dans la zone d'étude en y apportant l'instruction, la formation (qui assurent une certaine égalité des chances dans l'ascension sociale) et les biens et équipements de première nécessité pour leur assurer à ces dernières les meilleures conditions de vie possible.

²⁴⁶ T. Evina Mimbama, « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation... p.45.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Depuis le début de la décennie 2000, la frontière orientale du Cameroun est régulièrement le théâtre d'actes d'une violence extrême. Ces vagues de violence qui se sont poursuivies au cours de la décennie 2010 jusqu'au début des années 2020 dans la région de l'Est en général et de façon plus spécifique dans le département du Lom et Djerem sont intimement liées au climat d'instabilité sociopolitique interminable dans lequel est plongée la République centrafricaine depuis plusieurs années déjà. En effet, depuis 2003, la RCA a connu trois crises politiques majeures qui ont progressivement détérioré la structure économique et le climat social du pays, entraînant de nombreux mouvements de personnes et de matériels vers le Cameroun et dans la région de l'Est en particulier. La crise centrafricaine de 2003 qui avait conduit à l'accession à la magistrature suprême de François Bozizé avait particulièrement vu l'intervention de combattants tchadiens et soudanais qui avaient combattu aux côtés de Bozizé contre des promesses qui leur avaient été faites, notamment leur intégration dans les Forces Armées Centrafricaines l'issue de la prise du pouvoir par leur maître. Cependant, à la fin de la mission, les promesses faites n'ont véritablement pas été tenues à l'endroit de ces soldats de fortunes bien armés qui ont libéré la Centrafrique du régime de Patassé. Mal rémunérés et abandonnés à leur sort, ces ex-soldats tchadiens et centrafricains rompus au maniement des armes et endurcis par des années de guerre se replient au niveau de la frontière avec le Cameroun avec leur arsenal militaire pour terroriser, armes aux points, les agriculteurs et éleveurs centrafricains et camerounais.

Les crises centrafricaines suivantes de 2008 et 2013 ont davantage amplifié l'intervention de mercenaires étrangers armés. L'on assiste ainsi à des vagues de déplacements de personnes (centrafricains fuyant la guerre et demandant l'exile au Cameroun et les Camerounais de retour dans leur pays) et à une mobilité sans précédent d'armes de guerre traversant la frontière dans les mains non recommandables. Ces réfugiés qui affluent par milliers profitant de la porosité de la frontière sont enregistrés et placés dans des camps comme celui de Gado-Badzéré, pendant que beaucoup d'autres pullulent dans les campagnes et les villes frontalières de l'Est Cameroun à la recherche de moyens de subsistance. Cette arrivée massive d'étrangers combinée aux conditions socioéconomiques déjà assez précaire des Camerounais ne tarde pas à poser problème, car on se trouve dans une situation de surcharge humaine dans un environnement où la ressource est assez

limitée. Ces conditions de vie lamentables et la proximité des groupes rebelles qui contrôlent désormais une bonne partie du territoire centrafricain concourent ainsi à la radicalisation des populations dont les jeunes sont les principaux acteurs. La courbe de l'insécurité croit de manière spectaculaire dans la région de l'Est-Cameroun dont le département du Lom et Djerem est l'une des portes d'entrée. Cette unité administrative devient malgré elle la plaque tournante de la criminalité dans la région. L'extrémisme violent est devenu tellement incisif et déstabilisant dans la zone à l'étude, si bien qu'interroger les manœuvres de ce phénomène était devenu une nécessité.

L'extrémisme violent se présente ici sous plusieurs visages. Nous avons premièrement des kidnappings avec demande de rançons orchestrés par les membres des groupes armés venus de la Centrafrique, lesquels n'hésitent pas à éliminer physiquement les otages lorsqu'ils se rendent compte que leurs intérêts sont menacés ; les agressions et assassinats perpétrés autant en zone rurale qu'en milieu urbain ; des cambriolages qui se sont accentués surtout dans la zone de Bertoua où les commerces et les ménages sont perpétuellement visés par les malfrats ; le phénomène de trafic d'ossements humains qui a davantage intensifié le degré de criminalité, le trafic des produits pétroliers de qualité douteuse et autres produits de contrebandes comme le chanvre et d'autres drogues douces et dures dont l'industrie criminelle est étroitement dépendante.

Les conséquences qui découlent de ces activités illégales sont assez déstabilisantes pour toutes les populations de l'unité administrative. Sur le plan économique, on assiste à une paralysie des activités de production que sont l'agriculture, élevage, une régression des activités commerciales régulièrement visées par les brigands, une stagnation de l'activité touristique du fait de l'insécurité galopante et un ralentissement des ménages des projets initiés dans les ménages à cause de l'éternel recommencement que leur imposent les bandits. Sur le plan social, les retombées sont également profondes avec notamment les nombreuses tensions et l'anomie sociale que cela génère et surtout la dynamique de reproduction du crime social qui élargi progressivement la zone d'influence de l'extrémisme violent au fur et à mesure que les hostilités perdurent. Au plan culturel, la radicalisation et l'extrémisme violent influencent les habitudes culturelles des peuples de la zone, surtout le peuple Mbororo qui essuie en permanence des attaques meurtrières des coupeurs de routes armés et qui se voit aujourd'hui contraint de renoncer

progressivement à un mode de vie ancestral pour embrasser des activités autres que l'élevage du bœuf qui constituait la pierre angulaire de la vie culturelle Mbororo. Au plan politique, les activités criminelles dont la zone de départ se situe en RCA ont de nombreuses implications dans le département du Lom et Djerem. Du fait de la porosité de la frontière, les nombreux débordements incontrôlés en terre camerounaise contribuent à l'entretien du trafic de l'identité d'une part, et au développement de l'apatridie d'autre part, tous ces deux statuts constituant une aubaine pour les criminels. D'un autre côté, l'incursion régulière des groupes rebelles centrafricains et leur intense activité en terre camerounaise justifient les craintes par rapport à un débordement irréversible pouvant conduire à un contrôle par les rebelles des localités comme Garoua-Bouläi.

Pour tenter d'endiguer le mal qui est déjà profond, des acteurs sur le terrain essaient, chacun à son niveau et à sa manière d'apporter des solutions pouvant désamorcer la situation et revenir à la normale. Pour ce faire, on assiste à une mobilisation des acteurs nationaux parmi lesquels figurent les autorités politiques et administratives, les forces de défense et de sécurité, les sectoriels et les acteurs de la société civile où l'on retrouve le rôle prépondérant des autorités traditionnelles et religieuses ainsi que des populations. En ce qui concerne les appuis internationaux, l'on note le rôle joué par les institutions internationales comme le HCR et le PAM et la contribution des ONG notamment dans l'encadrement des réfugiés et certaines populations locales vulnérables pour limiter la radicalisation qui est le premier pas vers l'extrémisme violent.

Il ressort de ce travail que l'extrémisme violent s'est aisément et rapidement répandue dans la zone frontalière de l'Est et plus précisément dans la zone d'étude suite à deux principaux manquements : d'une part, l'instabilité sociopolitique en RCA qui a opportunément révélé l'incapacité de l'Etat camerounais à établir son autorité et son emprise le long de la zone frontalière qui le sépare de ce pays dévoré par la violence et le chaos, ce qui facilite la l'introduction clandestine d'armes de guerre et de personnes dangereuses sur le sol camerounais ; d'autre part, l'on retrouve la constante de la pauvreté, voire de la misère ambiante qui rend vulnérable et radicalise les populations et contribue à la reproduction facile du crime social au sens de John Lea.

Le premier constituant qui rentre dans la définition d'un Etat c'est le territoire ; lequel est strictement délimité par des frontières qui devraient faire l'objet d'une attention et d'une

surveillance particulières surtout lorsqu'elles côtoient des Etats en proie aux troubles profonds. Lorsque la frontière n'est pas bien maîtrisée et surveillée comme dans ce cas de figure, le deuxième constituant qui est la population se trouve en situation d'insécurité et d'incertitude, amenant certains à rejoindre les rangs de ceux qui produisent l'insécurité pour se préserver et trouver matière à survivre, et le troisième constituant qui est l'institution se retrouve également menacée et affaiblie par les attaques extérieures conduites avec la complicité des éléments désorientés de l'intérieur. En ce qui concerne les populations locales, il est impératif que des actions concrètes et ponctuelles soient menées, surtout dans le domaine socioéconomique afin que ces dernières se sentent protégées par l'Etat et se mettent aux côtés de celui-ci pour repousser le mal qui sévit sous plusieurs formes.

ANNEXES

Annexe 1 : Attestation de recherche

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

 FACULTE DES ARTS, LETTRES
 ET SCIENCES HUMAINES

 DEPARTEMENT D'HISTOIRE



UNIVERSITY OF YAOUNDE I

 FACULTY OF ARTS, LETTERS
 AND SOCIAL SCIENCES

 DEPARTMENT OF HISTORY

ATTESTATION DE RECHERCHE

Je soussigné, Professeur **BOKAGNE BETOBO EDOUARD**, chef de Département d'histoire de la Faculté des Arts, Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Yaoundé I, atteste que l'étudiant **MPELA ME MPIENWA JONATHAN R.** matricule **13G075** est inscrit en Master II dans le dit département, option Histoire des Relations Internationales. Il mène, sous la direction du Pr **BELLA ACHILLE ELVICE**, une recherche universitaire sur le thème : « **La radicalisation et l'extrémisme violent dans la région de l'Est-Cameroun 1979-2020** ».

Nous le recommandons aux responsables des administrations, des centres de documentations, d'archives et toutes autres institutions nationales ou internationales, en vue de lui faciliter la recherche.

En foi de quoi, la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à Yaoundé le 10...JUN...2022...



Bokagne Betobo Edouard
 Maître de Conférences

Annexe 2 : Guide d'entretien

GUIDE D'ENTRETIEN

Madame, Monsieur,

Dans la cadre de la rédaction de notre travail de recherche ayant pour thème : « **La radicalisation et l'extrémisme violent dans la région orientale du Cameroun : cas du département du Lom et Djerem 2003-2022** », nous souhaitons quérir auprès de vous les informations ci-après, tout en vous garantissant du caractère confidentiel des données recueillies qui ne seront exploitées qu'à des fins académiques, nous vous prions de répondre aux questions en toute objectivité.

Item 1 : Contexte général de l'émergence de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les localités frontalières de l'Est-Cameroun

-D'après vous quelle est la situation à l'origine de cette montée de la violence dans la région de l'Est ?

-Serait-ce la situation d'instabilité permanente en République Centrafricaine ?

-Si oui, dans quelle mesure l'instabilité sociopolitique en RCA contribue-t-elle à l'augmentation des comportements extrémistes à l'Est-Cameroun ?

Item 2 : Cartographie de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem

-De manière générale quelles sont les formes de violence observées dans le Lom et Djerem ?

-Quelle est la nature de la relation entre les réfugiés centrafricains et les populations riveraines ?

-Les rapports entre les groupes ethniques locaux sont-ils pacifiques ou conflictuels ?

-L'évolution du grand banditisme rural et urbain : qui sont les auteurs ? Quelles sont leurs motivations ? Quels sont leurs modes opératoires ?

Item 3 : Conséquences des actes de radicalisation et d'extrémisme violent dans le département du Lom et Djerem

-Quelles en sont les conséquences sur le plan économique ?

-Quelles sont les incidences sociopolitique et culturelle ?

Item 4 : Stratégie d'endiguement de la radicalisation et l'extrémisme violent à l'Est-Cameroun

-Que font les institutions publiques (les autorités administratives, les différents sectoriels, les forces de défense et de sécurité) pour maîtriser ce phénomène ?

-Quel est l'apport de la société civile dans la lutte contre ces formes de violence ?

-Quel rôle joue les différents acteurs internationaux présents dans la zone ?

Annexe 3 : Cas d'agression à main armée dans une auberge à Mandjou (troisième point de l'hebdomadaire de sécurité)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE
DELEGATION REGIONALE SURETE NATIONALE-EST
COMMISSARIAT CENTRAL DE LA VILLE DE BERTOUA
COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DU 4ème
ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE BERTOUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

classer

N° 400 BHS/CSP/4A/BTA

BERTOUA, Le 15 OCT 2012

SOUS-PREFECTURE DE MANDJOU
ARRIVE LE 29 OCT 2012 T I N
ENREGISTRE S/NO 391

HEBDOMADAIRE DE SECURITE

La période allant du 08 au 15 octobre a connu un calme relatif dans le secteur. Toutefois il y'a lieu de relever les quelques cas saillants enrégistrés par le poste sur les plans:

SECURITE

1- Le 08/10/2012, le nommé IBRAHIMA Souley a été conduit au poste et transféré au Commissariat Central de la ville de Bertoua pour être présenté au Procureur de la République à l'issue de la procédure d'enquête ouverte contre lui pour menaces à main armée et violation de domicile. YAOUBA Issa a aussi été transféré le même jour au Commissariat Central de Bertoua pour être présenté au Procureur de la République au terme de l'enquête diligentée contre lui pour coups et blessures simples, défaut de la CNI et consommation des stupéfiants.

2- En date du 09 octobre 2012, le nommé KEMEFU Paul, soudeur domicilié à Djadomb nous a déclaré le vol survenu dans son atelier sis à Mandjou par des inconnus qui ont emporté des tubes carrés de 16 destinés à la fabrication des fenêtres, des barres de fer de 16 et bien d'autres outils. Il a été invité à déposer plainte contre inconnus dans nos services.

A3

3- Le 10/10/2012, le nommé AHMIDOU Adameu, chauffeur domicilié à Douala a déclaré au poste l'agression qu'il a subi dans une chambre de l'auberge SERGIO situé à l'entrée du parc des gros porteurs côté Garoua-Boulaf. Deux individus armés de couteaux ont fait irruption dans sa chambre aux environs de minuit. Après l'avoir légèrement blessé au dos, ils l'ont délesté de la somme de 70.000 frs, d'un téléphone portable de marque Samsung, de deux litres de liquide vert du levier de vitesse, un appareil cylindrique et une C.N.I. Une enquête a été ouverte.

Finale

4- Le 11 octobre 2012, aux environs de 23 heures, une bagarre s'est déclenchée entre un groupe de jeunes gens bororo et un baya qui sortait du bar dénommé FORESTIER. Les autres baya qui passaient par là se sont joints à leur frère et n'eût été une prompte et énergique intervention des éléments du poste, nous ne sommes pas passés loin d'un affrontement entre les deux communautés. Suite à cet incident, nous avons demandé au tenancier dudit bar de nous procurer sa licence d'exploitation. Celui-ci nous a déclaré qu'il a déposé un dossier à la Sous-préfecture cinq jours avant cet incident.

5- En date du 12/10/2012, les éléments du poste ont assuré un service d'ordre au Lycée Technique de Kamo à l'occasion de la journée nationale de l'orientation scolaire, cérémonie qui était présidée par le Gouverneur de la Région de l'Est.

6- Le 14 octobre 2012, HAMADA Mirabeau, cultivateur domicilié à Gounté nous a déclaré qu'il a été agressé par un certain SOULEY au carrefour Mandjou. Au cours de cette agression, il a été blessé à la tête et nous lui avons demandé de se rendre à l'hôpital avant de revenir déposer une plainte dans nos services.

S O C I A L

Annexe 4 : Coup de vol de matériel au lycée technique de Kano (arrondissement de Mandjou)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE
DELEGATION REGIONALE DE LA SURETE NATIONALE-EST
COMMISSARIAT CENTRAL DE LA VILLE DE BERTOUA
COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DU 4eme
ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE BERTOUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX-TRAVAIL-PROGRES

*SP
classer dossier
sécurité
16/04/2012*

N° 145 /BIS/CSV/4A/LTA

BERTOUA LE. 16 AVR 2012

BULLETIN HEBDOMADAIRE DE SECURITE
-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-0-

Un calme relatif a régné dans le secteur pendant la période allant du 09 au 16 avril 2012. Toutefois le poste a enregistré quelques cas saillants sur les plans:

SECURITE

- A4. 1- En date du 09 avril 2012, le Proviseur du Lycée Technique de KANO a déposé une plainte contre inconnu dans nos services pour vol de trois ordinateurs dans son établissement. Le jour de la rentrée du troisième trimestre, il a été informé par le Chef des Travaux qu'il manquait trois ordinateurs dans l'atelier. Une enquête a été ouverte.
- 2- Le 11 avril 2012, NOUKAMA Simplicie, commis de santé domicilié à Mandj a déclaré qu'il a été agressé le 10 avril par des inconnus aux environs de 23 heures 30 minutes. Les malfaiteurs sont entrés dans sa maison sise derrière l'Ecole Publique de Mandjou, après avoir coupé l'électricité dans la maison, ils l'ont éclairé le visage à l'aide des lampes torches qu'ils détenaient et ont pris la fuite à son réveil. Des investigations sont en cours.
- 3- Le 11 avril 2012, MOUGOU Virginie Flore, ménagère domiciliée à ENIA a conduit au Poste de Police les nommées ANBITO KARANGA Carine, AWA IRIESTE e MOGA MBIAM Christiane, respectivement âgées de 12 ans pour les deux premières et 09 ans pour la troisième. Elle soupçonne une certaine Brigitte domiciliée à Mandjou d'avoir ensorcelé les trois fillettes. Une enquête a été ouverte.
- 4- Le 13 avril 2012, MOHAMADOU HAMIDOU, chauffeur domicilié à Bertoua, nous a déclaré qu'il a trouvé une pendule murale et 45 disquettes dans sa boutique sise à ENIA. Il a été tenu à consigner lesdits objets au Poste de Police.

MAINTIEN DE L'ORDRE

La rentrée scolaire du troisième trimestre dans les différents établissements de la ville de Bertoua, en particulier les établissements scientifiques et Bilingue a aussi marqué la reprise de la circulation par les éléments du Commissariat à cet endroit pour faciliter le passage de la route aux élèves

LE COMMISSAIRE
LE 2eme ADJOINT
Mamadou Edimo
LE CHEF DE POLICE PRINCIPAL

Annexe 5 : Cambriolage du domicile d'un commerçant le 8 novembre 2012 à Mandjou

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE
DELEGATION REGIONALE DE LA SURETE NATIONALE-EST
COMMISSARIAT CENTRAL DE LA VILLE DE BERTOUA
COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DU 4ème
ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE BERTOUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

N° 471/BHS/CSP/4A/BTA

SOUS-PREFECTURE DE MANDJOU
ARRIVE LE 13 NOV 2012
ENREGISTRE S/N° 405

BERTOUA, Le 17.2 NOV 2012

BULLETIN HEBDOMADAIRE DE SECURITE

La période allant du 06 novembre au 12 novembre 2012 a connu un calme relatif dans le secteur. Toutefois, il y'a lieu de signaler les quelques cas saillants enregistrés sur les plans:

SECURITE

En date du 06/11/2012, le nommé SAIDOU YAYA a conduit dans nos services ISSA Sambo et MOHAMADOU Moctar, pour vol de sa moto TVS et les pièces afférentes à sa mise en circulation. Une enquête a été immédiatement ouverte et s'est soldée par le transfèrement de Mohamadou Moctar au commissariat Central pour être présenté au Procureur de la République.

Le 06/11/2012, le nommé MOHAMADOU Laminou a été transféré au commissariat central de la ville de Bertoua au terme de l'enquête ouverte contre lui pour abus de confiance.

Cambriolage

En date du 08/11/2012, le nommé IBRAHIMA Adji, commerçant domicilié à Mandjou nous a déclaré le vol par effraction perpétré dans son domicile alors que son épouse et lui se trouvaient en voyage. Les malfaiteurs non identifiés ont cassé sa porte à l'aide d'une hache trouvée sur les lieux et ont emporté un ordinateur complet de marque DELI un amplificateur de marque Jack, un colis d'or d'une valeur d'un million cinq cent mil plus un tapis. Le déclarant a été invité à déposer une plainte contre inconnu.

Le 09/11/2012, le nommé SAIDOU Sambo nous a déclaré que la moto de marque Royal conduite par Hamadou Didjani, aide-commerçant domicilié à Mandjou a percuté sa petite fille nommée OUMAMATOU âgée de 07 ans et élève à l'Ecole Publique Primaire de Mandjou à la sortie des classes. La victime a été conduite à l'Hôpital Régional de l'Est par le conducteur de la moto pour les soins.

En date du 11/11/2012, le nommé YERE Nguiaro Marius, cultivateur domicilié à Mandjou a conduit au poste de police le nommé Oumarou Benjamin surpris en flagrant délit de vol d'ignames dans son champs situé à la traversée de la Bjandombé. Une enquête a été ouverte.

Le 12/11/2012, le nommé OUMAROU Abdoulaye, commerçant domicilié à Mandjou nous a aussi déclaré le vol du moteur de sa délinquense survenu la nuit du 11 au 12/11/2012 au dépôt des planches de Kano par des individus non identifiés. Il a déposé une plainte.

Il ne rappelle jamais l'histoire
SOCIAL
En date du 03/10/2012, le nommé Ahmadou Tidjani s'est plaint au poste du mauvais comportement du chef de village de Gounté qui a logé ses enfants dans l'une de ses maisons à Mandjou contre paiement du loyer à raison de de 10.000frs le mois. Après avoir accumulé 02 mois d'arriérés, le propriétaire lui a demandé tout simplement de libérer sa maison et d'en trouver une autre sans réclamer les impayés qui s'élevaient à 20.000frs.

Après avoir promis qu'il allait régler la facture, le chef n'a pas honoré ses engagements, ceci au mépris de la tentative en conciliation que nous avons essayé de trouver entre lui et son bailleur.

Ce genre de comportement, encore qu'il vient de la part d'un auxiliaire de l'administration est gênant et demande qu'une solution urgente soit trouvée pour sauvegarder l'image de marque de notre administration.

Annexe 6 : Attestation de dépôt de plainte du Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education civique de Garoua-Boulaï suite au cambriolage de l'édifice dont il a la charge

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie</p> <p>-----</p> <p>PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE</p> <p>-----</p> <p>DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE</p> <p>-----</p> <p>DELEGATION REGIONALE DELA SURETE NATIONALE DE L'EST</p> <p>-----</p> <p>COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DE LA VILLE DE GAROUA-BOULAI</p>		<p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace-Work-Fatherland</p> <p>-----</p> <p>PRESIDENCY OF THE REPUBLIC</p> <p>-----</p> <p>GENERAL DELEGATION FOR NATIONAL SECURITY</p> <p>-----</p> <p>EAST REGIONAL DELEGATION FOR NATIONAL SECURITY</p> <p>-----</p> <p>PUBLIC SECURITY POLICE STATION OF GAROUA-BOULAI</p>
<p>N° <u>542</u>/ADV/DRSN-E/CSP/GB.</p>		
<p><u>ATTESTATION DE DEPOT DE PLAINTE</u></p>		
<p>Je soussigné SAKWE MOKIETE EMMANUEL, commissaire de police, commissaire de sécurité publique de la ville de GAROUA-BOULAI----- -----officier de police judiciaire, auxiliaire de monsieur le procureur de la république atteste que :</p>		
<p>S'est présenté ce jour le 02 avril 2022 dans mon unité le nommé LATH MESSAK GISLAIN OMER, né le 30/10/1983 à MAYOS dans la région de l'EST, département du HAUT NYONG, délégué d'arrondissement de la jeunesse et éducation civique domicilié à Garoua-Boulaï au quartier SABAL, tel N° 699033875, CNI N° ENO4290I5IWCIQJRIDI6 du 28/01/2020, et a déposé une plainte sous N°187 dans mes services contre inconnu pour cambriolage dans son lieu de service survenue dans la nuit du 1^{er} au 2 avril 2022.</p>		
<p>Le déclarant a été informé des dispositions de l'article (162) du code pénal Camerounais punissant quiconque aura sciemment fait usage d'un certificat ou d'une attestation concernant des faits matériels inexacte. En foi de quoi nous lui délivrons la présente attestation de dépôt de plainte pour servir et valoir ce que de droit</p>		
<p>Garoua-Boulaï le <u>06 AVR 2022</u></p>		
<p><u>Le Commissaire de sécurité Publique</u></p> 		
 <p>Officier de Police Principal 2^{ème} Adjoint au Commissaire</p>		
<p><u>Ampliation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • -Intéressée • -Archive/chrono 		

Source : Archives de la DAJEC de Garoua-Boulaï

Annexe 7 : Rapport de l'affrontement mortel Gbaya-Mbororo de juillet 2011 à Mandjou

A7.

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie</p> <p>REGION DE L'EST</p> <p>DEPARTEMENT DE LOM ET DJEREM</p> <p>ARRONDISSEMENT DE MANDJOU</p> <p>SOUS-PREFECTURE DE MANDJOU</p> <p>SECRETARIAT PARTICULIER</p>		<p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland</p> <p>EAST REGION</p> <p>LOM AND DJEREM DIVISION</p> <p>MANDJOU SUBDIVISION</p> <p>THE SUB-DIVISIONAL OFFICE</p>
---	---	--

N° 76/L/B15.07/SP MANDJOU, le 10 AUG 2011

CONFIDENTIEL

Le Sous-Préfet de l'Arrondissement
de MANDJOU

à
Monsieur le Préfet du Département
de Lom et Djerém

à BERTOUA

Objet : a/s affrontements entre
GBAYA et BORORO

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que le 20 Juillet 2011, les Communautés Gbaya et Bororo de MANDJOU ont manqué de s'affronter à la suite de l'assassinat d'un des membres de la première tribu citée, la confrontation ayant alors été évitée de justesse, grâce à l'intervention prompte et efficace des forces de l'ordre.

I - LES FAITS

Le 19 Juillet 2011 au-delà de minuit, je suis informé de l'assassinat autour de 22 heures de Monsieur BIGOND NGOPA Alphonse d'origine Gbaya par un jeune Bororo en fuite d'une part, d'autre part la détermination des membres de la communauté à engager des représailles, un projet visant précisément à incendier la mosquée centrale remplie de fidèles musulmans à l'aube ayant été mis au point à cet effet.

Immédiatement, je suis parti de BERTOUA où je réside pour apprécier la situation sur le terrain. Y étant, je rencontre une tension très vive, particulièrement des groupes de jeunes Gbaya armés de machettes

1/22

excités, violents et difficilement contenus par le Commissaire du 4^{ème} Arrondissement qui tente de leur faire entendre raison.

Les meneurs du soulèvement qui me reconnaissent mettent de l'ordre, pour me laisser me hisser sur le terre plein et leur parler. Convaincus par les arguments que j'avance, les manifestants, sous l'encadrement des policiers et des Gendarmes du Poste de gendarmerie de BOULEMBE, décident alors de rejoindre la Chefferie de MANDJOU I, pour attendre les résultats de la réunion de crise que je m'appête à tenir, avec les membres de la Communauté Bororo pour retrouver au plus vite le meurtrier.

M'étant cependant ravisé du fait que des renforts Gbaya continuent à arriver de BERTOUA 1^{er} et 2^{ème} et des villages environnants, la poignée de policiers et de gendarmes à notre disposition pouvant être rapidement débordée, je décide par conséquent d'alerter ma hiérarchie, à savoir Madame le Deuxième Adjoint Préfectoral, Monsieur le Préfet en personne en mission à Yaoundé, le Commandant de Compagnie de gendarmerie pour des renforts... enfin de nombreux autres collaborateurs capables d'apporter une contribution dans le sens de l'apaisement avant de regagner la Sous-Préfecture.

Mais, lorsque je suis informé une demie-heure plus tard du début des casses, et d'autres actes de vandalisme, je cherche à comprendre. Alors, des sources concordantes rapportent que les manifestants s'étant massivement groupés à la Chefferie de MANDJOU I, le maître des lieux à qui nous avions pourtant demandé de calmer la situation et les contenir, après un discours rempli d'émotion et de larmes, aura plutôt ordonné la vengeance en lançant clairement à l'intention de la foule « allez- y ! ».

Et ce fut alors le début de la violence. Aussitôt redescendu sur les lieux en compagnie de Madame le Deuxième Adjoint Préfectoral arrivée quelques minutes plus tôt, nous pouvions alors constater que les jeunes manifestants s'étaient divisés en quelques trois groupes pour agir rapidement. D'abord ceux qui tentaient d'incendier les dépôts de bois appartenant aux Bororo, ensuite ceux qui renversaient et cassaient les kiosques et les étalages des petits commerçants en bordure de route, tandis que le dernier groupe s'attaquait à l'aide de gourdins aux jeunes Bororo traînant dans le coin.

L'affrontement proprement dit entre les deux communautés, a failli survenir lorsque les vandales ont manifesté l'intention de s'attaquer aux boutiques et aux domiciles des Bororo situés en bordure des routes. Alors, rapidement ces derniers se sont organisés, armés de bâtons, d'arbalètes,, de couteaux et de flèches pour donner la réplique.

Heureusement, c'est à ce moment précis que les éléments du Peloton de Gendarmerie et du Groupement Mobile d'Intervention, ont surgi pour s'interposer entre les deux camps, libérant complètement le carrefour qui a failli être le théâtre d'un affrontement sanglant, et les belligérants repoussés de part et d'autre à distance très respectable, pour permettre aux autorités administratives d'engager les pourparlers.

Je voudrais par conséquent affirmer ici que contrairement aux nouvelles véhiculées par une certaine opinion, il n'y a jamais eu d'affrontements entre les Communautés Bororo et Gbaya de MANDJOU. Les 18 blessés enregistrés dans la journée du 20 Juillet, sont le fait des règlements de comptes dans les quartiers entre jeunes. Maîtrisés en effet, par les forces de l'ordre sur la route centrale, quelques uns sont descendus dans les maisons identifiées, et les occupants attaqués et blessés soit à la machette, soit au bâton.

C'est sur cette scène d'un conflit maîtrisé, que Monsieur le Gouverneur et sa suite sont arrivés, effectuant un tour complet de la ville pour évaluer la situation, avant la séance de travail qui s'est tenue dans les locaux de la Sous-Préfecture.

II - LE BILAN DES TROUBLES

a) Humain

La crise sociale de MANDJOU a enregistré :

- ❖ 01 mort, le nommé BIGOND NGOPA Alphonse, 46 ans, d'origine Gbaya, marié et père de 08 enfants, habitant du quartier Kano à Bertoua 2^{ème}, poignardé par un jeune Bororo en fuite dans la soirée du 19 Juillet 2011 au centre de Mandjou ; assassinat qui aura été à l'origine des troubles du lendemain dans cette cité.
- ❖ 18 blessés, attaqués dans les quartiers après que les forces de l'ordre aient évité l'affrontement entre les deux communautés sur l'axe central ; confère la liste complète ci-dessous :

- | | |
|-----------------------|----------------------|
| 1- ABDOURAMAN ISSA | 10- DENG Florence |
| 2- MOUHAMADOU OUSMAN | 11- HAMADOU RONFI |
| 3- YAOUBA YACOUBOU | 12- YAOUBA ABDOULAYE |
| 4- MOHAMOUDOU YAOUBA | 13- MENTAMBEME MAMA |
| 5- SANDO SALOMO | 14- SAIDOU OUSMANOU |
| 6- GARBA Fidèle | 15- DIALLO BELLO |
| 7- SOUIAHIBOU HAROUNA | 16- ADAMOU DJIBRILLA |
| 8- BAKOURA Bienvenu | 17- AMADOU DJIBRILLA |
| 9- TADANIA ALIOUM | 18- PENY Yanick |

Il y a lieu de préciser que, le bilan de ces attaques a été davantage lourd du côté Bororo, et à ce jour, tous les blessés sont sortis de l'hôpital régional où ils ont été admis.

b) Matériel

Le bilan à ce niveau est insignifiant, contrairement aux déclarations à sensation enregistrées ici et là, dans la mesure où, aux côtés de Madame le Deuxième Adjoint Préfectoral, j'ai été un témoin privilégié des actes de vandalisme qui ont été perpétrés par les manifestants.

En effet, les jeunes Gbaya auront cassé sous nos yeux des caisses vides de boissons au niveau de la Sous-Préfecture ; le feu mis au dépôt de bois a été maîtrisé et éteint. Tandis qu'au grand carrefour considéré comme le théâtre des événements, ils ont renversé ou brisé les kiosques, les étalages de vente des denrées alimentaires, les rôtisseries des bouchers, et quelques menus objets.

De ce qui précède, nous ne saurions parler d'un quelconque préjudice matériel dans la mesure où les commerces et transactions qui s'effectuent généralement dans ce secteur, ont repris dès le lendemain sans plaintes, ni travaux de réparation.

c) Bilan moral et psychologique

C'est à ce niveau que les troubles auront eu un réel impact. En effet, c'est depuis plusieurs années que Gbaya et Bororo se livrent à une guerre feutrée, à partir des griefs qu'ils se font mutuellement, sans que ces conflits soient portés à la place publique.

Si BIGOND avait été assassiné dans une ville cosmopolite comme BERTOUA, cet acte serait apparu comme un fait banal, laissé aux soins de la police et la justice. Mais, le fait qu'ici il ait entraîné des troubles graves, c'est-à-dire des représailles dirigées non point contre l'assassin, mais plutôt contre toute une communauté, cristallise dans les esprits l'existence d'un réel conflit entre Gbaya et Bororo ; le meurtre n'étant considéré alors que comme un détonateur.

Les troubles du 20 Juillet constituent par conséquent un indicateur, un précédent qui pourrait se répéter si des mesures n'étaient pas prises pour vider le contentieux entre les deux communautés qui se font face. MANDJOU apparaît ainsi, comme une poudrière que n'importe quelle étincelle pourrait enflammer.

De plus, les sacs de couteaux et d'autres armes blanches massivement saisis dans les domiciles, montrent clairement que les deux

Leur action est rendue facile dans la mesure où, étant Gbaya ou Bororo comme les habitants de MANDJOU d'une part, ils auraient déjà aussi bénéficié grâce à la complicité de certains responsables locaux, des cartes nationales d'identité du Cameroun d'autre part. Ce qui leur permet de se mouvoir en toute quiétude, aussi bien ici qu'à BERTOUA.

A la fin, si le séjour de ces populations spécifiques devait encore se prolonger, il serait souhaitable qu'il soit procédé non seulement à un recensement systématique et l'examen de la situation de chacun d'eux, mais encore l'aménagement des camps particuliers et suffisamment éloignés des villages.

CONCLUSION

A cause des coups, blessures et le sang versé par les 18 personnes admises à l'hôpital régional; la peur provoquée chez les Bororo à l'occasion de l'irruption dans la ville des Gbaya armés de machettes et de gourdins; par la présence massive, intimidante et dissuasive des forces de l'ordre; par le bouclage, les ratissages suivis d'interpellations, de saisies des armes blanches et des biens aux origines, douteuses; par la perturbation pendant des semaines de la vie et des activités; enfin le matraquage moral des réunions de sensibilisation, les populations de MANDJOU mesurent le prix et l'importance de la paix et de l'ordre public.

Seulement, à cause des griefs qui subsistent entre les communautés, la localité demeure comme une poudrière que n'importe quelle étincelle pourrait enflammer. Les responsables des communautés, l'élite et l'administration devraient par conséquent prendre à bras le corps de les mettre en cohésion à travers le dialogue intercommunautaire, l'enrichissement des plus démunis, et le règlement patient et objectif des contentieux qui les ont toujours opposés.

Le calme est revenu à MANDJOU, et nous recensons en ce moment les comportements, les milieux et les situations à risques, pour déployer les sensibilisations et mettre les balises sécuritaires partout où c'est nécessaire, afin d'éviter la survenance d'un autre trouble à l'ordre public.

LE SOUS-PREFET



Ivom Abega Dagobert
SECRETAIRE D'ADMINISTRATION PRINCIPAL

22/22

Source : Archives de la sous-préfecture de Mandjou

Annexe 8 : Cas de bagarre générale nocturne entre les jeunes Gbaya et Mbororo à Mandjou
(Quatrième point de l'hebdomadaire de sécurité)

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE
DELEGATION REGIONALE SURETE NATIONALE-EST
COMMISSARIAT CENTRAL DE LA VILLE DE BERTOUA
COMMISSARIAT DE SECURITE PUBLIQUE DU 4ème
ARRONDISSEMENT DE LA VILLE DE BERTOUA

REPUBLICQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

N° ~~100~~ BHS/CSP/4A/BTA
BERTOUA, Le 15 OCT 2012

SOUS-PREFECTURE DE MANDJOU
ARRIVE LE 29 OCT 2012 T I N
ENREGISTRE S/ND 291

HEBDOMADAIRE DE SECURITE

La période allant du 08 au 15 octobre a connu un calme relatif dans le secteur. Toutefois il y'a lieu de relever les quelques cas saillants enregistrés par le poste sur les plans:

SECURITE

1- Le 08/10/2012, le nommé IBRAHIMA Souley a été conduit au poste et transféré au Commissariat Central de la ville de Bertoua pour être présenté au Procureur de la République à l'issue de la procédure d'enquête ouverte contre lui pour menaces à main armée et violation de domicile. YAOUBA Issa a aussi été transféré le même jour au Commissariat Central de Bertoua pour être présenté au Procureur de la République au terme de l'enquête diligentée contre lui pour coups et blessures simples, défaut de la CNI et consommation des stupéfiants.

2- En date du 09 octobre 2012, le nommé KEMEFU Paul, soudeur domicilié à Djaomb nous a déclaré le vol survenu dans son atelier sis à Mandjou par des inconnus qui ont emporté des tubes carrés de 16 destinés à la fabrication des fenêtres, des barre de fer de 16 et bien d'autres outils. Il a été invité à déposer plainte contre inconnus dans nos services.

A3
3- Le 10/10/2012, le nommé AHMIDOU Adamou, chauffeur domicilié à Douala a déclaré au poste l'agression qu'il a subi dans une chambre de l'auberge SERGIO situé à l'entrée du parc des gros porteurs côté Garoua-Boulaf. Deux individus armés de couteaux ont fait irruption dans sa chambre aux environs de minuit. Après l'avoir légèrement blessé au dos, ils l'ont délesté de la somme de 70.000 frs, d'un téléphone portable de marque Samsung, de deux litres de liquide vert du levier de vitesse, un appareil cylindrique et une C.N.I. Une enquête a été ouverte.

4- Le 11 octobre 2012, aux environs de 23 heures, une bagarre s'est déclenchée entre un groupe de jeunes gens bororo et un baya qui sortait du bar dénommé FORESTIER. Les autres baya qui passaient par là se sont joints à leur frère et n'ont eu qu'une prompte et énergique intervention des éléments du poste, nous ne sommes pas passés loin d'un affrontement entre les deux communautés. Suite à cet incident, nous avons demandé au tenancier dudit bar de nous procurer sa licence d'exploitation. Celui-ci nous a déclaré qu'il a déposé un dossier à la Sous-préfecture cinq jours avant cet incident.

5- En date du 12/10/2012, les éléments du poste ont assuré un service d'ordre au Lycée Technique de Kano à l'occasion de la journée nationale de l'orientation scolaire, cérémonie qui était présidée par le Gouverneur de la Région de l'Est.

6- Le 14 octobre 2012, HAMADA Mirabeau, cultivateur domicilié à Gouaté nous a déclaré qu'il a été agressé par un certain SOULEY au carrefour Mandjou. Au cours de cette agression, il a été blessé à la tête et nous lui avons demandé de se rendre à l'hôpital avant de revenir déposer une plainte dans nos services.

S O C I A L

Source : Archives de la sous-préfecture de Mandjou

Annexe 9 : Rapport de l'incident mortel survenu dans le village de Boulembé en mars 2021

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie ***** REGION DE L'EST ***** DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM ***** ARRONDISSEMENT DE MANDJOU ***** SOUS-PREFECTURE DE MANDJOU ***** SECRETARIAT PARTICULIER *****</p>		<p style="text-align: right;">Ag</p> <p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ***** EAST REGION ***** LOM AND DJEREM DIVISION ***** MANDJOU SUBDIVISION ***** MANDJOU SUBDIVISIONAL OFFICE ***** PRIVATE SECRETARIAT *****</p>
<p>Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Mandjou A Monsieur le Préfet du Département du Lom et Djerem -Bertoua-</p>		
<p>Objet : <i>Rapport de l'incident mortel survenu dans le village Boulembé du 27 au 28 Mars 2021.</i></p>		
<p>J'ai l'honneur de vous rendre compte de l'incident mortel survenu dans la nuit du 27 au 28 Mars 2021 aux environs de 23 heures dans le village Boulembé.</p> <p>En effet, suite aux assises tenues dans mes services en date du 30 Mars 2021, regroupant toutes les parties prenantes à la résolution de ce conflit (cf. feuille de présence en annexe), il ressort qu'une bagarre aurait déclenché au marché entre un bororo et un kako. Celle-ci aurait dégénéré en rixe et conflit intercommunautaire. Le nommé Djibrila Moussa, décèdera quelques heures plus tard de suite de ses blessures. Bien plus, l'on recensera quatre (04) blessés graves de part et d'autre.</p> <p>Saisi, le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Mandjou se déportera sur les lieux et les différentes victimes conduites au centre de santé dudit village.</p> <p>A l'issue de cette rencontre, des instructions et recommandations fermes ont été formulées à l'endroit des différents responsables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le Commandant de Brigade devrait mener l'enquête avec la plus grande diligence, neutralité et fermeté au regard de la gravité des conséquences et du décès d'un protagoniste. Il devrait éclaircir les circonstances de cet incident afin d'en établir les responsabilités. 		

- Le Chef du village de Boulembé I, Majesté NDOZING Philemon devrait mieux collaborer en mettant à la disposition de l'enquêteur les membres de son comité de vigilance et toutes personnes impliquées de près ou de loin à cet incident.

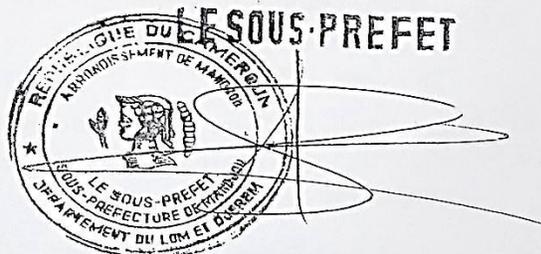
Toutefois, il convient de relever le manque de collaboration du Chef du village dans cette affaire qui couvrirait ses enfants et certains membres dudit comité impliqués ou témoins dans cette affaire.

- Le comité de vigilance dont les interventions ont souvent été très critiquées du fait de leur violence devront cesser toutes exactions ou maltraitance contre des interpellés allant au-delà de leur rôle qui est de mettre à la disposition des F.M.O toutes personnes soupçonnées d'infraction dans le village.
- Les leaders de chaque communauté devraient appeler leurs membres au calme, à la paix et à l'unité, indispensables au vivre ensemble.

Au vu de ce qui précède, une descente dans ce village a été programmée par l'Autorité de céans en raison de la sensibilité de cette affaire et de ses incidences sur la paix sociale.

Je vous rends compte à toutes fins utiles.

31 MARS 2021



Abdoullahi Ollani Ollani
Administrateur Civil

Annexe 10 : Rapport de l'incident du 20 décembre 2021 dans le village Bindia

<p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail – Patrie ----- REGION DE L'EST ----- DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM ----- ARRONDISSEMENT DE MANDJOU ----- SOUS – PREFECTURE DE MANDJOU ----- SRETARIAT PARTICULIER</p>		<p style="text-align: right;">Avo.</p> <p>REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail – Patrie ----- REGION DE L'EST ----- DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM ----- ARRONDISSEMENT DE MANDJOU ----- SOUS – PREFECTURE DE MANDJOU ----- PRIVATE SECRETARIAT</p>
<p>N° <u>177</u> /L/B15.07/SP</p>	<p>Mandjou le <u>23 DEC 2021</u></p>	
<p>LE SOUS – PREFET DE L'ARRONDISSEMENT DE <u>MANDJOU</u></p> <p style="text-align: center;">@</p> <p>MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA REGION DE L'EST <u>BERTOUA</u></p> <p style="text-align: center;">S/C</p> <p>MONSIEUR LE PREFET DU DEPARTEMENT DU LOM ET DJEREM <u>BERTOUA</u></p>		
<p>Objet : Incident du 20 Décembre 2021 dans le village Bindia Arrondissement de Mandjou.</p>		
<p>J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint , pour information le Message – Porté n°138/DRSN-E /CC/CSP/4A/BTA du 21 Décembre 2021 de madame le Commissaire de la Sécurité Publique du 4^{ème} Arrondissement de la ville de Bertoua à Mandjou a/s de l'incident de voisinage entre deux familles Bororo et Gbaya survenu en soirée du 20 Décembre 2021 aux environs de 17 heures 30 minutes dans le quartier BINDIA au lieu dit Ecole Publique.</p>		
<div style="display: flex; align-items: center;">  <div style="margin-left: 10px;"> <p>LE SOUS-PREFET</p> <p><i>Mani Henri Mani</i> Administrateur Civil</p> </div> </div>		

Source : Archives de la sous-préfecture de Mandjou

SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I-SOURCES PRIMAIRES

A-Archives

- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Rapport n° 76/L/B15.07/SP du Secrétariat Particulier dressé le 10 août 2011.
- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Bulletin hebdomadaire de sécurité n° 145/BHS/CSP/4A/BTA du 16 avril 2012.
- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Bulletin hebdomadaire de sécurité n° 400/BHS/CSP/4A/BTA du 15 octobre 2012.
- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Bulletin hebdomadaire de sécurité n° 431/BHS/CSP/4A/BTA du 12 novembre 2012.
- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Rapport n° 40/ L/B15.07/SP du 31 mars 2021.
- Archives de la sous-préfecture de Mandjou, Rapport n° 177/L/B15.07/SP du Secrétariat Particulier dressé le 23 décembre 2021.
- Archives de la DAJEC de Garoua-Boulai, Plainte n° 542/ADV/DRSN-E/CSP/GB du 06 avril 2022.

B-Sources orales

N°	Noms et Prénoms	Sexe	Age	Statut	Date et lieu de l'interview
1	Aba Zobo Thierry	M	36 ans	Délégué d'Arrondissement des Sports et de l'Education Physique	Le 07 juillet 2021 à Garoua-Boulai
2	Abel Sangono Aïcha	F	24 ans	Etudiante	Le 20 juillet 2022 à Bertoua
3	Abena Jean Patrick	M	40 ans	Sous-préfet de l'arrondissement de Garoua-Boulai	Le 22 juillet 2022 à Garoua-Boulai

4	Abo Bakary	M	59 ans	Chef de la communauté Mbororo de Garoua-Boulai	Le 22 juillet 2022 à Garoua-Boulai
5	Ambomo Mani Hervé Marie	M	37 ans	Sous-préfet de l'arrondissement de Mandjou	Le 26 juillet 2022 à Mandjou
6	Azia Sodea Michel	M	60 ans	Chef du Village de Gado-Badzéré	Le 22 juillet 2022 à Gado-Badzéré
7	Barka Daniel	M	56 ans	Maire de la commune de Bombe	Le 08 juillet 2021
8	Kalassi A C	F	30 ans	Député jeune de la ville de Garoua-Boulai	Le 07 juillet 2021 à Garoua-Boulai
9	Lath Messak Omer	M	39 ans	Délégué d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education civique de Garoua-Boulai	Le 21 juillet 2022 à Garoua-Boulai
10	Mbéfé Florent	M	35 ans	Enseignant au collège Lambert Van Heygen de Garoua-Boulai	Entretien téléphonique le 18 septembre 2022
11	Mpeme Mpeme Jean Patrick	M	32 ans	Enseignant	Le 8 août 2022 à Bertoua
12	Mpoul Fredi	M	33 ans	Habitant de la ville de Bertoua	Le 18 juillet 2022 à Bertoua
13	Soka Ndinga François	M	40 ans	Chauffeur, ex-otage des rebelles centrafricains	Entretien téléphonique le 17 janvier 2023

II-SOURCES SECONDAIRES

A-Ouvrages

- Amougou Mveng S.C., *De la contribution de la diplomatie chefferiale dans la riposte contre les extrémismes violents au Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2021.

- Beninga P-C. (Dir.), *Persistence de la crise en république Centrafricaine comprendre pour agir*, Yaoundé, Friedrich Ebert stiftung, 2017.
- Dugast I., *Inventaire ethnique du Sud Cameroun*, Mémoire de l'Institut Français d'Afrique Noire, A. Constant, 1949.
- Garaude P., *Al-Qaida*, Paris, Larousse, 2010.
- Gomina-Pampali L., *Un État ça meurt aussi ! (Histoire de l'instabilité politique et de la violence armée, facteurs de la déchéance de l'État centrafricain : 1979-2015)*, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2017.
- Khosrokhavar F., *Radicalisation*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2014.
- Prost A., *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Le Seuil, 1996.
- Soulet J. F., *l'Histoire immédiate*, Paris, PUF, 1994.
- Zouya Mimbang L., *L'Est-Cameroun de 1905 à 1960. De la mise en valeur à la marginalisation*, Paris, L'harmattan, 2013.
- Akhttiar M., *L'épistémologie de l'histoire chez Fernand Braudel (Espace, temps, homme)*, Paris, l'Harmattan, 2002.

B-Articles de revues

- Abé C., « Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina » in *La violence endémique en Afrique*, Munster, Lit Verlag Munster, 2004, pp.9-28.
- Etoga M. H. (Dir.), « Tourisme et insécurité au Cameroun. Quelles stratégies pour le maintien de l'activité dans les Régions du Nord, de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Est du pays ? » in *Revue Espace Géographique et Société Marocaine* n° 47/48, 2021.
- Fondation Kofi Annan., « Combattre l'extrémisme violent un guide pour les jeunes, fait par les jeunes » in *Kofi Annan Foundation Initiative*, 2016.
- Kamdem P., « Scolarisation et vulnérabilité : les enfants réfugiés centrafricains dans la région de l'Est-Cameroun » in *Espaces populations sociétés*, 2016/3, 2017.

- Lea J., « Le crime social revisité » in *Criminologie théorique*, Tome 3, n° 3, 1999.
- Leduc L., « Thucydide et la construction de l'histoire immédiate » In *Cahier d'histoire immédiate*, n° 26, 2006.
- Mahamat A., « Déplacés et réfugiés au Cameroun : profils, itinéraires et expériences à partir des crises nigérianes et centrafricaines » in *Revue canadienne des études africaines*, publié en ligne le 07 septembre 2021, consulté le 15 décembre 2021.
- Musila C., « L'insécurité transfrontalière au Cameroun et dans le bassin du lac Tchad » in *Ifri Programme Afrique subsaharienne*, 2012, pp.1-30.
- Nana Ngassam R., « Insécurité aux frontières du Cameroun » in *Etudes* n° 3 de mars 2014.
- Ngodi E., « L'Afrique centrale face à la circulation des groupes politico-militaires. Une analyse opérationnelle à partir du cas centrafricain » in *L'Afrique centrale face aux menaces, regards géopolitiques et géostratégiques sur son espace et son pourtour extrarégional*, *Enjeux, Revue semestrielle d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, N° 53, 2^e semestre 2018, pp. 115-125.
- Nkengue Y.L., « La radicalisation et l'enrôlement de la jeunesse dans les groupes extrémistes armés au niveau local » in *L'Afrique centrale face aux menaces, regards géopolitiques et géostratégiques sur son espace et son pourtour extrarégional*, in *Enjeux, Revue semestrielle d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, N° 53, 2^e semestre 2018, pp. 127-139.
- Saïbou I., « Soongoobe, bandits justiciers dans la plaine du Diamaré, Nord-Cameroun sous l'administration française » in *Ngaoundéré Anthropos*, vol. III, 2001.
- Tamekamta A.Z., « Centrafrique : De l'Etat fantôme à l'Etat-canon », Brève du GRIP (Bruxelles), 26 mars 2013.
- Saïbou I., « L'embuscade sur les routes des abords du Lac Tchad » in *Politique Africaine*, n° 94, juin 2004.
- Saïbou I., « La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier » in *Polis : revue camerounaise de science politique*, Vol 13, Numéros 1-2, 2006, pp.119-145.

C-Rapports

- Baiocchi A., « Rapport Coordonnateur-Résident sur l'utilisation des subventions du CERF-Cameroun » 2018, consulté en ligne le 12 décembre 2021 sur <http://cerf.un.org/sites/default/files/ressources/18-UF>.
- Rapport global des activités du HCR au Cameroun en 2009.
- Rapport québécois sur la violence et la santé, publié par l'Institut National de la Santé Publique du Québec (INSPQ) en juin 2021. Consulté le 12 décembre 2021.
- . Evina Mimbama T., « Rapport de collecte des données sur l'extrémisme violent et la radicalisation chez les jeunes et les adolescents à l'Est Cameroun », enquête effectuée au compte du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique (MINJEC), Juillet-Août 2021.
- *United Nations Development Program, Measuring Economic Impact of Violent Extremism Leading to Terrorism in Africa.*

D-Journaux

- Actualités de l'Est, Journal digital d'informations générales de l'Est Cameroun.
- *Cameroon Tribune* du lundi 26 octobre 2014.
- *Eco Matin* du 29 septembre 2021

E-Sources numériques

- « Le monde-diplomatique.com », consulté le 2 janvier 2022.
- Anonyme., « Bétaré-Oya : un chinois tue un villageois avant d'être lynché » in mobile.camerounweb.com publié le jeudi 16 novembre 2017, consulté le 20 août 2022 à 18h 10.
- Anonyme., « Cameroun-Insécurité : Les brigands dictent leurs lois à Bertoua » in www.237online.com, consulté le 8 août 2022 à 16h 15.
- Anonyme., « Criminalité : Cameroun plaque tournante du trafic de drogue en Afrique Centrale » ecomatin.net du 15 septembre 2018, consulté le 14 août 2022 à 15h 50.
- Anonyme., « Trafic de stupéfiants : 101 sacs de chanvre indien saisis et détruits par la gendarmerie à Bertoua » in actucameroun-com.cdn.ampproject.org, consulté le 14 août 2022 à 16h32.

- Chemete P., « Un soldat centrafricain aux arrêts à Bertoua » in www.camerounlink.com du 23 mai 2014, consulté le 10 août 2022 à 11h 29.
- Chi Elvido S., « Commerce : l'insécurité fait chuter de 80% le marché du bétail de Gbiti à l'Est-Cameroun » in Data Cameroon information citoyenne au service de la cité, publié le 19 janvier 2022, consulté en ligne sur <http://www.datacameroon.com> le 30 septembre 2022 à 09h 40
- Dieng A., « Le plan d'action des responsables et acteurs religieux pour prévenir l'incitation à la violence pouvant mener à des atrocités criminelles » in <http://www.un.org/en/genocideprevention>, publié en juillet 2017, consulté le 18 décembre 2022 à 21h 25.
- Foula M., « Commerce illicite : enquête sur le trafic d'ossements humains à l'Est » ecomatin.net du 25 août 2021, consulté le 18 août 2022 à 13h27.
- Kum P., « Cameroun : les Mbororo entre nomadisme et sédentarité » in www.angenceanadolu.com.tr, consulté le 18 septembre 2022 à 09h 30.
- Linge I., « Garoua-Boulaï : les otages camerounais libérés » in www.journalducameroun.com, publié le 5 novembre 2012, consulté le 13 août 2022 à 18h 55.
- Mahop C., « Le chef de Garoua-Boulaï kidnappé puis libéré » in www.237online.com, consulté le 15 août 2022 à 14h 05.
- Melchior F., « 11 septembre 2001 : Patrick Braut vivait son rêve américain » in La Dernière Heure du 6 septembre 2011, consulté en ligne sur <http://www.dhnet.be> le 3 janvier 2022 à 18h 20.
- Minfegue Assouga C., « Le conflit entre Gbaya et Mbororo à Mandjou (Est Cameroun). Entre une autochtonie « virtuelle » et des revendications aux relents socio-économiques » in www.irenees.net de juin 2014, consulté le 15 septembre 2021 à 10h 35
- Sigel A., « Kenya : ce qu'il faut savoir sur le massacre de l'université de Garissa » in bfmtv.com, 7 avril 2015,
- Solidarités International, « Cameroun : évaluation des besoins dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, décembre 2018 » in www.humanitarianresponse.info consulté le 18 janvier 2023.
consulté le 3 janvier 2022.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Accord tripartite pour le rapatriement volontaire des réfugiés centrafricains vivant au Cameroun entre le Gouvernement de

la république du Cameroun, le Gouvernement de la République centrafricaine et le HCR, 29 juin 2019, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/5d2f244a4.html>, consulté le 20 septembre 2022 à 12h 15.

-Kouagne E., « Cameroun. Bagarre mortelle entre chinois et locaux dans une mine d'or » in www.m.le360.ma publié le 16 novembre 2017, consulté le 15 août 2022 à 21h 10.

-Mahop C., « Cameroun-faits divers. Bertoua : Agressions par motos » in cameroun24-net.cdn.ampproject.org du 10 août 2015, consulté le 8 août 2022, à 12h 50.

-Ntog J., « Garoua-Bouläï : des preneurs d'otages venus de RCA tués par la population » in journalducameroun.com, publié le 30 mars 2015, consulté le 5 août 2022 à 22h.

-Olinga A. G., « Garoua-Bouläï. Les 4 otages camerounais libérés par les rebelles centrafricains » in cameroonvoice-com.cdn.ampproject.org, consulté le 13 août 2022 à 18h 22.

-Ougock A., « Cameroun : Une otage de 12 ans tuée par ses ravisseurs après une discorde sur la rançon » in www.koaci.com publié le mardi 1^{er} mars 2022, consulté le 12 juin 2022 à 18h 15.

-Pawella J., « Synthèse de définitions de la radicalisation » in radical.hypotheses.org, publié le 03 février 2021, consulté le 26 juin 2022.

-Tiadjeu G., « L'enregistrement des réfugiés dans la façade Est du Cameroun » in www.fmreview.org, consulté le 28 septembre 2022 à 10h 13.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE	i
DÉDICACE	ii
REMERCIEMENTS	iii
LISTE DES ILLUSTRATIONS	iv
LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES	v
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE	1
CHAPITRE I : CONTEXTE GENERAL DE L'ÉMERGENCE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES LOCALITÉS FRONTALIÈRES DE L'EST CAMEROUN	27
I- LES DIFFÉRENTES CRISES CENTRAFRICAINES SURVENUES DEPUIS 2003	27
1-Le coup d'État de mars 2003 et la Première guerre civile centrafricaine.....	28
2-La deuxième guerre civile centrafricaine	30
3-La troisième guerre civile Centrafricaine	33
II-LES DYNAMIQUES ENGENDRÉES PAR L'INSTABILITÉ SOCIOPOLITIQUE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	35
1-Les mouvements des populations	35
2-La circulation des armes de petit et gros calibre entre la RCA et la région de l'Est- Cameroun.....	39
3-Dissémination des bandes armées de part et d'autre de la frontière.....	42
III-INCIDENCES DIRECTES DES CRISES CENTRAFRICAINES DANS LA RÉGION DE L'EST-CAMEROUN	45
1-Contraste entre les effectifs humains et les ressources disponibles.....	45
2-Vulnérabilité plurielle des réfugiés et des locaux.....	46
3-Eclosion et développement des activités illicites.....	48
CHAPITRE II : CARTOGRAPHIE DE LA RADICALISATION ET DE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM	52
I- L'ÉCLOSION ET LE DÉVELOPPEMENT DU GRAND BANDITISME RURAL ET URBAIN	52
1-Du phénomène de coupeurs de routes	52
2-Des agressions et assassinats	63

3-Du vandalisme et des coups de vol.....	67
II-LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT EN TERMES D'AFFRONTLEMENTS INTERCOMMUNAUTAIRES	69
1-L'antagonisme entre les communautés ethniques locales	69
2-L'antagonisme entre communautés locales et étrangers	74
III-LA NAISSANCE ET L'ÉPANOUISSEMENT D'AUTRES ACTIVITÉS LIÉES AU CRIME	77
1-Du phénomène de trafic d'ossements humains	77
2-Du trafic des drogues et autres substances psychotropes	79
3-La vente de produits de contrebande	81
CHAPITRE III : CONSÉQUENCES DES ACTES DE RADICALISATION ET D'EXTREMISME VIOLENT DANS LE DÉPARTEMENT DU LOM ET DJEREM.....	83
I- LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES.....	83
1-Des activités agricoles totalement paralysées.....	83
2-Des pasteurs Mbororo contraints à l'inertie.....	85
3-Le ralentissement des activités commerciales, touristiques et la souffrance des ménages .	90
II- LES CONSÉQUENCES SOCIOCULTURELLES.....	95
1-Un impact social significatif.....	96
2-Un important déséquilibre culturel	101
III- LES IMPLICATIONS POLITIQUES	104
1-Du trafic de l'identité.....	104
2-Le développement de l'apatridie et le risque permanent de déstabilisation des institutions républicaines	107
CHAPITRE IV : STRATÉGIES D'ENDIGUEMENT DE LA RADICALISATION ET L'EXTREMISME VIOLENT A L'EST-CAMEROUN.....	111
I- LES ACTIONS MENÉES PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES	111
1-Les offres des autorités administratives et des forces de maintien de l'ordre en terme de prévention et de renforcement du dispositif sécuritaire	111
2-Les solutions apportées par les sectoriels	116
3-Les solutions préconisées par quelques organisations de jeunesse	119
II-LES SOLUTIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.....	123
1-L'apport des groupes ethno communautaires	123
2-Les solutions apportées par les organisations religieuses.....	128
III-LA CONTRIBUTION DES ACTEURS INTERNATIONAUX.....	130

1-L'apport des institutions spécialisées de l'ONU	130
2-La contribution des ONG.....	136
CONCLUSION GÉNÉRALE	139
ANNEXES.....	143
SOURCES ET RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	158
TABLE DES MATIÈRES	165